

Projet éolien de Blancs Monts

Communes d'Aumâtre et de Frettecuisse (Somme)

Enquête publique n° E21000022/80

**du jeudi 08 avril au mardi 11 mai 2021 inclus
34 jours consécutifs**

**Désignation par le Tribunal administratif d'Amiens
en date du 08 février 2021
Arrêté préfectoral du 22 février 2021**



Demande d'Autorisation Environnementale

**- Rubrique n°2980 de la nomenclature ICPE -
En vue d'exploiter un parc éolien comprenant 06 aérogénérateurs
(Type SIEMENS-GAMESA SG145 – Hauteur maximale : 180 m – Puissance nominale : 4,8 MW)
et 02 postes de livraison sur le territoire des communes d'Aumâtre et de Frettecuisse,
par la SASU WP France 20**



Rapport d'enquête publique

Transmis le 11 juin 2021

Le commissaire enquêteur P. JAYET

SOMMAIRE du RAPPORT

1^{ère} Partie du Titre 1 : Présentation du projet

Titre 1 – Généralités concernant le projet soumis à enquête publique	01
1-1. Présentation du demandeur	01
La société SASU WP France 20	01
La filiale de Total Quadran	
1-2. Objet de l'enquête publique	02
1-2-1. L'objet général de la Demande d'Autorisation environnementale du projet	02
1-2-2. Les caractéristiques générales du projet	03
1-3. La procédure d'autorisation environnementale	03
1-3-1. Cadrage réglementaire	03
1-3-2. Procédure au titre de la réglementation sur les installations classées	04
1-3-3. Les consultations préalables et avis exprimés	04
1-4. Composition du dossier d'enquête publique	05
1-4-1. Liste énumérative des pièces constitutives du dossier d'enquête publique	05
1-4-2. Autres documents	06
1-5. Les capacités techniques et financières du demandeur	06
1-5-1. Les capacités techniques	06
⇒ Capacité à piloter les installations et organisations	06
⇒ Identification des sites	07
⇒ Démantèlement et Repowering	07
⇒ Modification de la réglementation concernant le démantèlement	07
1-5-2. Les capacités financières	07
⇒ Le financement du projet	07
⇒ Plan d'affaire prévisionnel	08
⇒ Assurances	08
1-5-3. Les garanties financières	09
1-6. La procédure de concertation préalable	09
1-6-1. La procédure de concertation mise en place	09
1-6-2. Historique de la procédure de concertation	10
➤ La rencontre et le travail avec les élus et l'administration (2014-2019)	10
➤ Les entretiens individuels avec les acteurs locaux (2018)	10
1-6-3. Les outils d'information et de présentation du projet	10

1-6-4. Le bilan chiffré de la procédure de concertation	10
1-6-5. La prise en compte de la participation des habitants	11
1-7. Nature et caractéristiques du projet.....	12
1-7-1. Le projet dans le contexte des objectifs énergétiques	12
1-7-2. Le contexte géographique éolien	12
1-7-3. La localisation géographique du projet	12
1-7-3-1. Identification cadastrale et foncière	13
1-7-3-2. Occupation du sol sur le site	13
1-7-3-3. Les règles d'urbanisme applicables au projet de Blancs Monts.....	14
1-7-3-4. La consommation d'espace agricole	15

2^{ème} Partie du Titre 1 : Le contexte environnemental du projet

1-8. Étude d'impact sur l'environnement et la santé	15
1-8-1. Les objectifs d'une étude d'impact.....	15
1-8-2. Le contexte énergétique	16
1-9. Justification du choix du projet.....	16
1-9-1. Le choix du site d'implantation	16
1-9-2. Les variantes du projet	17
1-9-3. Le raccordement au réseau interne et externe	18
1-10. Description générale de la végétation et des éléments paysagers existants.....	19
1-11. Analyse générale du milieu physique	19
1-12. Analyse du milieu paysager.....	19
1-12-1. État initial – Synthèse des enjeux par aire d'étude	19
1-12-2. Mesures et impact résiduels :	
Les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement.....	20
1-12-3. Synthèse des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement.....	21
1-13. Analyse du milieu naturel	21
1-13-1. État initial – Les enjeux : le patrimoine naturel.....	21
1-13-2. État initial – Les enjeux : l'avifaune.....	21
1-13-3. État initial - Les enjeux : Les chiroptères	22
1-13-4. État initial – Les enjeux : Les corridors écologiques	22
1-13-5. État initial – les enjeux : la sensibilité	23
1-13-6. Mesures et impacts résiduels	23
➤ Les mesures d'évitement et de réduction.....	23
➤ Les impacts résiduels	24
• Les chiroptères	24
• Les mesures de compensation au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement	24
• Les mesures de compensation au titre de la Biodiversité.....	24
• Les mesures réglementaires de la norme ICPE – Suivis environnementaux.....	24
1-14. Les incidences NATURA 2000	24

1-15. Analyse du milieu humain.....	25
➤ Les impacts bruts en phase d'exploitation	25
➤ Les mesures et impacts résiduels pendant l'exploitation.....	25
1-16. Synthèse de l'étude d'impact sur l'environnement et la santé.....	26

3^{ème} Partie du Titre 1 : L'avis de l'Autorité environnementale

1-17. L'avis de la MRAe des Hauts-de-France du 289 janvier 2020	27
1-17-1. Reproduction de la synthèse de l'avis de la MRAe	27
1-17-2. Les recommandations de l'avis de la MRAe et les réponses du maître d'ouvrage.....	27

4^{ème} Partie du Titre 1 : L'étude de danger

1-18. L'étude de danger	35
1-18-1. Les objectifs de l'étude de danger	35
1-18-2. L'environnement matériel	35
1-18-3. Les réseaux publics et privés	36
1-18-4. Analyse des risques et méthode d'analyse.....	36
1-18-5. Acceptabilité des événements retenus	37

5^{ème} Partie du Titre 1 : Informations complémentaires

1-19. Informations parvenues pendant le déroulement de l'enquête publique	37
1-19-1. Mise à jour concernant les parcs initialement refusés Les Mottes – Les Havettes.....	37
1-19-2. Délibération du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021	38

Titre 2 – Organisation et déroulement de l'enquête publique

2-1. Modalités d'organisation de l'enquête publique	40
2-1-1. Désignation par le Tribunal administratif.....	40
2-1-2. Dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 22 février 2021	40
2-1-3. La visite guidée sur site du 30 mars 2021	42
2-1-4. La réunion préparatoire du 30 mars 2021 à 17h00 en mairie d'Aumâtre	42
⇒ Participants à la réunion.....	42
⇒ Thèmes évoqués.....	43
2-2. Déroulement des 06 permanences.....	43
2-3. Le déroulement de l'enquête publique.....	45
2-3-1. Le climat général de l'enquête publique	45
2-3-1-1. L'impact médiatique du projet	45
➤ Avant le début de l'enquête publique	45
➤ Pendant l'enquête publique	46
2-3-1-2. Initiatives personnelles.....	46
2-3-2. Tableau des indexations et bilan comptable.....	47
2-3-3. Délibérations déposées à l'enquête publique	47

2-4. Les opérations de fin d'enquête.....	47
♦ Les contrôles d'affichage réalisés par huissier de justice	47
♦ Clôture des registres d'Aumâtre et de Frettecuisse le 11 mai 2021 à 17h00.....	48
♦ Remise du procès-verbal de synthèse des observations le 17 mai 2021	48
♦ Réception du mémoire en réponse de WP France 20.....	48
2-5. Méthodologie applicable au traitement thématique des contributions	48
2-6. Les contributions réceptionnées hors délai de l'enquête publique	49
2-7. Le relevé synthétique des 223 contributions.....	49
• Le tableau de dépouillement des 126 contributions du registre d'Aumâtre.....	50
• Le tableau de dépouillement des 26 contributions du registre de Frettecuisse.....	67
• Le tableau de dépouillement des 71 contributions issues du site Internet de la Préfecture	78
Titre 3 – Analyse des réponses du maître d'ouvrage et positions du commissaire enquêteur.	100
I- L'enquête publique et le dossier	100
• Enquête publique.....	100
• Dossier	101
• Procédure de concertation	103
• Les avis exprimés	105
• Prise en compte de l'avis des élus et de la population	105
• Contexte réglementaire des projets éoliens	106
II- Les thématiques relatives à l'énergie éolienne	108
• Intérêts catégoriels	108
• Intérêt économique de l'énergie éolienne.....	110
• Intérêt écologique de l'énergie éolienne.....	111
• Intérêt énergétique des éoliennes	114
• Alternatives à l'énergie éolienne	116
III- Les conséquences d'un parc éolien pour les communes et l'attractivité socio-économique.....	119
• Retombées économiques, financières et sociales.....	119
IV- Thématiques spécifiques à l'environnement du projet de Blancs Monts.....	121
• Atteinte aux paysages et au cadre de vie	121
• Impacts à l'environnement humain.....	124
• Nuisances sanitaires.....	126
• Impacts sur l'environnement naturel	127
• Impacts sur les sols, les eaux	129
• Gestion des territoires.....	130
• Conflit d'intérêt.....	130
• Solutions alternatives.....	131
V- Thèmes applicables à la gestion d'un parc éolien	131
• Données techniques de fabrication et d'implantation des éoliennes.....	131
• Démantèlement des parcs éoliens	132
• Étude de danger	134

VI- Les thématiques spécifiques au projet de Blancs Monts	135
• Impact sur le patrimoine culturel	135
• Distance d'implantation des éoliennes	138
• Étude de danger	139
VII- Thématiques applicables à des demandes individuelles	139
• Demande individuelle.....	139
• Procédure de suivi après la mise en service du parc	140
VIII- Contributions déposées sous forme de mémoire – Réponse globale demandée	140
• Mémoire 1 - Préf/10	140
• Mémoire 2 - Fret/21	142
• Mémoire 3 - Fret/24	142
• Mémoire 4 - Préf/52	143
• Mémoire 5 - Aum/118	144
• Mémoire 6 - Aum/122	144
• Mémoire 7 - Aum/126	146
• Mémoire 8 - Préf/59	147
• Mémoire 9 - Préf/67 à Préf/71	148
IX- Délibérations versées à l'enquête publique en concordance de temps avec les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021	150
• Délibération Conseil municipal d'Aumâtre du 28 février 2021	150
• Délibération Conseil municipal de Frettecuisse du 17 mars 2021	150
• Délibération du Conseil municipal de Cannessières du 08 avril 2021	150
• Délibération du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021	151
X- Questions particulières	151
• Le cas du parc éolien Les Havettes-Les Mottes.....	151
• Prise en compte des parcs éoliens construits, autorisés et en instruction	153
• Le nouvel arrêté ministériel du 22 juin 2020.....	154
• L'hypothèse d'un retrait partiel d'une ou plusieurs éoliennes du projet.....	155
• L'avis défavorable du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021	157
• Discordance entre les chiffres	159
• Les objectifs en termes de production éolienne	161
Clôture et transmission du rapport.....	163

Rapport du commissaire enquêteur

Parc éolien de Blancs Monts – Aumâtre et Frettecuisse Département de la Somme

Demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant 6 aérogénérateurs et 2 postes de livraison sur le territoire des communes d'Aumâtre et de Frettecuisse (Somme), présentée par la SASU WP France 20

Titre 1 – Généralités concernant le projet soumis à enquête publique

1^{ère} Partie du Titre 1 : Présentation du projet

1-1. Présentation du demandeur

La société SASU WP France 20

Le demandeur de l'Autorisation Environnementale, maître d'ouvrage et futur exploitant du parc est la société « WP France 20 ».

La société « WP France 20 » est filiale à 100% de la société Total Quadran.

L'objectif final de la société « WP France 20 » est la construction du parc avec les éoliennes les mieux adaptées au site, la mise en service, l'exploitation et la maintenance du parc pendant toute la durée de vie du parc éolien.

La société « WP France 20 », Maître d'ouvrage du projet éolien et demandeur de l'ensemble des autorisations administratives, a été constituée pour rendre plus fluide l'articulation administrative, juridique et financière du parc éolien. Ce type de structure permet de regrouper au sein d'une entité juridique dédiée les autorisations, les financements, les contrats spécifiques à ce projet, et ainsi mettre en place un régime de garanties adapté à la fois au financement bancaire (identification des contrats correspondant au projet) et au démantèlement (unité de temps et de lieu pour le suivi des garanties).

La société « WP France 20 », pétitionnaire et Maître d'Ouvrage, présentera seule la qualité d'exploitante des installations visées par la présente demande et assurera, à ce titre, le respect de la législation relative aux installations classées, tant en phase d'exploitation qu'au moment de la mise à l'arrêt.

La société « WP France 20 » sollicite l'ensemble des autorisations liées à ce projet et prend l'ensemble des engagements en tant que future société exploitante du parc éolien.

Le siège social est implanté au 52-54, Quai de Dion Bouton, Tour Vista, 92800 Puteaux.

Son président est Monsieur Thierry MULLER.

La filiale de Total Quadran

En mars 2020, le groupe TOTAL a acquis 100 % de la société Global Wind Power qui détient un portefeuille de plus de 1000 mégawatts (MW) de projets éoliens terrestres dont 250 MW seront mis en service à l'horizon 2025.

Cette dernière a développé le projet de Blancs Monts et déposé la première version du dossier d'Autorisation Environnementale.

Le groupe Total est présent dans plus de 130 pays à travers le monde entier.

Composé de 100 000 collaborateurs, le chiffre d'affaires du groupe a atteint 171,5 milliards de dollars en 2018.

Acteur majeur de l'énergie, Total ambitionne de devenir le major de l'énergie responsable et s'engage pour une énergie meilleure, plus sûre, plus abordable, plus propre et accessible au plus grand nombre. Un objectif de 25 GW de capacité de production d'électricité bas carbone à horizon 2025 a été fixé par le groupe Total au travers notamment de sa filiale Total Quadran.

Total Quadran, filiale de Total, est rattachée à la branche "Gas, Renewables and Power" du groupe.

Précurseur dans le domaine des énergies renouvelables, Total Quadran cumule plus de 30 ans d'expérience grâce au développement et à la construction des premiers parcs éoliens.

Début 2020, Total Quadran exploite 62 parcs éoliens totalisant 502 MW, dont 7 pour le compte de tiers. Le portefeuille de projets éoliens en instruction ou en développement s'élève à près de 2 000 MW.

Total Quadran assure également la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des centrales qu'il construit, ainsi que la gestion du raccordement avec le gestionnaire du réseau électrique Enedis.

La durée de fonctionnement d'une centrale éolienne est d'environ 25 à 30 ans.

Total Quadran assure lui-même le démantèlement ou le « repowering » des centrales qui arrivent en fin de vie.

1-2. Objet de l'enquête publique

1-2-1. L'objet général de la Demande d'Autorisation environnementale du projet

Article 1 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021

« La demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter un parc éolien comprenant six aérogénérateurs (Type : SIEMENS-GAMESA SG145 – Hauteur maximale : 180 m – Puissance nominale : 4,8 MW) et deux postes de livraison sur le territoire des communes d'Aumâtre et Frettecuisse, par la SASU WP France 20, est soumise à une enquête publique du jeudi 8 avril au mardi 11 mai 2021 inclus, soit pendant trente-quatre jours consécutifs ».

Le présent dossier a pour objectif de présenter une Demande d'Autorisation Environnementale sur les communes de Frettecuisse et d'Aumâtre, pour un parc éolien classé sous la rubrique ICPE 2980.

Le projet du parc éolien de Blancs Monts, avec des éoliennes d'une hauteur supérieure à 50 mètres, fait donc l'objet d'une procédure d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

L'autorisation environnementale a été créée par l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 afin de réunir plusieurs autorisations nécessaires pour la mise en œuvre du projet, notamment une autorisation ICPE au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement (rubrique 2980 de la nomenclature).

Le préfet du département délivre ou refuse l'autorisation environnementale.

- ✓ Le demandeur a effectué le dépôt du dossier à la date du 14 novembre 2019.
- ✓ Le rapport de recevabilité établi par la DREAL¹ des Hauts-de-France est daté du 29 janvier 2021.
- ✓ La demande d'autorisation environnementale est soumise à enquête publique régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement, et par les articles L. 181-10 et R.181-36 du même code.
- ✓ Le commissaire enquêteur a été désigné le 08 février 2021 par le Tribunal administratif d'Amiens.
- ✓ Les principales caractéristiques du projet éolien sont les suivantes :

Le projet de parc est désigné sous l'appellation « Parc éolien de Blancs Monts ».

¹ DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Les communes d'implantation sont :

- Aumâtre (80140) : Parcelles ZA 4, ZB 9, ZB 20 et ZB 23.
- Frettecuisse (80140) : Parcelles ZK 21, ZK 8, ZB 24 et ZK 10.

Ces communes sont rattachées à l'EPCI² « Communauté de communes Somme Sud-Ouest » et font partie de l'arrondissement d'Amiens.

Le parc éolien de Blancs Monts apportera 300 000 euros par an de recettes fiscales à l'intercommunalité et aux communes concernées par son implantation.

Ainsi, les communes d'Aumâtre et de Frettecuisse recevront dans l'ensemble 90 000 euros par an de retombées fiscales conformément aux dispositions prévues par la Communauté de communes Somme Sud-Ouest.

1-2-2. Les caractéristiques générales du projet

Pour chaque commune, les caractéristiques du projet sont :

- Aumâtre (198 habitants) : 3 éoliennes E1, E4, E5 et 1 poste de livraison PDL1.
- Frettecuisse (74 habitants) : 3 éoliennes E2, E3, E6 et 1 poste de livraison PDL2.

Ces éoliennes ont une hauteur maximale de 180 mètres et sont de type « Siemens-Gamesa SG145 », pour une puissance unitaire de 4,8 MW et totale de 28,8 MW.

Sur le plan technique, on compte 3 modèles d'éoliennes SIEMENS GAMESA SG 145 :

- E1 : Hauteur au moyeu de 90 m et hauteur en bout de pale de 162,5 m.
- E2 : Hauteur au moyeu de 97 m et hauteur en bout de pale de 169,5 m.
- E3 à E6 : Hauteur au moyeu de 107,5 et hauteur en bout de pale de 180 m.

Le rotor composé de trois pales mesure 145 mètres de diamètre.

Le parc projeté est éloigné des zones urbanisées de :

- Territoire de Fresnoy-Andainville :

Première habitation à 515 m de E1.

- Territoire de Frettecuisse :

Première habitation à 565 m de E2, à 685 m de E3 et à 1200 m de E6.

- Territoire d'Aumâtre :

Première habitation à 665 m de E4, à 925 m de E1 et à 1120 m de E5.

1-3. La procédure d'autorisation environnementale

1-3-1. Cadrage réglementaire

Des expérimentations de procédures d'autorisation intégrées ont été menées dans certaines régions depuis mars 2014 concernant les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et les Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) soumis à la législation sur l'eau. Au vu des premiers retours d'expérience et de plusieurs rapports d'évaluation, il a été décidé de pérenniser et de généraliser au territoire national les procédures expérimentales au sein d'un même dispositif d'Autorisation Environnementale inscrit dans le Code de l'Environnement, à compter du 1er mars 2017.

L'objectif est la simplification administrative de la procédure d'autorisation d'un parc éolien. L'Autorisation Environnementale réunit l'ensemble des autorisations nécessaires à la réalisation d'un projet éolien soumis à autorisation au titre de la législation relative aux ICPE, à savoir :

- ✓ L'autorisation ICPE ;
- ✓ La déclaration IOTA, si nécessaire ;
- ✓ L'autorisation de défrichement, si nécessaire ;
- ✓ La dérogation aux mesures de protection des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, si nécessaire ;

² EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale.

- ✓ L'absence d'opposition au titre des sites Natura 2000 ;
- ✓ L'autorisation spéciale au titre des réserves naturelles nationales, si nécessaire ;
- ✓ L'autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance, si nécessaire ;
- ✓ L'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité, au titre du Code de l'Énergie, étant précisé que sont réputées autorisées les installations de production d'électricité à la condition que leur puissance installée soit inférieure ou égale à 50 mégawatts pour les installations utilisant l'énergie mécanique du vent (Code de l'Énergie, article R.311-2) ;
- ✓ Les différentes autorisations au titre des Codes de la Défense, du Patrimoine et des Transports.

Le porteur de projet peut ainsi obtenir, après une seule demande et à l'issue d'une procédure d'instruction unique et d'une enquête publique, une autorisation unique délivrée par le Préfet de département, couvrant l'ensemble des aspects du projet.

Le dossier de demande d'Autorisation Environnementale contient entre autres :

- ✓ La description de la demande qui a pour objectif de présenter le demandeur mais également de démontrer ses capacités techniques et financières pour exploiter cette installation ;
- ✓ L'étude de dangers et son résumé non technique, qui doit démontrer que cette installation ne représente pas de risques sur les biens et les personnes. Elle met en évidence notamment l'ensemble des barrières de sécurité relatives à l'installation ;
- ✓ L'étude d'impact sur l'environnement et son résumé non technique qui s'attache principalement à prendre en compte les effets de cette installation sur l'environnement, notamment sur les aspects paysage, faune, flore, acoustique, eau, etc. Ainsi, le présent document correspond au résumé non technique de l'étude d'impact sur l'environnement.

1-3-2. Procédure au titre de la réglementation sur les installations classées

La réglementation environnementale des établissements industriels susceptibles d'engendrer des risques, des pollutions, des nuisances ou tout autre problème d'environnement est encadrée par la loi du 19 juillet 1976 sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Cette réglementation est contrôlée par la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), qui assure la police des installations classées pour le compte du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

L'importance des enjeux d'environnement pour un site industriel est liée au nombre et à la nature des installations qu'il accueille (ateliers, unités, machines, stockages, etc.) susceptibles eux-mêmes de générer des risques et des nuisances.

Le décret 2011-984 du 23 août 2011 précise la nomenclature codifiée pour les projets de production à partir de l'énergie mécanique du vent ainsi que le rayon applicable pour la réalisation de l'enquête publique.

1-3-3. Les consultations préalables et avis exprimés

Météo France Centre météorologique d'Abbeville	Réponse en date du 18 septembre 2018. Le projet éolien est situé à 23 km du radar d'Abbeville. Distance supérieure à la distance minimale fixée par l'arrêté du 26 août 2011.
Préfet délégué pour la Défense et la Sécurité Nord Direction des Systèmes d'Information et de Communication (DSIC)	Réponse en date du 14 mars 2018. La zone visée par l'implantation du projet éolien n'est pas concernée par les servitudes radioélectriques relevant de leur compétence.
Avis RTE du 14 septembre 2018 concernant les servitudes relatives à l'implantation d'un parc éolien.	RTE-GMR ARTOIS exploite à proximité du projet éolien de Blancs Monts une liaison électrique souterraine à 225 000 Volts BLOCAUX-LIMEUX.

- Direction de la Sécurité Aéronautique d'État Avis de la Direction de la circulation aérienne militaire du 07 janvier 2020. - Avis de la Division Environnement aéronautique du 09 mai 2016, circulation militaire aérienne Nord.	Avis favorable sous réserve que chaque éolienne soit équipée de balisage nocturne et diurne, suivant les dispositions prévues par l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation, et l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne.
Avis de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) du 21 novembre 2019	Avis favorable sous réserve application des dispositions des arrêtés du 25 juillet 1990 et 23 avril 2018.
Avis délibéré de la Mission Régionale d'Autorité environnementale Hauts-de-France du 28 janvier 2020.	Réponse par la société WP France 20 à l'avis de la MRAe du 28 janvier 2020, en décembre 2020.

1-4. Composition du dossier d'enquête publique

Le contenu du dossier de demande d'Autorisation Environnementale est défini par les articles R.181-1 et suivants, L181-1 et D.181-15-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Ce dossier est mis à disposition du public dans le cadre de l'enquête publique.

Dans leur domaine de compétence, les bureaux d'études d'expertises sont les suivants :

- Expertise généraliste et paysagère : ATER Environnement.
- Expertise naturaliste : Calidris
- Expertise acoustique : EREA Ingénierie

1-4-1. Liste énumérative des pièces constitutives du dossier d'enquête publique

N°	Index	Nature des pièces du dossier	Pages
01		Avis délibéré de la Mission Régionale d'autorité environnementale des Hauts-de-France 2019-4124 du 28 janvier 2020.	12
02		Réponse par la société WP France 20 à l'avis de la MRAe du 28 janvier 2020, en décembre 2020.	30
03	01a	Cerfa (Novembre 2020 –Version n°2).	30
04	01b	Check List (octobre 2020 – Version n°2)	45
05	01d	Cerfa 14610*01	05
06	02	Note de présentation non technique	47
07	03	Présentation de la demande	76
08	04a	Résumé non technique de l'étude d'impact sur l'environnement et la santé	65
09	04b	Étude d'impact sur l'environnement et la santé	588
10	04c	Étude d'impact Volet faune/flore/habitat (septembre 2020)	404
11	04d	Étude d'incidences Natura 2000 (septembre 2020)	28
12	04e	Volet Paysager – Demande de compléments (octobre 2020) - Partie 1 : Démarches et définitions - Partie 2 : État initial - Partie 3 : Comparaison des variantes - Partie 4 : Effet du projet sur le paysage et le patrimoine - Partie 5 : intégration et mesures	558

13	00	Tableau de synthèse - Réponse à la demande de compléments (octobre 2020 – Version n°2).	10
14	04f	Étude d'impact acoustique (09 juillet 2019)	74
15	04g	Bilan de la concertation réalisée sur les communes d'Aumâtre et de Frettecuisse (Juillet 2019)	11
16	04h	Consommation d'espace agricole (septembre 2020 – Version n°1)	13
17	05a	Résumé non technique de l'étude de dangers (octobre 2020 – Version n°2)	23
18	05b	Étude de dangers (octobre 2020 – Version n°2)	87
19	06	Plans réglementaires	
		Plan d'ensemble 1 : 2500 ^{ème} (septembre 2020)	01
		Plan de situation au 1 : 25000 ^{ème} (septembre 2020)	01
20	07	Accords et avis consultatifs	57

1-4-2. Autres documents

01	Avis des Armées	03
02	Avis de la Direction Générale de l'Aviation Civile	06
03	Fiche des textes régissant l'enquête publique et de procédure	01

Le dossier soumis à enquête publique représente un ensemble de 2175 pages en formats A4 et A3.

1-5. Les capacités techniques et financières du demandeur

1-5-1. Les capacités techniques

Depuis le 1er mars 2017, la législation des installations classées prévoit : « *L'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en oeuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-6-1 lors de la cessation d'activité* » (nouvel article L 181-27 du Code de l'environnement).

Ce chapitre répond à l'article D181-15-2 I 3° du code de l'environnement. Il vise à assurer que l'exploitant dispose des capacités techniques et financières pour :

- Procéder à la remise en état du site lors d'accidents éventuels, dans le cadre de l'exploitation ;
- Assurer la surveillance du site.

Dans le cas présent, le demandeur est une société de projet créée spécifiquement pour la mise en place et l'exploitation du parc éolien. Elle ne peut pas démontrer d'expérience ou de référence propres.

En revanche, elle appartient au Groupe Total Quadran qui dispose des capacités techniques et financières suffisantes.

À titre de référence : Fin 2018, Quadran exploite près de 260 centrales, totalisant environ 768 MW et produisant près de 1 520 GWh/an, ce qui représente l'équivalent de la consommation annuelle de 1 300 000 personnes et une économie de 510 000 tonnes de CO2 rejeté par an.

⇒ Capacité à piloter les installations et organisations

Dans le cadre du parc éolien de Blancs Monts, TOTAL Quadran aura notamment en charge :

- La recherche des financements du parc éolien ;
- La réalisation et le suivi du chantier du parc éolien ;
- L'exploitation technique du parc éolien.

⇒ Identification des sites

Première étape de l'implantation d'un parc éolien, l'identification de site prend en compte l'impact environnemental, les possibilités de raccordements électriques (proximité, puissance disponible, etc.), la disponibilité foncière, les servitudes publiques et les critères de faisabilité, l'implantation sur les terrains pressentis, etc.

Au-delà de ces aspects techniques, TOTAL Quadran assure également la concertation avec les différentes parties prenantes : élus locaux, riverains, associations.

⇒ Démantèlement & Repowering

Les parcs éoliens de première génération arrivent actuellement en fin de vie. La démarche de repowering (renouvellement) consiste à démonter la centrale éolienne en vue d'une reconfiguration optimale du site.

Cette approche de modernisation existe aussi en hydroélectricité dont les équipements ont pour certains plus d'un siècle de fonctionnement. Les sites solaires et biogaz, plus récents, ne rentreront dans cette démarche que dans quelques années.

Le démontage se fait dans le respect des règles afin de limiter l'impact environnemental. Certains composants sont gardés pour une utilisation ultérieure. La nouvelle installation bénéficie des infrastructures existantes (accès, poste de livraison, raccordement, etc.).

Total Quadran assure le démontage ou le repowering de ses centrales qui arrivent en fin de vie.

⇒ Modification de la réglementation concernant le démantèlement

Les propriétaires fonciers ont signé en 2019 l'avis de remise en état concernant le démantèlement des infrastructures liées au parc éolien.

L'arrêté du 22 juin 2020 a imposé une modification de la réglementation vis-à-vis des avis de remise en état signés par les propriétaires des terrains concernés.

La société WP France 20 a adressé en octobre 2020 un courrier aux propriétaires pour leur notifier le changement de réglementation (Pièce 7 du dossier).

1-5-2. Les capacités financières

⇒ Le financement du projet

Dans le cas du parc éolien de Blancs Monts, l'investissement initial est estimé à environ 27,36 millions d'euros environ (tandis que les charges d'exploitation correspondent à 30 % du chiffre d'affaires).

Le projet sera financé de la manière suivante :

- Apport en capital de la société Total Quadran à hauteur de 15 % des besoins de financement du projet ;
- Emprunt bancaire à hauteur de 75 %.

La capacité de réaliser l'investissement initial est, à elle seule, une preuve importante de la capacité financière nécessaire à l'exploitation du parc éolien (la banque acceptant de financer 75 % des coûts de construction uniquement avec la garantie d'une rentabilité suffisante), mais elle reste néanmoins subordonnée à l'obtention des autorisations administratives, dont l'autorisation environnementale.

Total Quadran est devenu depuis septembre 2018 une filiale de TOTAL. Le chiffre d'affaires de Total équivaut à environ 209 milliards d'euros.

⇒ Plan d'affaire prévisionnel

Depuis 2017, le tarif d'achat de l'énergie éolienne a évolué. En effet, l'arrêté du 6 mai 2017 a introduit le régime des appels d'offres pour les projets éoliens terrestres, en y faisant coexister un système de guichet ouvert dérogatoire du droit commun. S'agissant des appels d'offres de la CRE³, le cahier des charges prévoit que ceux-ci sont ouverts :

- Aux installations d'au minimum 7 aérogénérateurs quelle que soit leur puissance nominale ;
- Ou aux installations quelle que soit le nombre d'aérogénérateurs dont l'un a une puissance nominale supérieure à 3 MW ;
- Ou aux installations pouvant justifier d'un rejet, adressé par EDF, d'une Demande de Contrat Complément de Rémunération (DCCR) effectué dans le cadre du guichet ouvert.

Le guichet ouvert est réservé :

- Aux installations d'un maximum de 6 aérogénérateurs, et de 3,0 MW de puissance nominale pour chaque aérogénérateur au maximum.

Afin d'éviter les « découpages de parcs » pour accéder au guichet ouvert, une règle de distance a été ajoutée, de 1 500 m avec une éolienne appartenant à toute autre installation ou projet d'installation dont la DCCR a été déposée dans les deux ans qui précèdent la date de dépôt de la DCCR de l'installation concernée.

De plus, l'arrêté du 30 mars 2020 modifie l'article 3 de l'arrêté du 6 mai 2017 (CR17) en rajoutant « *et que les deux installations n'ont pas fait l'objet d'un développement conjoint* », ceci pour empêcher qu'un parc scindé en deux puisse demander un CR17 pour chacune des deux parties. Un contrat de complément de rémunération sera conclu, quel que soit le régime en appel d'offres ou en guichet ouvert, pour une durée de 20 ans.

Le parc éolien de Blancs Monts pourra prétendre à un tarif d'environ 52 €/MWh en candidatant à un appel d'offre, une fois l'autorisation environnementale délivrée. La production annuelle du parc éolien est estimée à 69 379 MWh. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires annuel, correspondant à la vente d'électricité produite par le parc éolien de Blancs Monts peut être estimé à 3 600 000 € (base de 12 mois) pour la première année d'exploitation complète en 2023.

Le plan d'affaire prévisionnel du projet éolien de Blancs Monts sera présenté sous pli confidentiel. Il démontre la capacité de la société Quadran à générer du bénéfice et donc à assumer l'ensemble des obligations susceptibles de découler de son fonctionnement.

⇒ Assurances

Total Quadran souscrira, dans le cadre du parc éolien de Blancs Monts, un contrat d'assurance garantissant la responsabilité civile (RC) qu'il peut encourir dans le cadre de son activité en cas de dommages causés aux tiers résultant d'atteintes à l'environnement de nature accidentelle ou graduelle. Les garanties seront accordées pour l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels confondus et couvriront à la fois la phase de construction et la phase d'exploitation.

L'assurance prend effet dès l'acquisition des terrains et prend fin le jour de la réception-livraison des ouvrages pour ce qui est de l'assurance RC Maître d'ouvrage. Concernant l'assurance RC en tant qu'exploitant, elle prend effet dès réception définitive de l'installation d'éoliennes ou au plus tôt dès la mise en service du contrat de production et de vente de l'énergie auprès du gestionnaire de réseaux (ENEDIS).

³ CRE : Commission de la Régulation de l'Énergie.

1-5-3. Les garanties financières

Le Législateur, conscient de la nécessité de prévoir un cadre légal afin d'assurer le démantèlement du parc ainsi que la remise en état du site, a prévu dans l'article R.515-101 du Code de l'environnement que : « *I. – La mise en service d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumise à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106. Le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant sont fixés par l'arrêté d'autorisation de l'installation* ».

Conformément à la réglementation, le Maître d'Ouvrage réalisera la constitution des garanties financières au moment de la mise en exploitation du parc éolien de Blancs Monts. Aucune date ne peut être retenue étant donné que plusieurs paramètres sont à prendre en compte tels que la date de l'arrêté préfectoral autorisant le parc éolien ainsi que les recours qui peuvent survenir par la suite. L'article R.516-2 modifié par décret n°2015-1250 du 7 octobre 2015 du Code de l'environnement précise que les garanties financières peuvent provenir d'un engagement d'un établissement de crédit, d'une assurance, d'une société de caution mutuelle, d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privé.

L'article L.515-46 du Code de l'Environnement a ainsi pour objet de définir les conditions de constitution et de mobilisation de ces garanties financières, et de préciser les modalités de cessation d'activité d'un site regroupant des éoliennes.

En conséquence, **une garantie financière de démantèlement sera fournie au Préfet lors de la mise en service**. Le Préfet pourra alors, en cas de faillite de l'exploitant, utiliser cette garantie afin de payer les frais de démantèlement et de remise en état du site.

Le projet du parc éolien de Blancs Monts est composé de 6 éoliennes de puissance unitaire de 4,8 MW. Le montant des garanties financières associé à la construction et à l'exploitation de ce projet est donc de : 468 000 €

Ce montant est donné à titre indicatif. Il sera réactualisé avec l'indice TP01 en vigueur lors de la mise en service du parc éolien de Blancs Monts. Le délai de constitution des garanties financières est d'au maximum 30 jours.

1-6. La procédure de concertation préalable

1-6-1. La procédure de concertation mise en place

TOTAL QUADRAN a fait le choix, bien avant l'enquête publique, d'organiser une concertation volontaire en plus de la concertation officielle exigée. Des rencontres et des réunions ont ainsi été organisés, au début des démarches de développement, pour associer les acteurs politiques, les agriculteurs et les services de l'État à la réflexion sur le projet.

Par la suite, une démarche de concertation à destination d'une partie de riverains du parc a été lancée pour faire le diagnostic des attentes locales en matière d'information et de participation. Grâce à cette série d'entretiens réalisés pour identifier les outils qui permettraient aux populations locales de s'informer et d'exprimer leur point de vue sur le projet, un dispositif de concertation a émergé et s'est articulé autour :

- De réunions de présentation du projet et de ses avancées ;
- De campagnes d'information à destination de la population ;
- D'entretiens réguliers avec certains acteurs du territoire ;
- De permanences publiques permettant à chaque participant de découvrir le projet, de suivre l'avancée des études de faisabilité et de formuler des interrogations sur le parc éolien.

Pensé en 2014, ce projet est ainsi l'aboutissement de plusieurs années de travail de développement et d'échanges avec son territoire d'implantation afin d'ajuster le parc aux sensibilités locales.

1-6-2. Historique de la procédure de concertation

➤ La rencontre et le travail avec les élus et l'administration (2014-2019)

Pendant la période de préfaisabilité, le dialogue s'est organisé avec les autorités locales. Ainsi, des réunions avec l'équipe municipale de la commune d'Aumâtre ont été organisées entre juillet 2014 et avril 2015 pour présenter le potentiel éolien de la commune et les premières réflexions sur le projet. La délibération favorable de la commune d'Aumâtre (juin 2015) marque l'ouverture de la concertation à d'autres publics :

- Les propriétaires fonciers et exploitants situés sur la zone d'étude sont rencontrés au cours de l'année 2016 ;
- Les échanges avec les services de l'État sont organisés pendant cette période et pour réaliser un projet plus cohérent avec les attentes du territoire, la commune voisine de Frettecuisse est contactée pour étudier une implantation possible du projet ;
- En avril 2017, le Conseil municipal de la commune de Frettecuisse délibère en faveur de la poursuite du développement du parc éolien sur sa commune et dans la même année, les propriétaires fonciers de cette collectivité sont à leur tour rencontrés.

➤ Les entretiens individuels avec les acteurs locaux (2018)

Au deuxième semestre 2018, Courant Porteur est sollicité par la société TOTAL QUADRAN pour approfondir le dialogue avec l'ensemble des acteurs du territoire :

- Des rencontres individuelles sont réalisées pour comprendre la perception des acteurs locaux vis-à-vis du développement du projet éolien mais aussi pour recueillir leurs attentes en matière de concertation avec le public ;
- Les Maires des communes d'accueil sont également sollicités pour réfléchir au dispositif de concertation qui pourrait être mis en place sur leur territoire.

Les échanges avec ces acteurs ont fait émerger trois propositions pour l'organisation de la concertation locale :

- Informer tous les habitants des communes d'accueil ;
- Permettre l'expression des points de vue ;
- Consulter individuellement les habitants de la commune de Frettecuisse.

1-6-3. Les outils d'information et de présentation du projet

Plusieurs outils d'information et de présentation du projet ont été mis en place par le porteur du projet :

- Une plaquette d'information distribuée dans les boîtes aux lettres et disponible sur internet ;
- Un site internet : www.parc-eolien-blancsmonts.info ;
- Un dossier de présentation du projet, disponible en support papier et numérique.

1-6-4. Le bilan chiffré de la procédure de concertation

- 30 Rencontres avec les élus locaux ;
- 2 Rendez-vous organisés avec l'administration territoriale ;
- 12 Entretiens réalisés avec différents acteurs du territoire d'accueil du projet ;
- 500 Plaquettes d'information imprimées et distribuées dans les boîtes aux lettres des communes concernées ;

- 10 Dossiers de présentation du projet imprimés et mis à la disposition du public dans différents lieux ;
- 3 Rencontres publiques avec la population locale (Aumâtre) ;
- 1 Réunion publique d'information (Frettecuisse) ;
- 70 participants environ sur les espaces mis à disposition.

1-6-5. La prise en compte de la participation des habitants

Les échanges ayant été de manière générale constructifs, des mesures d'accompagnement et compensatoires ont ainsi été réfléchies avec les participants pendant les rencontres publiques :

- La contribution à l'installation de la fibre optique et d'Internet ;
- Des mesures paysagères pour la commune ;
- L'enfouissement des lignes électriques (plébiscité par les participants).

Ces propositions seront reprises par TOTAL QUADRAN dans l'étude paysagère du dossier de Demande d'Autorisation Environnementale.

Des démarches concrètes ont par ailleurs été mises en place pour répondre aux demandes formulées par les habitants pendant la concertation.

Ainsi, les personnes ayant manifesté des craintes vis-à-vis du projet et par conséquent demandé la réalisation de photomontages depuis leur domicile ont engagé une discussion avec le porteur du projet à la fois pour mieux expliquer leurs préoccupations mais aussi pour organiser les visites à domicile permettant la réalisation des prises de vue. Ces dernières ont été effectuées y compris à l'aide d'un drone en juin et juillet 2019, soit peu de temps après les premières rencontres avec les habitants, dans l'objectif d'illustrer les mesures qui seront mises en place chez les riverains qui estiment que les enjeux paysagers sont importants.

Des mesures d'implantation de haies ont par ailleurs été proposées aux personnes qui avaient une visibilité sur une partie des éoliennes et qui souhaitaient la masquer. Les discussions avec ces habitants sont en cours pour mieux cadrer ce qu'il convient d'envisager.

Enfin, si l'éolienne considérée trop proche de la première habitation reste une préoccupation pour certains, TOTAL QUADRAN assure qu'il est prévu qu'elle soit plus basse que les autres, à savoir 169 m au lieu de 180 m.

En effet, les préoccupations à Frettecuisse ont surtout porté sur l'emplacement d'une éolienne située à 565 mètres de la première habitation. Face à cette inquiétude, TOTAL QUADRAN a fait part de l'impossibilité actuelle de supprimer l'éolienne pour des raisons de cohérence paysagère et à cause des mécanismes d'appels d'offre de la CRE (Commission de Régulation de l'Énergie) auxquels sont maintenant soumis les parcs éoliens.

Les échanges ont également permis d'aborder la question de la fiscalité et des bénéfices du projet de manière concrète. Le porteur du projet a ainsi rappelé les montants dont bénéficierait la Communauté de communes et les communes d'accueil ainsi que les règles de répartition de l'IFER⁴ et celles mises en place par la CC2SO.

Au regard des retours du porteur du projet, des échanges constructifs qui ont eu lieu et de la faible mobilisation contre le projet alors qu'une forte campagne d'information a été mise en place, la démarche de dialogue organisée par TOTAL QUADRAN pendant le développement du parc éolien Blancs Monts a permis aux acteurs locaux et aux populations de s'informer sur le projet, de formuler un avis ou une question et de faire part de leurs craintes et demandes concrètes avant la concertation officielle prévue par la réglementation.

⁴ IFER : Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux.

1-7. Nature et caractéristiques du projet

1-7-1. Le projet dans le contexte des objectifs énergiques

Constitué de 6 éoliennes et de 2 postes de livraison, ce parc sera construit et exploité par la société « WP France 20 », Maître d'Ouvrage du projet.

Il s'inscrit dans le cadre de la politique nationale en faveur des énergies renouvelables et notamment les lois Grenelle 1 et 2 qui prévoient entre autres le déploiement de plus de 19 000 MW de puissance éolienne en terrestre d'ici 2020. Rappelons que fin 2018, la France comptait une puissance éolienne installée d'environ 15,1 GW (source : thewindpower.net).

Ce projet initié en 2015 contribuera de manière significative aux objectifs 2020 fixés par les Schémas Régionaux Climat Air Énergie (SRCAE) des anciennes régions Picardie et Nord-Pas-de-Calais, à savoir entre 3 882 et 4 147 MW éolien installés en 2020. Il évitera l'émission de 20 900 tonnes de Co₂ dans l'atmosphère par an.

1-7-2. Le contexte géographique éolien

Le projet est localisé dans un contexte éolien dense. Selon le tableau de la page 39 de l'étude d'impact, on recense dans un rayon de 25 km autour de la zone d'implantation potentielle du projet un ensemble de 83 parcs, en fonctionnement, accordés ou encore en instruction.

L'avis de l'Autorité environnementale dénombre :

- 56 parcs en fonctionnement
- 12 parcs autorisés, non encore construits
- 16 parcs en cours d'instruction.

Dans les aires d'étude immédiate et rapprochée, on dénombre :

8 parcs éoliens existant :

- Les deux Moulins ((5 éoliennes de 131 m) à 1,1 km au Sud
- Arguel (6 éoliennes de 131 m) à 1,2 km au Sud
- Catelet (5 éoliennes de 132 m) à 1,8 km au Sud
- Rambures (6 éoliennes de 100 m) à 3,8 km à l'Ouest
- D'Allery (2 éoliennes de 120 m) à 5,7 km au Nord-Est
- Longue Épine II (5 éoliennes de 121 m) à 6,5 km au Nord
- Longue Épine I (5 éoliennes de 121 m) à 6,7 km au Nord
- Plaine Montoir I (7 éoliennes de 129 m) à 9,6 km au Nord-Est

1 parc éolien accordé :

- Des Aquettes (8 éoliennes de 175 m) à 2,6 km à l'Est

2 parcs éoliens à l'instruction :

- Le Moulin de la Tour (5 éoliennes de 200 m) à 1,9 km au Nord
- Val d'Aumont (10 éoliennes de 150 m) à 7,6 km au Sud-Est

Les autres parcs sont situés dans l'aire d'étude éloignée.

Le projet éolien de Blancs Monts jouxte un projet de 8 éoliennes, les Mottes-les Havettes, sur les communes d'Aumâtre, Cannessières et Fontaine-le-Sec qui a fait l'objet d'un refus d'autorisation en date du 19 juillet 2019 (→ Voir § 1-19 – Informations complémentaires).

1-7-3. La localisation géographique du projet

Implanté sur le territoire des communes d'Aumâtre et Frettecuisse, le projet est situé à environ 9,3 km au Sud-Ouest du centre-ville d'Airaines, à 9 km à l'Est du centre-ville de Blangy-sur-Bresle et à 19 km au Sud du centre-ville d'Abbeville.

1-7-3-1. Identification cadastrale et foncière

Les terrains destinés à l'implantation du projet (éoliennes, postes de livraison et raccordement électrique enterré) sont tous situés en zone de plaine. Ces terrains sont à caractère exclusivement agricole.

La superficie cadastrale concernée par la présente demande est de 16 918 m² (6 éoliennes, leurs plates-formes, les pistes créées et deux postes de livraison – hors chemins à renforcer dont les terrains ne subissent pas de modifications d'usage).

L'emprise foncière du projet se situe sur des parcelles privées, à l'exception de la voirie publique.

Conformément à l'article R. 181-13 modifié et l'alinéa 9 de l'article D. 181-15-2 du Code de l'Environnement, la demande d'autorisation environnementale comprend les éléments suivants (fournis dans une pochette cartonnée nommée « Plans réglementaires ») :

- Localisation du site et identification cadastrale sur un plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000e ou à défaut 1/50 000e, localisant l'installation projetée ;
- Plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants. Une échelle réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration. Ainsi pour le présent projet une échelle de 1/2 500e sera appliquée.

	Commune	Lieu-dit	Section	N°	Hauteur au moyeu	Hauteur en bout de pale
E1	Aumâtre	Plaine du Bois Ducrocq	ZA	4	90 m	162,5 m
E2	Frettecuisse	Les Quarante	ZK	21	97 m	169,5 m
E3	Frettecuisse	La Grande Pièce	ZK	8	107,5 m	180 m
E4	Aumâtre	Les Minimes	ZB	9	107,5 m	180 m
E5	Aumâtre	Les Minimes	ZB	20	107,5 m	180 m
E6	Frettecuisse	La Grande Pièce	ZB	24	107,5 m	180 m
PDL 1	Aumâtre	Le Bois Ducrocq	ZB	23		
PDL 2	Frettecuisse	Les Quarante Cinq	ZK	10		

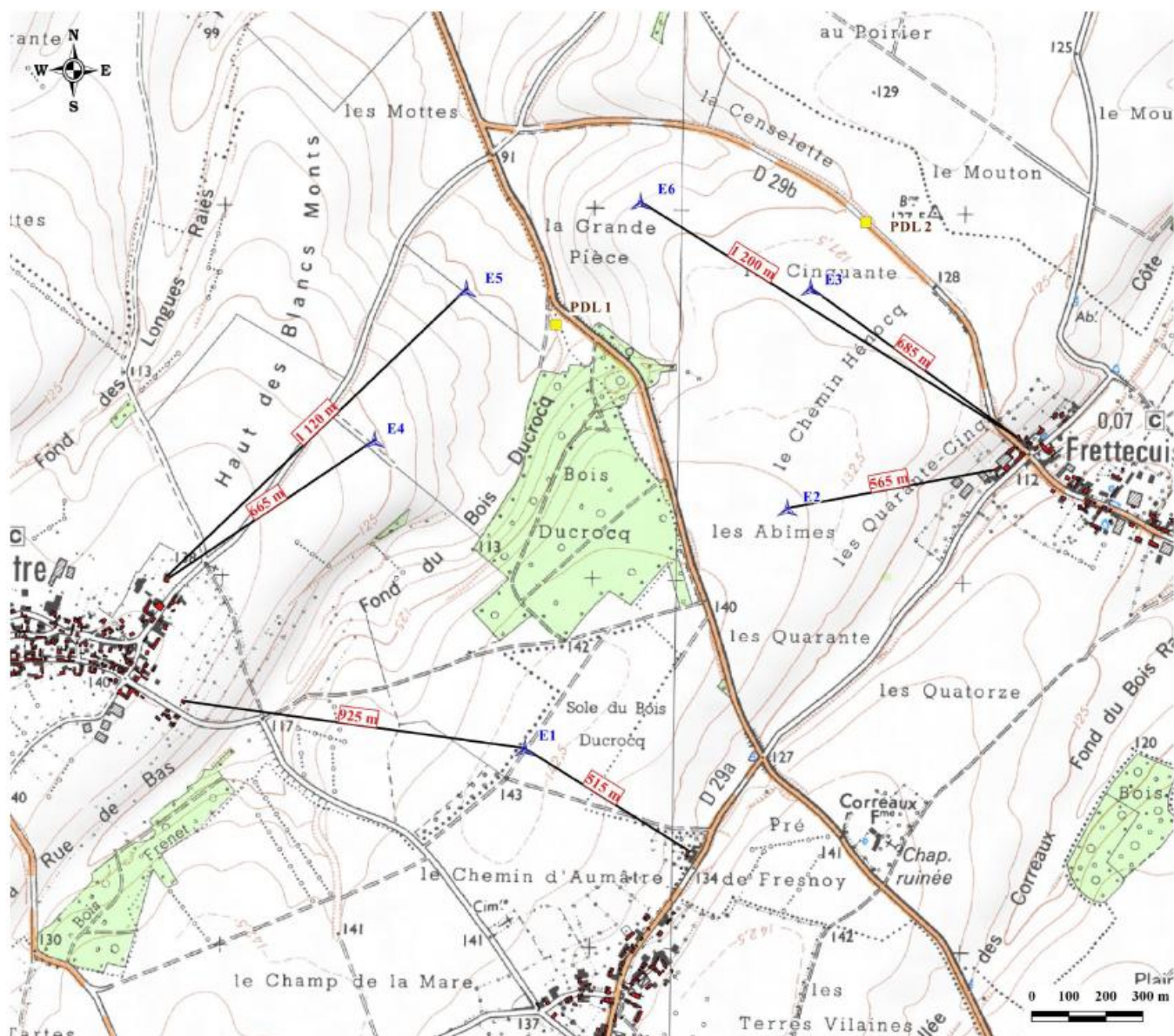
1-7-3-2. Occupation du sol sur le site

Les parcelles demandées à l'exploitation sont actuellement exploitées en zone agricole. Seule une partie de ces dernières pour une superficie de 840 m² par éolienne (451 m² de plate-forme et 389 m² de fondation) et 133 m² par poste de livraison (plates-formes permanentes) sera concernée par l'implantation du parc éolien de Blancs Monts. Lors de l'exploitation du parc, la superficie non cultivable est donc de 5 306 m² pour les éoliennes de l'ensemble du parc, auquel s'ajoutent 3 006 m² de chemins à créer.

L'habitat des communes d'accueil du projet et riveraines est principalement concentré dans les bourgs. Ainsi, le parc projeté est éloigné des zones urbanisées de :

- Territoire de Fresnoy-Andainville : Première habitation à 515 m de E1.
- Territoire de Frettecuisse : Première habitation à 565 m de E2, à 685 m de E3 et à 1 200 m de E6.
- Territoire d'Aumâtre : Première habitation à 665 m de E4, à 925 m de E1 et à 1 120 m de E5.

La première habitation est donc située à 515 m de l'éolienne E1, sur le territoire communal de Fresnoy-Andainville.



Légende

Parc éolien de Blancs Monts



Éolienne



Poste de livraison

Urbanisme



Habitation

— Distance aux habitations

1-7-3-3. Les règles d'urbanisme applicables au projet de Blancs Monts

En l'absence de Plans Locaux d'Urbanisme applicable sur les communes d'Aumâtre et de Frettecuise, ces territoires sont soumis au Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Article L. 101-3 du code de l'Urbanisme : « La réglementation de l'urbanisme régit l'utilisation qui est faite du sol, en dehors des productions agricoles, notamment la localisation, la desserte, l'implantation et l'architecture des constructions ».

EP E21000022/80 – Titre 1 du rapport du 11 juin 2021 – Présentation du projet soumis à enquête publique.

Demande d'autorisation environnementale par la SASU WP France 20 - Projet éolien de 6 aérogénérateurs

et 2 postes de livraison - Communes d'Aumâtre et de Frettecuise. Enquête publique du 8 avril au 11 mai 2021.

Le projet éolien de Blancs Monts est conforme au RNU en vigueur dans ces communes en vue d'une demande d'autorisation environnementale unique.

1-7-3-4. La consommation d'espace agricole

Le projet de parc éolien de Blancs Monts mobilisera 0,83 ha de surfaces agricoles. Ces surfaces mobilisées sont consommées en majeure partie en céréales (blé, maïs et colza) ainsi qu'en betteraves non fourragères.

Le poste de livraison n°1 est localisé sur une parcelle en jachère depuis plus de 6 ans.

La loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, et le décret n° 2016-1190 du 31 août 2016 ont introduit l'obligation de recourir, dans certains cas, à une étude préalable d'impact sur l'économie agricole.

Dans le département de la Somme, un arrêté préfectoral en date du 22 mars 2017 fixe des seuils différents de la réglementation nationale.

- Le seuil est fixé à 1 ha pour les endives, la chicorée, les betteraves rouges, le safran, le maraîchage, l'horticulture, les vergers, les serres, les petits fruits (cassis, framboises, fraises...), l'agriculture biologique et le miscanthus ;
- Le seuil est fixé à 5 ha pour les autres orientations.

Les surfaces agricoles mobilisées pour le projet Blancs Monts sont en dessous de ces seuils. Le projet n'est donc pas soumis à une étude préalable sur l'économie agricole.

Toutefois, afin de limiter l'impact du projet sur l'activité agricole locale, une analyse sommaire des effets prévisibles du projet sur l'activité agricole a été réalisée, et des mesures ont été mises en place afin de limiter la consommation de terres agricoles cultivées.

La mobilisation foncière liée au projet éolien est limitée et n'est pas de nature à porter atteinte à la pérennité des exploitations agricoles concernées, ni à l'activité agricole des communes de Frettecuisse et d'Aumâtre.

Des mesures ont été mises en place afin de limiter l'emprise du projet sur les terres arables, notamment en réutilisant au mieux les chemins d'exploitation existants.

Enfin les loyers et indemnités versés aux propriétaires et aux exploitants agricoles permettent de compenser les pertes de revenus agricoles engendrées par la faible consommation foncière du parc éolien. Ces sommes peuvent même représenter des revenus complémentaires pour les exploitants, leur permettant de pérenniser voire développer leur activité.

2^{ème} partie du Titre 1 : Contexte environnemental du projet

1-8. Étude d'impact sur l'environnement et la santé

1-8-1. Les objectifs d'une étude d'impact

La société WP France 20 SAS, qui porte le projet, a été amenée à faire réaliser une étude d'impact sur l'environnement afin d'évaluer les enjeux environnementaux liés à son projet et à rechercher, en amont, les mesures à mettre en place pour la protection de l'environnement et l'insertion du projet.

Pour ce faire, l'étude d'impact :

- ✓ Analyse tout d'abord la zone d'implantation du projet et son environnement (état initial) ;
- ✓ Décrit le projet dans son ensemble et justifie les choix au regard des enjeux de la zone d'implantation du projet ;
- ✓ Liste les impacts résiduels du projet sur son environnement direct et indirect ;
- ✓ Répond à ces impacts par la mise en place de mesures visant à les éviter, réduire ou compenser ;
- ✓ Expose les méthodologies ayant servi à sa réalisation.

Sa délivrance aux services de l'État permet d'informer les services et constitue une des pièces officielles de la procédure de décision administrative. Elle permet de juger de la pertinence du projet, notamment au regard des critères environnementaux, et des mesures prises pour favoriser son intégration.

1-8-2. Le contexte énergétique

Depuis la rédaction de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, pour le sommet de la Terre à Rio (ratifiée en 1993 et entrée en vigueur en 1994), la communauté internationale tente de lutter contre le réchauffement climatique. Les gouvernements des pays signataires se sont alors engagés à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre.

Réaffirmé en 1997, à travers le protocole de Kyôto, l'engagement des 175 pays signataires est de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre de 5,5 % (par rapport à 1990) au niveau mondial à l'horizon 2008-2012.

Pour la France, l'objectif national est de produire 23 % de l'énergie consommée au moyen de sources d'énergies renouvelables à l'horizon 2020, et 32 % en 2030. Cet objectif s'inscrit dans la continuité des conclusions du Grenelle de l'Environnement – augmenter de 20 millions de tonnes équivalent pétrole notre production d'énergies renouvelables en 2020.

Passer à une proportion de 23 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergies correspond à un doublement par rapport à 2005 (10,3%). Pour l'éolien, cet objectif se traduit par l'installation de 25 000 MW, à l'horizon 2020, répartis de la manière suivante : 19 000 MW sur terre et 6 000 MW en mer.

La puissance éolienne construite dépasse les 1 000 MW dans 5 régions françaises au 1er janvier 2019 : 4 003 MW en Hauts-de-France, 3 373 MW en Grand Est, 1 517 MW en Occitanie, 1 116 MW en Centre Val de Loire et 1 014 MW en Bretagne.

Ces régions représentent 71,2 % de la capacité éolienne nationale.

Le taux de couverture moyen de la consommation par la production éolienne est de 5,8 % en 2018, en hausse de 0,8% par rapport à l'année précédente.

La région Hauts-de-France est la première région de France en termes de puissance construite. Ainsi, au 1er janvier 2019 elle comptait 4 003 MW construits, répartis en 316 parcs correspondant à l'implantation de 1 659 éoliennes. Cela représente 24,5 % de la puissance totale installée en France.

1-9. Justification du choix du projet

1-9-1. Le choix du site d'implantation

Le site envisagé pour l'implantation des éoliennes se situe dans la région des Hauts-de-France, sur les communes de Frettecuisse et d'Aumâtre, territoires identifiés dans le secteur Somme Sud-Ouest / Oise Ouest du Schéma Régional Éolien de l'ancienne région Picardie, au sein d'une zone favorable à l'éolien sous conditions et d'une zone défavorable en raison de deux contraintes paysagères, la zone de protection du château de Rambures et l'ensemble paysager emblématique « Vallées vertes et le plateau de Selincourt ».

Remarque : La localisation d'un projet éolien au sein d'une zone identifiée comme favorable ou non dans le SRE ne préjuge en rien de l'autorisation ou du refus dudit projet. Seule l'analyse détaillée des enjeux spécifiques dans le cadre de l'instruction permet de se prononcer in fine sur la possibilité d'autoriser un projet éolien.

Les 6 éoliennes sont toutes implantées dans des parcelles cultivées, à plus de 200 mètres des lisières forestières.

1-9-2. Les variantes du projet

Avant d'aboutir au projet retenu, trois variantes d'implantation ont été étudiées. Les principaux points ayant conduit au choix de l'implantation finale sont récapitulés ci-dessous :

- ✓ La zone d'implantation potentielle a premièrement fait l'objet d'une mesure d'évitement ayant conduit à choisir d'implanter les éoliennes sur la partie centrale de la zone d'implantation potentielle afin de prendre en compte les enjeux paysagers et environnementaux locaux ;
- ✓ L'implantation finale respecte les différentes contraintes techniques identifiées et les préconisations qui leur sont associées. Deux demandes de dérogations ont été effectuées auprès de RTE et du Conseil Départemental de la Somme (demandes relatives à la ligne électrique enterrée et aux distances d'éloignement du domaine routier départemental) et ont été acceptées ;
- ✓ En tenant compte au maximum des voiries et chemins existants dans la détermination de l'implantation, le maître d'ouvrage a ainsi limité la création de nouvelles voies d'accès ;
- ✓ L'implantation finale a pris en compte les conclusions des expertises paysagères et écologiques, afin de proposer un projet en cohérence avec le territoire ;
- ✓ Toutes les éoliennes sont situées à plus de 500 m des zones urbanisées.

Variante n°1 : 6 éoliennes réparties en deux lignes de 3 éoliennes orientées nord-sud.

Variante n°2 : 6 éoliennes réparties en deux lignes de 3 éoliennes orientées nord-est / sud-ouest.

Variante n°3 : 6 éoliennes réparties autour du Bois Ducrocq.

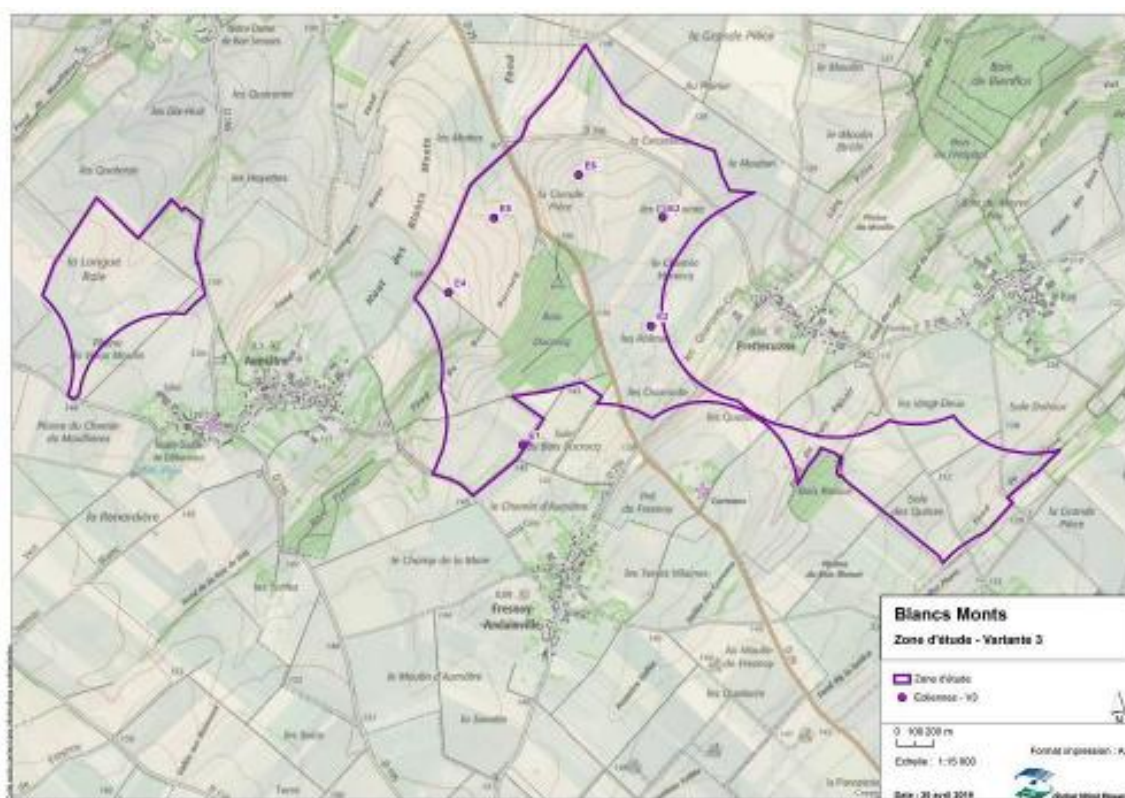
L'étude d'impact retient la variante 3 considérée de moindre impact au vu des différentes contraintes environnementales, techniques, administratives et paysagères, selon une note attribuée en fonction des niveaux de sensibilité pour chaque impact.

Variante n° 3	
Expertise paysagère	<p>Avantages</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implantation diminuant l'effet barrière potentiel de la variante 1 ; • Cohérence renforcée avec le Bois Ducrocq par une géométrie plus organique ; • Implantation suivant les courbes des routes communales reliant Aumâtre, Frettecuisse et Fresnoy- Andainville. <p>Inconvénients :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Géométrie différente des lignes formées par les parcs construits d'Arguel, du Catelet et des Deux Moulins.
Expertise écologique	<ul style="list-style-type: none"> • Éoliennes situées dans des zones à sensibilité faible pour la flore et les habitats. • Éoliennes localisées dans des zones à sensibilité modérée pour l'avifaune en phase travaux et faible en phase d'exploitation. • Éoliennes localisées dans des zones à sensibilité forte pour les chiroptères en phase d'exploitation, mais ces dernières ont été éloignées des lisières. • Éoliennes situées dans des zones à sensibilité faible pour l'autre faune.

Expertise acoustique
Servitudes et
contraintes techniques

- Distance à la première habitation de 515 m.
- Respect de toutes les servitudes identifiées hormis en ce qui concerne l'éloignement des routes départementales pour plusieurs éoliennes (dans chaque variante) et la bande incluant le surplomb et les 3 m de part et d'autre de la liaison souterraine (chemins d'accès) *.

* Une demande de dérogation a été effectuée auprès du gestionnaire RTE en raison du non-respect de la bande incluant le surplomb et les 3 m de part et d'autre de la liaison souterraine (pour les chemins d'accès). Il en résulte (source : mail du 22 juillet 2019, RTE) que les aménagements pourront être conservés, sous réserve du respect des préconisations émises par RTE concernant le bon déroulement de la phase chantier. Une demande de dérogation a été demandée auprès du Conseil Départemental de la Somme. Cette dernière a été acceptée (source : mail du 12 juillet 2019 du Conseil départemental de la Somme).



Variante 3

1-9-3. Le raccordement au réseau interne et externe

Les réseaux de raccordement électrique ou téléphonique (surveillance) entre les éoliennes et les postes de livraison (réseau interne) seront enterrés sur toute leur longueur en reliant les éoliennes et les postes de livraison entre eux. La tension des câbles électriques est de 20 000 V.

Le raccordement du projet éolien au poste source (réseau externe) est à la charge de l'exploitant.

Toutefois, le gestionnaire de réseau est responsable du choix du tracé retenu, il est donc impossible de connaître à l'avance ce dernier. A ce stade de développement du projet éolien, la décision du tracé de raccordement externe par le gestionnaire de réseau n'est pas connue, puisque la demande de raccordement est déposée une fois l'arrêté d'obtention de l'autorisation environnementale délivré.

1-10. Description générale de la végétation et des éléments paysagers existants

À la rencontre entre plateaux cultivés et étendues boisées et au coeur d'un territoire traversé par les vallées majeures de la Somme et de la Bresle, le futur projet éolien de Blancs Monts s'inscrit au sein d'un contexte patrimonial et paysager riche.

L'état initial a permis de mettre en évidence des enjeux et des sensibilités contrastées en fonction de la position de l'observateur dans le paysage.

De la configuration boisée et vallonnée du territoire émergent des enjeux souvent nuls à faibles à l'échelle du grand paysage. En effet, les perceptions de longue portée ne sont envisageables que rarement et depuis la partie Nord-Est du territoire d'étude dominé par de vastes étendues d'openfields. Ces vues resteront minoritaires et le projet restera anecdotique à l'horizon lointain, effacé par la distance de plusieurs dizaines de kilomètres ou la présence intermédiaire d'un contexte éolien généreux. La couverture boisée caractérisant la partie Sud, Sud-Ouest de l'aire éloignée suffit systématiquement à interrompre l'étendue du regard sur le paysage lointain. Les secteurs à forts enjeux tels que la vallée de la Bresle, la Baie de Somme et de la vallée éponyme sont naturellement préservés par une topographie encaissée sans aucun lien visuel possible avec la zone d'implantation du projet.

Depuis l'aire d'étude rapprochée, les enjeux principaux concerneront le château de Selincourt, dont le jardin arrière est axé en direction du site d'étude. Installé sur une légère pente orientée vers Nord, il est possible de distinguer des parcs existants aux abords du projet de Blancs Monts depuis le jardin. Ce dernier point constitue le deuxième enjeu important à cette échelle, puisque la cohérence du futur parc avec ces homologues définiront l'harmonie du motif et les effets perçus depuis les terrasses du Château de Selincourt. C'est avec les parcs construits d'Arguel, du Catelet et des Deux Moulins qu'il sera essentiel de créer une interaction intelligible.

À l'échelle de l'aire d'étude immédiate, les enjeux sont globalement forts et une vigilance soutenue devra être adoptée afin ne pas créer d'effet barrière pour les villages à proximité de la zone d'implantation du projet. Des cinq parties du site d'implantation, il sera préférable de ne retenir que celle positionnée au centre afin de limiter l'étalement du projet et de créer un lien entre l'ensemble d'Arguel, du Catelet, des Deux Moulins et celui du parc en instruction de Moulin La Tour. Ces préconisations permettront également d'éviter les effets d'encerclement trop marqués, à la fois pour les bourgs mais également pour les éléments de patrimoine présents au sein de l'aire immédiate.

1-11. Analyse générale du milieu physique

- L'enjeu lié au milieu physique est globalement modéré (risques naturels, hydrologie et relief).
- Les impacts bruts en phase de travaux sont négligeables à faibles et concernent principalement les modifications locales de topographie et de terrain, ainsi que l'imperméabilisation des sols.
- Les impacts bruts en phase d'exploitation sont globalement négligeables.
- L'impact résiduel en phase chantier est négligeable à faible suite à l'application des mesures d'évitement et de réduction. Ainsi aucune mesure de compensation n'est nécessaire.
- L'impact résiduel en phase d'exploitation est négligeable suite à l'application des mesures d'évitement et de réduction. Ainsi aucune mesure de compensation n'est nécessaire.

1-12. Analyse du milieu paysager

1-12-1. État initial – Synthèse des enjeux par aire d'étude

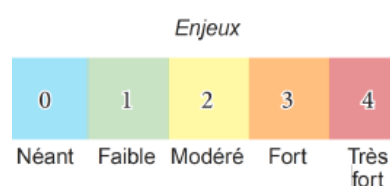
L'état initial a permis de mettre en évidence des enjeux et des sensibilités contrastées en fonction de la position de l'observation dans le paysage.

Les recommandations paysagères sont :

- ✓ Cultiver le lien visuel avec les parcs construits d'Arguel, du Catelet et des Deux Moulins ;
- ✓ Prendre en compte les lignes de force du paysage (Bois Ducrocq, vallées majeures, amplitudes du relief) ;
- ✓ Privilégier un scénario implanté sur une seule partie de la Zone d'Implantation Potentielle ;
- ✓ Positionner le projet en retrait visuellement vis-à-vis du patrimoine de l'aire d'étude immédiate (notamment depuis le parvis de l'église de Saint-Maulvis) ;
- ✓ Prendre en compte la perspective depuis le Château de Selincourt.

Une synthèse des enjeux a été définie par rapport à trois aires d'étude : Éloignée, rapprochée et immédiate :

ENJEUX	AIRE D'ÉTUDE ÉLOIGNÉE	AIRE D'ÉTUDE RAPPROCHÉE	AIRE D'ÉTUDE IMMÉDIATE
Intervisibilité avec les parcs éoliens existants	1	3	3
Perception depuis les axes de communication	1	2	3
Perception depuis les bourgs	1	2	3
Perception depuis les chemins de randonnée & belvédères	1	1	2
Perception et covisibilité : le patrimoine & les sites protégés	1	1 - 3	4



1-12-2. Mesures et impacts résiduels : les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement

Afin de réduire l'impact paysager du projet de Blancs Monts et d'intégrer ce dernier au mieux dans son environnement, diverses mesures ont été mises en place.

La toute première mesure mise en place a consisté dans le choix de la portion de la zone d'implantation potentielle la mieux adaptée pour l'implantation d'éoliennes. En effet, suite à l'état initial paysager, plusieurs zones sont apparues comme incompatibles avec l'implantation d'éoliennes :

⇒ Secteur Sud-Ouest d'Aumâtre : A l'issue d'une première phase de développement, cette partie de la zone d'implantation potentielle a été écartée pour des risques importants de saturation et d'encerclement du bourg d'Aumâtre. Depuis ce bourg, le secteur Sud-Ouest n'est pas occupé par des éoliennes et constitue une zone de respiration. Cette partie en extrémité de la zone d'implantation potentielle est également le secteur le plus proche de la vallée de la Bresle, ainsi, afin de limiter le risque de perceptions d'éoliennes, il est souhaitable de se concentrer sur les parties plus à l'Est de la zone d'implantation potentielle ;

⇒ Secteur Nord-Ouest d'Aumâtre : Afin de limiter l'emprise visuelle du parc éolien de Blancs Monts cette zone a été écartée. L'implantation d'éoliennes sur ce secteur représenterait de plus des enjeux importants pour l'église d'Aumâtre ;

⇒ Secteur Sud de Frettecuisse : Ce secteur a été évité pour des risques d'encerclement des bourgs de Frettecuisse et de Saint-Maulvis. La présence d'éoliennes sur cette zone impliquerait de plus potentiellement une incohérence avec l'implantation prévue sur le reste de la zone d'implantation potentielle ;

⇒ Secteur Nord-Est de Frettecuisse : Cette zone étant isolée et restreinte elle a rapidement été écartée afin de ne pas créer d'effet d'encerclement pour le hameau du Fay et le bourg de Frettecuisse.

Il a donc été choisi d'éviter ces secteurs afin de minimiser l'impact visuel du projet.

Par la suite, le porteur de projet a réfléchi à l'insertion paysagère des aménagements annexes du parc, à la réduction de l'aspect industriel du chantier et à la remise en état du site après le chantier.

Trois mesures d'accompagnement ont également été étudiées. Elles consistent en l'enterrement des lignes électriques dans les communes de Frettecuisse et d'Aumâtre et à un accompagnement paysager au niveau du cimetière de Fresnoy-Andainville et de l'église d'Aumâtre.

L'ensemble de ces mesures représente un coût de 113 200 €.

1-12-3. Synthèse des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement

✓ Les différentes mesures précédemment décrites permettent principalement d'éviter et/ou réduire les impacts visuels du projet éolien de Blancs Monts mais aussi d'améliorer le cadre de vie des habitants.

✓ Les choix de l'implantation du projet et du matériel relatif au fonctionnement du parc sont des mesures essentielles pour réduire l'impact du projet dans le paysage.

✓ La campagne de plantations dans les jardins de riverains permettra de masquer en partie le futur parc depuis les parcelles privées. Cette mesure vise à réduire l'impact visuel du projet lorsqu'il existe. Le niveau d'impact résiduel tendra ainsi à diminuer l'impact de l'entrée Nord- Est d'Aumâtre et l'entrée Nord de Frettecuisse.

✓ Les autres mesures visent à embellir les bourgs et à améliorer le cadre de vie des habitants à travers des aménagements paysagers de qualité et surtout via l'enfouissement des réseaux électriques. Les impacts résiduels sont modérés à faibles suite à la mise en oeuvre des différentes mesures de compensation au sein des bourgs de Frettecuisse et d'Aumâtre.

1-13. Analyse du milieu naturel

1-13-1. État initial - Les enjeux : le patrimoine naturel

Le projet de parc éolien de Blancs Monts se situe dans un secteur riche écologiquement : 92 ZNIEFF (types I et II), 6 sites du CEN, 1 ZICO, 1 RAMSAR et un site du conservatoire du littoral sont présents aux alentours du projet éolien. De plus, 8 sites Natura 2000 (7 ZSC et 1 ZPS) ont été recensés dans un périmètre de 20 km. Notons néanmoins que l'essentiel de ces zonages se situe dans l'aire d'étude éloignée (10 à 20 km du projet).

1-13-2. État initial - Les enjeux : l'avifaune

• **Oiseaux nicheurs** : La zone d'étude est occupée majoritairement par des cultures, peu favorables à l'avifaune en période de nidification. Ponctuellement d'autres habitats plus intéressants pour l'avifaune sont présents : Lisière forestière, vergers, milieux buissonnants, etc. Ces habitats présentent un cortège avifaunistique plus riche d'espèces ubiquistes (Fauvette à tête noire, Merle noir, Pinson des arbres, etc.) à plus exigeantes (Linotte mélodieuse, Bruant jaune, etc.).

• **Oiseaux migrateurs et hivernants** : Le flux migratoire sur le site de Blancs Monts est globalement faible à modéré et aucun couloir de migration n'a été mis en évidence. De plus, les espèces considérées comme patrimoniales à cette période de l'année n'ont été observées qu'en faibles effectifs. Ainsi l'enjeu lié à la migration peut être considéré comme faible.

• **En hiver**, la plupart de ces espèces sont communes et ne présentent pas d'intérêt particulier. Quelques espèces patrimoniales ont été observées mais aucun grand rassemblement n'a été noté. Par conséquent, les enjeux sont faibles à cette période de l'année.

Ainsi, pour l'avifaune les enjeux concernent principalement la période de nidification et sont localisés au niveau des haies, fourrés, et des lisières boisées. Les autres habitats présents sur la zone d'étude, et notamment les cultures, présentent des enjeux faibles.

Les impacts avifaunistiques sont essentiellement concentrés en phase travaux. Les espèces les plus sensibles sont le Bruant jaune, l'Hypolaïs icterine et la Linotte mélodieuse.

1-13-3. État initial - Les enjeux : les chiroptères

La lisière de boisement est l'habitat le plus fréquenté par les chiroptères. La richesse spécifique y est également plus importante. Cet habitat sert de corridor de transit et de zone de chasse pour un panel d'espèces et possède donc un enjeu modéré pour la conservation des chiroptères. Les chauves-souris peuvent ponctuellement s'éloigner de ces éléments arborés.

Selon KELM *et al.* (2014) et les travaux de « Calidris » (DELPRAT, 2017, colloque CWW d'Estoril), il apparaît que l'activité des chiroptères est intimement liée aux lisières et haies.

Le minimum statistique d'activité étant atteint dès 50 m de ces éléments, passé cette distance au linéaire l'activité des chiroptères est considérée comme très faible. JANTZEN & FENTON (2013) ont également montré que l'activité des espèces était à son plus fort à la lisière et que l'influence de celle-ci s'étendait jusqu'à 40m, tant à l'intérieur du boisement que vers les cultures. Il est donc possible de conclure que les chauves-souris utilisant les lisières peuvent s'éloigner jusqu'à 50m, ce qui induit, au sein des habitats ouverts, des sensibilités plus importantes à proximité immédiate des boisements.

Une zone tampon de 50m autour des lisières peut donc être définie sur le site d'étude pour prendre en compte cette sensibilité. Les zones cultivées sont moins fréquentées que l'habitat précédent. L'activité enregistrée correspond principalement à du transit et la probabilité de présence de gîte est nulle.

L'enjeu des zones cultivées est donc faible pour la conservation des populations locales de chiroptères.

Les impacts sur les chiroptères se concentrent principalement en phase d'exploitation du parc éolien. Les espèces les plus sensibles au risque de collision sont la Pipistrelle commune, la Noctule de Leisler, la Pipistrelle de Nathusius et la Sérotine commune.

1-13-4. État initial - Les enjeux : les corridors écologiques

D'après le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Picardie, le projet se situe entre deux réservoirs de biodiversité correspondant au bois de la Faude au nord, et la mosaïque d'habitats de la vallée du Liger au sud. Ces deux ensembles écologiques sont notamment classés en ZNIEFF de type I.

Ces réservoirs de biodiversité sont interconnectés par des milieux boisés, en plus ou moins bon état de conservation. De plus, les zones bocagères, présentant des milieux prairiaux et des haies plus ou moins denses favorisent la connectivité entre les réservoirs identifiés.

Les éoliennes du projet de Blancs Monts ont été disposées autour du bois Ducrocq.

Il apparaît que le projet n'impactera pas la fonctionnalité écologique du « corridor non prioritaire » identifié par le SRCE. En effet, qu'il s'agisse de l'avifaune ou des chiroptères, tant la structure du corridor que sa capacité à permettre le transit des espèces aux échelles locales et supra-locales sont maintenues. Dans ces conditions, aucun impact biologiquement significatif n'est retenu.

1-13-5. État initial - Les enjeux : la sensibilité

La sensibilité générale en phase d'exploitation sera globalement forte, de par la présence de chiroptères présentant un risque de collision fort vis-à-vis de l'éolien. Le reste des groupes taxonomiques étudiés ne présentent pas de sensibilités marquées à l'éolien pendant la phase d'exploitation.

En phase travaux, la sensibilité générale est forte au niveau des zones boisées et des linéaires de haies et ce pour la plupart des groupes taxonomiques étudiés. Concernant les cultures, la sensibilité est modérée du fait notamment de la présence potentielle du Busard Saint-Martin en nidification. En dehors de cette période, la sensibilité est faible pour les zones cultivées.

1-13-6. Mesures et impacts résiduels

➤ Les mesures d'évitement et de réduction

Le tableau suivant reproduit l'ensemble des mesures « Évitement / Réduction » intégrées au projet.

Phase du projet	Code de la mesure	Intitulé de la mesure	Groupes ou espèces justifiant la mesure	Type de mesure
Conception	ME-1	Prise en compte des enjeux environnementaux dans la localisation des implantations et chemins d'accès	Tous les taxons	Évitement
Travaux	ME-2	Adaptation de la période des travaux sur l'année	Avifaune	Évitement
Travaux	ME-3	Coordinateur environnemental de travaux	Tous les taxons	Évitement
Exploitation	ME-4	Éviter d'attirer la faune vers les éoliennes	Faune	Évitement
Démantèlement	ME-5	Remise en état du site	Tous les taxons	Évitement
Travaux	MR-1	Récupération et transfert d'une partie du milieu naturel	Habitats	Réduction
Exploitation	MR-2	Éclairage nocturne du parc compatible avec les chiroptères	Chiroptères	Réduction
Exploitation	MR-3	Bridage des éoliennes	Chiroptères	Réduction

➤ Les impacts résiduels

• Les chiroptères

On notera qu'après la prise en compte des mesures d'évitement, de réduction, l'impact résiduel est globalement faible. En effet, l'éloignement de l'implantation envisagée de plus de 200 mètres des habitats attractifs pour les chiroptères (lisières et boisements) permet d'éviter les secteurs où l'activité enregistrée est la plus forte (mesure d'évitement).

De plus, la mise en place de moyens permettant de limiter l'attractivité des plates-formes pour la faune, et notamment les chiroptères, renforce cette première mesure d'évitement.

Pour finir, l'établissement d'un bridage adapté, suivant les recommandations de la DREAL Hauts-de-France, permet de réduire au maximum l'impact potentiel du projet sur les chiroptères. Les impacts résiduels attendus seront donc faibles suite à la mise en place des mesures ER.

Il est cependant judicieux de prévoir le suivi de la mortalité dès la première année d'exploitation, afin de vérifier le bon fonctionnement des mesures et d'affiner les conditions du bridage en fonction des résultats.

• Les mesures de compensation au titre de l'article 411-1 du code de l'environnement

Suite à la mise en place des mesures d'évitement et de réduction des impacts, aucun impact résiduel significatif ne ressort de l'analyse des impacts résiduels du projet de Blancs Monts. Il n'est ainsi pas nécessaire de mettre en place des mesures de compensation des impacts au titre de l'article L411-1 du code de l'environnement.

• Les mesures de compensation au titre de la loi Biodiversité

Deux mesures de compensation au nom de la loi biodiversité sont proposées afin que le projet ait un impact positif sur l'environnement et qu'il ne provoque pas de perte nette sur la biodiversité.

MC-1 : Favoriser le maintien des prairies de fauche

MC-2 : Création de bandes végétalisées pour améliorer la biodiversité des prairies agricoles.

• Les mesures réglementaires de la norme ICPE – Suivis environnementaux

20 prospections seront effectuées pour le suivi de mortalité pour les chauves-souris et les oiseaux sur le site de Blancs Monts. Un suivi d'activité pour les chauves-souris en nacelle est également demandé entre le mois de juin et d'octobre.

Avec un coût journalier estimé à 560 €, les suivis de mortalité devraient représenter un budget d'environ 13 000 € /an (suivi de mortalité, tests d'efficacité de l'observateur et tests de prédation compris). De plus la mise en place d'écoute en nacelle représente un budget d'environ 12 000 € /an auquel s'ajoutent l'analyse des enregistrements acoustiques et la rédaction du rapport de synthèse.

1-14. Les incidences NATURA 2000

Dans un rayon de vingt kilomètres autour du projet de parc éolien de Blancs Monts, 08 sites Natura 2000 (7 ZSC⁵ et 1 ZPS⁶) sont présents :

- ✓ ZSC FR2200363 « Vallée de la Bresle » ;
- ✓ ZSC FR2300136 « La forêt d'Eu et les pelouses adjacentes » ;
- ✓ ZSC FR2200355 « Basse vallée de la Somme de Pont-Rémy à Breilly » ;

⁵ ZSC : Zone Spéciale de Conservation / - Les ZSC visent à préserver les espèces et habitats naturels d'intérêts communautaires d'après la Directive Habitats de 1992.

⁶ ZPS : Les ZONES de Protection Spéciales sont désignées à partir de l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) définies par la directive européenne 79/409/CEE du 25/04/1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages. La désignation des ZPS relève d'une décision nationale, se traduisant par un arrêté ministériel, sans nécessiter un dialogue préalable avec la Commission européenne.

- ✓ ZSC FR2300137 « L'Yères » ;
- ✓ ZSC FR2200354 « Marais et monts de Mareuil-Caubert » ;
- ✓ ZSC FR2200346 « Estuaires et littoral picards (baies de Somme et d'Authie) » ;
- ✓ ZSC FR2200353 « Réseau de coteaux calcaires du Ponthieu méridional » ;
- ✓ ZPS FR2212007 « Étangs et marais du bassin de la Somme ».

Le site Natura 2000 « Réseau de coteaux calcaires du Ponthieu méridional » ne sera pas concerné par le projet. En effet, les espèces inscrites au FSD⁷ sont liées aux pelouses calcaires, habitats absents sur la zone d'étude. De plus, l'importance de ce site est principalement liée aux invertébrés et à la flore. En ce qui concerne les insectes, leurs déplacements sont restreints à quelques centaines de mètres, or ce site se situe à environ 19 km de la ZIP⁸ de Blancs Monts. Il en est de même pour les invertébrés des autres ZSC présentes dans un rayon de 20 kilomètres autour du projet.

Concernant les oiseaux, seules deux espèces citées dans le FSD de la ZPS « Étangs et marais du bassin de la Somme » sont concernées par le projet (Busard des roseaux et Busard Saint-Martin). Celles-ci sont cependant peu sensibles au risque de collision lié à l'éolien. Ainsi, aucune incidence du projet de Blancs Monts n'est attendue vis-à-vis de la conservation de ces espèces.

Pour finir, parmi les quatre espèces de chiroptères présentes sur les ZSC alentours, seules deux sont présentes sur le site d'étude (Grand Rhinolophe et Grand Murin). Toutefois, aucune incidence n'est relevée sur ces espèces, notamment du fait de leur faible sensibilité au risque de collision lié à l'éolien. En effet, celles-ci volent essentiellement à basse altitude et à proximité de la végétation.

→ En conséquence, l'étude conclut qu'il y a donc une absence manifeste d'effet du projet de Blancs Monts sur la conservation des espèces et des habitats qui a permis la désignation des sites Natura 2000 présents dans un rayon de 20 kilomètres autour de la zone d'implantation potentielle.

1-15. Analyse du milieu humain

➤ Les impacts bruts en phase d'exploitation

- L'analyse des émergences acoustiques du parc a fait apparaître un non-respect des seuils réglementaires en soirée et pendant la nuit. L'impact brut est donc modéré.
- L'impact visuel du balisage des éoliennes est modéré.
- Les impacts liés aux risques technologiques et servitudes d'utilité publique sont globalement négligeables à faibles, excepté un risque d'impact modéré sur la qualité de la réception télévisuelle et sur les lignes électriques existantes.
- Le respect des distances d'éloignement de 500 m aux habitations (515 m au plus proche) et le choix d'une variante d'implantation équilibrée permettent d'anticiper un impact faible sur les dynamiques démographiques et l'immobilier local.
- Le site, particulièrement venté, est suffisamment éloigné des habitations et des voies de communication principales.
- Les impacts sur l'emploi et l'économie locale sont positifs, par la contribution à la création de postes de techniciens de maintenance, et les ressources fiscales générées par le parc éolien pour les collectivités locales. Les impacts sur les activités locales (chasse, agriculture, tourisme) seront faibles.
- La contribution à la réduction d'émissions de gaz à effet de serre par la production d'énergie renouvelable a un impact positif sur la qualité de l'air.

➤ Les mesures et impacts résiduels pendant l'exploitation

- En cas de dégradation avérée de la réception télévisuelle, des mesures correctives seront mises en place pour rétablir la réception.

⁷ FSD : Formulaire Standard des Données.

⁸ ZIP : Zone d'Implantation Potentielle.

- Un plan de bridage des éoliennes sera mis en place dès le démarrage de l'exploitation du site afin de réduire les niveaux sonores sous les seuils réglementaires. Ce plan sera adapté via des mesures acoustiques in situ après mise en service, afin d'établir le plan de bridage définitif adapté au site.
- Les feux de balisage des éoliennes seront synchronisés entre eux via pilotage programmé. Cela permettra d'éviter une illumination anarchique et réduire les nuisances visuelles.

1-16. Synthèse de l'étude d'impact sur l'environnement et la santé

Les impacts du projet ont été identifiés au travers de cette étude et des mesures d'évitement et de réduction ont été proposées lorsque cela s'avérait utile afin de réduire les impacts. Des mesures de compensation, d'accompagnement et de suivi seront également mises en place afin de s'assurer de la bonne intégration du parc éolien.

Concernant les études d'expertises, l'étude écologique a montré que les impacts du projet sur la faune et la flore sont globalement faibles, limités dans le temps et maîtrisables par la mise en oeuvre de mesures simples (dont l'efficacité est aujourd'hui reconnue).

En phase de chantier, le seul impact potentiel anticipé concerne les oiseaux nicheurs lors de la phase travaux, car ces derniers pourraient conduire à la destruction ou au dérangement de nichées.

En période d'exploitation, les impacts concernent quatre espèces de chiroptères fréquentant les milieux cultivés en été et à l'automne.

Afin d'éviter et de réduire les impacts envisagés, des mesures d'insertion environnementales seront mises en oeuvre par le porteur de projet.

Ces mesures concernent la saisonnalité des travaux et le bridage des éoliennes.

Par ailleurs, conformément à la réglementation ICPE, le porteur de projet mettra en oeuvre un suivi post-implantation.

Suite à la mise en oeuvre de ces mesures et à la mise en place des mesures d'accompagnement écologique du chantier, aucun impact résiduel biologiquement significatif n'étant relevé, aucune mesure compensatoire ne s'impose.

L'étude acoustique a montré que le projet respectera la réglementation française sur les bruits de voisinage.

L'étude paysagère a quant à elle montré que le projet éolien de Blancs Monts offre une réponse adaptée aux enjeux et sensibilités du territoire.

En effet, le projet éolien de Blancs Monts s'inscrit dans un paysage semi ouvert, où les grandes étendues cultivées alternent avec les bandes boisées et les haies.

Dans ce territoire de plateaux à la topographie parfois très marquée, qui se découvre au détour des lignes de crêtes, les vues sont très variables : tantôt importantes à l'échelle de l'aire d'étude immédiate, tantôt fermées aux détours des vallées ou des multiples massifs forestiers.

Le motif éolien est déjà présent et permet un accueil harmonieux du futur projet dans son environnement. Par son implantation, les gabarits envisagés et choix du site, le projet éolien évite de nombreux impacts, notamment en termes de saturation et de perceptions depuis les éléments patrimoniaux à proximité.

Enfin, il est important de souligner que, outre les bénéfices environnementaux liés au développement d'une énergie exempte d'émissions polluantes, ce projet, conçu dans une démarche de développement durable mais aussi d'aménagement des territoires, aura également un impact positif sur le contexte humain.

Il contribuera au développement économique des communes d'accueil du projet, mais également et plus largement de l'intercommunalité Somme Sud-Ouest, du département de la Somme et de la région des Hauts-de-France.

1-17. L'avis de la MRAe des Hauts-de-France du 28 janvier 2020

1-17-1. Reproduction de la synthèse de l'avis de la MRAe

« Le projet, présenté par la société WP France 20 porte sur la création d'un parc éolien de 6 éoliennes et deux postes de livraison sur les communes d'Aumâtre et Frettecuisse, dans le département de la Somme.

Les éoliennes auront une hauteur totale en bout de pale de 162,5 mètres (éolienne E1), 169,5 mètres (éolienne E2) et 180 mètres (éoliennes E3 à E6).

Le projet s'implante dans l'entité paysagère du plateau agricole du Vimeu, entre la vallée du Liger, la vallée de la Bresle et la vallée de la Vimeuse. Une trentaine de monuments historiques sont présents dans l'aire rapprochée, dont les châteaux de Rambures et de Selincourt. Les éoliennes sont implantées à plus de 200 mètres en bout de pale du bois Ducrocq, identifié comme élément d'une continuité écologique.

L'étude paysagère est à compléter et à approfondir concernant les incidences sur le patrimoine bâti d'Aumâtre et le château de Rambures. Des mesures d'évitement et de réduction des impacts sont à rechercher notamment en ce qui concerne les impacts sur les perspectives du château de Selincourt.

L'étude met en évidence la présence de forts enjeux avifaunistiques et chiroptérologiques en lien avec le corridor écologique dont fait partie le bois Ducrocq. L'autorité environnementale recommande d'étudier une variante évitant ce secteur à enjeux forts pour la faune ».

1-17-2. Les recommandations de l'avis de la MRAe

• Scénarios et justification des choix retenus

➤ L'étude d'impact présente une analyse des variantes du projet (pages 215 et suivantes) au regard des critères acoustique, écologique et paysager. Trois variantes ont été analysées :

- la variante 1 qui compte 6 éoliennes réparties en deux lignes de 3 éoliennes orientées nord-sud,
- la variante 2 avec 6 éoliennes réparties en deux lignes de 3 éoliennes orientées nord-est /sud-ouest,
- la variante 3 avec 6 éoliennes réparties autour du bois Ducrocq.

L'étude d'impact retient la variante 3 considérée de moindre impact au vu des différentes contraintes environnementales, techniques, administratives et paysagères (classement effectué par l'attribution d'une note en fonction des niveaux de sensibilité pour chaque impact).

Le scénario retenu reste cependant impactant sur la biodiversité. En effet, les éoliennes sont toutes localisées dans des zones à sensibilité forte pour les chiroptères en période d'exploitation.

Aucune variante d'implantation des éoliennes dans un secteur d'enjeux chiroptérologiques moindres n'est présentée.

→ *L'autorité environnementale recommande de compléter l'étude des scénarios par la recherche de solutions alternatives à la zone d'implantation potentielle retenue (autre localisation) évitant la zone d'enjeux chiroptérologiques liée à la proximité du bois Ducrocq.*

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

- ✓ Le Schéma Régional Éolien (SRE) de l'ancienne région Picardie a été consulté lors du processus de réflexion sur la localisation du projet. En effet, bien que ce document ait été annulé, il constitue toujours un guide qu'il ne faut pas ignorer.
- ✓ Selon le SRE, les communes d'Aumâtre et Frettecuisse sont situées dans le secteur Somme Sud-Ouest / Oise Ouest, au sein d'une zone favorable à l'éolien sous conditions et d'une zone défavorable en raison de deux contraintes paysagères. L'implantation proposée pour les six éoliennes ne concerne que des zones favorables sous conditions. Les zones défavorables ont été écartées.

✓ Le site retenu présente l'avantage de se situer dans une zone principalement agricole et en retrait par rapport aux secteurs présentant un intérêt écologique plus important, l'ensemble des éoliennes sont situées à plus de 200m du bois Ducrocq. Les parcelles agricoles qui sont plus éloignées du bois Ducrocq (plus de 500m du bois) n'ont pas été retenues dans la zone d'implantation potentielle du projet pour les raisons qui suivent :

- *Contraintes techniques :*

Les parcelles agricoles situées à moins de 500m des habitations et dans un périmètre de protection de monument historique ont été évitées (Volet 4b Étude Impacts, carte 98 page 207).

- *Enjeux écologiques*

Les parcelles agricoles limitrophes aux deux réservoirs de biodiversité du bois de la Faude et de la vallée du Liger identifiés au SRCE Picardie ont été évitées (Volet 4b Étude Impacts, carte 72 page 159). De plus, les zones bocagères, présentant des milieux prairiaux et des haies plus ou moins denses ont été évitées car elles favorisent la connectivité entre les réservoirs identifiés.

- *Contexte éolien :*

Les parcelles agricoles au nord de la zone d'implantation potentielle et situées sur les communes de Cannessières et Fontaine-le-Sec ont été évitées en raison du développement du parc éolien des Havettes/Les Mottes (recours à la suite d'un arrêté de refus pour des considérations paysagères). Les parcelles agricoles au sud de la zone d'implantation potentielle et situées sur les communes de Fresnoy-Andainville, Saint-Maulvis, et Andainville accueillent le parc éolien des Deux moulins/Arguel/Catelet.

- *Enjeux Paysagers :*

À l'échelle de l'aire d'étude rapprochée, le secteur à proximité des vallées du Liger et de la Bresle ainsi que les secteurs emblématiques définis dans l'étude paysagère (04e_Volet_Paysager, pages 58 et suivantes) ont été évités. Les territoires des communes, entre autres, de Foucaucourt Hors Nesle, Lignières en Vimeu, Mouflières, etc ont donc pas été retenus pour l'implantation d'éoliennes.

À l'échelle de la zone d'implantation potentielle, certains secteurs ont également fait l'objet d'évitement lors de l'élaboration du projet. La partie 3, chapitre 1 de l'étude paysagère (04e_Volet_Paysager, pages 142 et suivantes) détaille ces réflexions et l'application de la démarche « ERC ».

Synthèse par le commissaire enquêteur concernant les scénarios et la justification des choix retenus :

Le maître d'ouvrage maintient qu'après étude d'un territoire large, la recherche de zones d'implantations potentielles confirme la compatibilité du site retenu avec l'implantation d'éoliennes. La recherche de solutions alternatives n'a pas permis de définir d'autres zones d'implantations potentielles. La proximité avec le Bois Ducrocq demeure néanmoins un enjeu important de l'étude d'impact. Concernant les chiroptères, les impacts résiduels sont qualifiés de « nul à faible ».

→ En conséquence, il n'y a aucune autre alternative à la zone d'implantation actuelle.

Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte du paysage

➤ L'étude d'impact (page 35) indique qu'elle décrit les unités paysagères en s'appuyant sur l'atlas des paysages de la Somme et celui de la Haute-Normandie. Cependant, elle ne reprend pas les points de vue et axes de perception repérés par ces atlas, par exemple celui qui identifie le panorama depuis la falaise du Tréport à environ 30 km du projet (exclus de l'aire d'étude éloignée) et des vues depuis la vallée de la Vimeuse (routes départementales 22 et 190), la vallée du Liger (route départementale 211).

→ L'autorité environnementale recommande de justifier l'absence d'analyse des points de vue identifiés par les atlas des paysages de la Somme et de la Haute-Normandie.

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

- Les points de vue emblématiques mais également les paysages emblématiques et leurs parcours de découvertes sont étudiés pages 58 et 59 du volume 4-e volet paysager.
- D'une manière générale les sensibilités seront relativement faibles, néanmoins, après vérification de la topographie, de la couverture végétale, de leur pertinence au regard du projet et de l'orientation de ces points de vue en fonction de la zone d'implantation potentielle, certains ont fait l'objet de photomontages. Ils sont au nombre dix.
- Pour les axes de découverte nous pouvons faire référence aux photomontages numérotés 15, 34, 36 et 40.
- Pour l'analyse des vues depuis les secteurs de paysages emblématiques il convient de se référer notamment aux photomontages numérotés 23, 32.
- Pour les points de vue emblématiques, nous pouvons évoqués ici les photomontages 31 depuis la D96 au nord d'Heucourt-Croquoison, 41 au bord du plan d'eau en sortie Est de Blangy, 45 depuis la D211 en sortie Ouest d'Inval-Boiron et 46 en sortie Nord-Ouest de Villers Campsart.
- La liste des photomontages (précisant ceux ajoutés dans le cadre de la demande de compléments) est disponible pages 242 et 243 du volet 4-e volet paysager.

➤ Le village d'Aumâtre présente d'imposants édifices de qualité (maisons bourgeoises) positionnés dans un paysage ouvert, autour de l'église protégée. Les éoliennes seront implantées entre 1,5 km et 2,8 km de ce bourg. Il est à craindre que les éoliennes, du fait de leur hauteur, ne dominent visuellement le clocher. Le point de vue choisi (vue 09 pages 397 et 399 du volet paysager) « au pied du monument » masque totalement le futur parc. Un photomontage se positionnant de quelques mètres vers l'est de l'église, permettrait de mieux mettre en évidence la perception des éoliennes sur l'église protégée depuis la « longue rue » vers Aumâtre, ainsi que leurs incidences visuelles sur les parcours dans le village.

L'absence d'impact sur l'église d'Aumâtre n'est pas démontrée.

→ L'autorité environnementale recommande de compléter les photomontages autour de l'église d'Aumâtre afin de mieux rendre compte des impacts du projet sur le patrimoine bâti du bourg.

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

- Deux nouveaux photomontages ont été réalisés à proximité immédiate de ce monument pour compléter l'illustration des futures perceptions. Il s'agit des photomontages numérotés 13 et 14 dans cette nouvelle version du dossier paysager. Ils viennent compléter le photomontage numéro 12 déjà présentée dans la version initiale du dossier.
- De manière plus globale concernant le bourg d'Aumâtre, six photomontages sont disponibles pour appréhender les potentiels impacts du projet. Il s'agit des photomontages 9 à 14 de l'étude paysagère consolidée (version novembre 2020).
- Cette remarque de la MRAe et la réalisation des photomontages supplémentaires ont permis de montrer l'utilité de la mise en place d'une mesure d'accompagnement à proximité de l'église d'Aumâtre. Cette mesure « Aménagement des abords de l'église d'Aumâtre » qui vise à améliorer le cadre de vie des habitants et à faciliter l'accès à cet édifice est présentée pages 554 et 555 du volet paysager.

Page 554 du volet Paysager

Cet aménagement comporte différents éléments; notamment deux places de parking, un chemin ainsi que des arbres fruitiers d'une hauteur comprise entre 2 et 4 mètres. Les arbres fruitiers permettront d'amoindrir la prégnance des futures éoliennes du projet de Blancs Monts. La couronne des arbres obstrue le champ visuel en direction du futur parc tout en garantissant le maintien d'une grande luminosité aux abords du monument religieux. Un petit chemin longe les arbres. Il est accompagné de bancs et de parterres aménagés. Cet ensemble forme un nouvel espace de convivialité au sein du village.

Enfin, la réalisation de deux places de stationnement garantira une meilleure accessibilité à l'église.

Page 555 du volet Paysager

La visibilité des éoliennes est modifiée par cet aménagement. En effet, les éoliennes n'ont pas une hauteur apparente très significative en raison de l'éloignement. Ainsi, l'utilisation d'une végétation peu haute à la couronne fournie garantit une obstruction totale depuis cet espace de vie. De plus, l'aménagement des abords de l'église valorise la qualité architecturale et paysagère.

➤ Les éoliennes en projet sont à environ 5 kilomètres du château de Rambures, édifice emblématique de la Somme et dont le parc offre des vues sur le paysage lointain. Un seul photomontage est présenté en sortie est du bourg (vue 23 pages 339 à 341 du volet paysager) qui expose un point de vue depuis lequel les éoliennes ne sont pas visibles, car cachées par la végétation. Cependant, les impacts pourraient être différemment perçus lorsque les arbres seront sans feuilles. En outre, la perception du parc éolien depuis le château (parc, fenêtres), ses communs et depuis les chemins touristiques vers Rambures n'est pas présentée ni analysée ce qui ne permet pas d'apprécier réellement les incidences du projet sur le domaine de Rambures et ses environs.

→ *L'autorité environnementale recommande de produire de nouveaux photomontages depuis le domaine du château de Rambures (parc, étage du château, communs) et les chemins touristiques vers Rambures, en période de faible végétation.*

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

- Depuis ce château et ses abords, trois nouveaux photomontages ont été ajoutés. Il s'agit des photomontages numérotés 38, 39 et 40 de cette nouvelle version du dossier paysager. Ils viennent compléter le photomontage numéro 37 déjà présentée dans la version initiale du dossier.
- Les perceptions depuis la terrasse des communs (photomontage n°38) et depuis le château (photomontage n°39) confirment l'impact négligeable du projet éolien de Blancs Monts. En effet le paysage perçu depuis le domaine est majoritairement fermé par un épais rideau de végétation. Ces successions de bosquets constituent de véritables masques visuels et cela même en période de faible végétation.
- L'impact depuis la sortie Est de Rambures (photomontage n°37) est qualifié de nul. Une nouvelle fois aucune perceptions n'est possible en raison de la présence de masques végétaux importants. C'est uniquement depuis un chemin de randonnée au Sud de Rambures (photomontage n°40) que des perceptions du projet de Blancs Monts seront possibles, l'impact depuis ce point de vue est qualifié de faible à modéré.

➤ Le château de Selincourt, situé à 8 km du projet, comprend également un jardin à la française et un parc ; l'ensemble est orienté selon un axe nord-ouest / sud-est avec des perspectives à perte de vue côté parc et côté jardin. Les vues 28a et 28b (pages 315 à 321 du volet paysager) font apparaître que le futur parc s'inscrit en totalité dans cette perspective remarquable. L'impact est qualifié par l'étude de modéré à fort. Il est indiqué que le projet de parc « s'insère dans l'alignement du parc en instruction les Mottes / les Havettes, en un ensemble homogène et en continuité ». Cependant, le parc les Mottes / les Havettes n'est plus en instruction mais a été refusé. Le projet impactera une perspective actuellement préservée.

Concernant les mesures (pages 378 et 379 de l'étude d'impact) d'évitement, de réduction et de compensation des impacts, il est indiqué que l'évitement a été recherché par le choix des machines et de l'implantation en cohérence avec les autres parcs. Aucune mesure de réduction n'est envisagée et seules quelques mesures d'accompagnement ponctuelles sont proposées. Ainsi, aucune mesure n'est proposée pour éviter l'impact fort sur les perspectives du château de Selincourt.

→ *L'autorité environnementale recommande d'approfondir l'analyse des impacts sur les perspectives du château de Selincourt et de proposer des mesures d'évitement de l'impact qualifié de fort à modéré et/ou, à défaut, de réduction.*

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

- Deux photomontages sont présentés depuis le château de Selincourt. La prise de vue n°49 est réalisée depuis le promenoir au bout des jardins du château. Le photomontage n°50 est lui réalisé depuis le deuxième étage du château (cas majorant).
- L'analyse des impacts a intégralement été revue après actualisation du contexte éolien. Depuis ces points de vue, la principale évolution est la non prise en compte des projets des Havettes et des Mottes conformément à la demande de compléments des services instructeurs.
- Dès la conception du projet et les réflexions quant à l'implantation des éoliennes, le château de Selincourt a fait l'objet d'une attention particulière. Notre démarche d'évitement nous a conduit à ne pas prévoir d'implantation d'éolienne sur les secteurs plus proche de Selincourt. Le secteur « Sud » de la Zone d'implantation potentiel (à proximité de Saint Maulvis) a donc été écarté. Les éoliennes du projet de Blancs Monts sont donc situées à plus de 9km du Château de Selincourt.
- Depuis le promenoir des jardins l'objectif de l'implantation était de créer un dialogue avec les formes boisées et de respecter une taille apparente du projet cohérente avec celle des parcs voisins cela afin de contribuer à un impact globalement faible.

Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte des milieux naturels

➤ Concernant les habitats naturels et la flore

La bibliographie a été étudiée. Des prospections de terrains ont été effectuées les 14 mai et 10 juillet 2018 afin d'inventorier la flore et les habitats présents sur la zone d'implantation potentielle et ont permis de recenser 142 espèces dont aucune ne présente d'intérêt patrimonial.

L'étude conclut de façon cohérente à un impact très faible, compte-tenu d'une implantation des plateformes uniquement en milieu cultivé et du linéaire de chemins créés en milieu cultivé et/ou bordure de chemins existants et du maintien de la totalité des haies.

Concernant le corridor identifié par le diagnostic du schéma régional de cohérence écologique, l'étude faune-flore (page 189) indique que ces milieux devront être pris en compte dans la détermination de l'implantation du parc éolien. L'étude d'impact (page 405) conclut à un impact faible sur les trames écologiques identifiées en raison de la présence de cultures entre le boisement et les éoliennes. Néanmoins, l'avifaune se déplace depuis le boisement via ces cultures et cette conclusion est donc à étayer.

→ L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse de l'impact du projet éolien sur la continuité écologique en prenant en compte les déplacements de la faune du bois vers les cultures.

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

Des précisions ont été apportées sur l'état du corridor dans la partie « Corridors écologiques » (Volet 4c Volet Faune_Flore_Habitat, page 201) et sur les impacts du projet dans le chapitre « Impacts sur les corridors et les trames vertes et bleues » (Volet 4c Volet Faune_Flore_Habitat, page 323).

➤ Concernant l'avifaune

La partie bibliographique de l'état initial a été réalisée en exploitant la base de données naturaliste « Clicnat ». Une note de synthèse a été communiquée par Picardie Nature mais n'apparaît pas dans le dossier.

→ L'autorité environnementale recommande de produire dans le dossier la note de synthèse de Picardie Nature sur l'avifaune.

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

Les rapports bibliographiques sur l'avifaune et les chiroptères réalisés par Picardie Nature sont annexés au Volet 4c Volet Faune_Flore_Habitat, annexes 9 et 10, pages 383 et suivantes. Le rapport concernant l'avifaune est également disponible en ANNEXE 2 du mémoire en réponse.

Extrait de la Note de synthèse de Picardie de Décembre 2017**Concernant les stationnements de limicoles et busards dans un rayon de 15 km autour du projet éolien d'Aumâtre (80)**

- L'implantation de nombreux parcs éoliens depuis une dizaine d'années limite la capacité d'accueil de la région pour l'Oedicnème criard, le Vanneau huppé et le Pluvier doré, en raison de la disparition d'habitat favorable engendrée. Les zones de quiétude restantes sont donc à considérer avec attention.
- Pour les Busards Saint-Martin et cendré, il sera nécessaire d'étudier sur plusieurs années l'occupation du site par ces 2 espèces, afin d'installer les machines en conséquence. Soulignons qu'en cas de nidification avérée sur la zone de parc, les travaux d'installation des machines ne devront pas être réalisés durant la période de reproduction, entre mars et fin juillet. Rappelons qu'en Picardie le busard cendré est une espèce "vulnérable" avec des couples généralement très localisés. La fréquentation et la reproduction possible de ces 2 espèces au sein du futur parc est donc à considérer avec attention.

Les prospections de terrain ont été réalisées de façon satisfaisante. La pression d'inventaires a permis d'obtenir 4 relevés en période d'hivernage (décembre à mars), 8 en période de migration printanière (avril à juin), 9 en période de nidification (avril à août) et 8 en période de migration automnale (août à mi-décembre), ce qui est suffisant pour qualifier correctement les enjeux. Il manque cependant une carte de synthèse du déplacement des oiseaux par période d'observation.

→ L'autorité environnementale recommande de produire une carte de synthèse du déplacement des oiseaux par période d'observation.

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

Concernant la demande de précision sur les endroits de passages des espèces contactées, la version consolidée du dossier (Version 2, Novembre 2020) comprend un l'ajout d'un paragraphe d'introduction sur la migration en Picardie avec une carte des couloirs de migration théoriques, page 103 du Volet 4c Faune / Flore / Habitat.

De plus, des cartes de synthèse illustrant les trajectoires globales observées en migration à l'automne et au printemps sont présentées dans le dossier. En période de nidification et en hiver, seules les trajectoires des espèces patrimoniales à grand domaine vital ont été cartographiées. Celles-ci ont été intégrées dans les notes relatives à chaque espèce patrimoniale, pages 118 à 143 du même volet.

83 espèces d'oiseaux ont été observées, ce qui représente une diversité d'oiseaux élevée, premier indicateur de l'enjeu de biodiversité que présente ce site.

Le Faucon crécerelle, espèce protégée très sensible aux éoliennes, a été recensé pendant les 3 périodes : nicheur « rare » en période de nidification, 10 observations en période prénuptiale et 8 observations en période hivernale. Or, il n'apparaît pas dans le dossier comme une espèce à enjeu, alors que c'est une espèce à la fois protégée et extrêmement sensible à l'éolien.

Le dossier indique (page 91) que « Le Busard Saint-Martin et le Busard cendré sont régulièrement observés dans un rayon de 10 kilomètres autour du projet. En effet, ce secteur semble particulièrement fréquenté par ces deux espèces en période de nidification mais aussi en migration et en hiver pour le Busard Saint-Martin. Concernant ce dernier, une enquête menée en 2002 faisait état de 6 couples dans le secteur d'Hallencourt, ce qui est remarquable par rapport à d'autres secteurs de la Picardie. » Il serait utile de localiser les espèces observées.

Il est précisé qu'un Busard des roseaux a été observé volant à 20 mètres au-dessus du sol ; or, l'éolienne E1 aura des pales tournant à 17,5 mètres du sol et l'éolienne E2 à 24,5 mètres. Le Busard des Roseaux est une espèce vulnérable dans le département de la Somme. C'est donc un enjeu très important qui semble ne pas être bien pris en compte dans l'étude environnementale.

Par ailleurs, les éoliennes se situent en cercle autour du bois Ducrocq, ce qui ne paraît pas judicieux pour le déplacement de l'avifaune localisée dans le bois. C'est un impact fort que subira l'ensemble des espèces d'avifaune en période de fonctionnement des éoliennes du fait de la proximité des habitats. Les observations à moins de 400 m des éoliennes le prouvent : une diversité et une densité d'espèces importantes exploitent le site. Il est alors étonnant d'avoir une carte page 227 décrivant une sensibilité de l'avifaune faible sur l'ensemble du site.

→ *L'autorité environnementale recommande :*

- *d'actualiser l'étude avifaunistique en termes d'espèces à enjeux ;*
- *de mentionner l'endroit des passages des espèces d'avifaune contactées ;*
- *de ré-évaluer les enjeux avifaune pour une mise en cohérence avec les données de connaissances et d'observations.*

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

- Le Faucon crécerelle n'est pas considéré comme menacé sur la liste rouge nationale (NT) ou régionale (LC), il ne présente donc pas un enjeu de conservation déterminant (voir paragraphe détermination des enjeux). Cependant, étant considéré comme une espèce sensible à l'éolien, un chapitre a été ajouté dans la partie sensibilité de l'avifaune pour les espèces non patrimoniales.
- Les autres espèces non patrimoniales sensibles à l'éolien (d'après la note de risque attribuée par le guide Hauts-de-France) ont aussi été prises en compte. C'est notamment le cas du Goéland brun, du Goéland argenté, du Faucon hobereau et du Traquet motteux. Ces analyses, ainsi que celle concernant le faucon crécerelle sont disponibles aux pages 237 et suivantes du Volet 4c Volet Faune / Flore / Habitat.

Concernant le Busard Saint-Martin, la carte avec les observations et trajectoires a été ajoutée dans la fiche espèce. Un paragraphe a été ajouté page 222 de l'étude (Volet 4c Volet Faune_Flore_Habitat) afin d'analyser sa sensibilité sur le site.

- Le Busard cendré quant lui n'a pas été observé sur le site d'étude lors des inventaires. Cependant, sa sensibilité est analysée page 220 de l'étude (Volet 4c Volet Faune_Flore_Habitat).
- Enfin concernant le Busard des roseaux observé à 20 m d'altitude environ, on notera que les observations concernent des oiseaux en migration active. En outre tant la fréquence que l'abondance de l'espèce sont faibles. De plus, comme pour les autres Busards les risques de collision sont essentiellement liés à la période nuptiale lorsque les oiseaux paradent (dans ce cas, si les zones nidification sont proches des éoliennes un risque de collision existe). L'étude écologique explicite ce point pages 220 et suivantes, il y est précisé :

Le Busard des roseaux vole généralement un peu plus haut que les autres busards. Il réalise lui aussi des acrobaties aériennes lors des parades nuptiales. Peu de cas de collision ont été observés et sont reportés dans la bibliographie (HÖTKER et al., 2005 ; DÜRR, 2020a). Si l'on prend comme modèle le Busard cendré dont les aptitudes phénotypiques sont relativement similaires au Busard roseaux, on peut estimer que son taux d'évitement vis-à-vis du risque de collision est de 93,5% (SCHAUB et al., 2020). Dans la base de données européenne de DÜRR (2019a), 60 cas de collision ont été notés dont aucun cas en France. Le nombre de collisions représente environ 0,08 % de la population européenne.

Sur le site seuls deux individus ont été observés en période de migration. La sensibilité de l'espèce à ce risque est donc faible en général et sur le site également.

Dans ces conditions aucun risque de collision significatif ne peut être retenu.

➤ Concernant les chiroptères

La pression d'inventaire a été réalisée de façon satisfaisante, avec 15 nuits d'écoutes d'août à octobre 2017 et de mars à juillet 2018. Cependant les mesures en continu associées au mat pourraient être améliorées par des écoutes du micro du bas entre juin et juillet et des écoutes du micro en altitude s'arrêtant en septembre.

Onze espèces de chiroptères ont été identifiées, ce qui représente une diversité moyenne pour un espace naturel, mais une diversité riche pour un espace censé accueillir des éoliennes.

→ L'autorité environnementale recommande de produire une carte de synthèse de la localisation des chiroptères contactés sur le site, selon la période d'observation.

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

En réponse à cette demande la version consolidée du dossier comprend de cartes de synthèse à la fin de la présentation des espèces de chiroptères (Volet 4c Volet Faune_Flore_Habitat, pages 188-190). La carte 38 page 188 présente les résultats pour le transit printanier ; la carte 39 page 189 l'activité en période de mise bas et enfin la carte 40 page 190 présente la localisation des observations durant le transit automnal.

Le parc de 16 éoliennes d'Arguel et des Deux Moulins se situe seulement à 1,5 km du projet. Un suivi de mortalité des chiroptères a été effectué en 2018, mais le dossier n'y fait pas référence.

→ L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des impacts en présentant les suivis de mortalité des chiroptères déjà effectués par les parcs avoisinants (Parc d'Arguel et des Deux Moulins).

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

- En réponse à cette demande, un paragraphe a été ajouté à la partie analyse des impacts : « 8.2.5. SUIVIS POST-IMPLANTATION DES PARCS EOLIENS VOISINS », Volet 4c Volet Faune_Flore_Habitat, pages 349 et 350.
- Concernant les chiroptères, pour le parc d'Arguel et des Deux Moulins de 18 éoliennes, les enregistrements en continu des ultrasons se sont déroulés durant 5 mois, sur deux éoliennes, de fin mai à octobre 2018. En nacelle, l'activité débute pour des températures d'environ 10°C et s'arrête à partir du 26 octobre. L'activité débute au plus tôt à 19h, avec un pic d'activité à 22h et se termine au plus tard à 7h. Plus de 90% des contacts de chiroptères sont enregistrés pour des vitesses de vent inférieures à 5,5m/s et une température supérieure à 13°C. Le bridage envisagé pour le parc éolien de Blancs-Monts est donc en adéquation avec les résultats de cette étude.
- De plus, le suivi de mortalité (23 passages) réalisé sur 13 éoliennes du parc a permis de détecter 4 cadavres entre juillet et septembre. En moyenne, il faut considérer que l'estimation de la mortalité est égale à 25 cas de mortalité par an sur l'ensemble du parc d'Arguel Saint-Maulvis, soit 1,4 cas de mortalité par an et par éolienne. Le taux de mortalité comparé à l'activité en nacelle reste relativement faible compte-tenu de la taille du parc et du nombre d'éoliennes (18 au total).
- Il n'y a pas de données concernant l'avifaune sur le parc éolien d'Arguel et des Deux Moulins.
- Le suivi de mortalité du parc éolien de Longue Épine, situé à 8km, est également étudié dans ce chapitre de l'étude.

Les enjeux sont forts pour la Pipistrelle commune, qui est l'espèce la plus sensible et possède une activité forte sur le site. L'étude d'impact (page 249) confirme cet enjeu ainsi que l'impact qu'auront les éoliennes en fonctionnement sur ce groupe de chiroptères. L'étude faune-flore (page 282) précise que les éoliennes sont à plus de 200 mètres en bout de pale du bois Ducrocq, mais admet un risque fort de collision pour les chiroptères (page 248). Par conséquent, l'évitement de cette zone devrait être recherché en premier lieu.

Seules des mesures de bridage sont proposées pour réduire l'impact des éoliennes sur les chiroptères. Les bridages décrits dans le dossier doivent être revus afin de garantir l'efficacité de la mesure.

→ L'autorité environnementale recommande :

- de rechercher l'évitement des secteurs à enjeux forts pour les chiroptères ;
- à défaut d'évitement, de mettre en place des bridages respectant toutes les conditions suivantes :

X entre début mars et fin novembre ;

X pour des vents inférieurs à 6 mètres/seconde ;

X pour des températures supérieures à 7°C ;

X durant l'heure précédant le coucher du soleil jusqu'à l'heure suivant le lever du soleil ;

X en l'absence de précipitations.

Réponse communiquée par le maître d'ouvrage

- Comme évoqué en pages 4 et 5 du présent document ; la réflexion menée lors du dimensionnement de la zone d'implantation potentielle a permis de définir la zone d'implantation potentielle en prenant en compte l'ensemble des enjeux, dont les enjeux chiroptérologiques liée à la proximité du bois Ducrocq.
- Le bridage proposé dans le chapitre « 8. Mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) » est corrigé afin d'être aligné aux préconisations du guide Hauts de France. Il sera appliqué à l'ensemble des éoliennes (Volet 4c Volet Faune_Flore_Habitat, pages 340-342) ;
- La fiche descriptive de la mesure de réduction n°3 (MR-3 : Bridage des éoliennes) a donc été corrigée dans la version consolidée du dossier de demande.
- À noter qu'un suivi de l'efficacité de la mesure et qu'une vérification du système de bridage et des paramétrages du bridage seront réalisés grâce au suivi réglementaire d'activité et de mortalité ICPE.

4^{ème} Partie du Titre 1 : L'étude de danger

1-18. L'étude de danger

1-18-1. Les objectifs de l'étude de danger

L'étude de dangers expose les dangers que peut présenter le parc éolien en cas d'accident et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident.

Compte tenu des spécificités de l'organisation spatiale d'un parc éolien, composé de plusieurs éléments disjoints, la zone sur laquelle porte l'étude de dangers est constituée d'une aire d'étude par éolienne.

Chaque aire d'étude correspond à l'ensemble des points situés à une distance inférieure ou égale à 500 mètres à partir de l'emprise du mât de l'aérogénérateur.

1-18-2. L'environnement matériel

➤ Infrastructures routières

Le domaine routier est confié au Conseil Départemental de la Somme.

➤ Infrastructures routières présentes sur le périmètre d'étude de dangers

Le périmètre d'étude de dangers recoupe les infrastructures routières suivantes :

- Deux routes départementales, la RD29 et la RD29b ;
- Plusieurs voies communales, notées Vc sur la carte ;
- Plusieurs chemins ruraux.

➤ Éloignement des voiries

Le conseil départemental de la Somme précise que, « Pour toutes les routes départementales, il est souhaitable de respecter une distance minimale de sécurité entre l'axe vertical de l'éolienne et la limite du domaine public. Elle est la suivante :

Distance minimale de sécurité = $1,5 \times (H+L/2)$

Avec H = Hauteur du mât et L = Longueur des pales »

Soit 270 m au maximum dans le cas majorant

Toutefois, au vu des caractéristiques du projet et des résultats de la présente étude de dangers, une demande de dérogation a été demandée auprès du Conseil Départemental de la Somme. Cette demande de dérogation a été acceptée (source : mail du 12 juillet 2019 du Conseil départemental de la Somme).

Aucune préconisation particulière d'éloignement aux voiries n'est formulée pour les voies communales et les chemins ruraux.

Aucun chemin de randonnée n'intègre le périmètre d'étude de dangers.

➤ Distance des éoliennes par rapport aux voies de communications départementales situées dans le périmètre de l'étude de danger

	RD 29	RD 29b
E1	> 500 m	> 500 m
E2	290 m	> 500 m
E3	> 500 m	230 m
E4	> 500 m	> 500 m
E5	225 m	455 m
E6	300 m	215 m

1-18-3. Les réseaux publics et privés

- Aucune canalisation de gaz ne traverse le périmètre d'étude de dangers.
- Aucun faisceau hertzien ne traverse le périmètre d'étude de dangers.
- Une ligne électrique 255 kV souterraine traverse le périmètre d'étude de dangers.
- Aucun captage ou périmètre de protection de captage n'intègre le périmètre d'étude de dangers.
- Aucune contrainte réglementaire spécifique ne pèse sur le projet éolien de Blancs Monts au regard des radars météorologiques.
- Le cimetière de Fresnoy-Andainville intègre le périmètre d'étude de dangers et est situé à 435 m au Sud de l'éolienne E1.

La fréquentation maximale estimée du cimetière est de 150 personnes en cas d'enterrement.

- Deux bâtiments agricoles sont également situés dans le périmètre d'étude de dangers, sur la commune de Frettecuisse, à 450 m à l'Est de l'éolienne E2.

La fréquentation maximale est évaluée à 2 personnes.

Le cimetière de Fresnoy-Andainville et deux bâtiments agricoles intègrent le périmètre d'étude de dangers.

- Aucun monument historique ne recoupe le périmètre d'étude de dangers.
- Le projet éolien de Blancs Monts respectera les dispositions du Code du Patrimoine relatif aux opérations de diagnostic archéologique visant à détecter tout élément de patrimoine qui se trouverait dans l'emprise des travaux projetés.

1-18-4. Analyse des risques et méthode d'analyse

Les principaux scénarios retenus sont :

- Chute d'éléments des éoliennes ;
- Chute de glace des éoliennes ;
- Effondrement des éoliennes ;

- Projection de glace des éoliennes ;
- Projection de pale des éoliennes.

L'évaluation du risque a été réalisée en suivant le guide de l'INERIS/SER/FEE et selon une méthodologie explicite et reconnue (circulaire du 10 mai 2010). Les règles méthodologiques applicables pour la détermination de l'intensité, de la gravité et de la probabilité des phénomènes dangereux ainsi que le calcul de nombre de personnes sont précisées par cette circulaire.

1-18-5. Acceptabilité des événements retenus

La liste des scénarios pointés dans la matrice sont les suivants :

- Chute d'éléments des éoliennes : E1 à E6 ;
- Chute de glace des éoliennes : E1 à E6 ;
- Effondrement des éoliennes : E1 à E6 ;
- Projection de glace des éoliennes : E1 à E6 ;
- Projection de pales ou de fragments de pales des éoliennes E1 à E6.

La « criticité » des scénarios donnée dans la matrice figurant dans l'étude de danger conclut à l'acceptabilité du risque généré par le projet éolien de Blancs Monts.

5^{ème} Partie du Titre 1 : Informations complémentaires

1-19. Informations parvenues pendant le déroulement de l'enquête publique

1-19-1. Mise à jour concernant les parcs initialement refusés Les Mottes et les Havettes

La société d'exploitation du parc éolien Les Mottes et la société d'exploitation du parc éolien Les Havettes ont chacune déposé, le 22 février 2017, une demande d'autorisation unique d'un parc éolien, composé de quatre aérogénérateurs et d'un poste de livraison, respectivement situés sur le territoire des communes d'Aumâtre et de Fontaine-le-Sec et sur le territoire des communes d'Aumâtre et de Cannessières.

Une enquête publique commune s'est déroulée du 19 novembre au 19 décembre 2018.

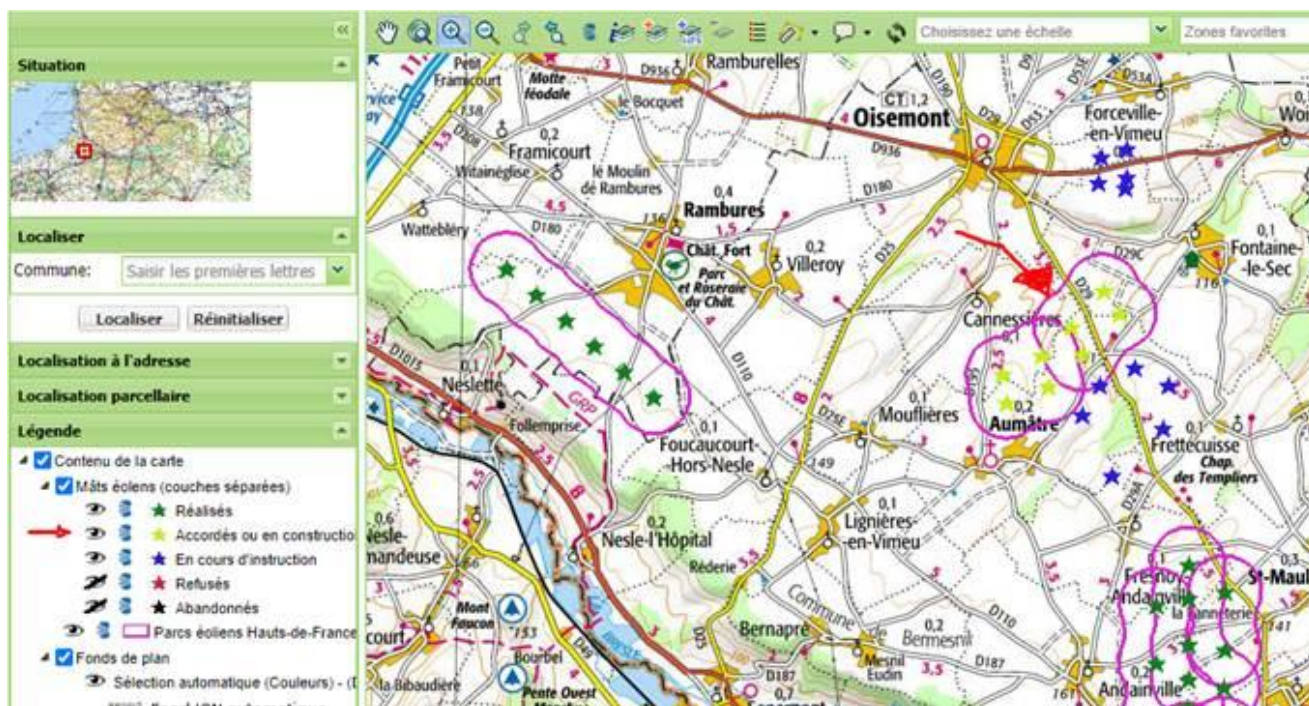
Par deux arrêtés du 19 juillet 2019, la préfète de la Somme a refusé de délivrer l'autorisation unique sollicitée par chacune des sociétés qui demande, par requête distincte, l'annulation de l'arrêté la concernant.

Dès suites d'un recours déposé par la société d'exploitation du parc éolien Les Mottes, et la société d'exploitation du parc éolien Les Havettes :

Par arrêt rendu le 26 janvier 2021, la Cour d'Appel Administrative de DOUAI : Les arrêtés de la préfète de la Somme du 19 juillet 2019 sont annulés.

Source : <https://juricaf.org/arret/France-COURADMINISTRATIVEDEAPPELDEDOUAI-20210126-19DA0216319DA02164>

En conséquence, sur le site GEO IDE, on constate que les parcs éoliens Les Mottes et les Havettes sont maintenant visibles sur la cartographie (flèche rouge) :



1-19-2. Délibération du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021

Vu les dispositions prévues par l'article L123-13 II du code l'environnement, complété par l'article R123-16 du même code, relatives aux prérogatives du commissaire enquêteur l'autorisant à prendre les initiatives nécessaires pour compléter son information sur le projet ;

Lors du regroupement d'opposants au projet organisé le samedi 24 avril 2021 devant la mairie d'Aumâtre, la présence de Monsieur Stéphane HAUSSOULLIER, Président du Conseil Départemental de la Somme a été signalée.

Un article paru dans la presse régionale a relaté l'événement en précisant que « le Président du Conseil Départemental était venu leur apporter son soutien, rappelant l'avis défavorable à ce projet que le Département a voté il y a quelques jours... »

J'ai pris attache avec les services du Département qui m'ont transmis la délibération rendue le 12 avril 2021.

Extrait de la délibération :

Le projet de parc éolien d'Aumâtre et de Frettecuisse porte sur six éoliennes d'une hauteur totale entre 160 m et 180 m et de deux postes de livraison. Ce projet se situe en bordure des RD de classe 2 et 3.

Le département note que des accès sont prévus sur la RD 29b pour les éoliennes E3 et E6 alors qu'aucune concertation n'a été menée avec les services du Département ni d'avis demandé sur le sujet quant à la faisabilité technique et sécuritaire de ces accès.

La RD 29b présente une largeur moyenne de 4,80 m et réduite à 4,30 m sur une longueur de 300 m. Dans ces conditions, l'approvisionnement des éoliennes apparaît compliqué et risque de dégrader la route et les accotements.

Concernant les distances d'implantation des éoliennes par rapport aux routes départementales, celles-ci sont situées à :

- 300 m de la RD 29 pour l'éolienne E2
- 240 m de la RD 29b pour l'éolienne E3
- 250 m de la RD 29 pour l'éolienne E5
- 200 m de la RD 29b pour l'éolienne E6.

Comme indiqué dans l'étude de dangers, ces distances ne permettent pas d'exclure définitivement un impact sur le réseau départemental en cas de détachement d'une partie de celle-ci avec des gravités sérieuses relevées sur les éoliennes 2, 5 et 6.

En conséquence, le département émet un avis défavorable sur ce projet compte tenu des risques encourus en cas de détachement d'une partie des éoliennes E2, E5 et E6 sur les routes départementales.

De plus, le Département demande que soient étudiés d'autres accès pour les éoliennes E3 ET E6.

La délibération a été jointe au registre de la mairie d'Aumâtre, siège de l'enquête publique, sous index Aum/126.

Cette délibération a également été déposée ensuite sous Fret/24.

Titre 2 – Organisation et déroulement de l'enquête publique

2-1. Modalités d'organisation de l'enquête publique

2-1-1. Désignation par le Tribunal administratif d'Amiens

Par décision en date du 08 février 2021, Madame la présidente du Tribunal administratif d'Amiens a désigné Monsieur Patrick JAYET en qualité de commissaire enquêteur.

La déclaration sur l'honneur visée par l'article L.132-5 et R.123-4 du code de l'environnement a été retournée au Tribunal administratif d'Amiens le 16 février 2021.

2-1-2. Dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 22 février 2021

✓ L'enquête publique se déroulera du jeudi 08 avril au mardi 11 mai 2021 inclus, soit pendant 34 jours consécutifs.

✓ Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés en mairies d'Aumâtre et de Frettecuisse, à disposition du public, pendant les jours et heures d'ouverture habituels.

✓ Le dossier d'enquête en format papier sera consultable sur le site Internet de la préfecture de la Somme à l'adresse :

<https://www.somme.gouv.fr/Politiquespubliques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>

✓ Un poste informatique sera mis à disposition du public à la préfecture de la Somme, ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, personne et Montdidier aux jours et heures habituels d'ouverture.

✓ Les observations pourront être formulées par voie électronique à l'adresse :

pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr et seront rendues accessibles sur le site Internet de la préfecture. Les observations transmises par voie électronique sont systématiquement anonymisées.

✓ La mairie de la commune d'Aumâtre est désignée siège de l'enquête publique.

✓ L'ouverture de l'enquête sera annoncée dans les 40 communes concernées.

Le rayon d'affichage à prendre en compte est de 6 km autour de la zone d'implantation du projet, eu égard à son classement au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

✓ Un avis d'enquête sera affiché aux mairies de ces communes 15 jours au moins avant l'ouverture, c'est-à-dire avant le 24 mars 2021, et pendant toute la durée de l'enquête.

Le périmètre défini comprend 40 communes du département de la Somme, appartenant à 3 intercommunalités.

Liste des communes du rayon d'affichage de 6 km Communauté de Communes Somme Sud-Ouest			
01	Andainville	18	Inval-Boiron
02	Arguel	19	Le Mazis
03	Aumâtre	20	Le Quesne
04	Avesnes-Chaussoy	21	Lignières-en-Vimeu
05	Bermesnil	22	Liomer
06	Cannessières	23	Mouflières
07	Cerisy-Buleux	24	Nesles-L'Hôpital
08	Épaumesnil	25	Neuville-aux-Bois
09	Étréjust	26	Oisemont
10	Fontaine-le-Sec	27	Rambures
11	Forceville-en-Vimeu	28	Saint-Aubin-Rivières
12	Foucaucourt-Hors-Nesle	29	Saint-Maulvis
13	Fresnes-Tilloloy	30	Senarpont
14	Fresneville	31	Vergies
15	Fresnoy-Andainville	32	Villeroy

16	Frettecuisse	33	Woirel
17	Heucourt-Croquoison	34	Villers-Campsart

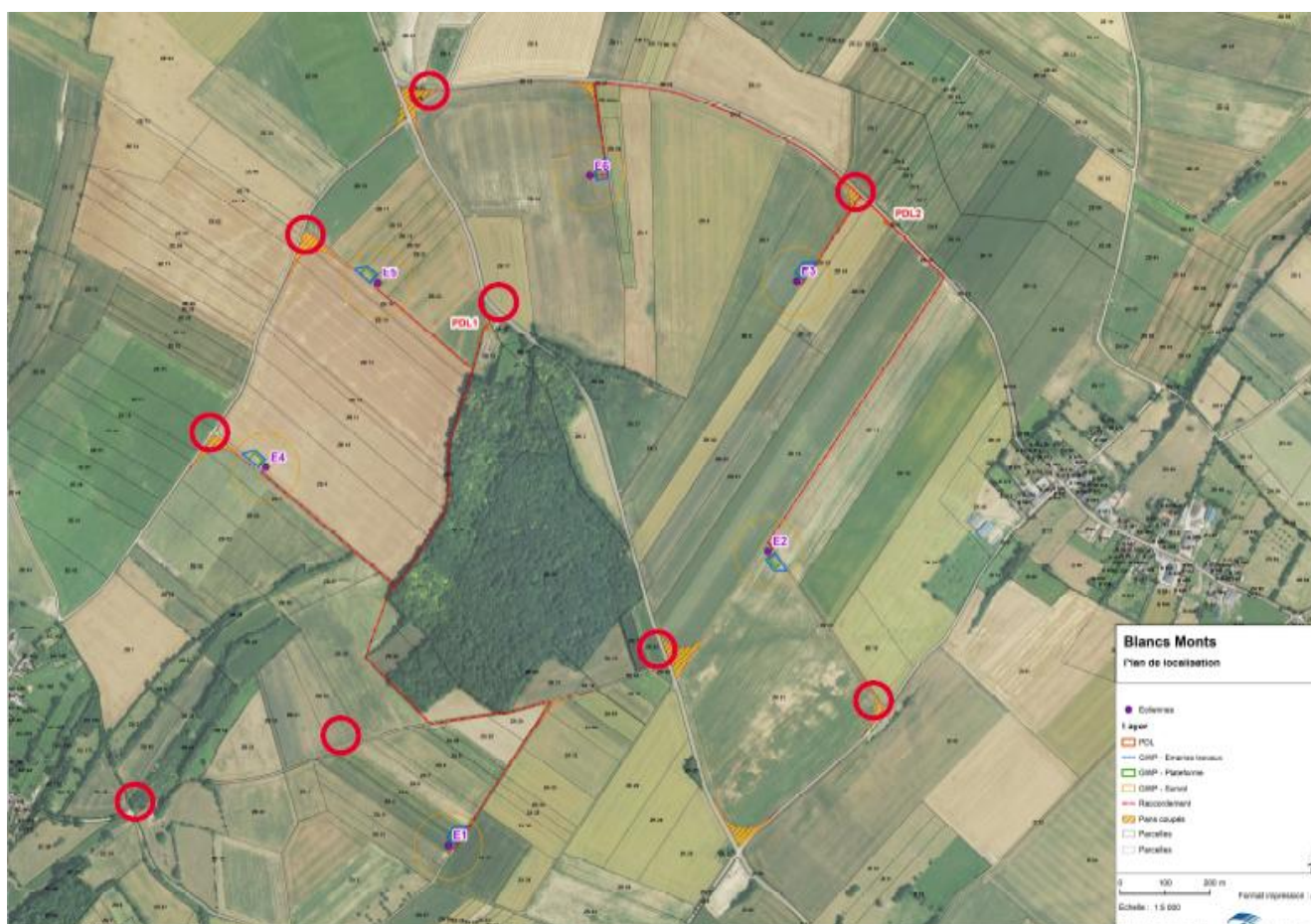
Communauté d'Agglomération de la Baie de Somme			
35	Allery	38	Vaux-Marquenneville
36	Citerne	39	Wiry-au-Mont
37	Mérélessart		

Communauté de Communes interrégionale Aumale – Blangy-sur-Bresle			
40	Ramburelles		

✓ La SASU WP France 20 procédera dans les mêmes conditions de délais et de durée à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation de son projet

Pièce jointe n°01/

Le plan d'implantation des 09 panonceaux d'affichage sur site transmis par Monsieur Léo MARIE, responsable adjoint agence de Normandie / Île-de-France / Hauts-de-France à Total Quadran.



✓ L'enquête publique sera également annoncée 15 jours au moins avant son ouverture dans les journaux « Courrier Picard » et « Picardie la gazette », et rappelée dans les huit premiers jours suivant le début de l'enquête.

Organes de presse	Publications
Courrier Picard	- 23 mars 2021 (n° 24723). - 13 avril 2021
Picardie la gazette	- 23 mars 2021 (édition Somme n° 3874). - 07 au 13 avril 2021 (n° 3877)

✓ Autres dispositions relatives à la situation sanitaire :

Compte tenu de la période actuelle, une annexe à l'arrêté d'ouverture d'enquête prévoit des mesures sanitaires spécifiques. Ce document fera l'objet d'un affichage par les maires sur le lieu de consultation du dossier.

✓ Les 06 permanences du commissaire enquêteur

Frettecuisse	Vendredi 9 avril 2021	14h00 à 17h00
Aumâtre	Mardi 13 avril 2021	09h00 à 12h00
Aumâtre	Samedi 24 avril 2021	09h00 à 12h00
Frettecuisse	Mercredi 28 avril 2021	14h00 à 17h00
Frettecuisse	Vendredi 7 mai 2021	09h00 à 12h00
Aumâtre	Mardi 11 mai 2021	14h00 à 17h00

✓ Formalités de clôture de l'enquête publique

Sauf exception liée à l'éventualité d'une prolongation de l'enquête publique pour la durée maximale de 15 jours (article 7 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021), le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur à l'expiration du délai d'enquête.

✓ Article 11 de l'arrêté préfectoral : dès l'ouverture de l'enquête, les conseils municipaux des 2 communes de la zone d'implantation du projet, et les 38 communes concernées par le rayon d'affichage, ainsi que la Communauté de commune Somme Sud-Ouest, le Conseil départemental de la Somme et le Conseil Régional des Hauts-de-France, sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès la notification du présent arrêté. Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture des registres d'enquête.

2-1-3. La visite guidée sur site du 30 mars 2021

Une visite guidée sur site a été organisée le 30 mars 2021 de 15h30 à 17h00 au départ de la mairie d'Aumâtre.

Circuit autour de la zone d'implantation du projet avec arrêts successifs sur les points présentant des centres d'intérêt développés dans le dossier : Mesures compensatoires paysagères, habitations les plus proches, édifices classés et protégés...

Aperçu sur le trajet des panonceaux d'affichage réglementaires mis en place sur la zone d'implantation.

Les représentants de Total Quadran nous indiquent que 9 panonceaux au total ont été mis en place à la vue du public : 1 panonceau par lieu d'implantation pour chacune des 6 éoliennes, et 3 autres aux entrées de bourgs et axes de circulation.

Avis d'enquête apposé à la vue du public en mairie d'Aumâtre.

2-1-4. La réunion préparatoire du 30 mars 2021 à 17h00 en mairie d'Aumâtre

⇒ Participants à la réunion

✓ Monsieur Léo MARIE, pour la société Total Quadran, Responsable Adjoint Agence Normandie Île-de-France et Hauts-de-France.

- ✓ Monsieur Thomas LOPEZ, pour la société Total Quadran,
- ✓ Monsieur Théo RUMMEL, pour la société Total Quadran, assistant Chef de projet.
- ✓ Monsieur Louis QUEVAUVILLERS, maire d'Aumâtre.
- ✓ Madame Agnès FACQUET, maire de Frettecuisse.
- ✓ Monsieur Patrick JAYET, commissaire enquêteur.

⇒ Thèmes évoqués

- Procédure d'organisation de l'enquête publique :
 - La société Total Quadran mandatera un huissier de justice pour effectuer trois contrôles de l'affichage réglementaire prévu dans l'arrêté préfectoral d'organisation.
 - Des moyens complémentaires de publicité seront mis en place par les municipalités d'Aumâtre et de Frettecuisse, notamment par la distribution d'un avis dans les boîtes aux lettres.
198 habitants pour Aumâtre et 74 habitants pour Frettecuisse.

→ Note du commissaire enquêteur : Un tract intitulé « Lettre d'information aux habitants de Frettecuisse » a effectivement été rédigé et distribué aux habitants. Cet avis a également été placé dans le panneau d'affichage réglementaire de la mairie de Frettecuisse.

- Rappel des dispositions prévues dans l'article 11 de l'arrêté préfectoral d'organisation suivant laquelle les municipalités sont invitées à produire une délibération pour donner leur avis sur l'objet de l'enquête publique.
- Rappel des conditions de mise à disposition du dossier d'enquête et du registre au public dans les mairies d'Aumâtre et de Frettecuisse.
- Proposition de calendrier prévisionnel des opérations de fin d'enquête publique.
- Monsieur le Maire d'Aumâtre précise que sa commune n'est pas couverte par le réseau Internet ni par la téléphonie mobile.
- L'impact médiatique de l'enquête publique.
Deux articles de presse sont déjà parus dans le « Courrier Picard » et « L'Éclaireur du Vimeu ».
- Présentation générale du projet par les représentants de Total Quadran.

2-2. Déroulement des 06 permanences

Frettecuisse Vendredi 9 avril 2021 de 14h00 à 17h00	<ul style="list-style-type: none"> - Contrôle de l'affichage public extérieur. - 2 visites pour consultation de dossier sans dépôt de contribution : 02 Mme PORTOIS, M. BERNARD. - 3 contributions écrites déposées sur le registre. M. PERIMONY François, Mme VANDMOORLEGEM Sabine, Mme GEBOES Françoise.
Aumâtre Mardi 13 avril de 09h00 à 12h00	<ul style="list-style-type: none"> - Contrôle de l'affichage public extérieur. - 2 visites : Mmes VANMOORLEGEM Sabine, et BOURGOIS Colette, Présidence de l'Association pour la Sauvegarde de l'Environnement et de la Nature - Fresneville Vallée du Liger (ASEN). - 3 Contributions déposées sur le registre : Mme SCHELLIER Chantal d'Aumâtre, M. HERJEAN Laurent d'Aumâtre, Mme FABER Monique de Saint-Maulvis. - 1 délibération du Conseil municipal d'Aumâtre en date du 28 février 2021. - Remise par M. le maire d'Aumâtre d'un courrier de M. le Président du Conseil Régional des Hauts-de-France (Déjà pris en compte en Pref/1).

La permanence de du samedi 24 avril 2021 en mairie d'Aumâtre a été placée sous le signe d'une manifestation des opposants au projet en forme de rassemblement organisé de 10h00 à 12h00 devant la mairie, à l'initiative du « Comité contre les éoliennes du Vimeu » et de l'Association de sauvegarde de l'environnement et de la qualité de vie de Fresneville et de la Vallée du Liger. Ce rassemblement avait été annoncé par voie de presse et par les réseaux sociaux.

<p>Aumâtre Samedi 24 avril 2021 De 09h00 à 12h00</p>	<ul style="list-style-type: none"> - À l'entrée du village d'Aumâtre depuis Oisemont, je constate la présence de deux panonceaux visibles de la voie publique représentant des pâles d'éoliennes avec le texte « Trop, c'est Trop ». - Devant la mairie d'Aumâtre, sur une zone enherbée, je constate la présence de cinq panonceaux d'affichage public jetés au sol, probablement issus de la zone d'implantation du projet. - Un adjoint au maire est venu m'ouvrir la salle du conseil de la mairie pour l'accueil du public. Néanmoins, il a été convenu que pour éviter d'exacerber les tensions, Monsieur le maire d'Aumâtre ni aucun des élus du Conseil municipal ne serait présent pendant cette permanence. - Le rassemblement commence à partir de 10 heures jusqu'à atteindre un nombre de 110 personnes. - Les participants arborent des pancartes représentant des pâles d'éoliennes avec le texte : « TOTAL - Retire tes pales ». - Une personne représentante des associations organisatrices prononce une allocution appelant à la mobilisation contre le projet éolien de Blancs Monts, et à une participation active à l'enquête publique. - Les organisateurs distribuent des feuillets sous forme de lettre type, restituant l'argumentaire des opposants au projet de Blancs Monts. - Après avoir signé ces feuillets, les participants viennent les déposer au registre de l'enquête publique. - Les médias sont représentés par un journaliste de l'Éclaireur du Vimeu qui se présente à la permanence pour prendre des photos du dossier, le Courrier Picard et une équipe de FR3 Picardie. - La gendarmerie d'Oisemont a été présente sur les lieux de 10 heures à 12 heures. - Aucun incident n'est à signaler. <p><u>Bilan de la permanence du 24 avril 2021</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 31 contributions manuscrites ou par courrier ont été déposés. - 65 lettres-type distribuées pendant le rassemblement, signées et versées à l'enquête publique. <p><u>Présence signalée d'élus pendant la permanence</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mme FERTEL Nicole, 2^{ème} adjointe à la mairie de BERMESNIL. - M. HENQUENET Xavier, maire de Cannessières. - M. GAMBIER Mariel, maire de Fresnoy-Andainville. <p>Il m'a été signalé la présence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, président du conseil départemental de la Somme. Néanmoins, celui-ci ne s'est pas présenté et n'a déposé aucune contribution au registre d'enquête.</p>
---	--

Frettecuisse Mardi 28 avril 2021 De 14h00 à 17h00	- A l'entrée du village de Frettecuisse, depuis Fontaine-le-Sec, on constate la présence de plusieurs panneaux de fabrication artisanale, représentant des pâles d'éolienne avec mention des textes suivants : « TROP c'est TROP », et « Protégeons nos compagnes ». - Mairie ouverte par Madame la 1 ^{ère} adjointe. - 16 contributions enregistrées, déposées sous forme manuscrite ou par courrier rédigé en forme de « Lettre-type ».
Frettecuisse Vendredi 07 mai 2021 De 09h00 à 12h00	- Contribution déposée par Mme le maire de Frettecuisse. Dont une délibération du Conseil municipal en date du 17 mars 2021. - 05 autres contributions déposées.
Aumâtre Mardi 11 mai 2021 De 14h00 à 17h00	- 15 contributions déposées au registre. - Madame Agnès FACQUET, maire de Frettecuisse, est venue à Aumâtre déposer le registre d'enquête de sa mairie à 17h00.

2-3. Le déroulement de l'enquête publique

2-3-1. Le climat général de l'enquête publique

- L'enquête publique s'est déroulée dans un climat marqué par une forte opposition au projet, puisque 91,92 % des contributions lui sont défavorables.
- 223 contributions ont été déposées dont 152 dans les seules mairies d'Aumâtre et de Frettecuisse.
- En raison de la densité du contexte éolien sur le territoire d'Oisemont, la participation du public a concerné non seulement des habitants des villages d'Aumâtre et de Frettecuisse, mais aussi les villages aux alentours, sur un large rayon.
- Le samedi 24 avril 2021, pendant ma permanence, des opposants au projet ont organisé un rassemblement devant la mairie d'Aumâtre. 110 personnes ont été recensées et les participants ont été invités à signer une lettre-type qu'ils ont ensuite déposée à l'enquête publique.
65 de ces documents ont ainsi été pris en compte pendant cette permanence.
- La sécurité a été assurée par la Gendarmerie d'Oisemont présente sur les lieux de 10h00 à 12h00. Le rassemblement a été digne et de bonne tenue. Aucun incident n'est à signaler.
- Néanmoins, on peut regretter qu'à l'occasion de ce rassemblement, des personnes ont cru bon d'arracher 5 panneaux issus de la zone d'implantation du projet pour les jeter au matin devant la mairie d'Aumâtre.
- Le rassemblement du 24 avril 2021 a été médiatisé par la presse locale et les journaux télévisés régionaux.
- Plusieurs articles de presse ont été consacrés à l'enquête publique à l'initiative des principaux opposants.

2-3-1-1. L'impact médiatique du projet

➤ Avant le début de l'enquête publique

- Journal « L'Éclaireur du Vimeu » du 24 mars 2021
- Rappel des dates d'enquête.
- Position favorable exprimée de M. Louis QUEVAUVILLIERS, maire d'Aumâtre, et de son Conseil municipal.
- Madame Agnès FACQUET, maire de Frettecuisse, ne souhaite pas communiquer.
- Position exprimée de M. Xavier BERTRAND, Président du Conseil Régional des Hauts-de-France :

Non à la réalisation du parc éolien des Blancs Monts sur le territoire des communes d'Aumâtre et Frettecuisse. C'est la position de la Région Hauts-de-France. Dans un courrier en date du 3 mars 2021 adressé à Jacques Jayet, commissaire enquêteur, Xavier Bertrand, président du conseil régional, annonce les motivations de sa décision.

En premier lieu, il rappelle que la Région a pris une délibération en juin 2018 au sujet du mix énergétique, privilégiant « le développement d'autres énergies renouvelables comme les énergies hydrolienne, hydraulique, solaire et de la méthanisation ».

Pour Xavier Bertrand, le nombre de parcs éoliens sur le territoire est déjà important et il ne souhaite pas que de nouveaux projets y soient menés. « Ce développement, non maîtrisé, entraîne des nuisances visuelles et sonores pour les riverains et dénature nos paysages, ce que je ne peux accepter ».

Précisons que ce courrier adressé au commissaire enquêteur ne remet pas en cause le projet. Il s'agit d'un simple avis, d'une position de principe, la Région n'étant pas décisionnaire dans ce dossier.

• Journal « Le Courrier Picard » du 15 mars 2021

- Rappel des dates d'enquête et des permanences du commissaire enquêteur.
- Positions exprimées de M. Louis QUEVAUVILLERS, maire d'Aumâtre et de M. Xavier BERTRAND, Président du Conseil Régional des Hauts-de-France.

➤ Pendant l'enquête publique

• Journal « Le Courrier Picard » du 15 avril 2021

- Création d'un « Comité contre les éoliennes du Vimeu » opposé au projet éolien prévu à Frettecuisse et Aumâtre.
- Mme Sabine VANMOORLEGEM est la porte-parole du groupe.
- Rappel des dates des permanences du commissaire enquêteur.
- Le Comité appelle à un rassemblement sur la zone commerciale d'Oisemont le samedi 17 avril 2021.

• Journal « L'Éclaireur » du 18 avril 2021

- Le « Comité contre les éoliennes du Vimeu » annonce un rassemblement le samedi 24 avril 2021 à 10h00, devant la mairie d'Aumâtre, pendant la permanence du commissaire enquêteur.

Le Comité déplore que l'enquête publique se déroule en plein confinement. Une demande de report de l'enquête publique a été présentée auprès des services de la Préfecture. Requête demeurée sans réponse à ce jour.

• Journal « le courrier Picard » du 24 avril 2021

- Une centaine de personnes pour protester contre les projets éoliens à Aumâtre.
Le Président du Conseil Départemental de la Somme Stéphane HAUSSOULIER est venu leur apporter son soutien. Sur Facebook, Il a rappelé l'avis défavorable à ce projet que le Département a voté il y a quelques jours.

• Journal « le courrier Picard » du 24 avril 2021 (Édition Picardie maritime)

- « La mobilisation contre les parcs éoliens se poursuit.. Le projet de six éoliennes de la société Total Quadran entre Aumâtre et Oisemont rencontre une opposition forte des riverains ».
Rappel des dates et horaires de permanences.

2-3-1-2. Initiatives personnelles

- Distribution d'un tract intitulé « Lettre aux habitants d'Aumâtre » invitant les habitants à manifester leur opposition au projet pendant la durée de l'enquête publique (Fret/02)
- Avis d'information rédigé par la mairie de Frettecuisse et distribué aux habitants le 1^{er} avril 2021.

2-3-2. Tableau des indexations et bilan comptable

E/C	Observation manuscrite sur le registre d'enquête. - Manuscrite sur le registre d'enquête. - Mention manuscrite sur le registre, avec courrier joint. - Courrier déposé au registre.
O	Observation orale (<i>Aucune observation orale n'a été formulée</i>).
D	Délibérations versées à l'enquête publique.
@	Observation transmise par voie électronique sur le site Internet de la préfecture de la Somme.

Communes	Écrites/Courrier	Délibérations	Total
Aumâtre	124	02	126
Frettecuisse	24	02	26
Site préfecture @	71		71
Total	219	04	223

2-3-3. Délibérations déposées à l'enquête publique

Ne sont prises en considération que les délibérations prises en concordance de temps avec les dispositions prévues à l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021.

Communes	Date	Index de référence	Avis exprimés
Aumâtre	28 février 2021	Aum/2	Aucun avis directement exprimé sur l'objet de l'enquête publique.
Conseil Départemental de la Somme	12 avril 2021	Aum/126	Avis défavorable
Frettecuisse	17 mars 2021	Fret/21	Avis défavorable
Cannessières	08 avril 2021	Fret/24	Avis défavorable

2-3-4. Répartition statistique suivant la nature des avis exprimés

Source	Avis favorables	Avis favorables Sous réserve	Avis défavorables	Autres opinions
Aumâtre	01	Néant	123	02
Frettecuisse		Néant	23	03
Préfecture	07	Néant	59	05
Total	08		205	10
%	3,60%		91,92%	4,48%

La colonne « Autres opinions » concerne des contributions faisant l'objet d'une demande personnelle, ou sans avis exprimé, ou encore plusieurs contributions émanant d'un même auteur s'est déjà exprimé.

2-4. Les opérations de fin d'enquête publique

► Les contrôles d'affichage réalisés par huissier de justice

La société TOTAL Quadran a mandaté Maître Nadia PAINSET, huissier de justice, à Rosières-en-Santerre (80170) pour procéder à des contrôles de l'affichage public sur le site d'implantation et dans les 40 mairies du rayon des 6 km.

Les contrôles ont été effectués les 23 mars, 08 avril et 11 mai 2021.

► Clôture des registres d'Aumâtre et Frettecuisse le 11 mai 2021 à 17h00

Après récupération des registres accompagnés de leurs pièces jointes, des mairies de :

- Aumâtre : le 11 mai 2021 à 17h00 au terme de la permanence du 11 mai 2021 à 17h00, heure de fermeture de la mairie.

- Frettecuisse : Registre de la mairie remis à Aumâtre par madame le maire de Frettecuisse le 11 mai 2021 à 17h00

J'ai procédé à la clôture de ces registres le 11 mai 2021 à 17h00.

Le site Internet de la Préfecture demeurant accessible jusqu'à minuit.

Vu l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021,

La date de remise du procès-verbal de synthèse des observations devant intervenir dans les huit jours suivant la clôture de l'enquête publique, cette date a été conjointement fixée avec le maître d'ouvrage pour le Lundi 17 mai 2021 à 10h00 en mairie d'Aumâtre.

► Remise du procès-verbal de synthèse des observations le 17 mai 2021

Le lundi 17 mai 2021 à 10h00, j'ai rencontré en mairie d'Aumâtre Monsieur Léo MARIE, représentant la société Total Quadran, pour procéder au commentaire et à la remise du procès-verbal de synthèse des 223 observations.

Monsieur Léo MARIE a émargé le procès-verbal.

Pièce jointe n° 02/

Le procès-verbal de synthèse des 223 observations, émargé à la date du 17 mai 2021.

Mentionnons qu'à l'occasion de cette remise du procès-verbal des observations en mairie d'Aumâtre, monsieur le maire d'Aumâtre m'a remis un courrier postal adressé à sa mairie.

Le cachet de la Poste indique la date du 29 avril 2021.

Ce courrier anonyme est l'expression d'un avis favorable (répertorié au § 2.6).

► Réception du mémoire en réponse de WP France 20

Monsieur Léo MARIE a transmis son mémoire en réponse dans les délais impartis prévu par l'article 8 de l'arrêté préfectoral, le 1^{er} juin 2021 - Pièce jointe n°03/

2-5. Méthodologie applicable au traitement thématique des contributions

Les contributions recueillies pendant la durée de l'enquête publique ont fait l'objet d'une analyse fondée sur un classement thématique.

L'ensemble des thèmes et questions posées constitue un ensemble de 10 rubriques.

1- L'enquête publique et le dossier

2- Les thématiques relatives à l'énergie éolienne

3- Les conséquences d'un parc éolien pour les communes et l'attractivité socio-économique

4- Les thématiques spécifiques à l'environnement du projet de Blancs Monts

- 5- Thèmes applicables à la gestion d'un parc éolien
- 6- Les thématiques spécifiques au projet de Blancs Monts
- 7- Les thématiques applicables à des demandes individuelles
- 8- Contributions déposées sous forme de mémoire – Réponse globale demandée
- 9- Délibérations versées à l'enquête publique en concordance de temps avec les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021.
- 10- Questions particulières.

2-6. Les contributions réceptionnées hors délai

- 1) Contribution anonyme adressée par courrier postal en mairie d'Aumâtre, remise le 17 mai 2021 au commissaire enquêteur (avis favorable au projet). Le cachet de la Poste indique le 29 avril 2021.
- 2) Mail transmis avec la réponse de la Préfecture : Contribution dématérialisée au nom Raphaële Rivoire datée du 12 mai 2021. Avis défavorable sous forme de lettre-type.
- 3) Mail transmis avec la réponse de la Préfecture : Contribution dématérialisée au nom de Colette Thellier, datée du 13 mai 2021 (avis défavorable au projet). Expression d'un soutien au mouvement anti-éolien de Blancs Monts et du Moulin de la Tour.
- 4) Courrier du 19 mai 2021 de M. Alain DESFOSSÉS, Président de la Communauté de Communes Somme Sud-Ouest, dans lequel il rappelle que le développement éolien doit respecter certaines règles sur le territoire de la CC2SO :
 - « *Que toutes les nouvelles éoliennes respectent un recul d'au moins 1000 mètres par rapport à toute habitation ou zone habitable afin de préserver des zones de respiration. Or, 4 de ces 6 éoliennes du projet sont à moins de 700 mètres des habitations.*
 - *Que toute nouvelle éolienne ou tout nouveau parc éolien soit implanté en densification d'un parc existant (ou dont l'autorisation a été délivrée avant l'approbation du PLUi), ce qui ne serait pas le cas de ce projet de parc éolien.*

Le projet de PLUi de l'ex-Communauté de Communes du Sud-Ouest Amiénois, arrêté par l'assemblée délibérante le 17 mars dernier, contient en effet de telles règles ».

2-7. Le relevé synthétique des 223 observations

- Le tableau de dépouillement des 126 contributions du registre d'Aumâtre.
- Le tableau de dépouillement des 26 contributions du registre de Frettecuisse.
- Le tableau de dépouillement des 71 contributions issues du site Internet de la Préfecture.

Registre de la mairie d'AUMATRE

N°	Index	Intervenant	Avis et Thèmes	Libellé de l'argumentaire thématique
01	Aum/1	Mme SCELLIER Chantal Aumâtre	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Permanence du 13 avril 2021 Je m'oppose aux projets éoliens prévus autour d'Aumâtre pour les raisons suivantes : nuisances sonores, attaque au cadre de vie, dépréciation immobilière, nuisances visuelles.
02	Aum/2 PJ	Conseil Municipal d'Aumâtre	Délibération Servitudes et autorisation d'utiliser les voies de la commune	Monsieur le maire d'Aumâtre nous remet les documents suivants : --- Délibération du 28 février 2021 à 18 heures. Extrait : Délibération du conseil municipal de la commune d'Aumâtre, en vue de la résiliation de la promesse de constitution de servitudes en date du 30 juin 2016, de la conclusion d'une promesse de constitution des servitudes et de la conclusion d'une autorisation d'utilisation des voies de la commune pour l'implantation du parc éolien dit « Blancs Monts ».
	PJ			Courrier transmis par Monsieur Xavier BERTRAND, Président du Conseil Régional des Hauts-de-France, en date du 3 mars 2021 à l'intention du commissaire enquêteur. <u>Note du commissaire enquêteur</u> : le courrier de Monsieur le président du conseil régional des Hauts-de-France a déjà été pris en compte dans la contribution n° Préf/1.
03	Aum/3	M. HERJEAN Laurent Aumâtre	Conflit d'intérêt	Domicilié 6 Grande rue à Aumâtre, je m'étonne de retrouver dans la liste des propriétaires des terrains censés recevoir les éoliennes 4 nms que l'on retrouve dans le conseil municipal : QUEVAUVILLERS, DOUCHAIN, ROUTIER, SCELLIER. N'y a-t-il pas un conflit?
04	Aum/4	Mme FABER Monique Saint-Malvis	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Je suis opposée au projet éolien de Blancs Monts pour les raisons suivantes : saturation visuelle, mise en danger des oiseaux et des chauves-souris, nuisances sonores. Les éoliennes ne sont pas esthétiques et ne s'intègrent pas au paysage. Trop près des habitations trop hautes (180 m).
05	Aum/5 PJ	M. DURAND	Avis favorable Oisemont 80	Permanence du 24 avril 2021 01 courrier Je trouve que l'implantation d'éoliennes est une bonne chose pour l'environnement. Il faut savoir ce que nous voulons : plus de pétrole, plus de nucléaire et pourtant

			Intérêt écologique de l'énergie éolienne	nous sommes toujours plus connectés et le futur converge également en ce sens. La production d'électricité et de chaleur d'origine renouvelable est une bonne chose pour l'environnement. Il faut que chaque région puisse jouir de ses atouts, dans la Somme, nous n'avons pas beaucoup de soleil mais nous avons du vent.
			Impact sur le patrimoine culturel	Il y avait aussi un projet du côté de Cannessières et Fontaine-le-Sec, apparemment refusé à cause du château de Rambures. Je me rends régulièrement ce château et je ne vois pas vraiment en quoi la vision d'éoliennes depuis le bout de jardin est problématique, d'autant plus qu'un linéaire boisé entoure la quasi intégralité du domaine.
			Retombées économiques, financières et sociales	Les retombées fiscales permettent en plus d'améliorer le cadre de vie du territoire, c'est notamment le cas sur Poix-de-Picardie qui a pu installer une piscine aux abords de la A 29, ça engendre en plus de nouveaux emplois. Quand le parc sera mis en place, il pourrait être intéressant pour les habitants des communes concernées de voter sur l'utilisation des retombées fournies grâce aux éoliennes. Je suis favorable aux projets qui dynamisent directement ou indirectement notre territoire.
06	Aum/6 PJ	BULLY Jean-Yves et Ginette	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	01 courrier Déjà de trop nombreuses éoliennes dans le secteur Andainville, Fresneville, Arguel et Fresnoye Andainville (18) ; ce nouveau parc va encercler le village d'Andainville et de Fresnoye Andainville. Pollution visuelle, bruits, perturbation des vols d'oiseaux, ondes, accentuation du mauvais fonctionnement de téléphoner de la télévision. Mieux vaut concentrer les parcs existants et ne pas implanter des parcs partout de la Somme. C'est malsain : chaque petite commune voudra des éoliennes pour toucher des redevances. Idem pour les propriétaires et locataires des terrains. Non à ce projet.
07	Aum/7	LEROY Claudie Oisemont 80	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Je suis opposée au projet. Étant concernée par des problèmes de covisibilité avec des parcs existants. Ces éoliennes ne sont pas écologiques.
			Nuisances sanitaires	Je dénonce également toutes les nuisances que ces éoliennes provoquent : santé, infrasons pour les humains mais aussi pour les animaux.

			Retombées économiques financières et sociales	Ce projet ne profitera qu'au groupe TOTAL et à ses actionnaires. Ainsi qu'aux propriétaires concernés. Et pour les autres : rien ! Même pas la baisse de la facture d'électricité.
08	Aum/8	BLANCHARD Oisemont 80	Avis défavorable	Je suis chasseur. Depuis 2015 environ nous avons constaté une baisse dans les passages des pigeons et de migrateurs. Baisse significative dans le parc de Saint-Maulvis est sans doute à l'origine, ainsi que d'autres parcs aux alentours. Je considère que ce projet éolien de Blancs Monts va encore aggraver ce phénomène.
			Impact ssur l'environnement naturel	
			Intérêt énergétique des éoliennes	En plus, l'énergie éolienne n'a pas pour objet de remplacer le nucléaire !
09	Aum/9	Habitante d'Oisemont 80	Avis défavorable	Trop, c'est trop.
10	Aum/10	Anonyme	Avis défavorable Alternatives à l'énergie éolienne	Il faut favoriser les parcs solaires, et utiliser au maximum toute surface de toit des bâtiments industriels, agricoles, etc... Donc non à l'extension de l'énergie éolienne.
11	Aum/11	Anonyme Habitante de Frettecuisse	Avis défavorable Nuisances sanitaires	Non à la nuisance sonore et aux énergies pseudo écologiques ! Personne n'a dit oui ! Habitante de Frettecuisse.
12	Aum/12	Anonyme	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Non au projet éolien ! Vibrations, nuisances sonores, phénomène d'encerclement. Trop, c'est trop. Nous n'avons pas dit oui ! Les espèces protégées, on leur explique comment ?
13	Aum/13	FERTEL Nicole deuxième adjointe, commune de Bermesnil	Avis défavorable Nuisances sanitaires	Non à l'éolien. Trop c'est trop. Nuisances, respect de l'environnement.

14	Aum/14 PJ	DUBAL Alain 4, rue de Fresnoy Frettecuisse	Avis défavorable Demande personnelle	01 courrier Étant propriétaire d'une parcelle à Frettecuisse, je pense avoir été trompé par l'entreprise demandeuse de ce projet. En effet, d'après les explications données, les éoliennes devaient se trouver en bout de territoire. Un représentant de cette société m'a même confirmé que la machine ne serait pas visible des habitations. Ma parcelle justement l'intéressait beaucoup. Bien que je n'y aie jamais cru, je connais assez bien la façon dont ça se passe... Cette entreprise m'a même demandé l'autorisation de poser dans mon jardin un appareil collecteur d'information (vent, bruits) j'ai accepté sans arrière-pensée.
			Distances implantation des éoliennes	Aujourd'hui, ces machines vont être implantées à une distance peut respectable des habitations et ne sauraient satisfaire aucun habitant censé. Je n'étais pas contre ce projet, mais maintenant, vu le nombre de projets dans la région, la hauteur de ces machines à proximité, je ne peux donner mon accord pour cet encerclement.
			Impact sur l'environnement naturel	De plus, dans les bâtiments logent de chouettes Effraies j'espère pour elle que ça ne va pas les obliger à partir ou à mourir.
15	Aum/15	Habitant de Frettecuisse	Avis défavorable	Trop d'éoliennes. Atteinte à la nature.
16	Aum/16	De BADTS François Fresnoy-Andainville	Avis défavorable	Escroquerie d'État. Les propriétaires croient au Père Noël...
17	Aum/17 PJ	ALLART Claudine	Avis défavorable Lettre-type distribuée au public	Courrier lettre type déposé par Madame ALLART Claudine de Villers-Campsart. Reproduction de l'argumentaire développé dans le courrier « lettre-type » distribué au public lors du rassemblement du 24 avril 2021 : Notre territoire est saturé d'éoliennes, ces nouvelles implantations seraient un désastre : <ul style="list-style-type: none"> • Effet d'encerclement des villages • Nuisances visuelles, clignotement de partout dès la tombée de la nuit. • Machines géantes de 180 m implantées à seulement 500 m des habitations. • Dérogations sur les distances implantation par rapport à la route • Dégradation des sols et des paysages. • Impacts négatifs sur l'activité touristique. • Baisse de la valeur immobilière des habitations.

				<ul style="list-style-type: none"> • Dégât majeur pour la faune. • Conséquences pour la santé des habitants.
18	Aum/18	HENQUENET Xavier Maire de Cannessières 80	Avis défavorable	Contre ce nouveau projet.
19	Aum/19 PJ	LERY Thierry	Avis défavorable Lettre-type distribuée au public	Courrier lettre type déposé par Monsieur LERY Thierry de Neuville-Coppegueule.
20	Aum/20 PJ	GAMBIER Mariel Maire de Fresnoy- Andainville	Avis défavorable Procédure de concertation	Courrier de cinq feuilles Principaux extraits : 1) nous n'avons pas été en contact avec le développeur éolien. Nous prenons seulement connaissance du dossier par l'enquête publique, alors que notre commune figure dans la liste du rayon d'affichage.
			Distances implantation des éoliennes	2) éoliennes situées à 525 m d'une habitation à Fresnoy, alors que pour Aumâtreq : distance 1,125 km.
			Retombées économiques, financières et sociales	3) notre village va faire parti de la ceinture d'éoliennes dans une circonférence 340°, puisque les 20° : refus des conseils municipaux de Bermesnil-Lignièrès. Une remarque : ces communes perçoivent quand même la fiscalité éolienne sans avoir les inconvénients.
			Impact aux paysages et au cadre de vie	4) Massacre des paysages. Effets de luminosité. Nuisances sonores
			Étude de dangers	5) dangers liés à la formation de glaçons sur les pales et risque de chute...
			Nuisances sanitaires	6) impact sur la santé des habitants, mais aussi sur le bétail.
			Impacts à l'environnement humain	7) Dépréciation de la valeur immobilière de 20 à 30 %. Les mâts d'éoliennes implantés à quelques mètres n'attirent pas les futurs acquéreurs.
			Impacts sur l'environnement naturel	8) impact négatif sur la faune et les migrations : les oies sauvages changent leur route dans le secteur. Encerclement du Bois DUCROQ.
			Impacts sur les sols, les eaux	9) Problème de coulées de boue lors de forts orages ou pluie continue.

21	Aum/21	H. de BLANCHARD Château de Rambures	Avis défavorable Impacts sur le patrimoine culturel	Une honte d'abimer le paysage et de salir notre patrimoine. Le Vimeu Vert ne sera bientôt plus, au profit de l'écologie du fric. Lumière, bruits et (illisible) vue au milieu de nouveaux paysages nuisent à notre territoire.
22	Aum/22	AUFFRAY Alain Mouflieres 80	Avis défavorable Gestion des territoires	L'éolien doit être équitablement réparti sur le territoire. Le Vimeu arrive à saturation.
23	Aum/23 PJ	ALEXIS Pierre Pascal Oisemont 80	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	01 courrier Déclare être opposé au projet. Nous sommes déjà trop fournis en part que sur notre territoire. Cela suffit !
24	Aum/24	LABITTE Gérard Oisemont 80	Avis défavorable	Je suis absolument contre l'implantation des éoliennes autant à Aumâtre, Cannessières, que sur le territoire de Forceville-en-Vimeu, Fontaine-le-Sec.
25	Aum/25	BRICHARD Stevens Aumâtre 80	Avis défavorable Impacts sur le patrimoine culturel	Destruction du paysage rural, visibles depuis nos églises et châteaux.
			Conflit d'intérêt	Prise illégale d'intérêts par nos élus. Je suis contre les « Fermes » d'éoliennes.
26	Aum/26	VELUT Charles Habitant de Saint- Maulvis	Avis défavorable Impacts sur le patrimoine culturel	À proximité de ma commune, le paysage est à présent saturé en éoliennes, détériorant l'environnement paysager, à proximité de monuments de valeur patrimoniale et historique reconnue. Avis défavorable.
27	Aum/27	Mme VELUT Saint-Maulvis	Avis défavorable Impacts sur le patrimoine culturel	L'éolien est une aberration écologique. Ça trouble le sommeil, les lumières la nuit me sont insupportables. Le patrimoine historique est détruit visuellement. C'est honteux ! Insupportable ! Moche ! Il y a n'a assez !
28	Aum/28	DECALONNE Isabelle Avesnes-Chaussoy 80	Avis défavorable Impacts sur l'environnement humain	Contre ce projet car nous sommes totalement encerclés d'éoliennes. Nous avons des problèmes de TV et téléphone. Nous craignons des soucis avec les intersons dans un rayon de 20 km (sommeil). Notre paysage est totalement abîmé ; fin du tourisme dans la région.
29	Aum/29	LECLERCQ David Avesnes-Chaussoy	Avis défavorable - Impacts sur l'environnement naturel - Nuisances sanitaires	Contre ce projet trop démesuré à l'échelle de nos paysages. C'est un projet de trop dans notre secteur qui est déjà saturé. Les perturbations engendrées par ce parc (nuisances sonores, environnementales sur la faune et la flore) justifient mon opposition.

30	Aum/30	Illisible	Avis défavorable	Je suis très triste d'apprendre la construction d'autres éoliennes. Argent gâché et pollution visuelle
31	Aum/31	REGNIER Dominique Cannessières 80	Avis défavorable	Pensons-nous enfants, arrêtons tout cela tant qu'il est encore temps. Il faut également penser à notre santé ainsi qu'à nos concitoyens. Stop à tous ces projets éoliens.
32	Aum/32	VANMOORLEGEM Natacha Frettecuisse 80	Avis défavorable nuisances sanitaires	Ce n'est pas un grand plaisir pour moi de rendre cet avis très défavorable au projet. Je veux de l'écologie mais les éoliennes n'y contribuent pas. Mais mon point le plus important : notre santé. Je ne peux pas gâcher la vie de mes parents et de ma famille en ne pouvant plus dormir. Merci
33	Aum/33	DAVID Elise Saint-Maulvis	Avis défavorable Intérêts catégoriels	Avis très défavorable. Les intérêts en jeu ici sont financiers et non écologiques et ce projet se fait au détriment de la population qui se manifeste aujourd'hui.
34	Aum/34	JAMIN Constance Frettecuisse 80	Avis défavorable Nuisances sanitaires	Avis défavorable à l'implantation des éoliennes qui contribuent à dégrader la santé et le sommeil. Oui à l'écologie, mais pas à la pseudo écologie.
35	Aum/35	DESACHY Jean- Marie	Avis défavorable	Candidat aux projets élections départementales. Tête de la liste de « Salut public Stop éolienne 80 ». Candidat pour les cantons de Poix, Hornoy et Oisemont.
36	Aum/36	de TOURTIER Jérôme Oisemont 80	Avis défavorable Distances implantation des éoliennes	Impact environnemental très grand. 180 m de hauteur à 500 m d'habitation : c'est trop près. Oisemont sera totalement encerclé. Le rayon de 6 km d'analyse est insuffisant pour deux raisons : hauteur des pales et paysages de plateau du Vimeu. De quel droit peut-on dénaturer la nature ?
			Retombées économiques, financières et sociales	Rapport 300 000 € pour les communes. À qui va servir cet argent ? À préserver l'environnement ? On peut en douter vu l'implantation programmée. Même scandale que les crédits carbone. Pour polluer les suffit de payer !
			Étude de dangers	Risque d'avoir des glaçons en hiver qui se détachent en bout de pale.
37	Aum/37	DUMONT Nicolas Vergies 80	Avis défavorable Impacts aux paysages et au cadre de vie	Trop d'éoliennes. Encerclement de zones rurales. Plus de protection des zones rurales et de la faune.

38	Aum/38 63 PJ		Avis défavorable Lettre-type distribuée au public	Permanence du samedi 24 avril 2021 Le commissaire enquêteur joint au présent registre 63 lettres-type. 38-DELMARCELLE Franck - Le Faÿ Vergies 39-PEGARD Mathieu - Fontaine-le-Sec 40-BLANCHART Elise -Le Faÿ 41-LEGAY Céline -Oisemont 42-de TOUIHER Violaine 43-WADOUX Jean-Pierre - Saint-Maulvis 44-UNTERINER Véronique - Saint-Maulvis 45-WADOUX Anne-Marie - Saint-Maulvis 46-PIERRE-ALEXIS Justine - Aumâtre 47-GAMBIER Marie-Blanche - Fresnoy-Andainville 48-HOFFMANN Bérangère - Fresnoy-Andainville 49-DESSEAUX François - Fontaine-le-Sec 50-Anonyme 51-BOULARD Céline – Airaines 52-BLANCHART Angèle – Rambures 53-BEAUCOURT Maëlle – Avesnes-Chaussoy 54-WALLET Évelyne – Fontaine-le-Sec 55- BEAUCOURT Hugues – Avesnes-Chaussoy 56- BAUDOUIN Christiane – Oisemont 57-BOUTILLIER Michal – Villers-Campsart 58-GRENON Sylvie – Aumâtre 59-de COLONNE Roland – Épaumesnil 60-GRENON Laurant – Aumâtre 61-TEITGEN Audrey – Ailly-sur-Somme 62-BEUVIN Ludivine – Warlus 63-BRUNEHART Brigitte – Oisemont 64-Anonyme 65-LECLERCQ Laurence – Vergies 66-MERCIER Amandine – Amiens 67-VELUT Bénédicte – Saint-Maulvis 68-LEULLIER Maryse – Fresneville 69-VELUT Grégoire – Saint-Maulvis 70-LAMBERT Sylvie – Vergies
----	------------------------	--	--	---

				71-BAUDOUIN Dominique – Oisemont 72-JOLY Olivier – Le Transloy 73-TOBO Florian – Vergies 74-BOUTON Bernard - Saint-Maulvis 75- BOUTON Sophie – Saint-Maulvis 76- BROUTIN Mathias – Frettecuisse 77-BLANCHARTT Martine – Huppy 78-TOBO Hélène – Vergies 79- LECLERCQ fabienne – Avesnes-Chaussoy 80- DESSAINT Annie – Forceville-en-Vimeu 81-DAGOIN Marielle – Forceville-en-Vimeu 82-GALHAUT Josiane – Forceville-en-Vimeu 83-MENDES FERNANDES Fernando – Fresnoy-Andainville 84- HANOCA Serge 85-KOLESNIKOFF Marina – Hornoy-le-Bourg 86-PICHARD René – Vergies 87-ARMAND Stéphane – Vergies 88-HENOCQUE Laura – Fresneville 89-Anonyme 90-BRICHARD Stevens – Aumâtre 91- LABITTE Gérard – Oisemont 92-AUFFRAY Alain – Mouflières 93-MERELLE Brigitte – Oisemont 94-THINON Gérard – Aumâtre 95-DEVILLEPOIX Annick – Aumâtre 96-BLANGIER Bernard – Villeroy 97-DEFECQUES Claude – Oisemont 98- RIES Aurélien – Rambures 99-Anonyme 100-DOMBROWICZ Laurent - Vergies
39	Aum/101 PJ	POIRIER Basile	Avis défavorable	01 courrier Nous avons déjà trop d'éoliennes sur notre territoire

40	Aum/102 PJ	LEQUIEN Denise Oisemont 80	Avis défavorable - Atteinte aux paysages et au cadre de vie - Nuisances sanitaires	01 courrier notre territoire et saturé d'éoliennes. Ces nouvelles implantations seraient un désastre. Nuisances visuelles. Clignotements de partout et particulièrement derrière chez moi. Nuisances sur la santé des miens.
41	Aum/103 PJ	LOUVEL Saint-Maulvis	Avis défavorable - Atteinte aux paysages et au cadre de vie - Nuisances sanitaires	01 courrier trop, c'est trop. Ces projets sont en train de convertir des gens initialement « pour » l'éolien en de fervents opposants, à cause de la notion de surdensification, d'encerclement, de pollution visuelle qui en découlent. Mais aussi de nuisances sur les hommes et les animaux. Merci d'inviter les promoteurs à aller sur des zones bien éloignées où il n'y a pas du tout d'éoliennes et qui elles, en voudront peut-être. Démocratie !
42	Aum/104 PJ	SANDRI Danièle Onicourt 80140	Avis défavorable	Permanence du 11 mai 2021 de 14h00 à 17h00 01 courrier de 1 page : Je réside dans le secteur d'Oisemont. - Saturation visuelle, impacts paysagers. - Les infrasons, les clignotements de nuit, - Effondrement de la valeur immobilière d'environ 30 %. - Par le biais de la CSPE, les habitants contribuent financièrement ce massacre. - Les pales des éoliennes ne sont pas recyclables et sont très toxiques. - 1500 t de béton armé et 50 t de ferraille nécessaire la construction de chaque machine ! Tout cela est-il vraiment écologique ? - Quel est le coût réel du démantèlement d'une éolienne ? La Cour des Comptes en 2018 a chiffré à 40,7 milliards d'euros en 20 ans le coût des contrats éoliens, pour 2 % de la production électrique française. De qui se moque-t-on ? - Les éoliennes ne fournissent qu'une part infime de l'électricité, actuellement à peu près 5 %. - Les pros éoliens le sont autre souvent par intérêts financiers. Les maires des communes voient là les solutions pour pallier à la baisse de leurs dotations, les propriétaires des terrains souvent des agriculteurs, n'ont pas les moyens de refuser plusieurs milliers d'euros annuels.
43	Aum/105 PJ	DEFEVRE Yves Grebault Mesnil 80140	Avis défavorable	- Lettre type reprenant la généralité des arguments défavorables l'éolien.

44	Aum/106 PJ	DESMARIS Yves Frettecuisse	Avis défavorable	- Ces immenses parcs éoliens ne sont qu'un moyen supplémentaire pour que des grandes entreprises telle que TOTAL, qui n'ont aucunement fait la preuve de leurs soucis d'écologie, face les profits au détriment du bien-être des populations.
				- Des parcs éoliens sont installés sans réelle consultation des habitants. Seuls les propriétaires de terrains sont contactés. - Énumération d'arguments défavorables à l'éolien (lettre type).
45	Aum/107 PJ	DESMARIS Ghislaine Frettecuisse	Avis défavorable	- La région Hauts-de-France est le terrain de multiples projets éoliens. Reçus sans heurt taux début, la situation a changé : notre territoire en est saturé. Pourquoi devoir supporter les nuisances liées à 25 % du parc national. - Énumération d'arguments défavorables à l'éolien (lettre type).
46	Aum/108 08 PJ	Dépôt par Mme DESMARIS Ghislaine	Avis défavorable	Dépôt de 08 courriers type. 108-FOURDRINIER Véronique – Miannay 109-FOURDRINIER Alexis – Miannay 110-GARREL Marc Aurelien – 62390 Willencourt 111- LEWANDOWICZ Anne-Sophie – Selincourt 112-WAROUDE Joseph – Inval-Boiron 113-WAROUDE Louison – Inval Boiron 114-POLAERT Madeleine – Frettecuisse 115-DEVERITE Flavie – Citernes 80490
47	Aum/116	DESACHY Jean- Marie	Avis défavorable	Candidat aux élections départementales de la Somme. NON aux éoliennes.
48	Aum/117	SOUDET Anne	Avis défavorable	Candidate aux élections départementales de la Somme. NON aux éoliennes.
49	Aum/118 PJ	De BLANCHARD Rambures Mémoire 5	Avis défavorable Enquête publique	Dépôt d'un courrier de 04 feuillets et 06 annexes. - Contexte particulier de la pandémie de la Covid-19 La suspension des possibilités de déplacement entache lourdement le processus normal de cette enquête publique. Beaucoup de personnes ne peuvent plus aller en mairie lire les avis affichés et ne pourrons donc pas exercer leurs possibilités d'expression. Comment est-il possible d'accorder de la valeur à cette enquête publique qui pendant presque un mois de sa durée, s'est déroulée dans une période de confinement des citoyens ?
			Impact sur le patrimoine culturel	- Saturation d'éoliennes dans le département de la Somme et de notre territoire du Vimeu Vert. Le projet de Blancs Monts viendra accroître très sensiblement la saturation visuelle

				<p>de nos horizons, perceptible depuis la commune et le château de Rambures. Les seuils d'alerte d'encerclement y sont donc clairement atteints.</p> <p>En annexe 1 : la situation existante des implantations d'éoliennes autour du château de Rambures à travers une cartographie réalisée par nos soins, selon une méthodologie précisée en annexe 3 démontrant ce phénomène d'encerclement.</p> <p>Le porteur de projet n'a pas prit la peine de réaliser pour un monument historique aussi emblématique que le château de Rambures une cartographie des segments de saturation par les éoliennes autour du site. Nous avons donc réalisé par nos soins ce document que nous vous présentons en annexe 2.</p>
			Gestion des territoires	<p>Notre secteur constitue le secteur le plus densément équipé en éoliennes de France, avec un effet de saturation complète aujourd'hui. N'est-il pas temps d'orienter les sociétés porteuses de projet d'éoliennes vers d'autres territoires, au nom également d'une certaine égalité entre les territoires et leurs charges au service du bien commun ?</p>
			Impacts sur l'environnement naturel	<p>Des atteintes multiples environnements manifestement contraire la vocation vertueuse de ces équipements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Impacts sur la qualité de nos paysages naturels. - Atteinte écologique concernant les espèces rares de l'avifaune qui peuplent notre secteur rural. - Le château de Rambures répertorié pour les espèces rares de chiroptères, effectuant des sorties nocturnes de 15 km avec désormais, eu égard à la saturation des mâts et des pales, une mortalité décrite comme anormale par les spécialistes.
			Dossier	<ul style="list-style-type: none"> - L'inventaire national du patrimoine naturel de manque pas de souligner cette situation spéciale concernant les chiroptères. - Picardie Nature a également documenté le sujet pour le projet porté par la société OSTWIND pour des implantations d'éoliennes à Aumâtre, cannessières et Fontaine-le-Sec, notant la rareté patrimoniale, mais leur faiblesse numérique, donc à préserver, des populations hébergées dans les sous-sols et les communs du château de Rambures. - Il conviendrait donc que le porteur du projet blanc monts respecte la méthodologie d'inventaire indiqué par la DREAL de Picardie ce qui n'apparaît pas dans son dossier.
			Impact sur le patrimoine culturel	<ul style="list-style-type: none"> - Atteinte irrémédiable patrimoine historique : - le cas du château de Rambures. - le cas de l'église d'Aumâtre.

			Dossier	<p>- L'avis de la mission régionale d'autorité environnementale recommande de produire de nouveaux photomontages depuis le domaine du château de Rambures, et les chemins touristiques vers Rambures en période de faible végétation. Pourtant la société n'a apporté aucune précision valable en réponse à cette demande. Les nouvelles prises de vues sont intervenues en août 2020. Comment obtenir dans ces conditions l'état réel de la cour visibilité durant plus de huit mois de l'année, alors que le couvert végétal absent n'amoindrit aucunement la vision de ces énormes mâts de 180 m en projet, sans compter ceux déjà installés.</p> <p>- Réponse à la mission régionale d'autorité environnementale, le porteur de projet s'est contenté de produire quelques nouveaux photomontages avec le couvert végétal au maximum, au mépris de la demande précise formulée.</p>
			Impact sur le patrimoine culturel	Il serait anormal que la préservation de notre patrimoine et de nos paysages soient bafoués alors qu'une loi vient d'être adoptée le 29 janvier 2021 pour la protection du patrimoine sensoriel des campagnes françaises.
50	Aum/119 PJ	ALLEGRET Oisemont	Avis défavorable	<p>Courrier de 01 feuillet.</p> <p>Courrier manuscrit reprenant l'essentiel de l'argumentaire de la lettre-type.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Non à l'implantation de nouvelles éoliennes, ceinturant les villages, sur l'adoption préalable de nouvelles réglementations à ce sujet. - Désagréments sonores et visuels. - Il faut protéger le cadre de vie. - Limiter au maximum la dévaluation du foncier bâti. - Préserver l'harmonie du Vimeu rural et agricole non destiné à devenir un site industriel éolien. - Luttons tous pour maintenir la nature écologique du Vimeu et la pérennité de ces paysages de renom.
51	Aum/120 PJ	JANSSEN Paul 6, rue de Fresnoy Frettecuisse 80140	Avis défavorable	<p>Dépôt d'un courrier de 05 feuillets.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dégradation du paysage - Dégradation de l'avifaune - Destruction de la qualité de vie, santé. - Perte de la valeur économique pour le tourisme local. - Perte de la valeur de l'immobilier d'habitation. - Encerclement et saturation. - Espèces protégées. - Nuisances sonores, effets stroboscopiques, vibrations. - Plusieurs gîtes et chambres d'hôtes impactés.

				- + ou - 20 % de dépréciation immobilière suivant taxation par agent immobilier. ----- Argumentaire résumé complété par des photomontages.
52	Aum/121	BAYART Francine CONVERT Michel Aumâtre	Avis défavorable Argumentaire défavorable généralisé	Avis défavorable pour les raisons suivantes : - Impact visuel beaucoup trop apportant, - Saturation déjà effective, - Atteinte à la ruralité, - Dimension trop importante, - Impact sur la valeur foncière.
53	Aum/122 PJ	Isabelle de WAZIERS Vice-présidente du Conseil Départemental de la Somme. Conseillère départementale du canton de Poix-de- Picardie. Maire de Lignières- en-Vimeu. Mémoire 5	Avis défavorable Réponse globale demandée dans le cadre du Mémoire 5.	Je me fais l'écho des habitants de ce canton dont je suis l'élue, et qui était parfois prêts à accepter cette nouvelle production d'énergie renouvelable dans des limites raisonnables et qui maintenant n'en peuvent plus : trop, c'est trop !. J'émet donc un avis très défavorable à l'implantation de ces nouvelles éoliennes sur les territoires des communes d'Aumâtre et Frettecuisse. 1) le département de la Somme est le premier département de France pour la production d'énergie éolienne, qui compte déjà près de 1000 installations sur son territoire. La grande majorité des conseillers départementaux ont demandé solennellement à l'Etat la mise en œuvre d'un moratoire immédiat sur l'implantation d'éoliennes dans la Somme. Ce nouveau projet contribuerait à ce phénomène de saturation et d'encerclement au vu de tous les parcs existants des projets déjà acceptés, non encore construits dans ce territoire. 2) ce projet se situe dans une de ces vallées vertes qui font le charme et la beauté de notre territoire. Nous sommes déjà encadrés par un très grand nombre d'éoliennes. Actuellement, nous sommes en pleine élaboration d'un PLUi où le volet tourisme a été identifié comme un pôle de développement important de notre territoire. L'implantation de nouvelles éoliennes va en diminuer considérablement l'attractivité et pour un temps indéterminé. 3) Outre le château de Rambures, l'église d'Aumâtre est classée au titre des monuments historiques. L'implantation d'éoliennes de plus de 180 m sur le territoire de cette commune devait être devrait être impossible puisque contraire aux directives en matière de préservation du patrimoine protégé. 4) Les études d'impact visuel des parcs éoliens déjà implantés sur le territoire révèlent des nuisances visuelles et sonores beaucoup plus importantes que celle présentée dans les rapports initiaux.

				<p>Pollution visuelle de jour comme de nuit, les nuisances sonores sont déjà très importantes pour les habitants de Fresnoy-Andainville et n'avaient pas été anticipées. Impact négatif sur la santé humaine et animale.</p> <p>5) Dégâts majeurs sur la faune et la préservation de la biodiversité : la Dame blanche, ainsi que la chouette effraie qui niche à nouveau à Frettecuisse à 600 m de la plus proche éolienne. Ce rapace nocturne protégé depuis 1902 ne figure pas dans les études d'impact, car il est revenu nicher pour la première fois dans une grange en 2020.</p> <p>6) Comment peut-on expliquer le maire d'Aumâtre élu de refus de construire par la DDTM au motif de la sauvegarde des terres agricoles, même sur des parcelles situées au cœur de son agglomération et que personne ne s'inquiète de l'emprise des éoliennes et les chemins d'accès sur les terres agricoles ?</p> <p>7) Comment expliquer que ce projet puisse être maintenu, alors que le Conseil municipal de Frettecuisse et le Conseil départemental a donné un avis défavorable sur ce projet du fait de la dangerosité de ces éoliennes qui seraient construites à trop faible distance de routes départementales (12 avril 2021).</p> <p>8) 2019, de refus préfectoraux avaient été donnés pour deux projets antérieurs. Ces refus ont été annulés tout récemment par la cour de Douai. L'avis des élus n'est pas pris en compte est celui des représentants de l'État non plus. C'est un non-sens absolu !</p> <p>Du coup, les études environnementales faites par les services instructeurs de la préfecture pour les projets antérieurs, ne mentionner évidemment pas le projet « Aumâtre-Frettecuisse », ni le quatrième projet « Forceville-en-Vimeu » (enquête publique en cours). On pourrait donc se retrouver potentiellement avec un ensemble de 18 éoliennes autour d'Aumâtre. ENCERCLEMENT !</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un audit sur la saturation réalisée par la DREAL des Hauts-de-France souligne bien que le secteur est saturé. Alors pourquoi continuer continue encore ! - La non acceptabilité sociale de ses projets d'implantation d'éoliennes prend une ampleur considérable, qu'il ne faut pas mésestimer.
54	Aum/123 PJ	SERET Jean-Louis Aumâtre	Avis défavorable - Atteinte aux paysages et au cadre de vie - Nuisances sanitaires	Ayant appris l'implantation d'un nouveau parc éolien sur la commune d'Aumâtre, je suis surpris de l'anarchisme qui règne de leur implantation. <ul style="list-style-type: none"> - Saturation visuelle et paysagère. - Nuisances sanitaires

			Enquête publique	- Dans le village, la mairie informe les villageois par des courriers mis dans les boîtes aux lettres pour toutes les manifestations qui vaut avoir lieu sauf un événement très important sur la qualité de vie c'est-à-dire l'enquête publique, mis à part l'affichage en mairies, et sur les lieux d'implantation, et dans le courrier Picard, ou malheureusement beaucoup d'Aumatois ne sont pas abonnés.
			Intérêts catégoriels	- Le but des éoliennes et la réduction de carbone et je suis surpris que pendant toutes les discussions, le seul sujet abordé soit uniquement financier par intérêt personnel la plupart du temps. Beaucoup de propriétaires éoliens vivent loin de ces machines et gardent leur confort bien loin des désagréments causés par ces machines qui leur apportent un bien-être financier au détriment des habitants d'Aumâtre.
			Intérêt énergétique des éoliennes	- L'éolien fournit très peu d'électricité par rapport aux désagréments qu'il provoque de nos campagnes.
55	Aum /124	SCELLIER Chantal Aumâtre	Avis défavorable Lettre-type	- Courrier intitulé : Rejet de l'implantation de nouveaux parcs éoliens autour d'Oisemont. Lettre-type reprenant les argumentaires essentiels opposés au projet.
56	Aum/125 PJ	JARRET Peter	Avis défavorable Lettre-type	Touriste et résident habituel à Frettecuisse au gîte VANMOORLEGEM. Lettre-type reprenant les argumentaires essentiels opposés au projet.
57	Aum/126 PJ	Conseil Départemental de la Somme Mémoire 7	Avis défavorable Étude de Danger Réponse demandé dans le cadre du Mémoire 7	Délibération du 12 avril 2021. Délibération défavorable. - Le Département note que des accès sont prévus sur la RD 29 B pour les éoliennes E3 et E6 alors qu'aucune concertation n'a été menée avec les services du Département ni d'avis demandé sur le sujet quant à la faisabilité technique et sécuritaire de ces accès. - La RD 29 B présente une largeur moyenne de 4,80 m et réduite à 4,30 m sur une longueur de 300 m. Dans ces conditions, l'approvisionnement des éoliennes apparaît compliquer et risque de dégrader la route et les accotements. - Concernant les distances implantation des éoliennes par rapport aux routes départementales, celles-ci sont situées à : 300 m de la RD 29 pour l'éolienne E2 240 m de la RD 29 B pour l'éolienne E3 250 m de l'aire de 29 pour l'éolienne E5 200 m de la RD 29 B pour l'éolienne E6.

				<p>- Comme indiqué dans l'étude de dangers, ces distances ne permettent pas d'exclure définitivement un impact sur le réseau départemental en cas de détachement d'une partie de celle-ci avec des gravités sérieuses relevées sur les éoliennes E2, E5 et E6.</p> <p>En conséquence, le département émet un avis de défavorable sur ce projet compte tenu des risques encourus en cas de détachement d'une partie des éoliennes E2, E5 et E6 sur les routes départementales. De plus, le département demande que soient étudiés d'autres accès pour les éoliennes E3 e E6.</p>
--	--	--	--	---

Registre de la mairie de FRETTECUISSSE

N°	Index	Intervenant	Avis et Thèmes	Libellé de l'argumentaire thématique
01	Fret/01 09-04-21	PERIMONY François, Exploitant propriétaire Villeroy 80140	Demande individuelle	Propriétaire exploitant agricole de la parcelle ZK14 concerné par le passage d'un raccordement électrique interéolien. L'E2 n'est pas implantée sur ma parcelle ZK14 : Donc, dans ces conditions, je m'oppose au passage de la liaison électrique souterraine sur ma parcelle. Je demande donc que l'E2 soit décalée du passage du chemin d'accès, sur ma parcelle. Dans ces conditions, je serai favorable ! En supplément, je relève que la plateforme temporaire (zone verte) se situe sur ma parcelle ZK14 !
02	Fret/02 09-04-21 PJ	VANMOORLEGEM Sabine Frettecuisse 80140	Avis défavorable Dossier	1) <u>Dépôt d'un courrier de 07 feuillets</u> : --- Qui vérifie le dossier posté sur Internet ? --- Qui vérifie que tous les documents et toutes les informations qui doivent être remis sont bien là ? --- Qui vérifie que les données que donne TOTAL sont exactes ? --- Qui vérifie qu'il n'y a pas eu de prise illégale d'intérêts ? --- Nous n'avons pas trouvé dans les documents toutes les données financières de ce projet. Quelles sont les capacités financières ? --- L'étude du dossier confirme que les cartes sont périmées, insuffisamment renseignées, et présentent des erreurs. --- Les photomontages sont irréalistes, la prise au grand-angle atténue l'impact visuel réel des éoliennes : nous avons fait les nôtres, plus respectueux la réalité.
			Démantèlement des parcs éoliens Volet réglementaire Garanties financières	--- Je demande au porteur de projet de faire des devis par des tiers du coût du démantèlement complet de six éoliennes, et ce dans un souci de « décarbonisés et recyclés », et de me les communiquer. --- Je demande au porteur de projet d'apporter les preuves concrètes que l'argent nécessaire sera réservé pour le démantèlement de ces engins et de m'indiquer quelle instance financière en sera responsable.
			Enquête publique	--- Une enquête publique se déroule en plein confinement. --- Rien n'a été mis en place pour informer correctement les habitants.

			Intérêt écologique de l'énergie éolienne	<p>--- Je demande au porteur de projet d'apporter la preuve que ses éoliennes contribueront intrinsèquement et durablement à la réduction d'émissions de CO2 depuis la fabrication jusqu'à leur démantèlement complet, socle inclus.</p> <p>--- Les utilisent-t-on quand il n'y a pas de vent ?</p>
			Données techniques de fabrication et d'implantation des éoliennes	<p>--- Par qui sont fabriquées les éoliennes, et ou ?</p> <p>Comment parviennent-elles sur site ?</p> <p>Combien de tonnes de béton ?</p> <p>combien de camions ?</p> <p>Combien de ferrailles ?</p>
			Démantèlement des parcs éoliens Volet environnemental Recyclage des composants	<p>--- En quelle matière sont tous les éléments utilisés ?</p> <p>Sont-ils recyclables ?</p> <p>Qu'en est-il des résines recouvrant les pales ?</p>
			Retombées économiques et financières	<p>--- Je demande au porteur de projet d'apporter les preuves que la fabrication et le montage du parc éolien créent des emplois locaux.</p>
			Procédure de concertation	<p>--- Je demande au porteur de projet de prouver l'acceptabilité sociale dont il parle et de communiquer ses sources (sondage ?).</p> <p>--- Aucune concertation avec les habitants, au contraire. Il a été dit au promoteur que la maire ne souhaitait pas de réunion publique de peur des conflits ouverts. Ce sont les habitants qui ont forcé à la tenue de la réunion.</p> <p>--- Pourquoi pendant toutes ces années d'études et de visites à Frettecuisse, le porteur de projet n'est jamais venu voir tous les riverains, les premiers à être impactés ?</p>
			Atteinte aux paysages et au cadre de vie	<p>--- Je demande au porteur de projet un réexamen de la question de la densification, de l'encerclement et des effets cumulés du projet au regard de tous les projets en cours ou connus sur notre territoire.</p>
			Intérêt énergétique de l'énergie éolienne	<p>--- La Somme a atteint ses objectifs en matière de production d'énergie renouvelable.</p>
			Impacts sur l'environnement naturel	<p>--- Je demande au porteur de projet une étude des conséquences spécifiques sur l'avifaune du Bois Ducroq par une autorité indépendante dans un souci de préservation de nombreuses différentes espèces.</p> <p>--- Les impacts sur les chauves-souris sont minimisés, et les oiseaux sont en danger.</p>

				<p>--- Je demande au porteur de projet de préciser comment il expliquera aux 83 espèces d'oiseaux différentes recensées dans le bois Ducroq, encerclé par les éoliennes, comment feront-ils pour entrer et sortir sans s'écraser contre les pales ?</p> <p>--- Je demande au porteur de projet que des études de mortalité des parcs déjà en activité dans la zone du projet soient réalisées par des instances indépendantes et publiées avant d'envisager l'autorisation de la construction de ces 6 nouvelles éoliennes.</p>
			Nuisances sanitaires	<p>--- Quant au suivi acoustique après la mise en service du parc, il s'agit de promesses faciles à faire !</p> <p>--- Le porteur de projet est-il en mesure d'apporter les preuves que nous ne subiront aucunes nuisances liées au bruit, à la lumière, aux infrasons, aux effets stroboscopiques ainsi qu'aux vibrations (aucune étude géologique n'a été fournie).</p>
			Procédure de suivi après mise en service du parc	<p>--- Nous demandons la communication des coordonnées d'un référent après la mise en service du parc. Nous souhaitons également obtenir le planning des contrôles.</p>
			Distance d'implantation des éoliennes	<p>--- Les éoliennes sont trop hautes, et trop proche des routes (215 m).</p> <p>--- Le porteur de projet réussi à obtenir une dérogation quant à la distance de sécurité entre trois éoliennes de la route. Elles sont situées à, selon leurs calculs, 230,225 et 215 m. La préconisation est de 270 m... Nous avons demandé au conseil départemental de justifier cette dérogation. Nous attendons rapidement leurs réponses.</p> <p>--- Sachant que les rotors sont de plus en plus grands, un rotor 245 m, c'est 72,5 m autour de l'éolienne qui ne sont pas pris en compte dans les distances. Nous sommes donc loin des 500 m et des 270 m de distance réglementaire.</p> <p>--- La distance de 500 m, c'était pour des éoliennes de 100 à 130 m de haut. Il s'agit dans notre cas d'une hauteur de 180 m.</p> <p>--- Pour cette distance : Madame POMPILI, ministre de l'environnement et de la transition écologique a précisé qu'il fallait faire de preuve de bon sens et appliquer la règle du cas par cas !</p>

			Nuisances à l'environnement humain	<p>--- Le parc éolien provoquera une perte de valeur du patrimoine bâti de l'ordre de 20 % selon un agent immobilier.</p> <p>--- Le parc éolien provoquera également une perte d'activité du territoire.</p>
			Étude de dangers	<p>--- Quelles conséquences en cas d'accident, du fait du vent, de la foudre, de la glace, ou encore de pales qui se détachent comme à Nurlu (80) et Priez (02).</p>
02	Fret/02 09-04-21	VANMOORLEGEM Sabine Frettecuisse 80140	Publicité complémentaire Diffusion d'un tract	<p>- Dépôt d'un tract (01 feuillet) – Appel à mobilisation.</p> <p>En-tête : « Lettre aux habitants d'Aumâtre »</p> <p>Cette lettre distribuée chez l'habitant aborde les sujets suivants :</p> <p>--- saturation, encerclement.</p> <p>--- Trop près des habitations.</p> <p>--- Le paysage.</p> <p>Rappel des 6 permanences assurées par le commissaire enquêteur.</p>
03	Fret/03 09-04-21 PJ	GEBOES Françoise Airaines 80270	Avis défavorable	<p>- 2) <u>Dépôt d'un courrier de 01 feuillet</u></p> <p>Note : Lettre type ayant pour objet « Rejet de l'implantation de nouveaux parcs éoliens autour de Oisemont... » comportant un tronc commun, complété ensuite par des arguments personnalisés.</p> <p>Adressé nominativement à Madame la Préfète.</p> <p>--- <u>Informations personnalisées</u> :</p> <p>Dégât majeur pour la faune : la Dame blanche, la chouette Effraie, nichent à nouveau à Frettecuisse, à 600 m de la plus proche éolienne !</p> <p>Ce rapace nocturne protégé depuis 1902 ne figure pas dans les études d'impact, car il est revenu nicher pour la première fois dans une grange en 2020. Le couple y a élevé quatre petits avec succès.</p>
			Impact sur l'environnement naturel	
			Distance d'implantation des éoliennes	
			Gestion des territoires	<p>--- Depuis une dizaine d'années, la région des Hauts-de-France est le terrain de multiples projets éoliens. Reçus sans heurt au début, la situation a changé : notre territoire en est saturé.</p>
04	Fret/04 09-04-21	PERIMONY François, Exploitant propriétaire Villeroy 80140	Demande individuelle	<p>Une partie de ma parcelle ZK14 à vocation agricole (culture de céréales) sera impactée par l'E2 et son ombre portée par l'installation de la machine et la rotation des pales. J'estime donc être en mesure de pouvoir être indemnisé pour ce préjudice à mon activité agricole. De ce fait, il serait judicieux de déplacer l'E2 de 10 mètres sur ma parcelle ZK14.</p>

05	Fret/05 28-04-21	PERIMONY François, Exploitant propriétaire Villeroy 80140	Demande individuelle	<p>Suite aux contributions n° 01 et 04. Parcelle ZK14.</p> <p>Ici à Frettecuisse, c'est 600 m de la 1^{ère} maison du village en contrebas par rapport au coin nord ouest de parcelle. Donc où est le problème car celle-ci n'est pas visible du village en contrebas.</p> <p>Malgré notre soutien au projet, nous récupérerons tous les inconvénients à notre parcelle. Câble et l'ombre, cela effarouche le gibier, étant chasseurs. Et donc récupérer les avantages limités pour quelques mètres en décalage afin de satisfaire à quelques écolos irresponsables.</p> <p>Nous souhaiterions aussi démontrer, de par le fait du jeune agriculteur exploitant, avec besoin d'investir en matériel agricole performant de : 1200 à 1500€ annuel pour les surplombs au lieu des 5000€ proposés en une seule fois.</p>
06	Fret/06	GACOIN Karine née FOULON 1 ^{ère} adjointe du CM de Frettecuisse	Avis défavorable	<p>- L'implantation de ces éoliennes sur notre territoire communal divise la population locale et cela est vraiment dommage qu'un projet apporte une telle discorde entre les habitants de notre petite commune. Si ce projet n'avait pas vu le jour, il ne serait pas un point de discorde.</p> <p>- Sur l'implantation des éoliennes : le chantier que cela va générer va engendrer de profonds changements dans les sous-sols autour du bois Ducroq. La mise en place avec le socle en béton (combien de toupies !) et les mâts et pales (comment sont-ils fabriqués ? Acheminés ? Et ensuite démantelés ?). C'est une vraie tragédie écologique.</p> <p>-Défavorable au projet.</p>
			Impacts sur l'environnement naturel	- Le bois Ducroq sera encerclé par ces éoliennes : qu'en sera-t-il de la faune et de la flore ? La grande diversité y perdurera-t-elle ?
			Nuisances sanitaires	- Ensuite notre habitation est située environ 600 m de deux éoliennes : la gêne occasionnée, nous la ressentirons, nuisances sonores et visuelles et un paysage gâché.
			- Intérêt écologique de l'énergie éolienne -Gestion des territoires	<p>- Quelle est l'utilité écologique et environnementale ?</p> <p>- Notre département porte déjà énormément d'éoliennes et surtout cette partie (sud-ouest) ; il sera défiguré par ces géants !</p>
07	Fret/07	Habitante d'Andainville	Avis défavorable	- Je suis habitante d'Andainville 80140. Je ne peux pas être entourée d'éoliennes. Trop c'est trop.

08	Fret/08	Habitante d'Andainville	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	- Je suis habitante d'Andainville. Nous avons déjà 18 éoliennes, le soir nous avons toutes ces couleurs rouges qui clignotent et quand on est dans le jardin, nous avons ce bruit des pales qui nous embêtent ; donc je ne suis pas pour d'autres éoliennes et en plus qui nous dégradent le paysage
09	Fret/09	GACOIN Ginette Frettecuisse	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Je suis contre le projet éolien. J'ai déjà la nuisance visuelle de 18 éoliennes derrière mon habitation. Le soir surtout je suis ébouie par les lumières clignotantes.
10	Fret/10	M.Mme FACQUET Jacques Le Fay Frettecuisse	Avis défavorable Impacts à l'environnement humain	- Le projet d'éoliennes devient trop gros. Nous allons être pris en étau. Pourrions-nous encore cultiver la terre, les animaux seront-ils bien dans la nature. Les humains seront-ils heureux, peut-être sur la santé ?
11	Fret/11	M.Mme ALLEGRET Oisemont	Avis défavorable Impacts à l'environnement humain	Nous sommes solidaires des habitants de ce village qui s'opposent à cet acharnement d'implantation d'éoliennes qui trouble la paix des villages et dégrade l'environnement.
12	Fret/12 PJ	Mme WADOUX Elise	Avis défavorable Lettre type avec argumentaire généralisé.	Courrier lettre-type : - Effet d'encerclement des villages, - Projet industriel en pleine campagne, - Nuisances visuelles avec clignotement la nuit, - Machine de 180 m implantés à 565 m des habitations, - Dévaluation des biens immobiliers - Dégradation des sols et des paysages, - Impacts négatifs sur l'attractivité touristique, - Dégâts majeurs pour la faune : Dame Blanche et chouette Effraie. - Nuisances sur la santé humaine.
13	Fret/13 PJ	CHIVET Eliane	Avis défavorable	Courrier lettre-type : Identique à Fret/12.
14	Fret/14 PJ	CHIVET Gilles	Avis défavorable	Courrier lettre-type : Identique à Fret/12.
15	Fret/15 PJ	DUBAL Catherine	Avis défavorable Lettre type avec argumentaire généralisé.	Courrier - Les éoliennes sont trop hautes et trop proches des habitations. - Impacts des éoliennes sur le paysage de la faune. - Dévaluation de l'immobilier. Pourquoi dévolu subir cette pollution visuelle ? Notre territoire en est saturé. On m'a présenté la carte sur l'implantation de ces grandes machines de notre région, les terrifiantes !

16	Fret/16 PJ	DUBAL Gilles	Avis défavorable - Impacts à l'environnement humain - Intérêts catégoriels	Courrier : - Etant le doyen de la commune, je ne peux envisager de terminer ma vie par cette débauche de tromperie. -Des machines trop hautes, trop près, trop près de ma fenêtre lorsque je prends mon petit déjeuner dans mon fauteuil. Respectez nous et abandonner ce projet qui ne satisfait que les promoteurs et propriétaires terriens. Il faut étudier notre façon d'agir.
17	Fret/17	PICHARD René Vergies	Avis défavorable Gestion des territoires	Préservez nos paysages. Le quota est atteint. Stop maintenant !
18	Fret/18	M.Mme GUY GAGNY	Avis défavorable Gestion des territoires	Dans la région, les éoliennes sont déjà très nombreuses et nous ne voulons pas vivre dans un paysage industriel.
19	Fret/19	ARMAND- DERAMCOURT Dominique et Anne Vergies	Avis défavorable - Gestion des territoires - Impacts à l'environnement humain	Je ne suis pas contre les éoliennes mais Trop, c'est Trop ; De plus trop pour les habitations qui perdent de leur valeur.
20	Fret/20	De COLONNE Isabelle Avesnes Chaussoy	Avis défavorable - Impacts à l'environnement humain - Nuisances sanitaires	- Un véritable encerclement qui gâche tout notre paysage et notre paysage. On nous demande d'attirer le tourisme, pas avec ce spectacle ! - Les réseaux Internet et téléphone mobile sont troublés même jusqu'à un rayon de 10 km. - Les infrasons sont extrêmement dangereux et pas codifiables : perte de sommeil et problèmes psychosomatiques.
21	Fret/21 PJ	FACQUET Agnès Maire de Frettecuisse	Avis défavorable Mémoire 2	Permanence du 07 mai 2021 Dépôt par madame le maire de Frettecuisse de 15 feuillets dont une délibération du Conseil municipal. Détail des pièces : 1) Courrier mairie de Frettecuisse à Mme la préfète de la Somme du 13/04/2021 .../... Je souhaite rappeler que le conseil municipal de la commune de Frettecuisse a voté contre ce projet par délibération du 17 mars dernier et avait voté, en son temps contre la création de zones de développement de l'éolien. Outre cette opposition à toutes éoliennes sur notre territoire, je souhaite vous faire part d'un point essentiel dans ce dossier et qui à mon sens, relève d'un abus de pouvoir vis-à-vis des maires des petites communes rurales.

			<p>- Enquête publique</p> <p>- Proposition de solutions alternatives (Retrait E2 du projet)</p>	<p>Mis à part une réunion d'information en juin 2019, aucune communication auprès de la population et n'a été réalisée par la société. C'est la municipalité qui a informé les habitants de l'enquête publique. Une enquête publique se déroule d'ailleurs en période de crise sanitaire pendant laquelle les personnes ne peuvent pas se déplacer sereinement et on la craint de ce virus !</p> <p>-----</p> <p>Un tel projet ne peut pas être imposé notre territoire. Je demande par conséquent que vous puissiez revenir sur votre décision ou à défaut que l'éolienne E2 soit retirée du projet.</p> <p>-----</p> <p>2) Réunion du conseil départemental de la Somme les 26 et 27 avril 2021 Vœux déposés par les élus du groupe Unis pour la Somme pour un moratoire sur l'éolien dans la Somme.</p> <p>3) Message adressé à la Commission départementale de préservation des espaces naturels agricoles et fonciers le 22 mars 2020.</p> <p>Suite à un vote du conseil municipal du 17 mars dernier, je vous informe de notre désaccord sur son projet notamment au vu des nombreux projets en cours et le refus de voir notre territoire entouré d'éolienne et dénaturé. Je souhaite indiquer que l'étude de faisabilité présentée en son temps par la société n'était qu'une étude de faisabilité qui n'engage en rien la commune. Il est très facile par conséquent de séduire les élus des petites communes en raison de compensation financière proposée et de leur manque de connaissance à ce sujet. Signé Agnès FACQUET.</p> <p>4) Avis d'information concernant l'enquête publique diffusé par la mairie de Frettecuisse.</p> <p>5) Courrier de Monsieur Xavier Bertrand, président du conseil régional de Hauts-de-France au commissaire enquêteur en date du 3 mars 2021 (→ Préf/01).</p> <p>5) Délibération du 5 avril 2017 du Conseil municipal de Frettecuisse : .../... Le conseil municipal après en avoir délibéré par quatre voix pour et trois abstentions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - autorise la société Global Wind Power France à réaliser une étude de faisabilité en vue de l'implantation d'un parc éolien ; - autorise la société Global Wind Power France a déposé toutes les
--	--	--	---	---

				<p>déclarations, autorisations et demandes de levées de servitudes nécessaires en vue de l'étude de faisabilité du projet de parc éolien.</p> <p>Le conseil municipal est informé que Global Wind Power France contactera les propriétaires et exploitants des parcelles concernées par une implantation éventuelle.</p> <p>-----</p> <p>6) Délibération défavorable du conseil municipal de Fettecuisse du 24 juillet 2012 :</p> <p>L'objet de la délibération concerne les zones de développement de l'éolien (ZDE).</p> <p>La Communauté de communes de la région d'Oisemont propose que soient retenues deux zones : La première zone sur les communes d'Aumâtre, Cannessières, Fontaine-le-Sec, Frettecuisse, Mouflières et Oisemont (...).</p> <p>Le maire demande au conseil municipal de se prononcer sur le projet.</p> <p>Le Conseil municipal rejette cette proposition à quatre voix pour et cinq voix contre.</p>
		Délibération du Conseil municipal de Frettecuisse du 17 mars 2021	Avis défavorable	<p>6) Délibération du Conseil municipal du 17 mars 2021.</p> <p>Après avoir délibéré à bulletin secret par cinq voix contre et deux voix pour, le conseil municipal émet un avis défavorable à l'exploitation d'un parc éolien comprenant 6 aérogénérateurs et 2 postes de livraison sur le territoire des communes d'Aumâtre et Frettecuisse.</p>
22	Fret/22	De BADTS François Fresnoy-Andainville	Avis défavorable - Impact sur l'environnement naturel - Nuisances sanitaires	Déclaré être opposé au projet éolien de Blancs Monts du fait des nuisances environnementales et sanitaires il s'agit d'un montage financier qui frise l'escroquerie.
23	Fret/23	LECLERCQ Philippe Le Fay	Avis défavorable	Opposé au projet éolien en raison de la densité de l'éolien dans la Somme.
24	Fret/24 PJ	VANMOORLEGEM Sabine Frettecuisse	Mémoire 3 Impact sur l'environnement naturel	Dépôt d'un document de 28 pages. 1) Impact de l'éolien sur les chauves-souris Cite un rapport de décembre 2020 intitulé « Alerte sur les éoliennes à très faible garde au sol et sur les grands rotors » SFEPM.
			Impact à l'environnement humain	2) Perte de valeur des biens immobiliers Quelles compensations sont prévues par le promoteur pour dédommager les riverains en cas d'implantation de ce parc ?

			Conflit d'intérêt	3) Question relative à l'implication des maires et adjoints délibération du 11 juillet 2015.
			Procédure de concertation	4) pouvez-vous fournir l'historique du projet et de la concertation le concernant ? La maîtrise foncière n'est pas incluse dans le dossier.
			Distances implantation des éoliennes	5) Distance des éoliennes par rapport aux habitations et aux routes. L'emprise au sol d'une éolienne est de 100 à 300 m² et les rotors sont de plus en plus grands. Pourquoi le calcul se fait toujours niveau du mât ?
			Nuisances sanitaires	6) L'Académie de médecine dans son rapport de 2017 recommande un éloignement de 10 fois la hauteur du mât. À quand la mise en place d'une étude médicale d'impact sur la santé humaine ?
		Délibération du conseil municipal de Cannessières du 08 avril 2021.	Avis défavorable	7) Communication de délibérations des conseils municipaux de : - Frettecuisse : Avis défavorable - Conseil départemental de la Somme : Avis défavorable du 12 avril 2021 compte tenu des risques. ----- - Cannessières : avis défavorable du Conseil municipal du 08 avril 2021. Dans les questions diverses : Deux projets éoliens sont en cour dans les villages aux alentours. Le Conseil municipal n'est pas favorable à ces projets.
25	Fret/25	PERIMONY François Villeroy	Demande personnelle	Objet : Eolienne E2 sur la parcelle ZK-14. Quelques détracteurs au projet éolien ne sont pas impactés visuellement à 600 m de là car leurs habitations sont situées en contrebas. Les interviennent quand il le souhaite sur le domaine communal. Il s'agit de zones agricoles, défrichées par nos ancêtres paysans éleveurs. La taxe foncière générée revenant partiellement déjà à la commune ainsi que les retombées de la manne éolienne. Une éolienne est bien plus belle qu'une ligne à haute tension. Faudra-t-il une fois encore être à la traîne d'autres pays européens plus en avance sur le sujet de l'énergie propre. Ainsi que déjà indiqué précédemment, propriétaire exploitant demandons l'implantation distancialisée au possible et raisonnable sur la parcelle ZK-14... Il s'agit de l'éolienne E2 : générateur d'ombre. Une indemnité annuelle à hauteur de 1200 à 1500 € est demandée.

26	Fret/26	M. PURSON Epaumesnil	Avis défavorable Impacts aux paysages et au cadre de vie	Déclaré être opposé au projet éolien de Blancs Monts. La densité sur le secteur est trop intense.
----	---------	-------------------------	--	---

Dépôt de contributions transmises par @ à la Préfecture de la Somme

N°	Index	Intervenant	Avis et Thèmes	Libellé de l'argumentaire thématique
01	Pref/01	Xavier BERTRAND Président du Conseil Régional des Hauts-de- France.	Avis défavorable Alternatives à l'énergie éolienne	Courrier du 3 mars 2021 <u>Réceptionné le 08 avril 2021</u> La Région Hauts-de-France a pris position contre le développement non maîtrisé de l'énergie éolienne. Le 28 juin 2018, en séance plénière, le Conseil Régional a adopté une délibération concernant le mix énergétique. J'ai réitéré, lors de l'adoption de cette délibération, notre volonté à encourager le développement d'autres EnR comme les énergies hydrolienne, hydraulique, solaire et de la méthanisation. Il ne s'agit pas de mettre fin à une source d'énergie propre mais d'en soutenir de nouvelles qui viendront en appui et qui permettront de ne plus avoir à développer davantage de parcs éoliens dans la Région. Copie à : - M. Yves BUTEL, Conseiller régional. - Mme Patricia POUPART, Conseillère régionale.
			- Atteinte au paysage et au cadre de vie - Nuisances sanitaires	Ce développement, non maîtrisé, entraîne des nuisances visuelles et sonores pour les riverains et dénature nos paysages, ce que je ne peux accepter. Aussi je souhaite vous faire part de l'opposition du Conseil Régional à la réalisation du projet d'implantation sur le territoire des communes d'Aumâtre et Frettecuisse.
02	Pref/02	Anonymisé	Avis défavorable Lettre type avec argumentaire généralisé	Lettre type adressée à Madame la Préfète ayant pour objet : « Rejet de l'implantation d'un nouveau parc éolien » Libellé commun de la lettre type : --- Effet d'encerclement des villages, pas de lignes de fuite sans éolienne. --- Nuisances visuelles avec les clignotements de partout de la tombée du jour. --- Implantation obtenue avec des dérogations sur les distances (Frettecuisse). --- Machine de 180 m implantée à 565 m des habitations ; la nouvelle loi préconisera 3,6 km, distance qui sera doublée si l'éolienne est visible des habitations. --- Dégradation des sols et des paysages régionaux pour une durée indéterminée.

				<p>--- Dégât majeur pour la faune : le rare busard Saint-Martin y niche, ainsi que l'Hypolaïs Ictérine, arabes passereaux au chant de rossignol, et plusieurs espèces de chiroptères.</p> <p>--- Aucune information sur le recyclage de ces mastodontes, son coût semble couper court à toute velléité d'en parler !</p> <p>--- Les humains ? Quelles conséquences sur les infrasons, vibrations de ces géants ?</p>
03	Préf/03	Société COLAS	<p>Avis favorable</p> <p>Retombées économiques, financières et sociales</p>	Notre société, spécialisée dans les travaux de terrassement, plate-formes de réseaux, emploie près de 300 personnes dans le département de la Somme. Une part importante de notre activité est liée au développement de l'énergie éolienne dans ce département. Pourquoi, en tant qu'employeur et entrepreneur du territoire, nous apportons notre soutien plein et entier à ce projet éolien. Il pourrait mobiliser 6 personnes pendant 5 mois environ.
04	Préf/04	BTTP 80132 Miannay	<p>Avis favorable</p> <p>Retombées économiques et sociales</p>	Notre société ayant son siège social dans la Somme est un acteur important dans le secteur des travaux publics. Nous employons 45 salariés en CDI, apprentis et intérimaires. L'activité liée à la construction de parcs éoliens dans ce département représente une part non négligeable de notre activité. C'est pourquoi, en tant que chef d'entreprise sur ce territoire, je souhaite vous faire part de mon avis favorable.
05	Préf/05	Anonymisé	<p>Avis défavorable</p> <p>Atteinte au paysage et au cadre de vie</p>	Ces éoliennes vont défigurer le paysage et perturber l'inquiétude de ce coin de France et de ses habitants.
06	Préf/06	Anonymisé	<p>Avis défavorable</p> <p>Atteinte au paysage et au cadre de vie</p>	Ces éoliennes provoquent des nuisances sonores, des nuisances visuelles (destruction du paysage de la région Picardie), destruction de la faune locale et enfin les risques sanitaires causés par leur proximité. Il faut maintenir la qualité de vie et la santé des habitants.

07	Préf/07	Anonymisé Habitant de Saint-Maulvis	Avis défavorable Enquête publique	Il est choquant de constater que l'enquête publique se déroule en pleine période de confinement.
			Atteinte au paysage et au cadre de vie	Les habitants de la région sont excédés par l'invasion massive d'éoliennes au mépris des conditions de vie des riverains et de la dégradation des paysages. Encerclement et saturation. Destruction de la cohésion sociale des villages.
			Intérêts catégoriels	Nous assistons au nom de l'écologie à des opérations financières qui ne profitent qu'à quelques uns.
08	Préf/08	Anonymisé Habitant de Saint-Maulvis	Avis défavorable Enquête publique	Il est choquant de constater que l'enquête publique se déroule en pleine période de confinement.
			Atteinte au paysage et au cadre de vie	Les habitants de la région sont excédés par l'invasion massive d'éoliennes au mépris des conditions de vie des riverains et de la dégradation des paysages. Encerclement et saturation. Destruction de la cohésion sociale des villages.
			Intérêts catégoriels	Nous assistons au nom de l'écologie à des opérations financières qui ne profitent qu'à quelques uns.
09	Préf/09	Anonymisé Andainville	Avis défavorable Nuisances à l'environnement humain	Ce nouveau projet va encercler le village d'Andainville et de Fresnoy-Andainville. Pollution visuelle, bruits, perturbation des oiseaux, ondes, accentuation des mauvais fonctionnements des téléphones et des téléviseurs. Non au projet de parc éolien d'Aumâtre et de Frettecuisse.
10	Préf/10	Anonymisé	Avis défavorable Mémoire 01	Document de 23 pages classé en mémoire Veuillez trouver ci-joint mes questions et remarques à propos de ce projet, plein de contradictions et surtout de mensonges.
11	Préf/11	Anonymisé	Avis défavorable - Atteinte au paysage et au cadre de vie - Nuisances sanitaires - Impacts sur l'environnement naturel - Démantèlement des parcs éoliens	Ce projet nous concerne directement puisque nous possédons une maison à proximité. Projet totalement déraisonnable tenant compte d'un territoire qui compte déjà 18 éoliennes à proximité immédiate de notre commune. Nuisances sonores et visuelles, destruction de la faune locale, qu'en est-il du démantèlement ? Faire miroiter un quelconque bénéfice pour les communes sans parler de la suite, du démantèlement, est malhonnête.

12	Préf/12	Anonymisé	Avis défavorable Lettre type avec argumentaire généralisé.	Lettre type adressée à Madame la Préfète : - Rapport peu intéressant entre le coût de l'installation et du démontage éventuel, les nuisances et la quantité d'énergie fournie. - Projet industriel en pleine campagne, nuisances visuelles avec les clignotements nocturnes, implantation obtenue avec des dérogations sur les distances par rapport à la route de Frettecuisse, machine de 180 m implantés à 565 m des habitations, dégradation des sols et des paysages régionaux pour une durée indéterminée, impacts négatifs sur l'attractivité touristique, dégâts majeurs pour la faune. Quelles conséquences pour les humains : les infrasons, les vibrations. - Dépréciation immobilière de la moitié du prix de vente.
13	Préf/13	Anonymisé	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	- Habitant d'Aumâtre. La commune est déjà impactée par les 12 éoliennes de Fresnoy-Andaiville, que nous entendons tourner...
			Intérêt écologique de l'énergie éolienne	- Les éoliennes ne sont pas écologiques (pales non recyclables), utilisation de métaux rares, travail sous-payé dans les pays producteurs. Fabriquées à l'étranger et transportées par des entreprises étrangères.
14	Préf/14	Anonymisé	Avis défavorable	Habitant d'Aumâtre opposé au projet d'Aumâtre et des alentours.
15	Préf/15	Anonymisé	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Ce projet industriel en pleine campagne avec ces éoliennes de 180 m de haut implantées à 565 m des habitations engendre une dégradation des sols et des paysages régionaux pour une durée indéterminée et peut avoir un impact négatif sur l'attractivité touristique.
16	Préf/16	Anonymisé	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Le paysage autour de Frettecuisse est déjà extrêmement envahi. Je ne suis pas anti éolien, mais un projet industriel comme cela en pleine campagne a un impact négatif sur l'attractivité touristique. Ces machines de 180 m sont implantées à 565 m des habitations ce qui est vraiment trop proche.
17	Préf/17	Anonymisé	Avis défavorable - Atteinte aux paysages et au cadre de vie - Intérêt écologique de l'énergie éolienne - impacts à	Je suis opposé à la création de parcs éoliens non loin de chez moi à Oisemont. Il y a déjà assez d'éoliennes dans les environs : elles gâchent le paysage, perturbent l'écosystème et les ondes radio et de télévision. Elles sont bruyantes... Elles dénaturent le paysage. Nuisances provoquées par l'ombre de pages sur les habitations, les routes et les chemins. Les éoliennes ne sont pas si écologiques que ça, les pales qui sont cassées ne sont pas recyclables et sont donc jetées. Les pannes coûtent cher.

			l'environnement humain	
18	Préf/18	Anonymisé	Avis favorable	Souligne l'intérêt esthétique des éoliennes, notamment comparaison avec les importantes lignes à haute tension. Avis favorable au projet d'éoliennes de Blancs Monts.
19	Préf/19	Anonymisé	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Ces éoliennes sont une véritable pollution visuelle. La nuit, c'est une guirlande rouge qui clignote. Arrêtons de défigurer nos campagnes et nos villages. Il faut aussi penser aux gens qui vivent au pied de ces mastodontes.
20	Préf/20	Anonymisé	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Non aux éoliennes sur Oisemont et ses environs, déjà trop nombreuses. Sur le parc de Saint-Mawent, 3 ou 4 sur 10 éoliennes sont toujours à l'arrêt avec un technicien à leurs pieds.
21	Préf/21	Anonymisé Habitant de Saint-Maulvis	Avis défavorable Enquête publique	- Il est choquant de constater que l'enquête publique se déroule pendant la période de confinement alors que les déplacements et les possibilités de s'exprimer démocratiquement en se rendant sur place sont limitées.
			Atteinte aux paysages et au cadre de vie	- Les habitants sont excédés par l'invasion massive d'éoliennes au mépris des conditions de vie des riverains de la dégradation des paysages. - Les éoliennes sont de plus en plus grandes ce qui accentue l'effet d'encerclement et de saturation visuelle.
			Intérêts catégoriels	- Au nom de l'écologie, nous assistons des opérations financières qui ne profitent qu'à quelques-uns et qui détruisent la cohésion sociale des villages.
22	Préf/22	Anonymisé Habitant de Saint-Maulvis	Avis défavorable	- Contribution identique à la n°21.

23	Préf/23	Anonymisé Airaines 80270	Avis défavorable	- Depuis une dizaine d'années, la région Hauts-de-France est le terrain de multiples projets éoliens. Reçus sans heurt taux début, la situation a changé : notre territoire en est saturé. Pourquoi devons-nous supporter les nuisances liées à 25 % du parc national ?
			Gestion des territoires	
			Contexte réglementaire des projets éoliens	- La hauteur des machines ne cesse d'augmenter, de 90 m de haut à 180 m et bientôt 220 m, et ce sans que la norme sur leur implantation n'ait évolué !
			Impact sur l'environnement naturel	- Dégâts majeurs pour la faune : 83 espèces d'oiseaux ont été observées dans le Bois DUCROQ. La Dame Blanche et la chouette Effraie. Ce rapace nocturne protégé depuis 1902 ne figure pas dans les études d'impact car il est revenu nicher pour la première fois dans une grange en 2020.
			Impacts à l'environnement humain	- Impacts négatifs sur l'attractivité touristique.
			Nuisances sanitaires	- Effets néfastes des infrasons, des vibrations sur la santé humaine.
24	Préf/24	Anonymisé Boulogne-sur-Mer	Distances implantation des éoliennes	- Trop proches des habitations.
			Avis défavorable	- Le projet éolien sur la commune de Frettecuisse va entacher ce beau et paisible environnement de la Vallée de la Somme que tant de citoyens aiment retrouver à l'occasion de week-end de détente.
			Impact sur l'environnement humain	
			Atteinte au paysage et au cadre de vie	- Le département compte déjà trop de ces fusées statiques qui enlaidissent le paysage et dont le rendement énergétique reste encore à prouver.
			Intérêts catégoriels	- Le Conseil Général de la Somme et ses habitants ne doivent pas tomber sous le charme de cette facilité financière proposée par les multinationales et doivent plutôt opter pour l'authenticité de l'écotourisme en plein essor.
25	Préf/25	Anonymisé	Avis défavorable	Avis défavorable à l'installation de nouvelles éoliennes dans la Somme.
26	Préf/26	Anonymisé	Avis favorable	Avis favorable au projet d'implantation d'éoliennes à Frettecuisse et Aumâtre. - Ce projet respecte les règles pour l'implantation des éoliennes (distances habitations, risques ICPE...).
			Intérêt énergétique des éoliennes	- Nous avons tout besoin d'électricité, donc il n'y a aucune raison de ne pas être d'accord.

27	Préf/27	Anonymisé	Avis défavorable - Impacts aux paysages et au cadre de vie - nuisances sanitaires	Contre l'installation de nouvelles éoliennes dans la région d'Oisemont déjà suffisamment impactée, et qui occasionnent des effets nocifs sur certains individus.
28	Préf/28	Anonymisé	Avis défavorable - Impacts aux paysages et au cadre de vie - nuisances sanitaires	Cela dénature le paysage et entraîne des nuisances visuelles et sonores.
29	Préf/29	Anonymisé	Avis favorable Intérêt écologique de l'énergie éolienne	Quelle surprise de voir des panneaux d'opposition au parc éolien de TOTAL ! TOTAL soit développé un parc éolien, c'est une bonne nouvelle ! Après avoir construit des raffineries, TOTAL construit maintenant des éoliennes. C'est à nous habitants de la Somme de faire notre part du travail de la transition écologique. Toutes ces actions mises bout à bout permettront de respecter les accords sur le climat. Je suis pour la transition énergétique et donc pour le projet d'Amâtre et Frettecuisse.
30	Préf/30	Anonymisé	Avis défavorable Impacts aux paysages et au cadre de vie	Sans être anti éolien, je souhaite m'exprimer contre le « tout éolien » et l'extrême densification des installations éoliennes dans le département de la Somme.
			- Nuisances sanitaires - Impacts à l'environnement humain	Professionnel de la presse touristique, journaliste mais aussi touriste, promeneur et randonneur à titre personnel, j'ai déjà vu trop de sites perdre leur charme et leurs attraits à cause d'implantation de trop d'éoliennes. Nuisances sonores et visuelles auront tôt fait de chasser le touriste venu chercher le calme et l'attrait de la région. Trop d'éolien tue l'éolien, voire l'homme : être encerclé par ces engins ne peut pas être sans influence négative sur les habitants.
			Impact sur le milieu naturel	L'impact sur faune locale me semble plus important que les rapports officiels ne veulent bien nous le dire. Il y a notamment une nouvelle nidification de la chouette Effraie sur la commune de Frettecuisse, absente des rapports.

31	Préf/31	Anonymisé 80140 Oisemont	Avis défavorable Distance d'implantation des éoliennes	Je suis défavorable à ces implantations multiples trop proches des habitations et des voies routières. Leur hauteur gigantesque, sans compter la dimension des pales défigurent notre région. Opposition portant sur les deux projets en cours : Frettecuisse - Aumâtre, et Fontaine-le-Sec - Forceville-en-Vimeu.
			Impact sur le patrimoine culturel	La commune d'Oisemont compte une tour classée aux monuments historiques.
			Gestion des territoires	Le département de la Somme est malheureusement le premier en termes d'implantation. Il atteint les 40 % en nombre d'éoliennes (960) sur le total existant en Picardie. Les trop nombreuses éoliennes de la Région Hauts-de-France produisent déjà plus de 3500 MW sur les 15 000 MW que fournissent les éoliennes en France actuellement. Trop, c'est trop !
32	Préf/32	Anonymisé	Avis défavorable	Opposé au projet éolien dit de Blancs Monts sur les communes de Frettecuisse et Aumâtre.
33	Préf/33	Anonymisé	Avis défavorable Retombées économiques, financières et sociales	Refus du projet d'implantation d'éoliennes près de mon domicile à Aumâtre. Sous prétexte d'un projet pour l'écologie, les communes se battent pour l'obtention d'éoliennes dans un seul but de rentrée d'argent.
			Nuisances sanitaires	Il y a déjà suffisamment de ces mâts et depuis mon domicile j'entends déjà celles de Fresnoy Andainville, donc je serais beaucoup plus gêné par celles d'Aumâtre, sans compter l'impact sur la faune.
34	Préf/34	Anonymisé Aumâtre 80	Avis favorable Intérêt écologique de l'énergie éolienne	Habitant de la commune d'Aumâtre, je tenais à exprimer mon avis dans le cadre de l'enquête publique : l'éolien est une source d'énergie propre et adaptée à notre territoire.
			Dossier	J'ai pu consulter le dossier, les enjeux du projet sont clairement expliqués, je suis favorable à ce projet et à l'implantation sur la commune d'Aumâtre.
35	Préf/35	Anonymisé	Avis défavorable Lettre type avec argumentaire généralisé.	<ul style="list-style-type: none"> - Effet d'encerclement des villages, - Projet industriel en pleine campagne, - Nuisances visuelles avec clignotement la nuit, - Machine de 180 m implantés à 565 m des habitations, - Dévaluation des biens immobiliers - Dégradation des sols et des paysages,

				<ul style="list-style-type: none"> - Impacts négatifs sur l'attractivité touristique, - Dégâts majeurs pour la faune : Dame Blanche et chouette Effraie. - Nuisances sur la santé humaine.
36	Préf/36	Anonymisé	Avis défavorable	Avis défavorable
37	Préf/37	Anonymisé	Avis défavorable	<ul style="list-style-type: none"> - Mail en soutien du Comité contre les éoliennes du Vimeu. - L'éolien ne remplacera pas le nucléaire, ne rêvons pas ! - Massacre de nos bocages, nos paysages, notre faune et notre flore. - Tout cela au profit de quelques-uns ou de société.
38	Préf/38	Anonymisé	Avis défavorable Lettre type avec argumentaire généralisé.	<ul style="list-style-type: none"> - Effet d'encerclement des villages, - Projet industriel en pleine campagne, - Nuisances visuelles avec clignotement la nuit, - Machine de 180 m implantés à 565 m des habitations, - Dévaluation des biens immobiliers - Dégradation des sols et des paysages, - Impacts négatifs sur l'attractivité touristique, - Dégâts majeurs pour la faune : Dame Blanche et chouette Effraie. - Nuisances sur la santé humaine.
39	Préf/39	Anonymisé	Avis défavorable Lettre type avec argumentaire généralisé.	<ul style="list-style-type: none"> - Effet d'encerclement des villages, - Projet industriel en pleine campagne, - Nuisances visuelles avec clignotement la nuit, - Machine de 180 m implantés à 565 m des habitations, - Dévaluation des biens immobiliers - Dégradation des sols et des paysages, - Impacts négatifs sur l'attractivité touristique, - Dégâts majeurs pour la faune : Dame Blanche et chouette Effraie. - Nuisances sur la santé humaine.
40	Préf/40	Anonymisé	Avis défavorable - Impacts aux paysages et au cadre de vie - Impacts sur l'environnement humain	<p>Être encerclé par ces engins plus hauts que la plupart des immeubles de ville, en campagne, ne peut pas être sans influence négative sur les habitants et la nature. L'impact sur les habitants et la faune locale me semble plus important que les rapports officiels ne veulent bien nous le dire.</p> <p>Il y a notamment une nouvelle nidification de la chouette Effraie sur la commune de Frettecuisse.</p>

41	Préf/41	Anonymisé Royaume-Uni		- Contribution identique à la contribution n° 23.
42	Préf/42	Anonymisé	Avis défavorable - Atteinte aux paysages et au cadre de vie - Nuisances sanitaires	- Habitant d'Aumâtre depuis 30 ans : Trop d'éoliennes autour de nous, qui défigurent le paysage et causent des nuisances aux riverains.
			- Intérêts catégoriels - Intérêt économique de l'énergie éolienne	- Cela ne rapporte rien puisque nos factures d'électricité ne cessent d'augmenter. - A qui profite cette manne financière ? Pas aux abonnés.
43	Préf/43	Anonymisé	Avis défavorable Intérêts catégoriels	Nous écrivons notre désaccord concernant les projets d'installations d'éoliennes sur Fontaine-le-Sec et Forceville-en-Vimeu, et Aumâtre Frettecuisse. Il est temps que les propriétaires appâtés par l'argent de ces organismes arrêt de louer leurs terres et casse notre tranquillité.
			Gestion des territoires	Pourquoi une telle densification sur le territoire ?
			Intérêt économique de l'énergie éolienne	- Les parcs déjà installés dénaturent notre région, pour un bénéfice minime pour nous les habitants. - L'éolien devrait apporter aux habitants des baisses d'impôts, l'amélioration de structure, au contraire elles apportent une baisse de la valeur immobilière de nos biens.
			Prise en compte de l'avis des élus et de la population	Les maires ne disposent que d'un pouvoir facultatif lors de débat conseil municipal, seul le préfet décide du permis de construire.
44	Préf/44	Anonymisé	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Bien que partisan par principe des énergies renouvelables, je m'élève contre la construction trop inclusive d'éoliennes gigantesques dans notre secteur du Vimeu. - Si des dizaines et des dizaines d'éoliennes ont été acceptées au début sur le plateau, aujourd'hui le territoire en est saturé.

				<p>Dans un rayon de 25 km autour de la zone du projet, il y a déjà 56 parcs en fonctionnement, plus 12 parcs autorisés, non encore construits et 16 parcs en cours d'instruction. Au total 350 éoliennes. Cela est suffisant !</p> <p>- Le territoire du Vimeu fait partie d'une zone de paysages emblématiques.</p>
			Contexte réglementaire des projets éoliens	<p>Une éolienne de 162,5 m de haut prévue à 515 m des habitations, une autre de 180 m de haut prévue à 665 m des habitations.</p> <p>Pour une éolienne haute de 100 m, c'était déjà 500 m de distance de sécurité. La norme d'implantation n'a pas évolué.</p>
			Impact sur le milieu humain	Ces éoliennes ont également un impact sur la baisse de l'immobilier environnant.
			Étude de dangers	Ces éoliennes sont trop proches de la route, sans respect des distances de sécurité préconisées.
			Impact sur l'environnement naturel	- Le paysage et la faune seraient affectés. Implantation totalement anarchique qui va entourer le bois Ducroq, menaçant des espèces sera, protégées, comme les chauves-souris, la chouette Effraie et le busard st-Martin.
			Impact sur le patrimoine culturel	Nos villages présents des édifices de qualité autour d'église protégées.
45	Préf/45	Anonymisé	Avis défavorable	- Contre ce projet qui vient saccager notre territoire ;
				- Qui vient alourdir la charge sur les finances par toutes les taxes liées à cette nouvelle énergie aléatoire et fragile, qui vient alourdir notre bilan carbone par la fabrication de tous les éléments composant ces machines ;
				- Par ces machines qui ne favorisent que l'emploi d'étrangers, et enrichir des fonds de pension chinois ou américains ;
				- Contre ces engins que nous pourrions recycler avec les 50 000 € cautionnés par les entreprises au capital de quelques centaines d'euros ;
				- Contre ces machines dont les socles de 1500 t de béton resteront dans le sol malgré les dires de certains car ces gens non propriétaires de l'espace achèteront les fermiers pour qu'il conserve cette masse de béton ;
				- Contre ces machines qui tuent oiseaux et chauves-souris ;
				- Contre ces gens qui implantent près des bois, qui vont s'affranchir des règles Eurobats ;
				- Qui vont s'affranchir des arrêtés du département comme dans l'Oise où la règle de deux fois la hauteur du mât et des ailes par rapport au domaine public n'est pas respectée car d'après cette règle ne les regarde pas ;
				- Ces gens se permettent tout et n'importe quoi car ils savent bien que les

				contrôles que doit faire la DREAL ne le sont qu'avec parcimonie par manque de personnel ;
46	Préf/46	Anonymisé	Avis défavorable Lettre type avec argumentaire généralisé.	- Je ne suis pas contre les éolien mais je tiens exprimer un avis défavorable pour le projet d'implantation des Blancs Monts ; Lettre-type.
47	Préf/47	Anonymisé	Avis défavorable	Depuis plus de 20 ans, nous visitons nos proches de la région de Frettecuisse et Aumâtre. Nous avons vu s'ériger de très nombreuses éoliennes le long de la route d'Hornoy-le-Bourg à Oisemont. Le site projeté est trop proche des habitations. Ces éoliennes géantes de 180 m de haut causeront de nombreux dégâts : sur la santé des habitants, des animaux et des effets dévastateurs...
48	Préf/48	Anonymisé	Avis défavorable	Avis défavorable au projet.
49	Préf/49	Anonymisé	Avis défavorable Lettre type avec argumentaire généralisé.	- Saturation du territoire. Pourquoi devoir supporter les nuisances liées à 25% du parc national ? Habitante du Vimeu.
50	Préf/50	Anonymisé	Avis défavorable	Formulaire non complété : Moi, Propriétaire de la maison sis, à Aumâtre, marque mon opposition aux projets visant l'implantation de nouvelles éoliennes (notamment le parc éolien de Blancs Monts et d'autres projets futurs). La région possède déjà un grand nombre d'éoliennes et a déjà participé à l'effort national contre le réchauffement climatique. De nouvelles éoliennes détruiraient irrémédiablement le paysage de la région et impacteraient la qualité de la vie des habitants mais aussi la valeur du parc immobilier dans une région déjà pauvre. Dans l'espoir de voir ces projets destructeurs abandonnés.
51	Préf/51	Emanuel MAQUET Député de la Somme	Avis défavorable Intérêts catégoriels	- Opposition à la réalisation de tout nouveau projet d'implantation éolienne sur le territoire du département de la Somme et de la région des Hauts-de-France. Ce nouveau projet de parc éolien, sur un territoire déjà saturé, symbolise à lui seul la part sombre du développement de cette filière dans notre pays. - D'un côté, des investisseurs qui, intéressés par les tarifs subventionnés et la garantie de 20 ans offerte par l'État, spéculent sans état d'âme au détriment de nos paysages.

			Retombées économiques, financières et sociales	De l'autre, des élus locaux qui sans autre solution, peuvent voir dans l'arrivée d'éoliennes sur leur territoire une ressource permettant de compenser les pertes de dotation qu'ils observent depuis des années et qui impactent toujours plus la vie de leurs administrés.
			Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Des habitants qui subissent ce développement anarchique et se retrouvent parfois totalement encerclés par ces machines.
			Gestion des territoires	Le département de la somme représente à lui seul 15 % de la puissance éolienne du pays, avec près de 1000 mâts installés ou en cours d'installation. Ce territoire a donc largement contribué aux objectifs nationaux sur l'éolien !
			Nuisances sanitaires	Les conséquences environnementales, sanitaires et économiques du déploiement tous azimuts de l'éolien dans notre pays interrogent de plus en plus. Ce n'est pas un hasard si 07 projets éoliens sur 10 font actuellement l'objet d'un recours devant la juridiction administrative. Cette marche forcée doit cesser et cette filière doit être repensée en prenant notamment en compte le désenchantement de toutes celles et de tous ceux qui en subissent les conséquences.
52	Préf/52	Anonymisé	Avis défavorable Mémoire 04	Contribution de 6 pages et 7 pièces jointes. Je participe à cette enquête publique car je suis obligée de vivre depuis février 2017 à 750 m d'une éolienne de 120 m de hauteur et je ne souhaite à personne d'habiter à proximité d'un parc éolien. Toutes les plaintes déposées ont été classées sans suite... Dépréciation immobilière des habitations jusqu'à 30 %. <u>Stop aux subventions pour l'éolien :</u> Le tarif de rachat de l'électricité produite par les éoliennes terrestres ne devrait pas être fixé à 82 € le mégawatt heure, ni sur une durée de 15 à 20 ans, mais être fixé un prix maximum de 45 € mégawatts heure sur une durée de 10 ans, renouvelable est révisable après cette échéance : plus d'aligner les prix d'achat d'électricité à toutes les filières et surtout d'alléger la facture d'électricité des consommateurs en supprimant les taxes sur les énergies renouvelables.

				<p><u>Diverses remarques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Encore un projet où l'argent est privilégié au détriment de l'environnement, de la biodiversité, de la santé de riverains et des animaux. - Cite le cas d'un parc éolien situé en Loire-Atlantique. - L'installation d'éoliennes terrestres ou off-shore d'une catastrophe écologique. - L'Académie de médecine recommande depuis 2006 les distances de plus de 1500 m entre les éoliennes et les habitations afin de réduire la nocivité du bruit éolien. - Cite le rapport d'un physicien suisse Jean-Bernard JEANNERET. - Cite de nombreux ouvrages dénonçant le scandale de éolien.
53	Préf/53	Anonymisé 80140 Arguel	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Saturation paysagère.
			Distance implantation des éoliennes	<p>- Pourquoi les administrés de la CC2SO ne sont-ils pas traités sur un pied d'égalité en matière d'éolien ?</p> <p>Les PLUi des anciennes Communautés de communes CC2SO et Conty sont terminées prévoit que les éoliennes doivent se situer à au moins 1000 m des habitations les plus proches tandis que celui de l'ancienne communauté de communes d'Oisemont bien que démarré simultanément entraînant longueur et les toujours pas effectifs. Les responsables de la CC2SO attendraient la réalisation des projets éoliens en cours sur Oisemont qu'on ne s'y prendrait pas autrement ! Pendant ce temps-là cela permet aux promoteurs éoliens d'appliquer la réglementation nationale (500 m).</p>
			Impact sur le milieu naturel	<p>Pourquoi les éoliennes du projet encerclent-elles un bois (Ducroq) ?</p> <p>Il est situé sur un corridor migratoire emprunté par l'avifaune et les chiroptères entre la vallée de la Somme et celle du Liger et de la Bresle. Ces vallées restent sur notre département des refuges pour la biodiversité particulièrement mise à mal par l'éolien.</p>
			Dossier	<p>Pourquoi le dossier ne tient-il pas compte des projets Les Mottes-Le Havettes sur Aumâtre, Cannessières, et Fontaine-le-Sec autorisé par le juge fin janvier dernier et passe sous silence les autres projets en cours de notre région.</p>
			Dossier	<p>Pour le rendre plus facilement acceptable, il minimise le nombre des éoliennes du parc voisin actuel d'Andainville, Arguel et Saint-Maulvis qui comprend 18 éoliennes mais n'en relève que 16.</p>

			Intérêts catégoriels	Pourquoi le montant exorbitant de l'indemnité versée par l'exploitant éolien aux propriétaires fonciers et exploitants agricoles n'est-il pas rendu public ? Sûrement pour cacher au plus grand nombre ce montant exorbitant d'environ 10 000 € pour une éolienne qu'il se partage à 50/50 parfois nettement plus ce qui représente le prix moyen pour l'achat d'un hectare de terre libre d'occupation. Bien sûr, il s'agit d'un contrat privé, mais l'argent qu'ils perçoivent provient des différentes taxes que nous supportons pour financer l'éolien.
			Conflit d'intérêt	Pourquoi dans le projet, le tableau intitulé « Maîtrise foncière » pourtant obligatoire ne figure-t-il pas ? Le porteur du projet voudrait cacher au public le nom des personnes accueillant ces éoliennes qu'il ne s'y prendrait pas autrement. - Les beaux-parents de Madame le maire de Frettecuisse ont une éolienne sur leurs terres, que son mari les exploite par société agricole interposée, et qu'elle participe à toutes les délibérations municipales. - Même chose sur Aumâtre, le maire, un adjoint et des conseillers municipaux propriétaires accueillent des éoliennes sur les terres dont ils sont propriétaires ou qu'ils exploitent et participent aux délibérations correspondantes. - La comparaison des délibérations laisse planer une forte suspicion de faux en écriture publique ! - Dans le projet Les Mottes-Les Havettes, le maire d'Aumâtre aux conseillers ont également des éoliennes. - L'intervenant demande au commissaire enquêteur de procéder à une enquête sur ce thème du conflit d'intérêt, et de la validité des délibérations.
54	Préf/54	Anonymisé	Avis défavorable Nuisances sanitaires	- saturation visuelle et paysagère. - Nuisances sanitaires (bruits, vibrations...) L'Académie de médecine dans son rapport du 3 mai 2017 demande que l'on cesse de déroger au code de la santé publique. Je demande donc de prendre en considération de s'assurer que chaque éolienne se trouve suffisamment éloignée des habitants afin de ne pas nuire leur santé.
55	Préf/55	Anonymisé	Avis défavorable	- La faune, la flore et tous les êtres humains à proximité de ces éoliennes sont mis en danger. - Nuisances visuelles, dégradation des paysages, - Nuisances sonores - Impact considérable sur la nature des animaux et la biodiversité.

			Intérêt énergétique des éoliennes	<ul style="list-style-type: none"> - L'utilisation d'énormément de matériaux non écologiques pour l'installation. - Une somme d'argent importante pour le démantèlement. - Le non recyclage des différentes parties lors de ce même démantèlement. <p>Tout cela pour une production minime d'électricité ! La Picardie est envahie d'éoliennes, la région a déjà mit sa pierre à l'édifice. Nous produisons 125 % de notre consommation d'électricité. C'est assez, maintenant Trop c'est trop.</p>
56	Préf/56	Anonymisé	Avis défavorable Distance d'implantation des éoliennes	Un tel projet aussi près des habitations est tout simplement impensable. Comment un être sensé peut-il imaginer ce projet possible ?
57	Préf/57	Anonymisé	Avis défavorable Distance implantation des éoliennes	- Les éoliennes sont trop proches des habitations.
			Atteinte aux paysages et au cadre de vie	- Les communes de Fresnoy-Andaiville, Andainville, Saint-Maulvis, de Fresnoy et Arguel possède déjà un total de 18 éoliennes sur leur territoire ; Le tout dans une zone de 3,8 x 1 km.
			Intérêt énergétique de l'énergie éolienne	Je doute de l'intérêt réel des projets éoliens dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour le développement d'énergies renouvelables, dans la mesure où ces installations sont assez peu productives en comparaison avec d'autres sources d'énergies et ou je doute de la capacité réelle à remettre les parcelles en état à la fin de l'exploitation des sites.
58	Préf/58	Anonymisé	Avis défavorable Procédure de concertation	Se déclare opposé au projet.Habitant de Fresnoy-Andaiville. Les habitants n'ont pas été consultés durant la phase préparatoire du projet.
			Impact sur l'environnement naturel	Dans le projet de Blancs Monts, le bois Ducroq est totalement sacrifié.
			Nuisances sanitaires	Nuisances diverses sur la santé liées à la proximité des éoliennes.

			Retombées économiques, financières et sociales	Je trouve pitoyable de voir la Communauté de communes de Somme Sud-ouest de donner son accord à tous les projets éoliens et cela pour obtenir des compensations financières malgré les nuisances pour les habitants.
59	Préf/59	BOURGOIS Colette Présidente de l'association Asen Fresneville Liger Mémoire 8	Avis défavorable Réponse globale demandée dans le cadre du mémoire 8	- Contribution sur de 14 pages et 05 pages d'annexes. <u>Thèmes abordés :</u> 1) Un projet de trop dans un secteur saturé. 2) l'impact environnemental. 3) l'impact sur l'avifaune et les chiroptères. 4) Le patrimoine et les paysages. 5) L'évaluation des dangers. 6) Les impact sur la santé humaine. 7) La dévalorisation du patrimoine. 8) Des élus compromis. 9) une population hostile à tout nouveau projet. <u>Annexes :</u> 1) délibération du conseil municipal de Frettecuisse du 5 avril 2017. 2) délibération du conseil municipal d'Aumâtre du 30 juin 2015. 3) délibération du conseil municipal d'Aumâtre du 13 mai 2016.
60	Préf/60	Anonymisé Pays-Bas	Avis défavorable. Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Formulaire non complété : La famille..... à Frettecuisse ou je passe souvent mes vacances et passe-temps, me raconter des plans d'un projet industriel d'implantation de six éoliennes à 500 m de chez eux. Le paysage est extrêmement envahi, est encerclé par les éoliennes. Je ne suis pas anti éolien. De ce projet aura un impact négatif sur l'attractivité touristique
61	Préf/61	Anonymisé	Avis défavorable - Atteinte aux paysages et au cadre de vie - Intérêt énergétique des éoliennes - Démantèlement des parcs éoliens	Nous sommes déjà encerclés par 350 éoliennes sur un rayon de 25 km, mais les projets ne cessent de se multiplier ! Sous prétexte d'énergie propre, on vient seulement gâcher le paysage et nuire à l'environnement proche Le secteur éolien ne concerne que 7,2 % de la consommation électrique française à la fin de l'année 2019. Les éoliennes sont trop proches des habitations. Que deviendront-elles une fois hors d'usage ? Elles pourriront dans les champs. Quelques éoliennes par-ci par-là, oui. Mais pas un parc à perte de vue détruisant tout le charme de nos territoires.

62	Préf/62	Anonymisé	Avis défavorable Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Contre l'implantation d'un parc éolien sur la commune où je réside. Trop proches des habitations, trop hautes, trop d'éclairage nocturne, trop de bruit. C'est la mort du village. C'est la fin de la faune sauvage autour et dans le bois Ducroq.
63	Préf/63	Anonymisé	Avis défavorable - Intérêt énergétique des éoliennes - Démantèlement des parcs éoliens	Habitant de Fresnoy-Andainville, puis directement concerné pour le projet de Blancs Monts. Le paysage sera dénaturé. La production d'électricité des éoliennes est faible quand bien même les éoliennes fonctionnent au maximum de leur capacité, ce qui est rarement le cas. À cela s'ajoute la durée de vie faible des éoliennes qui finissent par créer des cimetières éoliens comme en Allemagne. La fin de vie des éoliennes soulève un dernier point venant ternir l'image de l'éolien : Ces cimetières seront rarement démontés puisque l'installation de ces parcs se fait par des entreprises dont la durée de vie est inférieure à celle de leurs produits.
64	Préf/64	Anonymisé	Avis défavorable - Atteinte aux paysages et au cadre de vie	Pièce jointe : un document de 34 pages intitulé « Léolien industriel - Une imposture écologique - Un scandale financier ». J'ai habité à Frettecuisse pendant une douzaine d'années. A mon arrivée dans la région, les seules éoliennes étaient celles de Nibas. Ces fermes éoliennes constituent une pollution lumineuse importante. Cet envahissement par les éoliennes toujours plus grandes sous de faux motifs énergétiques ou climatiques, mais en fait pour faire fonctionner un secteur économique, est de ce point de vue de la qualité du paysage également une destruction. Je m'associe aux habitants actuels pour m'opposer à ce développement, et exiger un moratoire une véritable prise en compte de l'avis des populations.
65	Préf/65	Bénédicte Leclerc de Hautecloque Coste Présidente de l'association samarienne de défense contre les éoliennes industrielles	Avis défavorable Dossier	Ce projet est une injure l'environnement. La SASU WP France 20 utilise des machines allemandes Siemens. Le 19 juillet 2019, il y a près de deux ans, Madame la Préfète de la Somme a refusé de projet sur Aumâtre et ses environs. Ce refus a permis aux services instructeurs, sous la pression du promoteur, de ne pas citer les deux projets (Les Mottes-Les Havettes) dans l'étude environnementale et ainsi, de ne pas conclure la saturation pour pas évidente. En conséquence les soubassements de l'enquête publique sont donc tout

			<p>- Atteinte aux paysages et au cadre de vie</p> <p>- Données techniques de fabrication et d'implantation des éoliennes</p>	<p>simplement mensongers.</p> <p>La réalité est qu'il y a aujourd'hui sur un petit territoire autour de Aumâtre quatre projets avec 18 éoliennes.</p> <p>Le jugement de Luynes à Airaines du 26 novembre 2020 reconnaît ce phénomène de saturation.</p> <p>L'audit réalisé par les services de la DREAL sur la situation de l'éolien dans les Hauts-de-France reconnaît la saturation autour d'Airaines : « ces paysages constituent des respirations paysagères à préserver ».</p> <p>La saturation et de fête. Dans la somme, près de 2000 machines éoliennes industrielles sont autorisées.</p> <p>Les machines sont construites à l'étranger. Tout au plus, une dizaine d'emplois créés pendant les travaux et quelques cafés pris au café du coin, plus quelques chambres d'hôtes habitées !</p> <p>Un taux de charge de 20 % qui produit une électricité dont nous n'avons pas besoin réalité, puisque nous avons déjà en France une électricité zéro carbone.</p>
66	Préf/66	Anonymisé	Avis favorable	<p>Je suis né à Frettecuisse, je suis habitante de Frettecuisse, je suis attaché avant tout à mon territoire.</p> <p>Je vis au quotidien avec la nature de par mon métier.</p> <p>Passionné par la chasse, garant de sa faune et de sa flore.</p> <p>Je suis donc favorable à ce projet.</p>
67	Préf/67	Cabinet d'avocats Spécialiste en droit public et en droit de l'environnement 34000 Montpellier Mémoire 9	<p>Avis défavorable</p> <p>Réponse demandée dans le cadre des l'ensemble des documents constituant le mémoire 9 de Préf/67 à 71.</p>	<p>Le Cabinet d'avocats intervient en qualité de conseil de M.C.</p>
67	Préf/67 bis			<p>Annexes à l'observation de M.C.</p> <p>Pièce 67A : Document de 24 pages sous la signature de Philippe AUDOUIN.</p> <p>Monsieur C. est propriétaire du château de à proximité du projet faisant l'objet de l'enquête publique en mairie de Frettecuisse et Aumatre.</p>

				<p>1) sur les phénomènes de saturation et d'encerclement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etat du contexte éolien dans la région des Hauts-de-France et dans le département de la Somme. <p>Citation de nombreuses décisions de justice en relation avec des motifs de refus ou d'annulation d'une autorisation concernant un parc éolien.</p> <p>2) Sur le défaut de sincérité du dossier soumis à l'appréciation du public</p> <p>Souligne l'étude d'impact ignore tout autant les deux parcs comportant chacun quatre éoliennes projetées par la Société d'exploitation du parc éolien Les Havettes et Les Mottes, autorisés le 26 janvier 2021 par la Cour administrative d'appel de Douai.</p> <p>3) Sur l'impact du projet sur les chiroptères et l'avifaune</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evocation de l'avis de l'autorité environnementale. - A la lecture de la réponse de la société WP France 20 à l'avis de l'autorité environnementale, force est de constater que celui-ci n'a en fait donné aucune suite effective aux remarques de l'autorité environnementale : le projet soumis à enquête publique ne comporte en fait aucune mesure efficace d'évitement, de réduction et de compensation. <p>De même, la société a refusé de donner suite à la demande de l'autorité environnementale l'invitant à éviter en priorité l'implantation d'éoliennes à proximité du Bois Ducroq.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il y a lieu de constater l'absence de toute démarche « Eviter, réduire, compenser » effective qui ne pourra en fait donner lieu qu'à une décision de refus. - L'intégration du projet dans son environnement et en réalité aucunement prise en compte par le dossier soumis à enquête publique. <p>Pièces jointes 1 à 9.</p> <p>Pièce 67 bis A – Document de 24 pages</p> <p>Document identique au précédent mais faisant référence en dernière page aux pièces jointes 1 à 11.</p>
68	Préf/68			Le Cabinet d'avocats intervient en qualité de conseil de M.B.

68	Préf/68bis			Annexes à l'observation de M.B.
69	Préf/69 Annexe 1			<ul style="list-style-type: none"> - Annexe 1 : Localisation des oparcs de CITERNE et d'AUMATRE – FRETTECUISSSE (plan) - Annexe 2 : Extrait du site Internet somme.gouv.fr des services de l'État dans la Somme faisant état d'une prorogation de l'autorisation environnementale concernant le parc de CITERNE (Permis de construire délivré le 13 novembre 2009 à la société RDE). - Annexe 3 (quatre pages) Arrêté de la cour d'appel administrative de Douai du 26 janvier 2021.
70	Préf/70			<p>Envoi des pièces 1 à 4</p> <ul style="list-style-type: none"> - Annexe 1 (document de 5 pages) Demande d'un moratoire sur la prolifération des éoliennes par des élus de la somme, en date du 14 mai 2018 transmis au ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. - Annexe 2 (1 page - un graphique) Contexte éolien en Hauts-de-France au 07 octobre 2019. - Annexe 3 (2 pages) Eoliennes : l'État se penche sur la saturation des Hauts-de-France. - Annexe 4 (7 pages) Arrêté préfectoral portant refus de l'autorisation unique (Warlus) du 3 octobre 2018. - Annexe 5 (1 page – un graphique) Identique à annexe 2.
71	Préf/71 Annexe			<p>Envoi de fichiers lourds.</p> <ul style="list-style-type: none"> - P1 : Demande d'un moratoire sur la prolifération des éoliennes par des élus de la somme, en date du 14 mai 2018 transmis au ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Identique à annexe 1. - P4 - Arrêté de refus du 3 octobre 2018 à Warlus du 3 octobre 2018 Déjà transmis en annexe 4. - P8- Demande de Moratoire : vœux déposés par les élus du groupe uni pour la somme pour un moratoire sur l'éolien dans la Somme. Réunion du Conseil départemental des 26 et 27 avril 2021 (3 pages).

				<ul style="list-style-type: none"> - P3- Article saturation l'État se penche sur la saturation des Hauts-de-France. Identique à annexe trois - P4- Décompte d'éoliennes pour la région Hauts-de-France au 7 octobre 2019. Identique à annexe 2 et anexe 5. - P5- Arrêté de refus du 22 décembre 2020 à Quesnoy-sur-Airaines du 22 décembre 2020 (7 pages).
--	--	--	--	---

Titre 3 – Analyse des réponses du maître d'ouvrage et positions du commissaire enquêteur

I - L'enquête publique et le dossier

Enquête publique	<ul style="list-style-type: none"> - Pourquoi l'enquête publique se déroule-t-elle en plein confinement sanitaire ? - La période de confinement limite les possibilités de déplacements en se rendant dans les mairies. - Rien n'a été mis en place pour informer correctement les habitants. 	Fret/2
<p>Réponse du Maître d'ouvrage</p> <p>Le dossier de Demande d'Autorisation Environnementale (DAE) a été jugé recevable par les services instructeurs le 29 janvier 2021. S'en suit systématiquement dans la procédure d'instruction, une phase d'enquête publique. La Préfecture décide et impose les dates qui l'encadre, soit pour notre projet du 8 avril au 11 mai 2021 inclus. L'arrêté Préfectoral fixant les dates de l'EP est paru le 22 Février 2021 alors que l'annonce du 3^{ème} confinement a eu lieu le 31 Mars 2021.</p> <p>Contrairement à la période du premier confinement, aucune disposition réglementaire n'a été prise pour suspendre ou reporter les enquêtes publiques en cours. L'enquête publique relative au projet éolien de Blancs Monts s'est donc déroulée conformément aux dispositions réglementaires.</p> <p>L'affichage réglementaire a été mis en place dans les communes situées dans un rayon de 6km autour du projet, le 3^{ème} confinement permettait de se déplacer dans un rayon de 10km autour de son domicile. Les permanences en mairies d'Aumâtre et de Frettecuisse se sont effectuées dans le respect des gestes barrières.</p> <p>Par ailleurs, il a également été possible de participer de manière dématérialisée par courrier et par mail. Le dossier étant consultable via l'adresse « https://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions ».</p> <p>Concernant la publicité relative à l'enquête publique, l'affichage réglementaire a été respecté et constaté par un huissier de justice :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parution dans des journaux locaux le 23 mars 2021 et le 13 avril 2021 (« Courrier Picard » et « Picardie La Gazette »). - Affichage de l'avis d'enquête publique sur les panneaux des mairies situées dans un rayon de 6km autour du site d'implantation (41 communes). - 9 panneaux d'avis d'enquête publique ont été implantés autour du site selon la configuration ci-dessous. Les emplacements sont situés sur les parcelles d'implantation du projet et sur les grands axes de circulations. 		



- Le site internet du projet « <http://parc-eolien-blancsmonts.info> » mentionne, en première page, la tenue de l'enquête publique et les dates associées.
- Le site de la préfecture de la Somme annonce l'EP et recense l'intégralité des éléments du dossier.
- Un flyer a été distribué par les soins de la mairie de Frettecuisse pour informer les habitants de la tenue de l'enquête publique.

Position du commissaire enquêteur

- L'enquête publique s'est déroulée conformément aux dispositions réglementaires prescrites dans le code de l'environnement.
 - 223 contributions ont été déposées pendant l'enquête publique dont 152 dans les registres des mairies d'Aumâtre et de Frettecuisse.
 - Le rassemblement organisé le samedi 24 avril 2021 a réuni 110 personnes devant la mairie d'Aumâtre. Cet événement a fait l'objet d'une couverture médiatique.
 - L'enquête publique a donc été marquée par une participation active du public qui a également pu s'exprimer par voie dématérialisée sur le site Internet de la Préfecture. 71 contributions y ont d'ailleurs été déposées.
 - Une procédure de concertation avait été menée par le pétitionnaire auprès des habitants d'Aumâtre et de Frettecuisse à partir de juin 2015.
- En conséquence : L'objet de la thématique ne donne pas lieu à un positionnement particulier, et la réponse est jugée satisfaisante.

Dossier	<ul style="list-style-type: none"> - Qui vérifie le dossier posté sur Internet ? - Qui vérifie que tous les documents et toutes les informations qui doivent être remis sont bien présents ? - Qui vérifie que les données que donne Total sont exactes ? - Qui vérifie qu'il n'y a pas eu de prise illégale d'intérêts ? - Où sont les données relatives aux capacités financières du projet ? - Les cartes du dossier sont périmées, insuffisamment renseignées, et présentent des erreurs. - Les photomontages sont irréalistes. 	Fret/2
----------------	--	--------

Réponse du Maître d'ouvrage

La préfecture de la Somme se charge de publier tous les éléments du dossier sur internet et vérifie son exactitude.

Les services instructeurs de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement) et de la Préfecture sont chargés de vérifier la complétude du dossier. Dans le cas du projet Blancs Monts, le dossier a été jugé recevable (et donc complet) le 29 Janvier 2021.

La société porteuse du projet ne réalise pas elle-même les études mais missionne des sociétés externes et indépendantes. Les services instructeurs vérifient les données transmises et peuvent exiger des modifications / ajouts dans le dossier, notamment lors de la demande de compléments. C'est dans ce cadre que le dossier de Demande d'Autorisation Environnementale du projet de Blancs Monts a été complété le 6 Novembre 2020.

Concernant le risque de « prise illégale d'intérêt », les élus directement ou indirectement concernés par le projet éolien (exploitants agricoles, propriétaires ou proches de personne concernée) ont été invités à quitter les lieux dès le moment où le sujet de l'éolien est abordé, ainsi ils ne prennent pas part au débat et ne votent pas. Ces mentions sont inscrites dans les délibérations pour éviter le moindre doute. C'est le cas pour chaque délibération ayant une valeur juridique, comme par exemple l'engagement pour l'autorisation des voiries. Il est ensuite à la responsabilité des élus d'appliquer cette procédure pour les protéger.

Les données relatives aux capacités financières du demandeur sont présentes dans les pages 17 à 20 « Volume 3 – Présentation de la demande ».

Pour chaque carte présentée dans le dossier, l'année d'édition est affichée. En jugeant le dossier recevable, les services de l'Etat ont considéré ces cartes comme exactes et complètes. Il se peut en revanche que depuis le dépôt initial du dossier (11 Novembre 2019) certaines informations aient évolué.

Les photomontages ont été réalisés grâce au logiciel spécialisé « Resoft Windarm r4.2 ». Ils respectent les préconisations et la méthodologie du « Guide de l'étude d'impact sur l'environnement des parcs éolien ». Cette méthodologie est explicitée p244 du volet paysager.

Position du commissaire enquêteur

- 1) Le dossier soumis à enquête publique a été instruit suivant les dispositions légales et réglementaires prescrites par le code de l'environnement, ce qui a abouti à sa recevabilité par les Services de l'État le 29 janvier 2021, après les compléments apportés le 6 novembre 2020.
- Les expertises paysagères, écologiques, naturalistes et acoustiques sont effectivement réalisées par des Bureaux d'étude indépendants.
- Il est courant de constater dans les enquêtes publiques que des opposants se laissent volontiers tenter par l'idée que ces Bureaux d'étude conduisent leurs travaux de manière partielle à seule fin de satisfaire leur commanditaire.
- Concernant les conflits d'intérêt liés à la validité des délibérations, il convient de rappeler que les délibérations sont soumises à un contrôle de légalité de la part des services préfectoraux.
- Ces arguments récurrents n'ont pas d'autre but que d'alimenter des thèses complotistes qui ont vocation à répandre la suspicion dans l'opinion publique.

2) Les photomontages font également l'objet de critiques récurrentes sur leur fiabilité.

- Les photomontages sont effectivement réalisés suivant des préconisations et une méthodologie définie. Pour autant, la technique du photomontage ne relève pas d'une science exacte et elle peut effectivement être sujette à interprétation suivant les rapports d'échelle, les variations paysagères saisonnières, voire même des modifications substantielles intervenues ultérieurement (arbres écimés, haie coupée...).
- Par exemple, dans la contribution n°Aum/120, l'intervenant a réalisé ses propres photomontages qui contredisent ceux figurant au dossier.
- En conclusion, les photomontages sont essentiellement un outil permettant d'approcher une représentation la plus réaliste possible du projet dans son contexte environnemental.

→ En conséquence : La réponse est jugée satisfaisante.

Procédure de concertation	- Demande faite au porteur de projet de prouver l'acceptabilité sociale dont il parle et de communiquer ses sources.	Fret/2
	- Pour quelles raisons le porteur de projet n'est-il jamais venu voir les riverains pendant toutes ces années d'études et de visites à Frettecuisse ?	
	- Le maire de Fresnoy-Andainville déclare ne pas avoir été informé du projet par le développement éolien et l'avoir seulement découvert lors de l'enquête publique.	Aum/20
	- Les habitants de Fresnoy-Andainville n'ont pas été informés du projet.	Préf/58

Réponse du Maître d'ouvrage

Durant la phase de développement, les conseillers municipaux des deux communes ont été amenés à délibérer à plusieurs reprises à propos du projet. Les communes d'Aumâtre et de Frettecuisse ont accepté le développement d'un projet éolien sur leur territoire et donné leur accord pour l'utilisation des propriétés communales (chemins ruraux et voies communales). Ces documents sont disponibles dans le dossier 80_GWP_Blancs_Monts_07_Accords_Avis_Consultatifs.

Au 2nd semestre 2018, des entretiens préalables à la concertation publique ont été organisés par la société « Courant Porteur » pour approfondir le dialogue avec l'ensemble des acteurs du territoire :

- Dans ce cadre, 8 rencontres individuelles ont été réalisées pour comprendre la perception des acteurs locaux vis-à-vis du développement du projet éolien mais aussi pour recueillir leurs attentes en matière de concertation avec le public.
- Les Maires des communes d'accueil ont également été sollicités pour réfléchir au dispositif de concertation qui pourrait être mis en place sur leur territoire.



- Par ailleurs les coordonnées du Chef de Projet, disponibles sur le site internet du projet ou transmises via les élus ont permis d'organiser des appels ou RDV pour les riverains qui voulaient se renseigner sur le projet, son avancement ou obtenir des informations sur l'éolien en général.
- Plusieurs habitants de Frettecuisse ont également pu être rencontrés individuellement, à leur demande, pour étudier et présenter la faisabilité de mesures d'accompagnement à proximité de leur habitation.

Lors du développement du projet, une démarche de concertation a été menée continuellement auprès des mairies d'Aumâtre et de Frettecuisse, à savoir les communes d'implantation.

Afin que toutes les communes aux alentours puissent avoir connaissance du projet la société a sollicité un rendez-vous auprès de la CC2SO. Ce rendez-vous de présentation du projet de Blancs Monts s'est tenu le 31 octobre 2018, monsieur le Président et monsieur le directeur des services ont participé à ce rendez-vous.

Par la suite, les communes voisines, dont Fresnoy-Andainville, avaient la possibilité de se renseigner sur le projet, par exemple via le site internet.

Position du commissaire enquêteur

- 1) Pas de remarques particulières concernant les réponses communiquées par le pétitionnaire.
La procédure de concertation est développée dans le dossier soumis à enquête publique.
Certains riverains ont été approchés dans le cadre des mesures d'accompagnement proposées par implantation de haies végétales.
- 2) Le projet éolien de Blancs Monts s'applique à un rayon d'affichage de 40 communes réparties sur 3 intercommunalités. La commune de Fresnoy-Andainville fait partie de ces communes rendues destinataires de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021.
Son maire, Monsieur Mariel GAMBIER s'est exprimé dans la contribution n°Aum/20.
Aucune délibération du Conseil municipal de Fresnoy-Andainville n'a été versée à l'enquête publique.
Des habitants de Fresnoy-Andainville se sont exprimés pendant l'enquête publique.
→ En conséquence : La réponse est jugée satisfaisante.

Les avis exprimés	L'avis de l'autorité environnementale et les réponses apportées jugées insatisfaisantes.	Préf/67 à Préf/71
--------------------------	--	-------------------------

Réponse du Maître d'ouvrage

Il est à souligner que la réponse à l'avis de la MRAe est une phase imbriquée à l'ensemble du processus d'instruction. Depuis octobre 2019, cet avis est rendu sur la version initiale du dossier, c'est-à-dire sans attendre la version consolidée après demande de compléments par les services instructeurs.

Dans ce cadre il convient donc de ne pas prendre en compte uniquement le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe mais bien ce mémoire et le dossier mis à jour.

En tout état de cause, chaque recommandation de la MRAe fait l'objet d'une réponse argumentée et d'ajout dans le dossier. Sans reprendre intégralement la réponse apportée par le pétitionnaire (dossier 80_TQN_Blancs Monts_ReponseMRAe), on peut noter :

- L'ajout de photomontages depuis les points de vue identifiés dans l'atlas des paysages de la Somme.
- La réalisation de photomontages complémentaires depuis l'église d'Aumâtre.
- La réalisation de photomontages complémentaires depuis les abords du château de Rambures.
- L'ajout de la note de synthèse des données avifaunistiques fournit par l'association Picardie Nature.
- La prise en compte des suivis de mortalité chiroptérologiques du parc éolien avoisinant d'Arguel et des deux moulins.

Position du commissaire enquêteur

- Les réponses apportées par un pétitionnaire peuvent toujours donner lieu à débat contradictoire.
 - On ne peut pas douter du fait que dans les réponses apportées, le pétitionnaire soit particulièrement soucieux de défendre son projet... !
 - Dans le cas présent, ce qu'il faut retenir, c'est que Total Quadran s'est efforcé de répondre de la manière la plus complète et argumentée possible à l'avis de l'Autorité environnementale.
- En conséquence : Cette thématique ne donne pas lieu à un positionnement particulier.

Prise en compte de l'avis des élus et de la population	- Les maires n'ont qu'un pouvoir facultatif lors de débats en conseil municipal. Seul le préfet décide.	Préf/43
---	---	---------

Réponse du Maître d'ouvrage

En effet, conformément au code de l'environnement, pour les demandes d'autorisations environnementales, la décision finale revient à Madame la Préfète de la Somme. Néanmoins, en amont de cette décision différents avis sont rendus par les services de l'état. Dans le cas présent, Madame la Préfète pourra s'appuyer sur l'avis de la MRAe, sur l'avis de Monsieur le Commissaire Enquêteur ainsi que sur l'avis de la Commission Départementale de la Nature des Sites et des Paysages (CDNPS). Le contexte local et donc l'avis de la population est bien entendu et pris en considération dans ce processus d'instruction.

Par ailleurs et sans que cela ne soit une demande réglementaire, la société ne démarre le développement d'un projet éolien qu'avec l'accord du conseil municipal. Le projet de Blancs Monts ne fait pas exception à cette bonne pratique, le conseil municipal d'Aumâtre a délibéré favorablement au développement d'un projet éolien en 2014, les élus de Frettecuisse ont exprimé un avis favorable en 2017.

Position du commissaire enquêteur

- Effectivement, le pouvoir décisionnaire revient à l'autorité préfectorale.
 - Néanmoins, les maires et les Conseils municipaux des communes concernées ne sont pas totalement exclus du processus de décision, puisque à l'article 11 de l'arrêté du 22 février 2021, les Conseils municipaux sont invités à communiquer leur avis.
 - Le pétitionnaire rappelle que dans le cadre de l'étude préalable de faisabilité, les avis des Conseils municipaux d'Aumâtre et de Frettecuisse ont été sollicités, et ceux-ci ont rendu un avis favorable respectivement en 2014 et en 2017.
 - Ces avis favorables ont effectivement pu être perçus par Total Quadran comme un encouragement à poursuivre le développement de son projet, mais cela ne relève que de sa seule responsabilité.
 - Le Conseil municipal de Frettecuisse a rendu un avis défavorable le 17 mars 2021.
- C'est donc ce dernier avis actualisé rendu par la collectivité qui doit être pris en compte et respecté.
- Sans faire d'extrapolation, il est quand même généralement souhaitable qu'un projet éolien soit développé sur un territoire avec l'assentiment des communes du site d'implantation.

→ En conséquence : La réponse est satisfaisante sur le fond, néanmoins, l'avis défavorable exprimé par le Conseil municipal de Frettecuisse, commune concernée par l'implantation de trois éoliennes, démontre qu'il y a pu y avoir une certaine défaillance dans le suivi de la procédure initiale de recherche du consensus.

Contexte réglementaire des projets éoliens	- La taille des éoliennes est passée de 90 m à maintenant 180 m, et bientôt 220 m, et ce, sans que la norme ait évolué en conséquence...! La distance minimale avec les habitations est restée à 500 m.	Préf/23
	- Pourquoi la distance minimale de sécurité de 500 m n'a-t-elle pas évolué, alors que la taille des éoliennes en hauteur a doublé en 10 ans ?	Préf/44

Réponse du Maître d'ouvrage

En premier lieu, il convient de rappeler que la taille des éoliennes a en effet évolué mais dans des proportions plus limitées que ce qui peut être évoqué dans certaines contributions. Au cours des 10 dernières années, les éoliennes ont grandi de 17% en taille pour une augmentation de 200% en capacité de production.

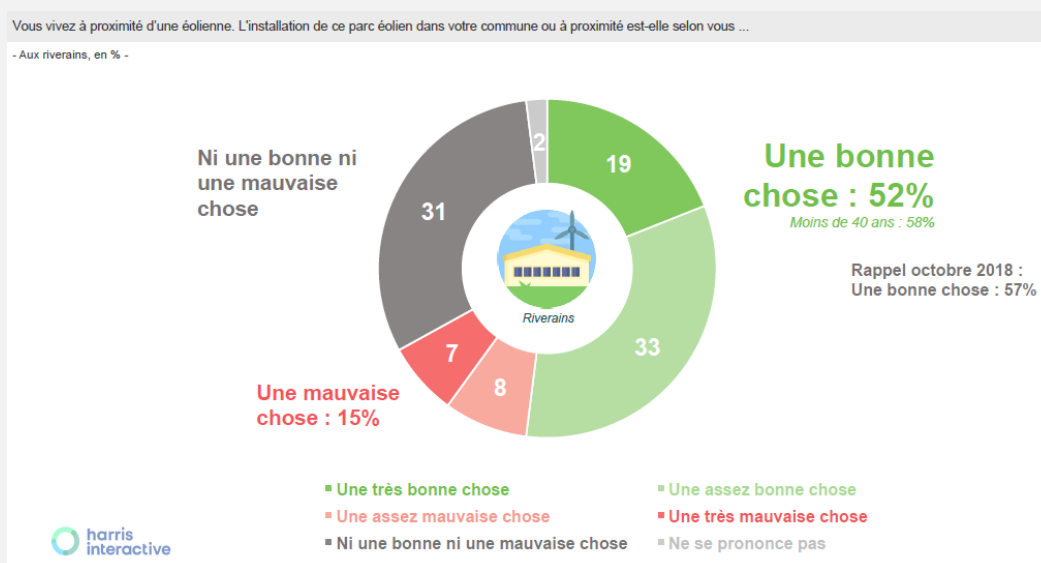
L'illustration ci-dessous précise ces évolutions.



Depuis 2011, la distance minimale de 500 mètres est fixée par l'article L.515-44 du Code de l'Environnement.

Une enquête réalisée en 2015 pour le SER par l'institut de sondage BVA auprès de 900 personnes vivant dans un rayon de 500 à 1000 mètres de parcs éoliens révèle que 84% des personnes interrogées estiment que le parc est situé à bonne distance des habitations.

Par ailleurs, selon le récent sondage Harris sur l'énergie éolienne (27 Janvier 2021), il est à noter que près d'un Français sur 2 vivant à proximité d'une éolienne estime que cette installation a été une bonne chose, près 1/3 que cela n'a pas eu d'impact et seulement 15% estimant qu'il s'agit d'une mauvaise chose :



Position du commissaire enquêteur

- Pas de remarque particulière sachant que la modification de la distance minimale des éoliennes par rapport aux habitations les plus proches ne relève que de la volonté des Pouvoirs publics.

La distance de 500 m est prévue par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 a été maintenue dans sa version modifiée du 22 juin 2020.

→ En conséquence : Cette thématique n'appelle pas de positionnement particulier.

II - Les thématiques relatives à l'énergie éolienne

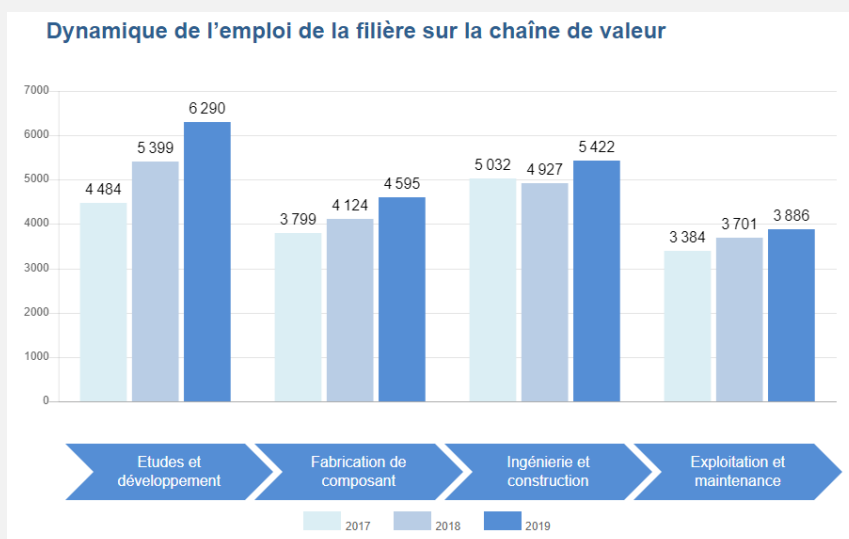
Intérêts catégoriels	- Au nom de l'écologie, le développement de l'éolien ne profite qu'à servir les intérêts de certaines catégories socio-professionnelles.	Préf/7
	- Contribution du député de la Somme Emmanuel MAQUET. Concernant les tarifs subventionnés.	Préf/51

Réponse du Maître d'ouvrage

L'éolien permet de produire de l'électricité tout en diminuant les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) par rapport aux modes de production conventionnels et participe à la lutte contre le réchauffement climatique. Dans les plans d'urbanisme, les éoliennes sont considérées comme équipements d'intérêt collectif.

Par ailleurs, les retombées fiscales (impôts et taxes) auxquelles sont soumises les éoliennes et retransmises à différentes échelles territoriales : commune d'implantation, EPCI, département et région permettent de servir les intérêts locaux, sans distinction de « catégories socio-professionnelles. »

La filière embauche par ailleurs 20.200 personnes sur le territoire national (en 2019) et a créé 2.000 emplois sur cette même année. L'éolien est envisageable pour tous via son portefeuille de métiers accessibles selon tous niveaux d'études.



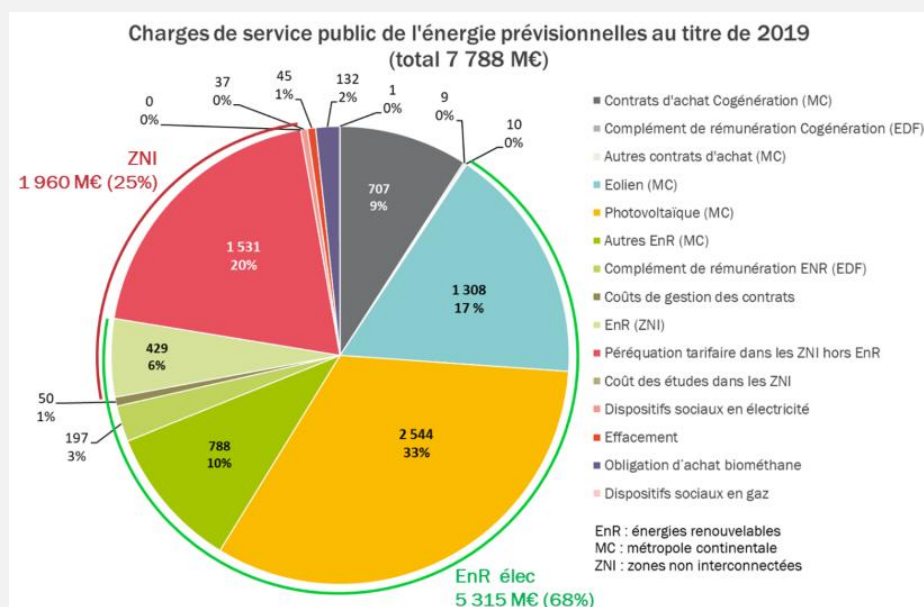
L'éolien, comme les autres sources d'énergies renouvelables, bénéficie depuis plusieurs années d'un soutien de l'état, permettant de les challenger autres formes d'énergies.

L'éolien représente aujourd'hui un coût très faible sur la facture des consommateurs pour des bénéfices certains.

La participation du consommateur au développement éolien est incluse dans une part de la Contribution au Service Public de l'Électricité (CSPE) intégrée dans la facture d'électricité globale.

En effet, la taxe CSPE soutient les missions de service public des fournisseurs d'électricité, comme le développement des énergies renouvelables ou encore les chèques énergie. En effet, il est écrit dans la loi du 10 février 2000 que « les charges imputables aux missions de service public assignées aux opérateurs électriques doivent être intégralement compensées ». La CSPE concerne donc tous les citoyens français ayant accès à l'électricité, et est calculée par rapport au nombre de kWh consommés. Ainsi, plus nous consommons d'électricité, plus le montant de la CSPE sera élevé.

Aujourd'hui la part des énergies renouvelables électriques dans le budget CSPE est de 68 % pour le soutien aux énergies renouvelables dont 33 % pour le photovoltaïque et 17 % pour l'éolien en métropole contre 19% en 2016 (voir figure ci-dessous). Le coût de l'énergie éolienne pour les français est de 1€ par mois et par foyer en 2018.



Avec le passage progressif aux appels d'offres, le soutien de l'État accordé à la production d'énergie éolienne se réduit.

Les résultats du dernier appel d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation de parcs éoliens terrestres révèlent un prix moyen du MWh en nette baisse par rapport au tarif fixe précédent (aux alentours de 82€ le MWh) Pour l'ensemble des projets lauréats, **le MWh sera vendu, en moyenne, à 59,5€**, soit une baisse de 27%, complément de rémunération inclus (Arrêté du 6 mai 2017 fixant les conditions du complément de rémunération de l'électricité produite par les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent de 6 aérogénérateurs au maximum).

En comparaison, d'après les estimations de différentes sources dont l'ADEME le coût de l'électricité produite par le nouveau nucléaire s'élèvera à 115 € /MWh (EPR de Flamanville).

Position du commissaire enquêteur

- La réponse du pétitionnaire sur ce sujet sensible des « Intérêts catégoriels » est intéressante et présente un caractère pédagogique.
 - Les stratégies en matière de développement des énergies renouvelables et de la transition énergétique relèvent des Politiques publiques menées par les gouvernants.
- En conséquence : Cette thématique n'appelle pas de positionnement particulier.

Intérêt économique de l'énergie éolienne	- A quoi peut bien servir la production d'énergie éolienne puisque nos factures d'électricité ne font qu'augmenter.	Préf/42
---	---	---------

Réponse du Maître d'ouvrage

Le parc permettra d'engendrer des retombées fiscales territoriales significatives, notamment à l'échelle des communes d'implantation :

6 éoliennes de 4,2 MW	Recettes fiscales annuelles	Durant 25 ans
Aumâtre	46 575,42 €	1 164 385,41 €
Frettecuisse	47 556,97 €	1 188 924,14 €
Somme Sud-Ouest	91 173,36 €	2 279 334,04 €
Département	106 378,28 €	2 659 457,09 €
Région	12 655,44 €	316 386,00 €
Total	304 339,47 €	7 608 486,67 €

Viennent s'ajouter à ces montants, les loyers provisionnés aux communes correspondant aux autorisations d'utilisation des voiries publiques.

Comme indiqué ci-dessus le prix moyen de l'éolien de nouvelle génération est aux alentours de 59.5€/MWh, comparativement, le cout du solaire au sol est aujourd'hui de 53,4€/MWh et tend également à la baisse. On notera que le coût de l'EPR de Flamanville est aujourd'hui évalué à 115€/MWh. L'éolien par sa maturation devient donc de plus en plus compétitif.

Les factures d'électricités augmentent certes, mais cela est dû à d'autre facteurs (augmentation des taxes, gestion du réseau etc.) qui représentent 70% de la facture totale du consommateur.

Position du commissaire enquêteur

- Les retombées fiscales annuelles pour les communes et les collectivités territoriales ne sont effectivement pas négligeables. Dans le cas présent, les communes d'Aumâtre et de Frettecuisse pourraient prétendre percevoir annuellement les sommes respectives de 46 575,42 €, et 47 556,97 € pendant 25 ans.
- On relève néanmoins que le Conseil municipal de Frettecuisse a préféré rendre une délibération défavorable au projet le 17 mars 2021.

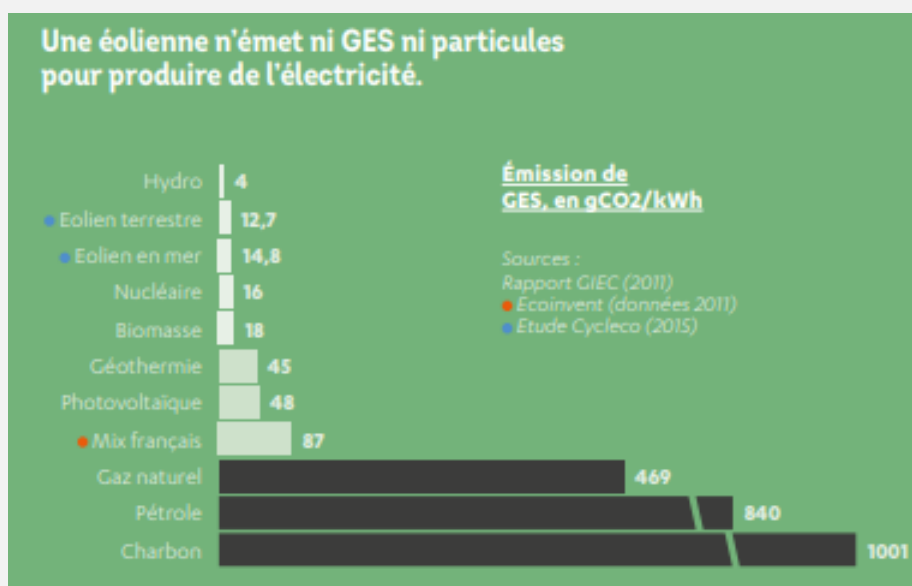
→ En conséquence : L'argument favorable des retombées fiscales pour les collectivités doit être relativisé car des communes préfèrent maintenant faire le choix d'y renoncer.

Intérêt écologique de l'énergie éolienne	1- Demande faite au porteur de projet d'apporter la preuve que ses éoliennes contribueront intrinsèquement et durablement à la réduction d'émissions de CO2. - Les utilise-t-on quand il n'y a pas de vent ?	Fret/2
	2- Les éoliennes ne sont pas écologiques : utilisation de métaux rares, pales non recyclables, fabriquées à l'étranger, transportées par des entreprises étrangères.	Préf/13

Réponse du Maître d'ouvrage

D'après un rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), l'énergie éolienne est le deuxième moyen de production le moins carboné (le premier étant l'hydroélectricité). Une éolienne émet 12,7 g eq. CO₂/kWh sur l'ensemble de son cycle de vie (en tenant compte de la fabrication, du transport, de l'installation et du démontage) contre 87 g eq. CO₂/kWh en moyenne pour le mix électrique français.

Ces chiffres sont repris dans le graphique ci-dessous :



Toujours à propos du bilan carbone d'une éolienne, l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) dans son étude « Impacts environnementaux de l'éolien français » publiée en 2015, conclue que le temps de retour énergétique d'une éolienne est de 12 mois. C'est le temps dont a besoin une éolienne pour produire la quantité d'énergie qui a été nécessaire à sa fabrication et à son implantation.

Par conséquent, l'augmentation de l'éolien dans la part du mix énergétique français et européen revient à diminuer les émissions de GES. Il en est de même à l'échelle mondiale.

En appliquant les chiffres fournis par l'ADEME et RTE (panorama 2020 des énergies renouvelables) et en analysant le cycle de vie complet du projet éolien de Blancs Monts (démontage et recyclage inclus), il est à noter que ce parc éolien permettra d'éviter le rejet de 19 500 tonnes de CO₂ par an.

En l'absence de vent, l'éolienne ne fonctionne pas et ne produit donc pas d'électricité. Néanmoins, les éoliennes sont actives environ 90% du temps, à des vitesses (et donc à des puissances) différentes.

A noter que le vent présent au sol n'est pas le même que celui en altitude. Ce dernier est plus abondant et plus régulier, ainsi, il est possible qu'un individu ne ressente pas de vent au pied de machine alors que l'éolienne, beaucoup plus haute, fonctionne.

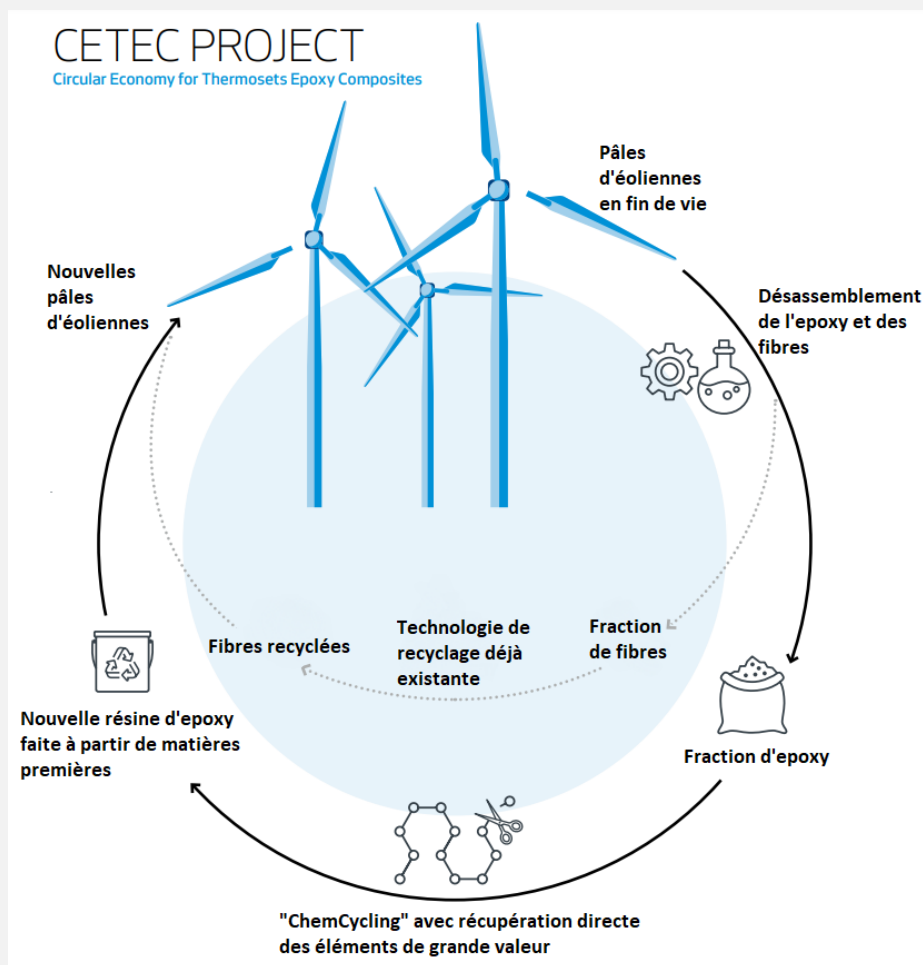
Pour la question des déchets il faut noter que les parties métalliques comme le mât et le rotor constituent plus de 90% de la masse totale des aérogénérateurs et se recyclent dans les filières existantes. La valeur marchande de ces ferrailles font d'ailleurs souvent du démontage d'une éolienne une opération rentable. Le béton armé des fondations peut aussi être valorisé : trié, concassé et déferraillé, il est souvent réutilisé sous la forme de granulats dans le secteur de la construction. Les pales d'une éolienne sont constituées de matériaux composites à base de fibres de verre et/ou de carbone suivant les modèles. Actuellement, ces matériaux sont transformés en combustible solide de récupération (CSR) utilisé dans la fabrication du ciment ou valorisé sous forme de chaleur.

D'une manière générale, environ 98% de la masse d'une éolienne se recycle. La filière cherche à optimiser ce taux par l'innovation. En effet, plusieurs projets de R&D sont en cours pour améliorer la recyclabilité des pales :

- Projet Effiwind initié par l'ADEME et le Conseil régional d'Aquitaine, il étudie, avec des acteurs notables de la filière, des matériaux innovants pour les pales.
- Projet de recherche DreamWind (Designing Recyclable Advanced Materials for Wind Energy) mené par Vestas qui vise à développer de nouveaux matériaux composites durables pour les pales.

Ce dernier projet a très récemment fait l'objet de grandes avancées, Vestas, fabricant d'éoliennes, a annoncé que ses machines seront bientôt 100% recyclables grâce à sa technologie CETEC (en français : Economie Circulaire pour les Composites Epoxy Thermodurcissables).

Après avoir désassemblé les composites contenus dans les pâles, les fibres sont envoyées dans des filières de recyclage existantes tandis que l'époxy est valorisé via un procédé dit "ChemCycling". Il en ressort des matériaux réutilisables pour les nouveaux aérogénérateurs. Un schéma est disponible ci-contre :



Source : <https://energynews.fr/recyclage-deolienne-vestas-et-ses-turbines-zero-dechets/>

La technologie sera pleinement opérationnelle et adaptée à l'industrie d'ici quelques années.

Les terres rares dans l'énergie ont des applications variées : raffinage du pétrole, barre de contrôle des réacteurs nucléaires, batteries rechargeables, aimant permanent. Hors énergie, les terres rares se retrouvent dans nombres d'autres secteurs et appareils du quotidien : appareils électroménagers, technologiques ou industriels (smartphone, ordinateur, écran LCD...).

Il existe deux types de machines pour l'éolien : les machines asynchrones (rotor à cage et rotor bobiné), dont est composée une grande partie de la filière éolienne terrestre, et les machines synchrones (rotor bobiné et à aimant permanent) dont est composée une partie de la filière éolienne offshore (en mer).

L'ADEME a publié en novembre 2019 une étude sur l'utilisation des terres rares dans le secteur des EnR (<https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/fiche-technique-terres-rares-energie-renouvelable-stockage-energie-2019.pdf>), il en ressort que « La consommation de terres rares dans le secteur de la production d'énergies renouvelables réside essentiellement dans l'utilisation d'aimants permanents pour l'éolien en mer. **Seule une faible part des éoliennes terrestres en utilise, environ 3 % en France.** »

Les éoliennes en mer contiennent donc des terres rares car cela permet de limiter les besoins de maintenance qui sont coûteux en mer. La R&D travaille pour diminuer voire supprimer totalement la dépendance aux terres rares dans l'éolien : notamment en optimisant les turbines ou en trouvant des

alternatives qui pourraient remplacer les terres rares par des composants aux propriétés similaires. Les avancées les plus récentes en recherche permettraient même la substitution directe des terres rares extraites principalement à l'étranger et en particulier en Chine. Une première mondiale de génératrice synchrone à aimants permanents avec de la ferrite a été développée par une entreprise anglaise GreenSpur Renewables : des turbines de 3 et 6 MW sont déjà installées et une turbine de 15 MW est attendue courant 2021.

Position du commissaire enquêteur

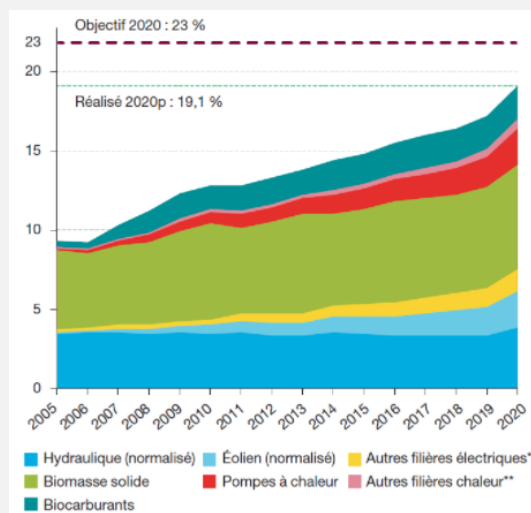
- Le pétitionnaire communique une réponse qui se veut la plus complète et pédagogique possible.
 - De nombreux griefs hostiles à l'éolien sont formulés à ce sujet et il semble qu'effectivement, la problématique du recyclage ne soit pas encore totalement résolue malgré les nombreuses avancées dans ce domaine.
- En conséquence : La réponse du pétitionnaire est en l'état jugée satisfaisante.

Intérêt énergétique des éoliennes	- La Somme a déjà atteint ses objectifs en matière de production d'énergie renouvelable.	Fret/2
	- L'énergie produite par les éoliennes n'a pas vocation à remplacer l'énergie issue des centrales nucléaires.	Aum/8
	- Le secteur éolien de l'électricité ne concerne que de 7,2% de la consommation électrique française à la fin de l'année 2019.	Préf/61

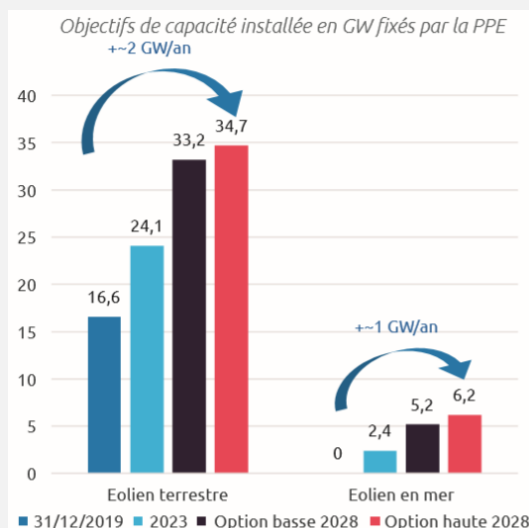
Réponse du Maître d'ouvrage

Il n'y a pas d'objectif à l'échelle départementale. A l'échelle régionale, les Hauts de France ont effectivement atteint les objectifs inscrits dans le SRCAE prévus pour 2020 (4867MW installés pour 4150 MW visés).

Il est par ailleurs à noter qu'à l'échelle nationale, la France n'a pas atteint son objectif de développement des énergies renouvelables fixé dans le cadre européen. Les renouvelables devaient représenter 23% de sa consommation finale d'énergie en 2020, conformément à une directive européenne de 2009. D'après les dernières données du ministère de la Transition écologique, consultables ci-dessous, la France n'aura atteint que 19,1%



La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) correspondant à la feuille de route énergétique nationale, adoptée en 2020, prévoit, elle, de nouveaux objectifs nationaux : 24,1GW en 2023 et entre 33,2 et 34,7GW en 2028. Fin 2019, la puissance installée était de 16,6GW.



Pour répondre au dernier point, notons que le taux de couverture de la consommation électrique française par l'énergie éolienne s'élevait à 8,8% sur l'année 2020 (<https://www.rte-france.com/actualites/energies-renouvelables-269-de-la-consommation-delectricite-couverte-en-france>).

La France ne cherche pas à remplacer les centrales nucléaires par un autre moyen de production mais à s'équiper d'un mix énergétique, basé sur l'exploitation des énergies renouvelables (solaire, hydraulique, éolien, biomasse etc.) tout en conservant un socle nucléaire (objectif de 50% de nucléaire dans le mix électrique). Les objectifs sont multiples : renforcer son indépendance énergétique, diversifier son mix électrique, favoriser un coût de l'électricité compétitif et exploiter ses ressources locales tout en développant des filières créatrices d'emplois sur son territoire.

Position du commissaire enquêteur

- Si la France n'a pas encore atteint l'objectif national des 23% en termes de développement des énergies renouvelables, nous retiendrons que la Région des Hauts-de-France a déjà atteint et même dépassé les objectifs fixés par le SRCAE.
- La Région des Hauts-de-France a atteint 4867 MW installés pour 4150 MW initialement visés... !
- La France n'a atteint à la fin de 2020 que 19,1% de son objectif des 23% à l'échelle nationale.
La question qui se pose est donc de savoir dans quelle proportion la Région des Hauts-de-France sera-t-elle encore sollicitée pour y contribuer... ! ce qui pose désormais le problème de l'acceptabilité des parcs éoliens sur les territoires de la Région des Hauts-de-France.
- De plus en plus de voix s'élèvent, notamment parmi les élus, pour réclamer un partage plus équitable dans la répartition géographique du développement éolien.

→ En conséquence : La réponse est jugée satisfaisante sur le fond. Cette thématique n'appelle pas à un positionnement particulier.

Alternatives à l'énergie éolienne	- Il faut promouvoir des alternatives à l'éolien. Développer d'autres énergies renouvelables (hydroliennes, le solaire, la méthanisation...).	Préf/1
--	---	--------

Réponse du Maître d'ouvrage

Comme le prévoit la loi de transition énergétique pour la croissance verte « LTECV » et la Programmation Pluriannuelle de l'Energie « PPE », il est nécessaire de développer un mix énergétique et donc de ne pas opposer éolien et autres moyens de production d'électricité d'origine renouvelable. L'objectif général français en termes de production électrique renouvelable est d'augmenter de 50% les capacités de production pour 2023 et de doubler le niveau actuel pour 2028. Cela représente un objectif compris entre 102 et 113 GW. Tout cela en fermant 4 à 6 réacteurs nucléaires pour la même échéance.

Les objectifs par filière sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Principales mesures transversales de promotion des ENR électriques		
Fixer les objectifs suivants pour les filières d'énergies renouvelables électriques afin de porter la capacité installée de 48,6 GW fin 2017 à 74 GW en 2023 et entre 102 à 113 GW en 2028 :		
	2023	2028
Hydroélectricité (GW)	25,7	26,4-26,7
Éolien terrestre (GW)	24,6	34,1-35,6
Éolien en mer (GW)	2,4	4,7-5,2
Photovoltaïque (GW)	20,6	35,6-44,5
Biomasse-bois	0,8	0,8
Biogaz-Méthanisation	0,27	0,34-0,41
Géothermie	0,024	0,024
Total	74	102 à 113

Tableau 5 : Objectifs PPE en matière de production d'électricité renouvelable par filière

Pour le cas de l'éolien terrestre, il faut plus que doubler les capacités actuellement installées. Cela passera par une contribution de l'ensemble des régions de France.

La région Hauts de France, avec son régime de vent régulier dispose du premier gisement éolien de France. Cela associé à la présence de grands espaces agricole éloignés et un habitat groupé (peu de hameaux isolés) permet le développement de l'éolien.

D'après les chiffres de 2020 (fournis par RTE, ENEDIS et OBSER'ER), pour **la région Haut de France** le taux de couverture ENR de la consommation électrique est de 26%.

90% de la production de ces ENR proviennent de l'éolien.

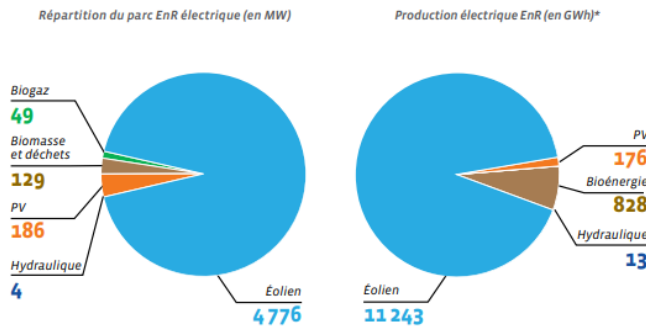
Ces chiffres sont indiqués ci-dessous, ils proviennent du baromètre des énergies renouvelables 2020 :

HAUTS-DE-FRANCE

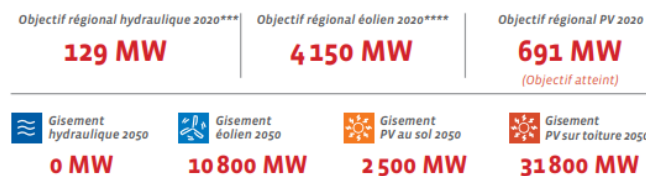
CHIFFRES CLÉS ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE



PUISSANCES ET PRODUCTION AU 30 SEPTEMBRE 2020



OBJECTIFS ET GISEMENTS



Source : http://www.energies-renouvelables.org/observ-er/html/energie_renouvelable_france/ObservER-Barometre-EnR-Electrique-France-2020.pdf

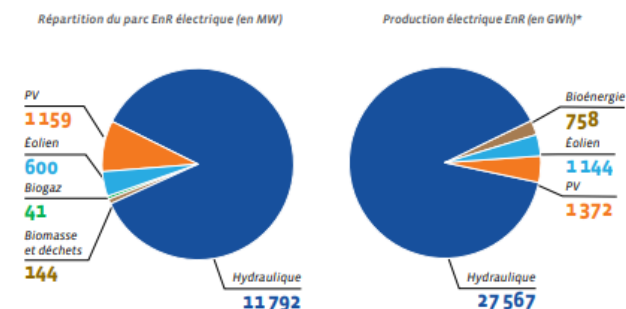
A titre d'exemple, la région Auvergne Rhône-Alpes présente un taux de couverture ENR de 50% dont 91% sont fournis par l'hydroélectricité.

Auvergne Rhône-Alpes

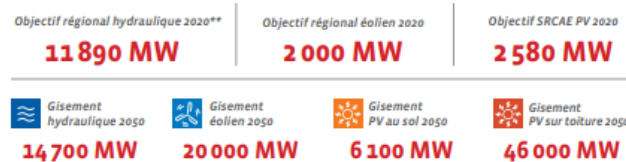
CHIFFRES CLÉS ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE



PUISSANCES ET PRODUCTION AU 30 SEPTEMBRE 2020



OBJECTIFS ET GISEMENTS



Les gisements proviennent de l'étude Ademe "Vers un mix électrique 100 % renouvelable en 2050".

Ces chiffres montrent bien que chaque région doit participer à la transition énergétique en utilisant les ressources de son territoire (l'hydraulique pour les régions à fort relief, l'éolien pour les régions présentant une ressource en vent importante).

Soucieux de cet enjeu territorial, notre société développe, construit et exploite également des centrales solaires (268), des barrages (13) et des usines de méthanisation (10).

Position du commissaire enquêteur

- Réponse complète et bien argumentée.

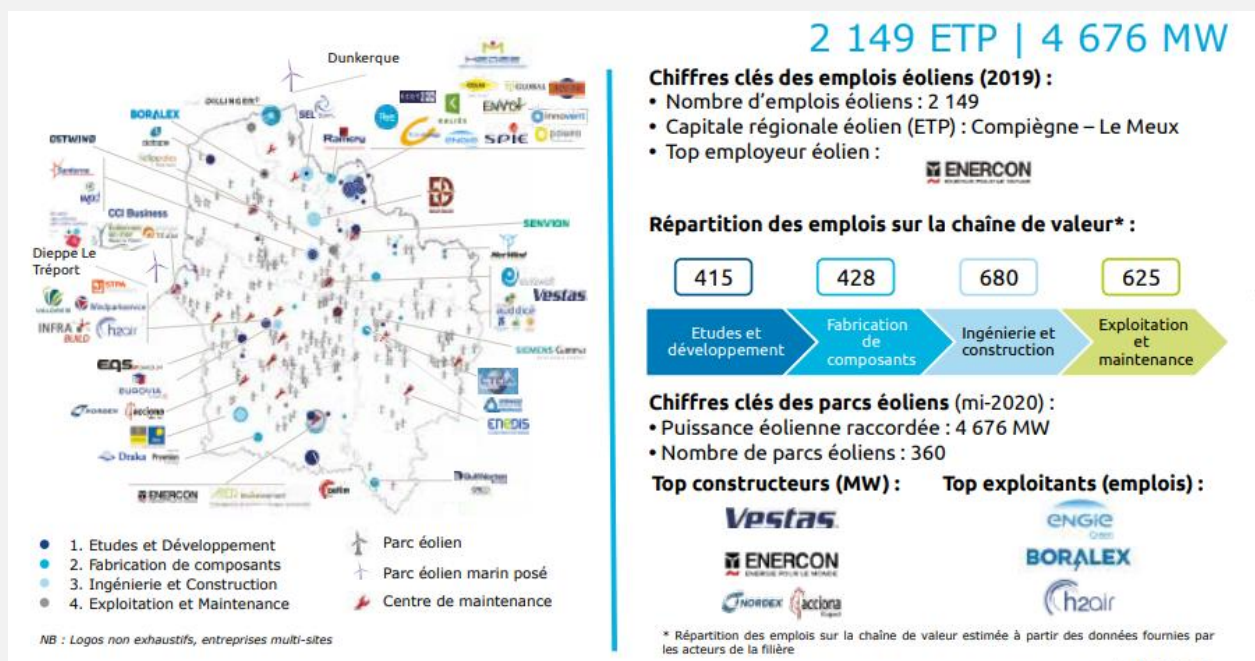
→ En conséquence : La réponse est jugée satisfaisante, considérant que le Groupe TOTAL est à même d'intervenir dans de nombreux domaines diversifiés liés au développement de nouvelles sources d'énergies, indépendamment de l'énergie éolienne.

III - Les conséquences d'un parc éolien pour les communes et l'attractivité socio-économique		
Retombées économiques, financières et sociales.	- Demande faite au porteur de projet d'apporter la preuve que la fabrication et le montage du parc éolien créeront des emplois locaux.	Fret/2
	- Les riverains subissent la présence de ces machines mais cela ne leur ramène aucun avantage, même pas une baisse des tarifs d'électricité.	Aum/7
	- Sous prétexte d'un projet pour l'écologie, les communes se battent pour l'obtention d'éoliennes dans le seul but de rentrée d'argent.	Préf/33
	- Accusations portées contre la CC2SO de donner son accord à des projets éoliens uniquement pour obtenir des retombées financières sans se soucier du bien-être des habitants.	Préf/58

Réponse du Maître d'ouvrage

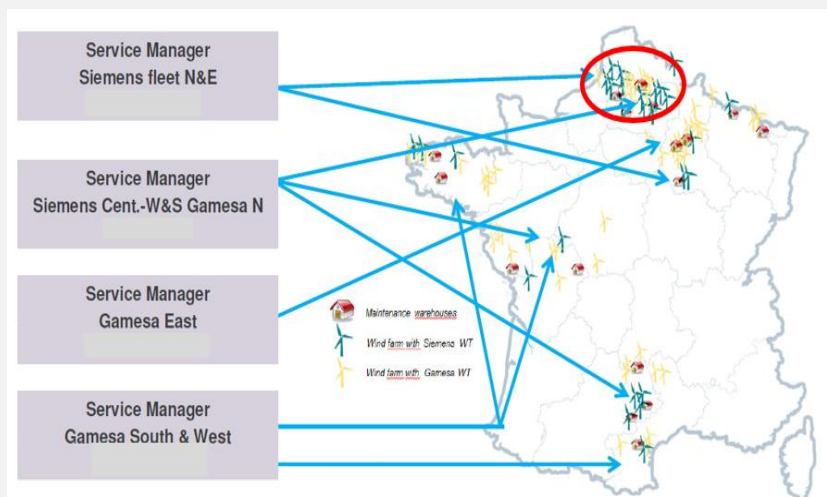
D'après l'observatoire de l'éolien (disponible dans son intégralité en suivant ce lien : https://fee.asso.fr/wp-content/uploads/2020/10/ObsEol2020_web_light_v3.pdf) établi par le cabinet indépendant Capgemini, 20 200 personnes travaillent dans le secteur de l'éolien en France (dont 2149 dans les Hauts-de-France). Notons par ailleurs que ce chiffre est en hausse de 25% par rapport à 2016, ce qui montre la dynamique de la filière.

L'illustration ci-dessous présente les chiffres clés de l'emploi pour cette région, 2^{de} en termes d'emplois éoliens après l'Ile de France.



Plus spécifiquement, pour le projet éolien de Blancs Monts, les éoliennes seront construites par Siemens Gamesa (entreprise qui construit actuellement une usine au Havre avec 750 emplois prévus).

L'exploitation du parc éolien de Blancs Monts nécessitera la création d'un poste à plein temps. La société Siemens Gamesa, pour la gestion et l'entretien de ces éoliennes a actuellement 4 centres de maintenance dans la région.



Les entreprises de terrassement et construction seront majoritairement des sociétés locales. Le chantier sera divisé en différents lots (VRD, raccordement, fondations...), qui feront l'objet d'appels d'offre. Un grand nombre d'entreprises locales ont les capacités pour y répondre. La société souhaite ici rappeler les commentaires PREF/03 et PREF/04 qui confirment ce point.

L'énergie produite alimentera les foyers les plus proches : les riverains profiteront donc d'une électricité renouvelable et locale.

Par ailleurs, les retombées économiques engendrées par le projet bénéficieront au territoire et plus particulièrement aux habitants des communes d'implantation pour lesquelles le budget annuel se verra augmenter considérablement (voir le tableau dans le paragraphe "intérêt économique de l'énergie éolienne"). Cet argent pourra contribuer à une amélioration de la qualité de vie des riverains selon les projets communaux.

De manière générale, les développeurs recherchent des zones ventées exemptes de contrainte rédhibitoire puis contactent les communes éligibles pour leur présenter les atouts de l'éolien et d'un projet sur leur territoire. Les retombées fiscales en font partie et viennent compléter l'engagement des communes envers la lutte contre le réchauffement climatique.

Rappelons simplement qu'une communauté de communes ne peut donner qu'un accord de principe sur un projet éolien. La décision revenant à la Préfète.

Concernant les retombées financières, la CC2SO a mis en place une clé de répartition afin que les communes d'implantation des projets et les communes à proximités profitent de retours financiers plus conséquents que ce que propose la loi.

	Commune siège	CC2SO	Autres communes
12 premiers MW	50 % IFER + CFE	30 %	20 %
Au-delà de 12 MW		50 %	50 % (y compris la commune siège)

Notons par ailleurs que la CC2SO mène un projet pour tendre vers l'indépendance énergétique. En effet, dans le cadre de son cluster VERT, la collectivité souhaite produire de l'hydrogène vert 100% décarboné à partir de la production éolienne, comme l'explique l'article suivant datant de mars 2021 :

https://actu.fr/hauts-de-france/croixrault_80227/communaute-de-communes-somme-sud-ouest-bientot-de-l-hydrogene-sans-carbone-grace-aux-eoliennes_39704280.html

Position du commissaire enquêteur

- Réponse jugée complète et argumentée.

→ En conséquence : La réponse est jugée satisfaisante, et cette thématique ne requiert pas un positionnement particulier.

IV - Thématiques spécifiques à l'environnement du projet de Blancs Monts

Atteinte aux paysages et au cadre de vie	- Demande faite au porteur de projet un réexamen de la question de la densification, de l'encerclement et des effets cumulés du projet au regard de tous les projets en cours ou connus sur notre territoire.	Fret/2
	- Le développement éolien non maîtrisé entraîne des nuisances visuelles et sonores pour les riverains et dénature nos paysages	Préf/1
	- Saturation visuelle et paysagère.	
	- Effet d'encerclement accentué par la taille des éoliennes.	

Réponse du Maître d'ouvrage

L'étude relative à la densification, à l'encerclement et aux effets cumulés est dépendante du contexte éolien, ce dernier est évalué dans un rayon de 20 km autour de la zone d'implantation.

Le contexte éolien pris en compte dans le dossier respecte la réglementation en vigueur (code de l'environnement) et intègre les parcs construits, autorisés ou ayant reçu l'avis de l'autorité environnementale. Par ailleurs, dans un scénario maximisant, nous avons souhaité aller plus loin et avons pris en compte l'ensemble des parcs en instruction, même ceux n'ayant pas reçu l'avis de l'AE.

Dans sa demande de compléments, la DREAL a demandé d'ajuster la prise en compte de certains parcs. Cette demande a été respectée. Il n'apparaît donc pas nécessaire de revoir l'étude.

Position du commissaire enquêteur :

- Le pétitionnaire peut légitimement et à juste titre invoquer le fait que le dossier a été instruit en conformité avec les dispositions réglementaires et conformément aux instructions reçues de la DREAL des Hauts-de-France.

- En contrepoint, on ne peut pas non plus faire abstraction du ressenti de saturation visuelle exprimé par une population qui, de prime abord, n'était pas hostile au développement de l'éolien et considérait même comme normal d'y contribuer en accueillant favorablement les premiers parcs.

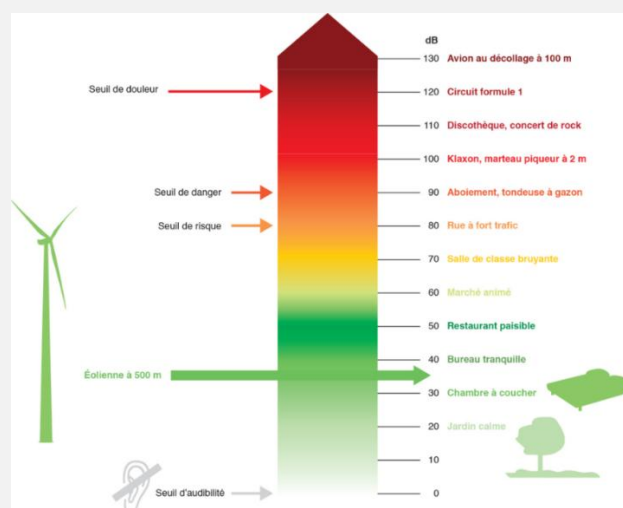
- Le slogan « Trop, c'est trop... ! » perçu pendant l'enquête publique résume à lui seul toute la contradiction entre ces deux conceptions !

→ En conséquence : La question de la densité éolienne sur ce secteur du territoire ne peut pas être occultée au seul motif que le dossier a pris en compte l'ensemble des données s'y rapportant.

L'acoustique des sites éoliens est règlementée par l'arrêté ICPE du 26 août 2011, applicable, depuis le 1er janvier 2012, à l'ensemble des parcs français. Les textes fixent un seuil de niveau ambiant à 35 décibels (dB) dans les zones à émergences réglementées, ainsi que les valeurs maximums admissibles lorsque ce seuil est dépassé. Ces valeurs sont de 5 dB le jour et de 3 dB la nuit (de 22 h à 7 h du matin). Cela signifie que lorsque le niveau de bruit ambiant dépasse 35 dB, la différence entre le bruit résiduel et le bruit ambiant ne doit pas dépasser 5 dB supplémentaires la journée et 3 dB la nuit. Si le niveau de bruit ambiant est inférieur à 35 dB, la mesure ne s'applique pas.

L'étude acoustique veille à ce que cette réglementation soit respectée. Un suivi terrain, post implantation veillera à ce que les simulations de l'étude soient bien respectées. Si ce n'était pas le cas, la Préfète peut ordonner la mise à l'arrêt du parc, comme cela a récemment été le cas dans l'Orne.

On notera que le bruit d'une éolienne à 500 mètres est inférieur à celui d'un bureau calme. A cette distance il est plus probable d'entendre le bruit des feuilles, du vent ou de la circulation routière que l'éolienne en elle-même.

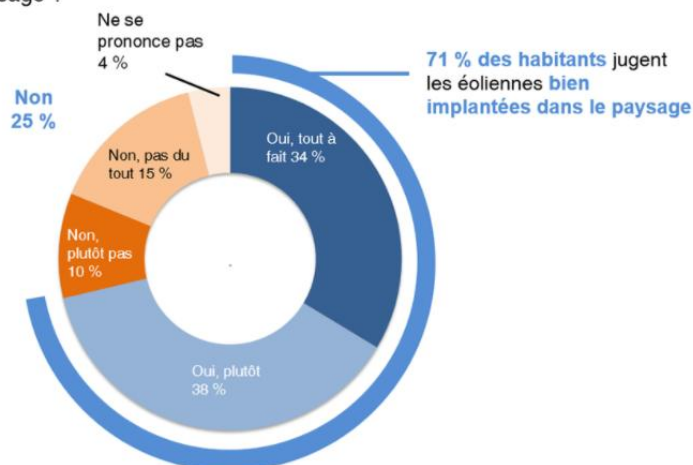


Source : Observ'ER d'après Bruitparif

L'esthétique et l'intégration des éoliennes dans le paysage sont des questions subjectives qui divisent l'opinion. C'est pourquoi les professionnels font tout pour faciliter l'insertion paysagère de leurs machines. Par ailleurs, les parcs éoliens sont soumis à des réglementations strictes qui sont renforcées au fil des années.

En 2015, la fédération d'industriels France Énergie Eolienne (FEE) a commandé une consultation au cabinet d'études CSA auprès de riverains de parcs éoliens en France. L'échantillon a porté sur 508 personnes, représentatives de la population française, résidant dans une commune située à moins de 1 000 mètres d'un parc éolien.

Les éoliennes situées près de chez vous, vous semblent-elles bien implantées dans le paysage ?



Source : France Energie Éolienne

Les sondés sont nombreux (71 %) à estimer les turbines bien intégrées au paysage et ont une bonne image de la filière éolienne. Les habitants reconnaissent un bénéfice environnemental à l'implantation du parc et un engagement de leur commune « dans la préservation de l'environnement ». En matière de nuisances sonores, 76 % des riverains n'entendent jamais les éoliennes ; seuls 7 % se disent gênés par le bruit des pales.

L'étude paysagère prend en compte tous les centres d'intérêts, culturels, touristiques, bourgs etc. et analyse les perceptions, enjeux et impacts potentiels. Au vu du nombre de parcs dans le département, un regard particulier est apporté aux effets de saturations visuelles notamment vis-à-vis de la perception des riverains. Le dossier comprend notamment une partie traitant des effets cumulés avec les autres parcs.

Il est par ailleurs proposé à l'initiative de la société, plusieurs mesures d'accompagnement visant à améliorer le cadre de vie des riverains, avec par exemple pour ceux qui ne souhaiteraient pas voir le parc depuis leur jardin, la possibilité de planter une haie arbustive pour en masquer une partie ou encore la participation à l'enfouissement des lignes électriques dans les centres bourgs ou l'aménagement des abords de l'église d'Aumâtre :

Réduire : des plantations dans les fonds de jardins	Mesures de réduction	Aumâtre Frettecuisse	5 000€ 10 000€
Enfouissement des lignes électriques	Mesures de compensation et d'accompagnement	Aumâtre Frettecuisse	80 000 €
Aménagement d'une parcelle privée	Mesures de compensation et d'accompagnement	Fresnoy-Andainville	8 200 €
Aménagement des abords de l'église d'Aumâtre	Mesures de compensation et d'accompagnement	Aumâtre	10 000 €

Position du commissaire enquêteur

- Les réponses relatives aux émergences acoustiques sont tout à fait pertinentes.
- Toutefois, la formule « *On notera que le bruit d'une éolienne à 500 mètres est inférieur à celui d'un bureau calme. A cette distance il est plus probable d'entendre le bruit des feuilles, du vent ou de la circulation routière que l'éolienne en elle-même* », laisse perplexe... !
- En ce qui concerne la formule : « *Il est par ailleurs proposé à l'initiative de la société, plusieurs mesures d'accompagnement visant à améliorer le cadre de vie des riverains, avec par exemple pour ceux qui ne souhaiteraient pas voir le parc depuis leur jardin, la possibilité de planter une haie arbustive pour en masquer une partie ou encore la participation à l'enfouissement des lignes électriques dans les centres bourgs ou l'aménagement des abords de l'église d'Aumâtre* » : L'enquête publique a démontré que les mesures d'accompagnement n'ont pas séduit les habitants des communes concernées.
- Le Conseil municipal de Frettecuisse a émis un avis défavorable au projet ce qui tend à démontrer que les mesures d'accompagnement liées à l'enfouissement des lignes électriques n'ont pas produit l'effet escompté... !
- Les mesures d'accompagnement proposées n'ont pas convaincu le Conseil municipal de Frettecuisse, et pendant la durée de l'enquête publique, le Conseil municipal d'Aumâtre a adopté une position de réserve.

→ En conséquence : il semble que la démonstration a été faite que les mesures d'accompagnement ne sont pas dans le cas présent une panacée pour favoriser l'acceptation sociale d'un projet !

Impacts à l'environnement humain	- Le parc éolien provoquera une perte de valeur du patrimoine bâti de l'ordre de 20 % selon un agent immobilier. Il provoquera également une perte d'activité du territoire.	Fret/2
	- Impact négatif sur l'attractivité touristique (activités de Gîtes).	Préf/23
	- Perturbations liées à la réception des TV et des téléphones.	Aum/20

Réponse du Maître d'ouvrage

Le marché immobilier est complexe et diversifié, il est par conséquent difficile de faire d'un cas une généralité. Le prix de l'immobilier dépend d'une partie objective : transports, commerces, loisirs, services publics emplois etc. et d'une partie subjective. Plusieurs études ont analysé le marché immobilier près des parcs éoliens ont pas démontré l'absence d'impact sur la valeur des habitations à proximité des éoliennes.

Une étude menée dans l'Aude (Gonçalvès, CAUE, 2002) auprès de 33 agences concernées par la vente ou location d'immeubles à proximité d'un parc éolien rapporte que 55 % d'entre elles considèrent que l'impact est nul, 21 % que l'impact est positif et 24 % que l'impact est négatif. Dans la plupart des cas, il n'y a aucun effet sur le marché et le reste du temps, les effets négatifs s'équilibrent avec les effets positifs.

Une autre évaluation de l'impact de l'énergie éolienne sur les biens immobiliers dans le contexte régional Nord-Pas-de-Calais, menée par l'association Climat Energie Environnement, en 2010, financée par l'ADEME et la région Nord-Pas-de-Calais, permet de quantifier l'impact sur l'immobilier (évolution du nombre de permis de construire demandés et des transactions effectuées entre 1998 et 2007 sur 240 communes ayant une perception visuelle d'au moins un parc éolien). Il ressort de cette étude que les communes proches des éoliennes n'ont pas connu de baisse apparente du nombre de demandes de permis de construire en raison de la présence visuelle des éoliennes.

Le porteur de projet souhaite également mettre en lumière la future étude menée par l'ADEME initiée en 2019 et qui vise à évaluer l'impact d'un parc éolien sur le prix de l'immobilier. Cette étude permettra d'objectiver les analyses par rapport à cette problématique en apportant des chiffres récents sur la question.

Plusieurs études dans le monde et en France métropolitaine ont démontré l'absence d'impact des parcs éoliens sur le tourisme :

- Une enquête au Québec nommée « Impact des paysages éoliens sur l'expérience touristique » a révélé que la présence des éoliennes a peu d'impact sur le désir de fréquentation.
- L'article « Les parcs éoliens ont-ils une incidence sur le tourisme ? » rédigé par l'organisme « Réseau Veille Tourisme » conclut que rien ne laisse supposer que les parcs éoliens pourraient avoir des conséquences économiques néfastes sur le tourisme.
- Enfin, en France, un sondage réalisé dans le Languedoc-Roussillon par l'Institut CSA « Impact potentiel des éoliennes sur le tourisme en Languedoc-Roussillon » a montré que l'utilisation des éoliennes est jugée comme une bonne chose par 92% des touristes.

Tout exploitant de parc éolien a l'obligation de remédier aux dysfonctionnements qui pourraient survenir à la suite de l'implantation des éoliennes. Si une défaillance était constatée, un technicien serait missionné pour s'assurer de l'origine du dysfonctionnement, puis proposer une solution qui sera prise en charge par l'exploitant éolien. Il peut s'agir d'une simple réorientation de l'antenne de réception ou bien proposer un nouvel équipement (TV satellite par exemple). A noter que l'essor de la télévision numérique réduit les risques de brouillage, même s'il ne les élimine pas.

En effet, l'article L. 112-12 du code de la construction et de l'habitation prévoit que *« lorsque l'édification d'une construction est susceptible, en raison de sa situation, de sa structure ou de ses dimensions, d'apporter une gêne à la réception de la radiodiffusion ou de la télévision par les occupants des bâtiments situés dans le voisinage, le constructeur est tenu de faire réaliser à ses frais, sous le contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, une installation de réception ou de réémission propre à assurer des conditions de réception satisfaisantes dans le voisinage de la construction projetée. Le propriétaire de ladite construction est tenu d'assurer, dans les mêmes conditions, le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement de cette installation »*.

Position du commissaire enquêteur

- En ce qui concerne les sujets liés à la dépréciation immobilière et à la baisse d'attractivité touristique, les réponses apportées par le pétitionnaire sont bien argumentées.

Il demeure néanmoins difficile de répondre de manière rationnelle à des inquiétudes qui sont fondées sur une part de subjectivité.

- En ce qui concerne les dysfonctionnements constatés dans la réception des ondes télévisuelles, dès lors qu'il y a un lien établi avec l'implantation d'éoliennes, il est effectivement prévu que le promoteur a l'obligation légale de faire intervenir un technicien à ses frais.

→ En conséquence : La réponse est jugée satisfaisante en l'état.

Réponse du Maître d'ouvrage

Une étude des sols est présente dans le dossier d'étude d'impact, une étude plus approfondie sera menée pour dimensionner précisément les fondations au moment de la construction.

→ En conséquence : Les réponses sont jugée satisfaisantes en l'état.

Impacts sur l'environnement naturel	- Demande faite au porteur de projet de réaliser une étude des conséquences spécifiques sur l'avifaune du bois Ducrocq par une autorité indépendante. Les impacts sur les chauves-souris sont minimisés et les oiseaux sont en danger.	Fret/2
	- Dégât majeur pour la faune : La Dame blanche, la chouette Effraie. Ce rapace nocturne protégé depuis 1902 ne figure pas dans les études d'impact, car il est revenu nicher pour la première fois dans une grange en 2020.	Fret/3
	- Les chasseurs ont constaté une baisse de passages d'oiseaux migrateurs depuis 2015, mise en place du parc de Saint-Maulvis.	Aum/8

Réponse du Maître d'ouvrage

L'étude écologique a été réalisée par Calidris, bureau d'études spécialisé, reconnu et indépendant. Cette dernière prend en compte les impacts sur l'avifaune et les chiroptères, notamment vis-à-vis des interactions avec le bois Ducrocq. Les services de l'Etat (DREAL et Préfecture) n'ont pas jugé ces impacts sous évalués.

L'étude écologique est basée sur une partie bibliographique et une partie terrain. Pour la première, les site internet de la DREAL HDF et de l'INPN ont été consultés pour obtenir des informations sur les zonages du patrimoine naturel local ainsi que l'association locale Picardie Nature pour le recueil des données historiques.

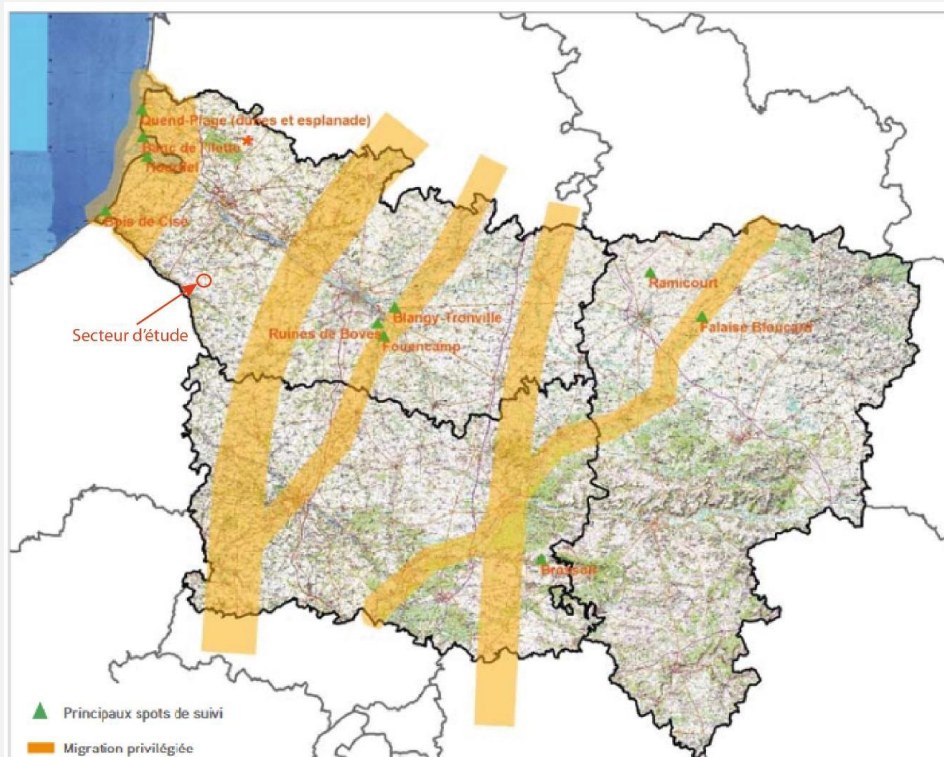
Concernant la partie terrain, des écologues sont venus à de multiples reprises aux différentes saisons, de jour comme de nuit pour recenser les espèces présentes et évaluer leur comportement sur site. Toutes les espèces recensées figurent dans l'étude écologique.

Aucune trace de Chouette Effraie, ni sur le terrain ni dans la bibliographie locale n'a été relevée. Il est possible qu'un individu soit arrivé sur site après le dépôt du dossier en Préfecture, sa présence n'a par conséquent pas pu mettre en évidence.

Enfin, il faut noter que la Chouette Effraie ne fait pas partie des espèces sensibles à l'implantation d'éoliennes d'après le guide de préconisation de la région Hauts de France.

Pour le projet éolien de Blancs Monts une étude écologique prenant en compte la bibliographie de référence et une analyse terrain d'une durée égale à celle d'un cycle biologique complet a été réalisée afin de relever toutes les espèces susceptibles de se trouver autour du site.

L'analyse bibliographique concernant l'avifaune migratrice nous indique que « *Les mouvements migratoires que l'on observe à l'automne et au printemps sont globalement orientés selon un axe nord-est / sud-ouest. L'ensemble du territoire picard est concerné par ses mouvements migratoires. Cependant, certaines zones, comme le littoral ou les vallées, sont susceptibles de concentrer les flux. La carte suivante présente l'état des connaissances actuelles sur les principales voies de migration connues dans l'ex-région Picardie. Cette dernière a été réalisée au dire d'experts et après compilation des informations des membres du comité technique de Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Picardie.* »



Carte 17 : Les principaux couloirs et spots migratoires connus en ex-Picardie (source : SRCAE Picardie 2020 – 2050 (2012))

D'après cette carte, le secteur étudié ne recoupe pas un couloir de migration principal identifié par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Picardie.

Globalement, Sur le site, **l'enjeu lié à la migration** apparaît globalement réduit et peut être **qualifié de faible** eu égard au caractère diffus de la migration et à la présence limitée quantitativement d'espèces à enjeux de conservation ou à sensibilité marquée à l'éolien.

Comme aucun élément attractif particulier permettant de concentrer les stationnements migratoires (plans d'eau, grandes roselières, thermiques importants) n'est présent sur le site d'étude et que le caractère de la migration est plutôt diffus, **les impacts du projet de parc éolien de Blancs-Monts en période de migration seront donc faibles pour les espèces non patrimoniales.**

Pour plus de détails sur ce point, nous vous renvoyons vers la partie 4.2.1. IMPACT PENDANT LA MIGRATION, page 300 du dossier 80_TQN_Blancs_Monts_04c_Volet_Faune_Flore_Habitat.

Position du commissaire enquêteur

- Réponse satisfaisante dans la mesure où le pétitionnaire rappelle que l'étude d'impact sur l'avifaune et les chiroptères a pris en compte leur interaction avec le Bois Ducrocq.
- A noter que le pétitionnaire ne nie pas le fait qu'une espèce comme la chouette Effraie ait pu faire son apparition sur le site après le dépôt du dossier en préfecture.
- Néanmoins, il est bien précisé que : « Les impacts du projet de parc éolien de Blancs Monts en période de migration seront donc faibles pour les espèces non patrimoniales ».

Or, il convient de rappeler que le projet de parc des Blancs Monts s'inscrit dans un contexte éolien déjà dense, et qu'il y a lieu de tenir maintenant compte des effets cumulés avec la réintégration du parc Les Mottes-les Havettes autorisé en janvier 2021.

→ En conséquence : Si l'argumentaire développé est recevable en l'état. Il y a lieu de s'interroger sur la valeur réelle de l'étude d'impact qui n'a pas pris en compte les incidences cumulées avec le parc Les Mottes-Les Havettes.

Impacts sur les sols, les eaux	<ul style="list-style-type: none"> - Problèmes de coulées de boues. - Quelles incidences sur le Bois Ducrocq ? 	Aum/20 Fret/06
<p>Réponse du Maître d'ouvrage</p> <p>Le risque lié aux coulées de boues est traité dans le Chapitre B partie 4.5 Risques naturels de l'étude d'impact (page 59) ainsi que dans le Chapitre F partie 2.5 de ce même document (page 310). Le bureau d'étude ATER auteur du document en question, conclut que le parc éolien de Blancs Monts n'aura aucun impact sur les risques naturels en général, incluant les coulées de boues, aussi bien en phase chantier qu'en phase d'exploitation.</p> <p>L'étude écologique démontre que les impacts écologiques liés à l'implantation du parc éolien seront non significatifs y compris vis-à-vis des interactions avec le Bois Ducrocq (paragraphes spécifiques page 323.)</p> <p>En effet, comme le montre l'analyse des impacts du projet de Blancs-Monts sur l'avifaune, il apparaît que la réalisation du parc éolien n'obérera pas la capacité des oiseaux à utiliser les différents habitats constituant la zone d'étude et ses abords (plaines céréalières, boisements, lisières). Les espèces contactées au sein du boisement Ducrocq et sur ses lisières sont principalement des passereaux dont le domaine vital est restreint et présentant une sensibilité faible vis-à-vis de l'éolien en phase d'exploitation. L'implantation étant localisée à plus de 200 mètres des lisières de ce boisement, l'impact sur la fonctionnalité du boisement pour ces espèces peut être considéré comme nul à faible.</p> <p>Concernant les mammifères, certaines espèces comme l'Ecureuil roux ne vont pas s'éloigner du boisement et ne vont donc pas être concernées par le parc éolien, situé à plus de 200 mètres des lisières. D'autres espèces, comme le Chevreuil européen, peuvent être amenées à traverser les cultures où sont localisées les éoliennes. Cependant, dans les zones ouvertes, milieux globalement homogènes, les mâts des machines seront facilement contournables par la faune, d'autant que l'emprise des machines est très réduite (quelques mètres). Ainsi les éoliennes n'auront aucun effet sur la fonctionnalité du boisement pour les mammifères.</p> <p>Concernant les chiroptères en particulier le contexte d'implantation et la distance des éoliennes au boisement (plus de 200 m), les place dans un contexte de moindre impact. Ainsi aucune altération de la fonctionnalité du bois pour les chiroptères n'est attendue.</p>		
<p>Position du commissaire enquêteur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réponse argumentée. <p>→ En conséquence : La réponse est jugée satisfaisante en l'état.</p>		

Gestion des territoires	- Depuis une dizaine d'années, la région des Hauts-de-France est le terrain de multiples projets éoliens. Notre territoire en est maintenant saturé.	Fret/3
	- Pourquoi supporter en Hauts-de-France les nuisances liées à 25% du territoire ?	Préf/23
	La Somme représente 15% de la puissance éolienne avec près de 1000 mâts installés.	Préf/51
Réponse du Maître d'ouvrage <p>En effet la région des Hauts de France dispose du plus d'éoliennes installées, cela s'explique par l'abondance du vent, la présence de grandes plaines agricoles et l'absence de contrainte rédhitoire.</p> <p>Nous apportons donc dans ce contexte un regard particulier aux effets de saturations visuelles dans les bourgs alentours et vis-à-vis de la perception des riverains. Le dossier comprend notamment une partie traitant des effets cumulés avec les autres parcs. Pour atteindre les objectifs de la Programmation Pluriannuel de l'Energie (PPE) nous pensons que chaque région doit jouir de ses ressources naturelles, dans les Hauts De France la rentabilité et la pertinence des panneaux solaires sont encore challengées, là où celles de l'éolien ne sont plus à démontrer.</p>		
Position du commissaire enquêteur <ul style="list-style-type: none"> - Cette thématique a déjà été abordée sous l'angle de l'intérêt énergétique des éoliennes. - Le pétitionnaire rappelle que l'étude paysagère comprend un volet consacré aux effets de saturations visuelles vis-à-vis de la perception des riverains, ainsi qu'une partie consacrée aux effets cumulés avec les autres parcs. <p>Ce qui est exact sauf que le projet éolien Les Mottes-les Mottes n'y figure pas... !</p> <p>→ En conséquence : Quelqu'en soient les raisons, l'absence de prise en compte du parc éolien Les Mottes-Les Havettes dans l'étude paysagère ne permet pas de disposer de l'ensemble des informations requises pour apprécier rationnellement de l'interaction des effets cumulés entre les parcs.</p>		

Conflit d'intérêt	- Toutes remarques relatives à une suspicion de conflit d'intérêt mettant en cause des élus des communes concernées.	Aum/3
	<u>Note du commissaire enquêteur</u> <i>Se rapporte au fait que plusieurs membres du conseil municipal d'Aumâtre sont propriétaires de terrains impliqués dans le projet, y compris le maire.</i> <i>Mme le maire de Frettecuisse est également visée dans la contribution Préf/59 (§ 8 – Des élus compromis).</i>	Préf/59
	<ul style="list-style-type: none"> - Accusations portées contre M. le maire d'Aumâtre et des conseillers municipaux, et Mme le maire de Frettecuisse. - Mise en cause de la validité de certaines délibérations auxquelles ces élus ont participé. 	Préf/53
Réponse du Maître d'ouvrage <p>Pour éviter tout conflit d'intérêt sur les délibérations ayant un aspect juridique, il a été mentionné dans les extraits de registres de délibération des mairies que les personnes pouvant être intéressées :</p> <p>« n'ont pas donné leur avis, pas pris part au débat ni à la délibération concernant le projet éolien. Le temps du débat et de la délibération, ces conseillers ont effectivement quitté la salle du Conseil Municipal. »</p> <p>Nous pouvons donc infirmer toute suspicion.</p>		

<p>Position du commissaire enquêteur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il n'est pas rare qu'en milieu rural des élus du Conseil municipal soient concernés directement, ou indirectement par des liens familiaux, par la propriété de parcelles agricoles destinées à l'implantation d'une ou plusieurs éoliennes... Ce qui en soit n'est pas interdit ! - Des dispositions spécifiques sont définies en conséquence lors de la prise de décision dans le cadre des délibérations rendues par les Conseils municipaux. Ces dispositions sont rappelées dans la réponse du pétitionnaire. - Les délibérations des Conseils municipaux sont également soumises à contrôle de légalité. - Dans le cadre de l'enquête publique, des accusations portant sur des « conflits d'intérêt » ont été proférées à l'encontre des élus de la mairie d'Aumâtre et de madame le maire de Frettecuisse. <p>Il convient donc de rappeler :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Que les accusations proférées ne relèvent que de la seule responsabilité de leurs auteurs ; • Qu'il appartient à ces mêmes auteurs d'engager les procédures judiciaires nécessaires et de saisir les juridictions compétentes ; • Que les accusations proférées dans le cadre de l'enquête publique ne constituent en l'état que des allégations. <p>→ En conséquence : Cette thématique n'est pas fondée à être prise en compte dans le cadre du processus d'élaboration des conclusions et de l'avis à émettre par le commissaire enquêteur.</p>

Solutions alternatives	Madame le maire de Frettecuisse suggère le retrait de l'E2.	Fret/21
<p>Réponse du Maître d'ouvrage</p> <p>Nous vous renvoyons à la réponse à la question particulière numéro 4.</p>		
<p>Position du commissaire enquêteur</p> <p>→ Voir la position exprimée dans la question n° 4.</p>		

V - Thèmes applicables à la gestion d'un parc éolien

Données techniques de fabrication et d'implantation des éoliennes	<ul style="list-style-type: none"> - Par qui sont fabriquées ces éoliennes, et ou ? - Comment parviennent-elles sur le site ? - Combien de tonnes de béton ? - Combien de camions ? - Combien de ferrailles ? 	Fret/2
<p>Réponse du Maître d'ouvrage</p> <p>Les éoliennes seront construites par Siemens Gamesa (entreprise qui construit actuellement une usine de production d'éoliennes au Havre avec 750 emplois prévus).</p> <p>A ce jour, les principaux composants sont fabriqués en Espagne, au Portugal et en Chine. Le trajet jusqu'au site dépend ainsi du pays de départ.</p> <p>Il faut compter une dizaine de camions par éolienne. Pour le modèle qui est prévu (SG145), environ 545 m³ de béton et 51 tonnes de ferrailles seront utilisés.</p>		

Position du commissaire enquêteur

- Réponses détaillées.
- On retient que les principaux composants des éoliennes installées en France sont fabriqués en Espagne, au Portugal et en Chine, soit en dehors du territoire national.

→ En conséquence : La réponse est jugée satisfaisante en l'état.

Démantèlement des parcs éoliens	► Le volet réglementaire - Garanties financières : demande au porteur de projet de faire des devis par des tiers du coût du démantèlement complet. - Demande au porteur de projet d'apporter les preuves concrètes que l'argent nécessaire sera bien réservé pour démantèlement. Quelle instance financière en sera responsable ?	Fret/02
	► Le volet environnemental - En quelles matières sont tous les éléments utilisés ? - Sont-ils recyclables ? - Qu'en est-il des résines recouvrant les pales ?	Fret/02
	Que deviennent les éoliennes après leur démantèlement ?	Préf/61
	Quelles garanties ? Puisque la plupart des entreprises et sociétés d'éoliennes ont une durée de vie inférieure à celles de leurs machines.	Préf/63

Réponse du Maître d'ouvrage

L'obligation de procéder au démantèlement est définie à l'article L.515-46 du Code de l'Environnement, créé par Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 et modifié par l'Arrêté Préfectoral du 22 Juin 2020, qui précise que :

« L'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ou, en cas de défaillance, la société mère est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site, dès qu'il est mis fin à l'exploitation, quel que soit le motif de la cessation de l'activité. Dès le début de la production, puis au titre des exercices comptables suivants, l'exploitant ou la société propriétaire constitue les garanties financières nécessaires. »

Ainsi, le porteur de projet est responsable du démantèlement du parc. A ce titre, elle devra constituer les garanties financières nécessaires et prévoir les modalités de ce démantèlement et de remise en état du site conformément à la réglementation. Ces garanties sont de 50.000€ par éolienne de 2MW, auquel s'ajoute une partie variable de 10.000€ par MW supplémentaire. Ces montants ont notamment été ré-évalués suite au travail fourni par le MTES (Ministère de la Transition Energétique et Solidaire) sur la révision et l'actualisation des garanties financières des projets éoliens.

Voici les éléments tirés du paragraphe "8.3 Estimation des garanties" du dossier "80_TQN_Blancs_Monts_03_Presentation_demande" :

Le projet de Blancs Monts étant constitué de 6 éoliennes de 4,8MW, les garanties sont portées à 468.000€. Pour rappel ce montant est soumis à indexation suivant l'indice TP01. A la date de rédaction de la demande, le montant de la garantie financière est de :

M2020 = 6 éoliennes x (50 000 + 10 000 * (4,8-2)) x 1,0648 = 498 326,4 €

Comme le précise l'article R.516-2 modifié par décret n°2015-1250 du 7 octobre 2015 du Code de l'Environnement :

« Les garanties financières exigées à l'article L. 516-1 résultent, au choix de l'exploitant :

- De l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle ;
- D'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations ;
- D'un fonds de garantie privé, proposé par un secteur d'activité et dont la capacité financière adéquate est définie par arrêté du ministre chargé des installations classées ; ou
- De l'engagement écrit, portant garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil, de la personne physique, où que soit son domicile, ou de la personne morale, où que se situe son siège social, qui possède plus de la moitié du capital de l'exploitant ou qui contrôle l'exploitant au regard des critères énoncés à l'article L. 233-3 du code de commerce. Dans ce cas, le garant doit lui-même être bénéficiaire d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance, d'une société de caution mutuelle ou d'un fonds de garantie mentionné au d ci-dessus, ou avoir procédé à une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. »

La société a déjà, à plusieurs reprises, pris toutes les dispositions nécessaires pour permettre aux sociétés exploitantes de fournir la garantie financière de démantèlement lors de la mise en service industrielles d'autres parcs éoliens.

Les matériaux utilisés pour les composants principaux sont :

- Du béton pour les fondations
- De l'acier pour le mât
- Composites type fibre de carbone pour la nacelle et les pâles
- Du cuivre pour les câbles
- Du caoutchouc pour les gaines de protection

Les parties métalliques comme le mat et le rotor constituent plus de 90 % du poids des aérogénérateurs et se recyclent sans problème dans les filières existantes. La valeur marchande de ces ferrailles font d'ailleurs souvent du démontage d'une éolienne une opération rentable. Le béton armé des fondations peut aussi être facilement valorisé : trié, concassé et déferrailé il est réutilisé sous la forme de granulats dans le secteur de la construction. Les câbles et composants électroniques sont eux aussi réutilisés.

Les pâles (environ 2% de la masse) font encore l'objet d'intenses recherches, en partenariat avec la filière aéronautique confrontée aux mêmes problématiques. Une des méthodes actuelles consiste à les valoriser en les utilisant comme combustible afin de produire de la chaleur, puis de récupérer les cendres pour fabriquer du ciment.

Pour plus de détails concernant le recyclage d'une éolienne nous vous invitons à consulter la réponse à la thématique « intérêt écologique de l'énergie éolienne » dans la partie II.

Concernant la remarque issue de la contribution Préf/63, rappelons ce qui est indiqué page précédente. Des garanties de démantèlement sont mises en place en cas de défaut de la société propriétaire du parc éolien.

L'article R.515-101 du Code de l'environnement prévoit que : « I. – La mise en service d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumise à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106. Le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant sont fixés par l'arrêté d'autorisation de l'installation ».

Position du commissaire enquêteur

- Les réponses font référence aux dispositions légales prévues par le code de l'environnement pour tout ce qui se rapporte au démantèlement des parcs éoliens.

→ En conséquence : Réponse satisfaisante qui n'appelle pas à un positionnement sur cette thématique.

Étude de dangers	- Quelles conséquences en cas d'accident (foudre, glace) ou de pales qui se détachent comme à Nurlu et Priez.	Fret/2
	- Avis défavorable du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021.	Fret/24

Réponse du Maître d'ouvrage

Les éoliennes sont, par définition, des installations saillantes dans le l'environnement. Elles sont donc susceptibles d'attirer la foudre, comme toutes les structures proéminentes avec « effet de pointe » (bâtiment, grue, pylône, ...).

Pour se conformer aux normes européennes de sécurité, les constructeurs éoliens garantissent dès lors une protection contre les risques de foudre les plus fréquents. Un câble placé au bout des pales descend ainsi le long de la tour et assure une mise à la terre. Les développeurs éoliens ont ainsi l'obligation légale d'équiper les éoliennes d'un système de protection contre la foudre, comme l'explique l'étude de danger.

En cas d'orage, les règles de sécurité imposent malgré tout de s'éloigner de tout point culminant, même équipé d'un paratonnerre. Les techniciens qui assurent la maintenance des éoliennes ou des pylônes électriques, par exemples, doivent donc rapidement évacuer le site.

Durant les mois d'hiver, de la glace peut se former sur les pales et la nacelle des éoliennes entraînant un surpoids, un déséquilibre du rotor et des risques de projection. Un système de protection est donc fourni avec les éoliennes pour prévenir de ces dangers, conformément à l'article 25 de l'arrêté du 26 août 2011.

Le système de protection décrit dans l'étude de danger se base sur trois méthodes redondantes :

- Comparaison des mesures de vent par deux anémomètres sur la nacelle, l'un étant chauffé, l'autre non, associé à des paramètres climatiques additionnels.
- Analyse de données de fonctionnement de l'éolienne, le dépôt de givre modifiant le profil aérodynamique de la pale et impactant par conséquent la production de la machine
- Système de mesure des oscillations et des vibrations qui sont causées par la formation de glace sur les pales qui peuvent, en cas extrême, déclencher un arrêt d'urgence (intégré dans la chaîne de sécurité de l'éolienne.

La détection de glace génère une alarme sur le système de surveillance à distance de l'éolienne (SCADA) et informe l'exploitant de l'événement. Celui-ci stoppe l'éolienne et ne peut la redémarrer que sur place, après un contrôle visuel des pales et de la nacelle permettant d'évaluer l'importance de la formation de glace (redémarrage à distance impossible).

Il convient également de rappeler que, conformément à l'article 14 de l'arrêté du 26 août 2011, un panneau informant le public des risques de chute de glace sera installé sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur. Cette mesure permettra de réduire les risques pour les personnes potentiellement présentes sur le site lors des épisodes de grand froid.

Concernant l'avis du Conseil Départemental, nous vous renvoyons à la réponse à la question particulière numéro n°5.

Position du commissaire enquêteur

→ La première partie de la réponse concerne le rappel des informations contenues dans l'étude de danger et ne requiert pas de positionnement particulier.

VI - Les thématiques spécifiques au projet de Blancs Monts

Impacts sur le patrimoine culturel	- La commune d'Oisemont compte une tour classée aux monuments historiques. Question : De quel monument s'agit-il ?	Préf/31
	- Atteinte au patrimoine culturel. Contribution de M. de BLANCHARD. Note du commissaire enquêteur : Le propriétaire du château de Rambures n'évoque pas le cas particulier de sa propriété, mais reste dans la généralité.	Préf/21
	Mémoire 5 déposé par M. de BLANCHARD sous Aum/118.	Aum/118

Réponse du Maître d'ouvrage

Effectivement, comme indiqué page 124 et 125 de l'étude paysagère, une maison dont certains éléments sont inscrits au titre des monuments historiques est située 2 rue Sadi-Carnot à Oisemont.

Ce monument fait l'objet d'une analyse spécifique page 134 de cette même étude. Le bureau d'étude paysager précise que « *Les façades bâties entourant la construction empêcheront d'avoir des vues étendues en direction de la zone d'implantation. La sensibilité est nulle* ».

Sans pouvoir rappeler intégralement l'étude paysagère menée par le bureau d'étude ATER concernant l'intégration paysagère de ce projet il convient ici de reprendre trois points :

- 1- La conclusion de l'état initial (page 138) :

De la configuration boisée et vallonnée du territoire émergent des enjeux souvent nuls à faibles à l'échelle du grand paysage. En effet, les perceptions de longue portée ne sont envisageables que rarement et depuis la partie Nord-Est du territoire d'étude dominé par de vastes étendues d'openfields. Ces vues resteront

minoritaires et le projet restera anecdotique à l'horizon lointain, effacé par la distance de plusieurs dizaines de kilomètres ou la présence intermédiaire d'un contexte éolien généreux. La couverture boisée caractérisant la partie Sud, Sud-Ouest de l'aire éloignée suffit systématiquement à interrompre l'étendue du regard sur le paysage lointain. Les secteurs à forts enjeux tels que la vallée de la Bresle, la Baie de Somme et de la vallée éponyme sont naturellement préservés par une topographie encaissée sans aucun lien visuel possible avec la zone d'implantation du projet. Enfin, sans que ceux-ci présentent une sensibilité forte du fait de la distance, l'église Saint-Vulfran et le beffroi d'Abbeville feront l'objet d'un photomontage afin d'établir si l'émergence de ces derniers conduit ou non à de potentielles perceptions.

Depuis l'aire d'étude rapprochée, les enjeux principaux concerneront le château de Selincourt, dont le jardin arrière est axé en direction du site d'étude. Installé sur une légère pente orientée vers Nord, il est possible de distinguer des parcs existants aux abords du projet de Blancs Monts depuis le jardin. Ce dernier point constitue le deuxième enjeu important à cette échelle, puisque la cohérence du futur parc avec ces homologues définira l'harmonie du motif et les effets perçus depuis les terrasses du Château de Selincourt. C'est avec les parcs construits d'Arguel, du Catelet et des Deux Moulins qu'il sera essentiel de créer une interaction intelligible.

A l'échelle de l'aire d'étude immédiate, les enjeux sont globalement forts et une vigilance soutenue devra être adoptée afin ne pas créer d'effet barrière pour les villages à proximité de la zone d'implantation du projet. Des cinq parties du site d'implantation, il sera préférable de ne retenir que celle positionnée au centre afin de limiter l'étalement du projet et de créer un lien entre l'ensemble d'Arguel, du Catelet, des Deux Moulins et celui du parc en instruction de Moulin La Tour. Ces préconisations permettront également d'éviter les effets d'encerclement trop marqués, à la fois pour les bourgs mais également pour les éléments de patrimoine présents au sein de l'aire immédiate.

Recommandations paysagères :

- Cultiver le lien visuel avec les parcs construits d'Arguel, du Catelet et des Deux Moulins ;
- Prendre en compte les lignes de forces du paysage (Bois Ducroq, vallées majeures, amplitudes du relief)
- Privilégier un scénario implanté sur une seule partie de la ZIP ;
- Positionner le projet en retrait visuellement vis-à-vis du patrimoine de l'aire d'étude immédiate (notamment depuis le parvis de l'église de Saint-Maulvis)
- Prendre en compte la perspective depuis le Château de Selincourt.

- 2 - La synthèse des effets du projet (page 543)

Le projet éolien de Blancs Monts s'inscrit dans un paysage semi ouvert, où les grandes étendues cultivées alternent avec les bandes boisées et les haies. Dans ce territoire de plateaux à la topographie parfois très marquée, qui se découvre au détour des lignes de crêtes, les vues sont très variables : tantôt importantes à l'échelle de l'aire d'étude immédiate, tantôt fermées aux détours des vallées ou des multiples massifs forestiers. Le motif éolien est déjà présent et permet un accueil harmonieux du futur projet dans son environnement.

Par son implantation, les gabarits envisagés et choix du site, le projet éolien évite de nombreux impacts, notamment en termes de saturation et de perceptions depuis les éléments patrimoniaux à proximité. Les impacts subsistants ont été réduits, à travers une approche d'aménagements à plusieurs échelles (Chapitre 5 de ce dossier).

Ainsi, le projet éolien de Blancs Monts offre une réponse adaptée aux enjeux et sensibilités du territoire

- 3 - Le bilan des impacts résiduels après prise en compte des mesures (page 557)

Pour rappel les mesures sont résumées page 556 :

Intitulé de la mesure	Catégories de mesures	Communes concernées	Montant estimatif de la mesure
Éviter et réduire : le choix d'implantation et du matériel	Mesure d'évitement Mesure de réduction	Aumâtre Frettecuisse	-
Réduire : intégration des éléments connexes au parc éolien	Mesure de réduction	Aumâtre Frettecuisse	-
Réduire : des plantations dans les fonds de jardins	Mesures de réduction	Aumâtre Frettecuisse	5 000€ 10 000€
Enfouissement des lignes électriques	Mesures de compensation et d'accompagnement	Aumâtre Frettecuisse	80 000 €
Aménagement d'une parcelle privée	Mesures de compensation et d'accompagnement	Fresnoy-Andainville	8 200 €
Aménagement des abords de l'église d'Aumâtre	Mesures de compensation et d'accompagnement	Aumâtre	10 000 €

Fig. 181 : Tableau de synthèse des investissements proposés pour les différentes mesures

Les différentes mesures précédemment décrites permettent principalement d'éviter et/ou réduire les impacts visuels du projet éolien de Blancs Monts mais aussi d'améliorer le cadre de vie des habitants. Le choix de l'implantation du projet et du matériel relatif au fonctionnement du parc sont des mesures essentielles pour réduire l'impact du projet dans le paysage.

La campagne de plantation dans les jardins de riverains permettra de masquer en partie le futur parc depuis les parcelles privées. Cette mesure vise à réduire l'impact visuel du projet lorsqu'il existe. Le niveau d'impact résiduel tendra ainsi à diminuer l'impact de l'entrée Nord-Est d'Aumâtre et l'entrée Nord de Frettecuisse.

Les autres mesures visent à embellir les bourgs et à améliorer le cadre de vie des habitants à travers des aménagements paysagers de qualité et surtout via l'enfouissement des réseaux électriques. Les impacts résiduels sont modérés à faibles suite à la mise en œuvre des différentes mesures de compensation au sein des bourgs de Frettecuisse et d'Aumâtre.

Position du commissaire enquêteur

- Les réponses communiquées sont un résumé de l'étude paysagère et des mesures compensatoires proposées, par notamment l'implantation de haies, et d'aménagements pour favoriser la qualité de vie des habitants (enfouissement des lignes électriques...)

Sauf qu'il convient de rappeler que :

- Par délibération, la municipalité de Frettecuisse a donné un avis défavorable au projet.
 - Des riverains éligibles aux plantations de haies sont opposés au projet.
 - Le propriétaire du Château de Rambures a exprimé un avis défavorable (Aum/118).
- L'ensemble des mesures visant à embellir et à améliorer le cadre de vie des habitants à travers les aménagements paysagers n'a pas réellement suscité l'enthousiasme dans la population ni contribué à infléchir favorablement l'acceptation sociale du projet.

→ En conséquence : Au final, ces mesures compensatoires présentent donc un caractère dérisoire.

Distance d'implantation des éoliennes	- Les éoliennes sont trop hautes et trop proches des routes (215 m). Sur quels éléments objectifs repose la dérogation qui a été accordée par le conseil départemental ? - Les éoliennes sont trop proches des habitations.	Fret/2
	- La distance minimale de 500 m peut être augmentée au cas par cas comme l'a déclaré la Ministre de la Transition écologique. > Voir ce sujet dans le paragraphe dédié aux questions à l'étude.	
Réponse du Maître d'ouvrage <p>La dérogation accordée par le conseil départemental pour se rapprocher des routes repose sur deux arguments principaux : le trafic sur les routes départementales concernées et l'absence de réglementation à ce sujet.</p> <p>La réglementation impose une distance minimale de 500 mètres entre une éolienne et une habitation, cette distance est respectée.</p> <p>Les éoliennes les plus proches des habitations ont été abaissées pour prendre en considération l'aspect visuel des riverains. Ainsi, 4 éoliennes mesurent 180m en bout de pale alors que les 2 autres se limitent à 162,5m.</p>		
<p>Nous vous renvoyons à la rubrique "Contexte réglementaire des projets éoliens" et la réponse à la question particulière n°3.</p>		
Position du commissaire enquêteur <p>- Pour mémoire, le Conseil Départemental dans sa délibération du 12 avril 2021(Aum/126) précise que les distances des éoliennes par rapport aux routes départementales sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 300 m de la RD 29 pour E2 • 240 m de la RD 29b pour E3 • 250 m de la RD 29 pour E5 • 200 m de la RD 29b pour E6. <p>- La distance minimale des 500 m par rapport aux habitations est effectivement respectée.</p> <p>→ Pas de positionnement immédiat concernant cette thématique dont l'étude sera reprise dans la question n°3.</p>		

Étude de danger	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet éolien est situé trop près de la route. - Le Conseil Départemental de la Somme a rendu un avis défavorable en évoquant ce thème (Mémoire 7). 	Préf/44 Aum/126
Réponse du Maître d'ouvrage <p>Ce sujet de la distance entre les éoliennes et les routes départementales a fait l'objet de discussions entre la société porteuse du projet et les services du conseil départemental. Ces discussions, par mail essentiellement, sont présentées dans le dossier <i>80_TQN_Blancs_Monts_07_Accords_et_Avis</i>.</p> <p>Sur la base des conclusions de l'étude de dangers et des connaissances de la direction de routes du conseil départemental, Monsieur le chef de service précise que « <i>Compte tenu des trafics sur les RD concernées et de la réglementation actuelle qui ne précise aucune distance d'implantation par rapport aux voies de circulation, je vous informe qu'il est possible d'implanter les éoliennes aux distances que vous avez précisées</i> »</p> <p>Pour plus de détail sur ce point, nous vous renvoyons vers la réponse à la question particulière n°5</p> <p>Plus globalement sur la réalisation de l'étude de dangers, la société souhaite rappeler qu'elle a été réalisée en parfaite conformité avec <u>le guide de l'étude de dangers de Mai 2012 élaboré par l'INERIS</u>.</p> <p>Cette étude conclue que : « <i>Les mesures de maîtrise des risques mises en place sur l'installation sont suffisantes pour garantir un risque acceptable pour chacun des phénomènes dangereux retenus dans l'étude détaillée.</i> »</p>		
Position du commissaire enquêteur <p>→ Pas de positionnement immédiat concernant cette thématique dont l'étude sera reprise dans la question n°5.</p>		

VII - Thématiques applicables à des demandes individuelles

Demande individuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Demandes présentées par M. François PERIMONY. 	Fret/01 Fret/4 Fret/5 Fret/25
	- Doléances exprimées par M. DUBAL Alain, de Frettecuisse	Aum/14
Réponse du Maître d'ouvrage <p>M. PERIMONY a été rencontré durant la phase de développement du projet. Suite à sa remarque dans le cadre de l'enquête publique, nous avons pris soin de le rencontrer à nouveau pour répondre à ses interrogations.</p> <p>Nous avons rencontré M. DUBAL à l'amorce du projet car sa parcelle se trouvait dans la zone potentielle d'implantation. Malgré son accord pour l'utilisation des parcelles dont il est propriétaire les résultats des études ont conduit à retenir l'implantation d'éoliennes sur d'autres parcelles.</p> <p>Une éolienne ne peut pas être invisible depuis toutes les habitations en effet. Néanmoins, les logements les plus impactés se verront proposer une plantation d'arbres ou de haies.</p>		

Lors de l'étude acoustique, plusieurs capteurs de bruit (micros) ont été placés autour de la zone d'étude. Les données récoltées grâce à ces derniers ont ensuite permis d'affiner la variante d'implantation retenue et le plan de bridage associé. Une autorisation a préalablement été demandée à chacun avant de placer ces capteurs, comme ce fut le cas pour M. DUBAL. A noter que l'implantation de ce dispositif temporaire n'a fait l'objet d'aucune rémunération et se basait uniquement sur l'acceptabilité de la démarche de la part des riverains.

Enfin, des éléments de réponse quant à la chouette effraie sont apportés dans la rubrique « Impacts sur l'environnement naturel ».

Position du commissaire enquêteur

→ S'agissant de questions en rapport avec des demandes individuelles, cette thématique ne requiert aucun positionnement particulier.

Procédure de suivi après la mise en service du parc	- Demande de désignation d'un référent auprès de la population. Note du commissaire enquêteur <i>Cette proposition peut faire l'objet d'une recommandation.</i>	Fret/2
--	---	--------

Réponse du Maître d'ouvrage

Notre société développe actuellement le projet et s'occupera également du financement, de la construction, de l'exploitation et du démantèlement.
 Nous sommes donc présents sur l'ensemble des phases des projets que nous développons. La communication entre le territoire, les élus et la société ne sera que renforcée avec la désignation d'un référent au sein de la population.
 Nous sommes en accord avec cette proposition.

Position du commissaire enquêteur

- Le pétitionnaire émet une réponse favorable à la demande exprimée.
 → En conséquence : Cette proposition est retenue et pourra effectivement faire l'objet d'une recommandation, mais exclusivement dans le cadre d'un avis favorable du commissaire enquêteur à la demande d'autorisation environnementale du projet éolien de Blancs Monts.

VIII - Contributions déposées sous forme de mémoire Réponse globale demandée

Mémoire 1	Présentation du document de 23 pages : « Questions et remarques à propos de ce projet plein de contradictions et surtout de mensonges ». Le rédacteur reprend certains points du dossier et apporte au cas par cas, des remarques, des critiques et des interrogations.	Préf/10
------------------	---	---------

Réponse du Maître d'ouvrage

D'après le SRCAE 2020-2050 Picardie, notre projet se situe sur une zone favorable sous conditions au développement éolien. Les communes d'Aumâtre et de Frettecuisse sont d'ailleurs bien présentes dans la liste des communes concernées par une zone favorable. Ce schéma régional éolien est disponible via ce lien :
<https://www.somme.gouv.fr/content/download/8693/48914/file/Synthese.pdf>

Bien que n'étant plus en vigueur à la date de rédaction du dossier de demande, le SRE ne peut être ignoré lors du développement d'un projet éolien, ce point fait donc l'objet d'une analyse approfondie au sein de l'étude d'impact (voir pages 34 et 35 du dossier 80_GWP_Blancs_Monts_04b_Etude_Impact).

Factuellement, le Schéma Régional Eolien indique que la stratégie du secteur Somme Sud-Est / Oise Ouest (où vient s'implanter le projet éolien de Blancs Monts) est de faire en sorte que « *les nouvelles éoliennes devront être implantées en cohérence avec les projets existants qu'elles viendront compléter (hauteur, rythme, type de machine, etc.)* ». L'enjeu est ici d'implanter un nouveau parc éolien de façon à densifier le pôle existant, et à le structurer.

Pour le sujet de la distance minimale aux habitations, nous vous renvoyons au paragraphe de ce document traitant de la thématique : « Contexte réglementaire des projets éoliens » et la réponse à la question particulière n°3.

Concernant le contexte éolien, Tous les parcs en fonctionnement, autorisés ou en cours d'instruction ont été pris en compte dans l'étude d'impact et ont contribué au choix de l'implantation finale, notamment à travers l'étude des effets cumulés.

Concernant les remarques vis-à-vis de l'immobilier, nous vous renvoyons à la rubrique traitant des « Impacts à l'environnement humain ».

Concernant les commentaires traitant de l'impact écologique, nous vous renvoyons au paragraphe « Impacts sur l'environnement naturel » et ajoutons à titre comparatif le graphique suivant :



Les éléments liés à la concertation menée autour du projet sont présentés dans la rubrique « Procédure de concertation ».

Le cas de l'attractivité touristique est évoqué dans le paragraphe « Impacts à l'environnement humain ».

La distance recommandée entre une éolienne et une route est une préconisation, aucune réglementation n'existe à ce sujet. La dérogation délivrée par le Conseil Départemental a permis de définir un scénario de moindre impact.

La CC2SO n'a actuellement voté aucune préconisation sur la distance aux habitations, il est donc impossible d'en tenir compte.

Position du commissaire enquêteur		
- Cette réponse semble complète et argumentée. → En conséquence, les réponses à cette contribution ne donnent pas lieu à positionnement.		

Mémoire 2	La contribution déposée par Mme le maire de Frettecuisse le 7 mai 2021.	Fret/21
Réponse du Maître d'ouvrage <p>Le Conseil Municipal de Frettecuisse a été amené à délibérer à plusieurs reprises dans le cadre du développement du projet. Premièrement, pour mener une étude de faisabilité sur son territoire, puis dans un second temps, pour autoriser Madame la Maire à signer une convention de voiries permettant à la société d'utiliser routes communales lors de la construction du parc éolien.</p> <p>Madame La Maire a signé cette convention de voiries le 17 Juillet 2019, la délibération lui donnant pouvoir y est annexée.</p> <p>A cette date, les résultats des études spécifiques étaient connus. L'implantation était définie et c'est sur cette base que la délibération pour l'utilisation des chemins ruraux et des voies communales a été demandée.</p> <p>Les éléments liés à la concertation menée autour du projet sont présentés dans la rubrique « Procédure de concertation ». La réunion d'information tenue en juin 2019 n'en est qu'une partie.</p> <p>Concernant les modalités du déroulement de l'enquête publique, nous vous renvoyons au paragraphe « Enquête publique ».</p> <p>Enfin, la question de l'éolienne E2 est traitée dans la question particulière numéro 4.</p>		
Position du commissaire enquêteur - La municipalité de Frettecuisse a émis un avis défavorable au projet par délibération rendue le 17 mars 2021. → En conséquence : Cette contribution et la réponse apportée n'amènent pas à positionnement.		

Mémoire 3	La contribution déposée le 7 mai 2021 par Mme VANMOORLEGEM Sabine.	Fret/24
Réponse du Maître d'ouvrage <p>La première contribution porte sur l'impact du projet éolien sur les chiroptères et fait référence au rapport de la SFEPM de décembre 2020.</p> <p>Cette note est une alerte de l'association concernant les éoliennes dite de « faible garde au sol » c'est-à-dire des éoliennes dont la distance entre le bas de pâles et le sol est inférieur à 30 mètres. Dans le projet de Blancs Monts, 4 éoliennes ont une garde au sol supérieure à 30 mètres, les 2 autres ayant une hauteur inférieure à cette valeur.</p> <p>Rappelons que cette note n'a pas de valeur réglementaire et traite de cette problématique à l'échelle nationale. Il convient de confirmer ou adapter les recommandations qu'elle contient par l'analyse de l'activité des chiroptères à l'échelle locale, c'est ce qui a été réalisé dans le cadre de l'étude écologique :</p>		

80_GWP_Blancs_Monts_04c_Volet_Faune_Flore_Habitat.

Ce volet contient une analyse bibliographique et les résultats d'inventaires terrains (au sol et en altitude, via la mise en place d'un micro à chauves-souris situé sur le mât de mesure). Suites aux recommandations des écologues, des mesures d'évitement et de réduction ont été appliquées, notamment à l'égard des chiroptères. Cela a permis d'aboutir à un projet final ne présentant aucun impact négatif notable sur les différentes espèces de chiroptères.

Pour cela, comme recommandé par le *Guide de préconisation pour la prise en compte des enjeux chiroptérologiques et avifaunistiques dans les projets éoliens* réalisé par la DREAL Hauts de France, l'ensemble des éoliennes (y compris celle présentant une garde au sol de plus de 30 mètres) seront arrêtées 1 heure avant le coucher et jusqu'à 1 heure après le lever du soleil, entre le 1er mars et le 30 novembre, lorsque les conditions météorologiques présenteront :

- Une température supérieure à 7°C ;
- Un vent dont la vitesse, à hauteur de nacelle, est inférieure ou égale à 6 m/s ;
- Une absence de pluie ou brouillard

La même note de la SFEPM confirme bien l'intérêt d'un tel plan de gestion du parc en faveur de l'activité chiroptérologiques (appelé bridage) comme le montre cet extrait de la page 2 : « *Des mesures techniques, comme le bridage des éoliennes lors des conditions favorables à l'activité des chauves-souris en hauteur ont apporté localement une baisse significative de la mortalité pour ces espèces (Arnett et al. 2016). Mais elles sont mises en place de façon partielle sur l'ensemble des parcs Français, dans des proportions méconnues* ».

Les autres thématiques abordées dans ce mémoire, à savoir « perte de valeur du patrimoine immobilier » et les « risques de conflit d'intérêts » sont traités dans les parties précédentes de ce mémoire.

Position du commissaire enquêteur

- La réponse communiquée par le pétitionnaire est complète et argumentée.
- En conséquence : Cette contribution et la réponse apportée n'amènent pas à positionnement.

Mémoire 4	Contribution anonymisé de 6 pages et 7 annexes. - Page 5 : Remarques sur le prix de l'électricité.	Préf/52
Réponse du Maître d'ouvrage		
<p>Comme mentionné dans ce courrier, aucun lien n'a été démontré entre éoliennes et problèmes de santé. Plus d'éléments à ce sujet sont disponibles dans le paragraphe « Nuisances sanitaires ».</p> <p>Concernant les remarques liées à l'impact écologique, nous vous invitons à consulter la rubrique « Intérêt écologique de l'énergie éolienne » et le volet écologique du dossier d'autorisation environnementale.</p> <p>Les propos relatifs au bruit sont traités dans le paragraphe « Atteinte au paysage et au cadre de vie », nous vous invitons par ailleurs à consulter l'étude acoustique du dossier d'autorisation environnementale et notamment le plan de bridage prévu.</p> <p>La facture d'électricité inclut de plusieurs taxes permettant notamment la gestion et l'entretien du réseau. L'une d'elle, appelée la CSPE (Contribution au Service Public de l'Electricité), fixée à 0.0225 euros par</p>		

kilowattheure consommé, concerne en partie l'éolien mais pas uniquement. En effet, elle permet de financer des charges de solidarité pour :

- Les ZNI (zones non interconnectées) que sont la Corse et les DOM/TOM
- Les personnes en situation de précarité énergétique
- Les consommateurs d'énergies renouvelables

En d'autres termes, au travers de ce qu'on appelle la péréquation tarifaire, cette taxe permet à n'importe quel français de payer le même prix, peu importe sa localisation ou la manière dont l'électricité a été produite. L'éolien représente (en 2019) 17% de la CSPE, soit en moyenne un coût d'un euro par mois par chaque foyer.

Pour les remarques vis-à-vis de l'immobilier, nous vous invitons à consulter la rubrique « Impacts à l'environnement humain ».

Position du commissaire enquêteur

- Le pétitionnaire a répondu de la manière la plus complète et objective possible sur ce sujet du prix de l'électricité.
- En conséquence : Cette contribution et la réponse apportée n'amènent pas à positionnement.

Mémoire 5	- Contribution de M.de BLANCHARD, Château de Rambures.	Aum/118
------------------	--	---------

Réponse du Maître d'ouvrage

Pour ce qui est des modalités du déroulement de l'enquête publique, nous vous renvoyons à la rubrique « Enquête publique ».

L'étude paysagère a été menée par un bureau d'études spécialisé afin de n'omettre aucun point sensible. La doctrine « ERC » visant à éviter, réduire, compenser a été mise en application pour ce projet afin de définir un scénario de moindre impact.

Par ailleurs, en complément, des mesures d'accompagnement ont été proposées visant à améliorer le cadre de vie des riverains.

Pour compléter nous vous renvoyons aux rubriques « Atteinte aux paysages et au cadre de vie » et « Impacts sur le patrimoine culturel ».

Position du commissaire enquêteur

- Le pétitionnaire renvoie à la lecture des éléments du dossier concernant les atteintes aux paysages et au cadre de vie.
- En conséquence : Cette contribution et la réponse apportée n'amènent pas à positionnement.

Mémoire 6	- Contribution de Mme de WAZIERS, vice-présidente du Conseil départemental de la Somme, maire de Lignières-en-Vimeu.	Aum/122
------------------	--	---------

Réponse du Maître d'ouvrage

Le 1^{er} point est traité dans le paragraphe « Gestion des territoires ».

Quant au 2^{ème} point, la rubrique « Impacts à l'environnement humain » met en avant des études démontrant que l'éolien ne participe pas à la diminution de l'attractivité touristique.

Concernant le 3^{ème} point, il convient de rappeler que l'impact paysager vis-à-vis du Château de Rambures et l'Église d'Aumâtre ont été analysés spécifiquement dans le volet paysager. Notons qu'il est incorrect d'affirmer que « *l'implantation d'éoliennes sur la commune devrait être impossible puisque contraire aux directives en matière de préservation du patrimoine protégé* ». La réglementation prévoit simplement que l'ABF (Architecte des Bâtiments de France) émette un avis sur le projet dans le cadre de l'instruction.

Les paragraphes « Atteinte au paysage et au cadre de vie » et « Nuisances sanitaires » apportent des éléments de réponse au 4^{ème} point.

Concernant le 5^{ème} point, nous vous renvoyons au paragraphe « Impacts sur l'environnement naturel ».

Pour le sujet de la consommation de terre agricole, la société indiquera simplement que l'emprise au sol du projet sera, en phase exploitation, de 5 306 m² pour les éoliennes de l'ensemble du parc, auquel s'ajouteront 3 006 m² de chemins à créer. C'est donc moins d'un hectare de terre agricole qui seront nécessaires à la production d'environ 65 000 MWh/an (électricité pour un peu plus de 10 000 foyers). Nous pouvons considérer que l'impact sur les terres agricoles est négligeable.

Concernant le 7^{ème} point, il convient de rappeler préalablement que le projet a été initié suite aux avis favorables des conseils municipaux d'Aumâtre et de Frettecuisse, communes d'implantation du projet. L'avis du Conseil Départemental, rendu lors de l'Enquête Publique, est donné à titre consultatif et vient s'opposer aux précédents avis rendus par les services voiries du même Conseil. Ce nouvel avis est donc en totale contradiction avec les réponses transmises préalablement et la délibération votée spécifiquement vis-à-vis du projet éolien de Blancs Monts durant son développement. La décision finale concernant l'autorisation du projet reviendra à Madame la Préfète.

Enfin, le 8^{ème} point concerne les décisions de la Cour de Douai, indépendantes du projet de Blancs Monts.

Position du commissaire enquêteur

- Concernant le 7^{ème} point, le pétitionnaire rappelle que le projet a été initié suite aux avis favorables des conseils municipaux d'Aumâtre et de Frettecuisse, communes d'implantation du projet.
- L'avis défavorable rendu le 12 avril 2021, par délibération du Conseil Départemental de la Somme porte sur deux sujets :

- L'absence de concertation menée avec les services du département à propos de la voirie, et l'absence d'avis demandé sur le sujet quant à la faisabilité technique et sécuritaire de ces accès ;
- Le danger représenté par les risques encourus en cas de détachement d'une partie des éoliennes E2, E5 et E6 sur les routes départementales.

La société Total Quadran conteste ces avis concernant la voirie en total contradiction avec les réponses transmises préalablement durant son développement...

→ En conséquence :

- Comme indiqué déjà précédemment, si le projet a été initié suite aux avis favorables des communes, cela ne relève que de la seule responsabilité de la société Total Quadran.

La municipalité de Frettecuisse a finalement décidé de rendre avis défavorable à l'accueil de trois éoliennes sur son territoire.

Dont acte... !

- Concernant les désaccords constatés entre le Conseil Départemental de la Somme la société Total Quadran, il n'appartient pas au commissaire enquêteur de dire qui a tort ou a raison.

→ En conséquence : Ce qu'il faut retenir au final, c'est que la municipalité de Frettecuisse a rendu une délibération défavorable, et que le Conseil Départemental de la Somme a rendu par délibération un avis défavorable portant sur deux motivations majeures.

Mémoire 7	Délibération du 12 avril 2021 du Conseil Départemental de la Somme.	Aum/126
<p>Réponse du Maître d'ouvrage</p> <p>Contrairement à ce qui est inscrit dans cet avis, le Conseil Départemental a été saisi et a répondu à 4 reprises concernant l'implantation de ce projet et spécifiquement sur la question des accès et de la sécurité. Cette sollicitation a été portée à l'initiative du porteur de projet (anciennement Global Wind Power).</p> <p>Dans le mail du 12 Juillet 2019, notre interlocuteur, Chef de service au Conseil Départementale à la Direction des routes, indique « Compte tenu des trafics sur les RD concernées et de la réglementation actuelle qui ne précise aucune distance d'implantation par rapport aux voies de circulation, je vous informe qu'il est possible d'implanter les éoliennes aux distances que vous avez précisées ».</p> <p>Par ailleurs, le Conseil Départemental a pris un arrêté départemental en date du 30 Juillet 2019 sous la référence de dossier 20190724_GRDF_PV2019 361 037 spécifique au projet éolien de Blancs Monts donnant droit à une permission de voirie portant sur l'occupation du domaine public routier.</p> <p>Ce nouvel avis est donc en totale contradiction avec la position et les réponses préalables du Conseil Départemental.</p> <p>Pour compléter ces éléments, nous vous invitons à consulter la réponse à la question particulière n°5, où les preuves d'échanges de mails sont notamment visualisables.</p>		
<p>Position du commissaire enquêteur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le commissaire enquêteur prend acte des explications et justifications fournies par le pétitionnaire, la société Total Quadran. - Néanmoins, comme indiqué précédemment, le commissaire enquêteur ne peut se positionnement dans un domaine qui relève du contentieux administratif. <p>→ En conséquence : Le commissaire enquêteur prend acte du fait qu'il a été versé à l'enquête publique une délibération avec avis défavorable rendue le 12 avril 2021 par le Conseil départemental de la Somme.</p> <p>Rappelons à toutes fins utiles que la présence de Monsieur Stéphane HAUSSOULIER, président du Conseil départemental de la Somme a été signalée par les médias lors du rassemblement organisé le samedi 24 avril 2021 devant la mairie d'Aumâtre. Que celui-ci a rappelé lors de son interview que le Conseil Départemental de la Somme avait émis un avis défavorable au projet éolien de Blancs Monts.</p> <p>En l'état actuel des faits, il n'y a pas d'autre élément à prendre en considération.</p>		

Mémoire 8	BOURGOIS Colette. Présidente de l'association Fresneville Liger.	Préf/59
<p>Réponse du Maître d'ouvrage</p> <p>La remarque liée à la saturation du secteur, est traitée dans la rubrique « Gestion des territoires ». Tous les parcs en fonctionnement, autorisés ou en cours d'instruction ont été pris en compte dans l'étude d'impact et ont contribué au choix de l'implantation finale. Les projets non pris en considération l'ont été sous demande de la DREAL.</p> <p>Concernant l'aspect écologique et plus spécifiquement vis-à-vis de l'avifaune et des chiroptères, le volet écologique de l'étude d'impact conclut que : « Dans ces conditions, le projet de parc éolien de Blancs-Monts présente un risque environnemental résiduel faible et maîtrisé, dont on doit constater que les effets négatifs sont « évités ou suffisamment réduits » suivant les termes de l'article R-122.5 du Code de l'environnement ».</p> <p>Une réponse plus complète et détaillée est apportée dans les rubriques « Impacts sur l'environnement naturel » et « Impacts sur les sols, les eaux », notamment vis-à-vis des interactions avec le Bois Ducrocq.</p> <p>Le sujet paysager est traité dans les rubriques « Impacts sur le patrimoine culturel » et « Atteinte aux paysages et au cadre de vie ». Les photomontages ont été réalisés grâce au logiciel spécialisé « Resoft Windarm r4.2 ». Ils respectent les préconisations et la méthodologie du « Guide de l'étude d'impact sur l'environnement des parcs éolien ». Cette méthodologie est explicitée p244 du volet paysager.</p> <p>Les remarques liées à l'évaluation des dangers sont traitées dans la rubrique : « Etude de Danger » et dans le dossier d'Etude de Danger. Cette étude conclue que : « <i>Les mesures de maîtrise des risques mises en place sur l'installation sont suffisantes pour garantir un risque acceptable pour chacun des phénomènes dangereux retenus dans l'étude détaillée.</i> »</p> <p>Il convient par ailleurs de rappeler, contrairement à ce qui est énoncé, que les éoliennes ne contiennent pas de « gaz hautement toxiques » et que les pâles ne dispersent pas de « gouttelettes de poison » aux alentours.</p> <p>La remarque sur « l'impact sur la santé humaine » est traité dans les rubriques « Atteinte au paysage et au cadre de vie » et « Nuisances sanitaires ».</p> <p>La remarque liée à la dévalorisation du patrimoine est traitée dans le paragraphe « Impacts à l'environnement humain ».</p> <p>La remarque sur les conflits d'intérêts est traitée dans la rubrique « Conflit d'intérêt ».</p> <p>Position du commissaire enquêteur</p> <p>- Les réponses constituent un rappel des réponses précédemment communiquées.</p> <p>→ En conséquence : Cette contribution et la réponse apportée n'amènent pas à positionnement.</p>		

Mémoire 9	Documents transmis par le Cabinet d'avocats de Montpellier.	Préf/67 à Préf/71
<p>Réponse du Maître d'ouvrage</p> <p>Ce mémoire traite de trois sujets :</p> <p>1. Phénomènes de saturation et d'encerclement</p> <p>Sur ce point, une réponse complète est apportée dans la partie « Atteinte aux paysages et au cadre de vie » de ce présent mémoire.</p> <p>Dans cette même partie, le sujet de la « densité » de parcs éoliens dans la région Hauts de France est également évoqué, il convient pour ce sujet de se référer à la partie « intérêt énergétique des éoliennes » et à la réponse à la question particulière n°7 dans la partie 10 de ce rapport.</p> <p>2. Défaut de sincérité du dossier soumis à appréciation du public</p> <p>Cette partie traite de la non prise en compte dans l'étude d'impact de trois projets éoliens situés au sein des aires d'études immédiate et rapprochée.</p> <p>Les parcs éoliens des Havettes et des Mottes sont deux de ces trois parcs, ce point fait l'objet de la réponse à la question particulière n°10 dans la partie 10 de ce rapport. Pour rappel, conformément à la demande des services instructeurs, ces deux parcs éoliens n'ont pas été pris en compte dans l'étude d'impact car ils faisaient, à la date du dépôt des compléments, l'objet d'arrêtés de refus.</p> <p>Pour le cas du projet éolien de Citerne, dont l'éolienne la plus proche est à 4,4 km du projet éolien de Blancs Monts, il apparaît comme refusé sur le site cartographique de la DREAL Hauts de France, comme indiqué sur ce lien : https://www.somme.gouv.fr/content/download/28792/182581/file/19-046-L_Eolien_terrestre_Somme.pdf ou ce lien http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/943/eolien.map.</p> <p>C'est à partir de ces données que le contexte éolien autour du projet de Blancs Monts a été défini dans le dossier d'étude d'impacts. L'autorisation de ce parc éolien a effectivement été prolongée tacitement le 20 septembre 2019.</p> <p>Une demande express sera faite aux services instructeurs et plus spécifiquement à l'inspecteur ICPE en charge de l'instruction du projet de Blancs Monts afin de confirmer que le projet éolien de Citerne fait l'objet d'une autorisation environnementale. Si tel était le cas, le demandeur se tient à la disposition des services pour régulariser le dossier et/ou fournir des éléments complémentaires permettant d'étudier le parc éolien de Blancs Monts dans un contexte éolien différent de celui présenté.</p> <p>Notons que ce projet distant de 4,4 km ne remet pas en cause la lecture globale du projet de Blancs Monts.</p> <p>3. Impacts sur les chiroptères et l'avifaune</p> <p>Pour la dernière partie de ce mémoire, il convient de se référer à la partie « impacts sur l'environnement naturel ».</p> <p>Rappelons également que contrairement à ce qui peut être affirmer dans cette contribution, le projet éolien de Blancs Monts a bien été défini dans la logique de la démarche « ERC ». Cette démarche est</p>		

L'ensemble des mesures en lien avec la faune et la flore est repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau 83 : Ensemble des mesures de type « évitement / réduction » intégrées au projet

Phase du projet	Code de la mesure	Intitulé de la mesure	Groupes ou espèces justifiant la mesure	Type de mesure
Conception	ME-1	Prise en compte des enjeux environnementaux dans la localisation des implantations et chemins d'accès	Tous les taxons	Évitement
Travaux	ME-2	Adaptation de la période des travaux sur l'année	Avifaune	Évitement
Travaux	ME-3	Coordinateur environnemental de travaux	Tous les taxons	Évitement
Exploitation	ME-4	Éviter d'attirer la faune vers les éoliennes	Faune	Évitement
Démantèlement	ME-5	Remise en état du site	Tous les taxons	Évitement
Travaux	MR-1	Récupération et transfert d'une partie du milieu naturel	Habitats	Réduction
Exploitation	MR-2	Éclairage nocturne du parc compatible avec les chiroptères	Chiroptères	Réduction
Exploitation	MR-3	Bridage des éoliennes	Chiroptères	Réduction

Position du commissaire enquêteur

- Les questions relatives aux projets Les Mottes-Les Havettes sera évoqué au Point n°10.
- Par contre, le pétitionnaire évoque le cas du parc éolien de Citerne, considéré comme refusé et qui pourrait maintenant faire l'objet d'une autorisation environnementale... !

Il s'agit là d'une information nouvelle qui n'a jamais été évoquée pendant la durée de l'enquête publique.

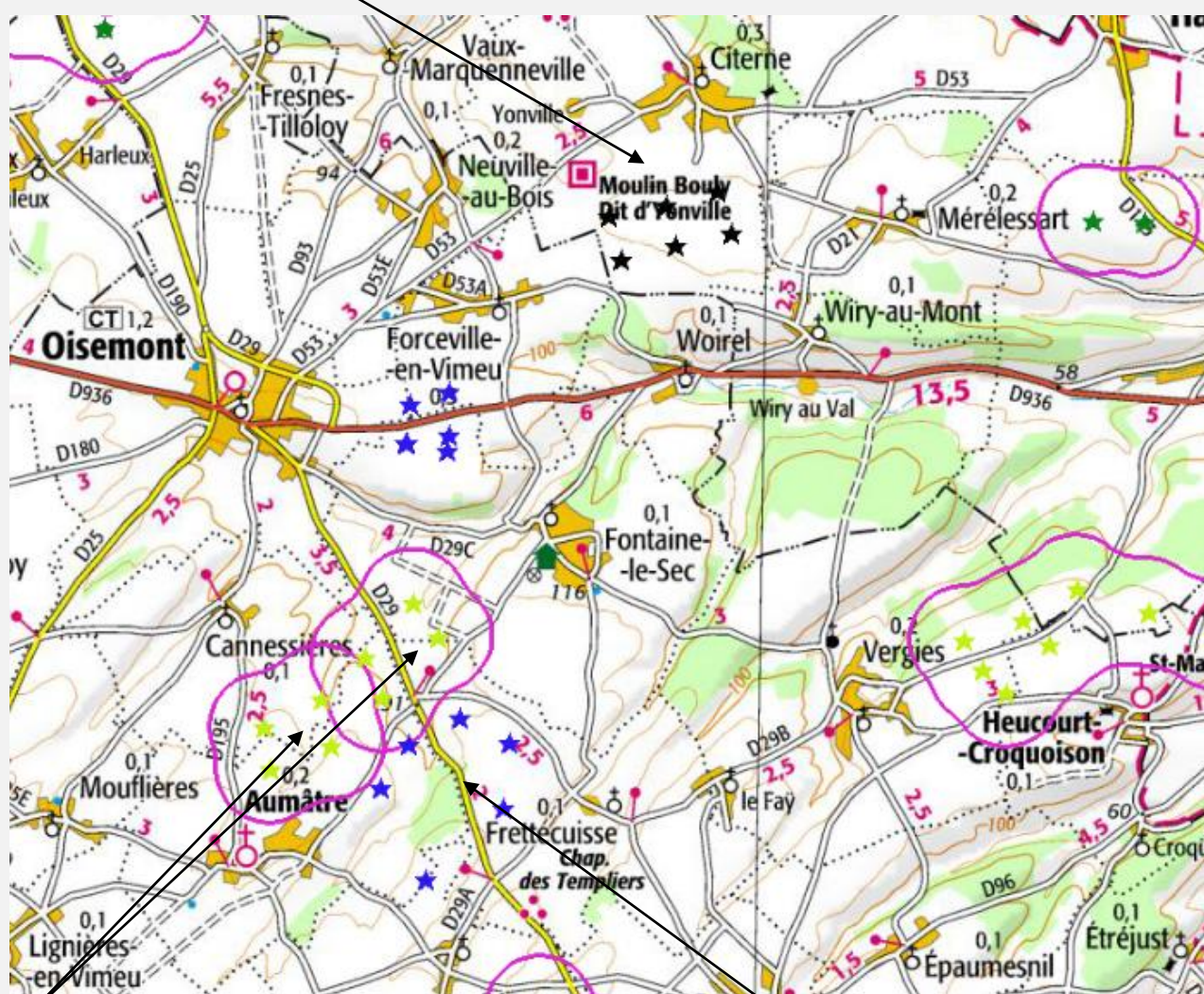
Le pétitionnaire précise : « Si tel était le cas, le demandeur se tient à la disposition des services pour régulariser le dossier et/ou fournir des éléments complémentaires permettant d'étudier le parc éolien de Blancs Monts dans un contexte éolien différent de celui présenté ».

- Le projet de 6 éoliennes sur le territoire de la commune de Citerne est visible sur le plan ci-dessous extrait du site GEO-IDE éolien.

On constate que le projet éolien de Citerne est beaucoup plus éloigné que ceux de Les Mottes-les Havettes sur le territoire des communes d'Aumâtre et de Cannessières.

La question relative à ces trois parcs sera réexaminée au Point n°10.

Projet éolien de Citerne



Projets éoliens Les Mottes-Les havettes

Projet éolien de Blancs Monts

IX - Délibérations versées à l'enquête en concordance de temps avec les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021

Servitudes et autorisation d'utiliser des voies de la commune	- Délibération du Conseil municipal d'Aumâtre du 28 février 2021. Projet de promesse de constitution de servitudes (domaine privé). Projet d'autorisation d'utilisation des voies de la commune (Domaine public). Note du commissaire enquêteur <i>L'objet de la délibération n'entre pas dans le cadre de ce qui demandé par l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021, à savoir : Demander aux collectivités d'émettre un avis sur l'objet de l'enquête publique.</i>	Aum/2
Avis défavorable	Délibération du Conseil municipal de Frettecuisse du 17 mars 2021.	Fret/21
Avis défavorable	Délibération du Conseil municipal de Cannessières du 08 avril 2021	Fret/24

Avis défavorable	Délibération du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021.	Aum/126
Position du commissaire enquêteur Les avis exprimés dans le cadre de ces délibérations sont évoqués au cas par cas dans le Titre 3, consacré aux thématiques et réponses apportées par le pétitionnaire.		

X – Questions particulières

01	<p><u>Le cas du parc éolien Les Havettes- Les Mottes</u></p> <p>La Cour d'Appel Administrative de Douai a annulé le 26 janvier 2021 l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 de refus d'autorisation de ce parc, et sous réserve des décisions à venir (Recours devant le Conseil d'État...).</p> <p>Considérant que le projet a été réintégré dans la cartographie GEO IDE :</p> <p><u>Question</u> :</p> <p>Sachant que la DREAL a demandé à ce que le projet soit retiré de l'étude d'impact en raison de la précédente décision de refus.</p> <p>→ Le porteur de projet peut-il fournir un courrier de la DREAL faisant état du rappel de cette prescription ?</p> <p>Quelles sont les conséquences directes sur la densification éolienne notamment sur le secteur d'Oisemont ?</p> <p>Les études et analyses figurant au dossier ne sont-elles pas désormais caduques ?</p> <p>La fiabilité de l'étude d'encerclement n'est-elle pas remise en question ?</p> <p>Sur le plan légal, les opposants ne seraient-ils pas en droit d'évoquer la nullité du dossier d'impact ?</p> <p>→ En d'autres termes, la recevabilité du dossier par la DREAL le 1^{er} février 2021 est-elle suffisante pour justifier à ce jour que le débat est clos concernant cette modification substantielle intervenue dans le cadre paysager de l'étude d'impact ?</p>
<p>Réponse du Maître d'ouvrage</p> <p><u>Dans le dépôt initial du projet</u>, les parcs « Les Mottes » et « Les Havettes », en instruction à cette période ont été pris en compte dans l'étude d'impact et notamment dans la partie traitant des effets cumulés.</p> <p>Le 19 Juillet 2019, le Préfet a émis un arrêté de refus concernant ces 2 parcs.</p> <p>Dans la demande de compléments, adressée le 6 Mars 2020, la DREAL a demandé au porteur de projet de ne pas prendre en compte ces 2 parcs (cf. courrier en Annexe 1) considérant qu'ils étaient refusés. Total Quadran a suivi cette recommandation dans la version consolidée du dossier, déposée en Novembre 2020.</p> <p>Voici un extrait du courrier de la DREAL :</p>	

Point n°12 : Au niveau de la qualification des impacts, les commentaires des photomontages évoquent un parc en continuité des parcs Havettes et Mottes, et donc des impacts globalement moindres. L'étude doit être reprise sans ces parcs, et les impacts ré-évalués en estimant que le parc des Blancs Monts s'insère dans un nouvel espace, vierge d'éoliennes actuellement. C'est dans la partie des effets cumulés que peuvent apparaître les projets en instruction. **Il est donc demandé d'enlever les parcs Havettes / Mottes et Crupes des photomontages et de mettre à jour l'ensemble de l'étude en conséquence et la qualification des impacts.** Le service instructeur sera très vigilant à la bonne qualification des impacts.

Si la Cour d'Appel Administrative de Douai a annulé le 26 janvier 2021 l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 de refus d'autorisation de ces parcs, la Préfecture n'a pas pour autant repris d'arrêté préfectoral autorisant le projet. Information confirmée par Ostwind, société à l'initiative du développement des Mottes et des Havettes. La procédure juridique est aujourd'hui portée au Conseil d'Etat qui n'a pas encore rendu de jugement. D'après les informations que nous avons pu avoir, ces 2 projets ne sont donc toujours pas, réglementairement autorisés. Ainsi, la décision finale sur l'issue de ces 2 projets n'est toujours pas connue.

Si ces projets étaient finalement amenés à être autorisés, le secteur se densifierait. Les parcs des Mottes et des Havettes étant situés entre Oisemont et le projet de Blancs Monts, cela ne viendrait pas pour autant augmenter l'emprise visuelle depuis Oisemont.

A titre d'illustration, trois photomontages prenant en compte ces deux parcs éoliens sont présentés en annexe 2 de ce mémoire. Il s'agit de photomontages issus du dossier initial (avant demande de compléments) depuis :

- Le château de Selincourt
- La sortie de Fontaine le Sec
- La Sortie Nord Frettecuisse

Nous avons pu échanger avec les services de la DREAL sur ce point. Il nous a été confirmé par mail que : *En effet, d'une part, l'étude d'impact ne doit prendre en compte [note WP France 20 : au moment du dépôt] que les parcs autorisés ou les parcs en cours d'instruction ayant bénéficié d'un avis de l'AE. D'autre part, la décision de la CAA pour ces parcs est intervenue après la recevabilité de votre dossier.*

La validité de l'étude d'impact et du dossier dans son ensemble ne peut donc être jugée caduque car elle respecte la réglementation en vigueur article 4 122-5 II e 5° du code de l'environnement.

Position du commissaire enquêteur

- Les réponses communiquées par le pétitionnaire sont tout à fait pertinentes et elles sont fondées à rappeler que la réglementation en vigueur a été respectée, ce qui a amené à déclarer la recevabilité du dossier le 29 janvier 2021 par les Services de l'État.

- Il est cependant précisé : « Si les parcs Les Mottes-Les Havettes venaient finalement à être autorisés, le secteur se densifierait... »

Le pétitionnaire insiste cependant sur le fait que la réintégration des parcs Les Mottes-les Havettes ne viendrait pas pour autant augmenter l'emprise visuelle depuis Oisemont.

- Ces affirmations sont étayées par la production de 3 photomontages.

- Le seul problème, c'est que le public n'a pas pu prendre connaissance des informations contenues dans l'étude d'impact concernant les incidences paysagères et les effets cumulés avec les parcs récemment autorisés.

- Il convient de rappeler que l'accès du public à la totalité des informations figurant au dossier d'enquête publique est un droit fondamental.

→ En conséquence :

A propos du projet éolien de Citerne, le pétitionnaire déclare précédemment concernant son éventuelle autorisation : « Si tel était le cas, le demandeur se tient à la disposition des services pour régulariser le dossier et/ou fournir des éléments complémentaires permettant d'étudier le parc éolien de Blancs Monts dans un contexte éolien différent de celui présenté ».

Question : Pourquoi n'en serait-il pas de même pour les parcs Les Mottes-Les Havettes, mitoyens du projet de Blancs Monts ?

02 Concernant la prise en compte des parcs éoliens construits, autorisés et en instruction ayant reçu un avis de l'autorité environnementale. TOTAL Quadran précise que pour cette étude, il a pris en compte les projets sans l'avis de l'Autorité environnementale dans un souci d'anticipation de possibles avis à venir.
Question : De quels parcs s'agit-il ?

Réponse du Maître d'ouvrage

Pour la réalisation de l'étude paysagère (mais également pour les autres études du dossier de demande) le pétitionnaire a pris en compte les parcs construits, autorisés mais également tous les projets en instruction.

Dans ces parcs en instruction, certains avaient déjà reçu un avis de l'Autorité Environnementale au moment du dépôt de la demande du projet de Blancs Monts (novembre 2019). D'autres ne l'avaient pas encore reçu, il s'agit des sept parcs suivants :

- Parc éolien Moulin de la Tour - Forceville-en-Vimeu et Fontaine-le-Sec – Numéroté 4 dans le contexte éolien – Avis AE obtenu le 6 octobre 2020
- Parc éolien du Val d'Aumont – Hornoy le Bourg et Aumont – Numéroté 10 dans le contexte éolien
- Parc éolien Quesnoy Sur Airaines (extension) - Quesnoy sur Airaines – Numéroté 16 dans le contexte éolien
- Parc éolien de Soues Est – Soues – Numéroté 43 dans le contexte éolien
- Parc éolien Fosse Descroix – Romescamps, Gourchelles et Fouilloy – numéroté 57 dans le contexte éolien - Avis AE obtenu le 2 novembre 2020
- Parc éolien de la Grande Campagne (Nom différent dans le contexte éolien) - Ville-le-Marclet - Numéroté 71 dans le contexte éolien - Avis AE obtenu le 15 décembre 2020
- Parc éolien le Cornoulier - Noyers-Saint-Martin et Thieux - Numéroté 81 dans le contexte éolien. Avis AE obtenu le 7 Juillet 2020

Position du commissaire enquêteur

- Cette liste confirme bien que les parcs les Mottes-Les Havettes ne sont pas inclus dans l'étude d'impact pour les raisons déjà évoquées précédemment, ainsi que le parc de Citerne au nord de Forceville-en-Vimeu.

03 Le nouvel arrêté ministériel du 22 juin 2020

L'article 3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 prévoyait une distance réglementaire minimale de 500 m par rapport aux habitations.

Le nouvel arrêté du 22 juin 2020 maintient cette distance (calcul effectué depuis la base du mât et non pas de l'extrémité du rotor)...

Pour un rotor de 145 m, cela donne 500 m – le rayon de 70 m = 430 mètres !

Ce qui suscite l'incompréhension du public lorsque l'on sait que la hauteur des éoliennes a doublé en 10 ans !

Question : Savez-vous pour quelle raison le calcul de la distance réglementaire commence à partir de la base du mât, et non pas de l'extrémité des pales ?

Question :

Cette distance est-elle réglementairement figée ou peut-elle être modulée au cas par cas par le Préfet comme l'a suggéré la Ministre de la Transition écologique lors du débat du 14 janvier 2021 concernant la Loi de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE).

Remarque : Cette information se répand dans l'opinion publique.

Il semble qu'elle soit extraite d'un débat à l'assemblée nationale en date du 03 décembre 2020...

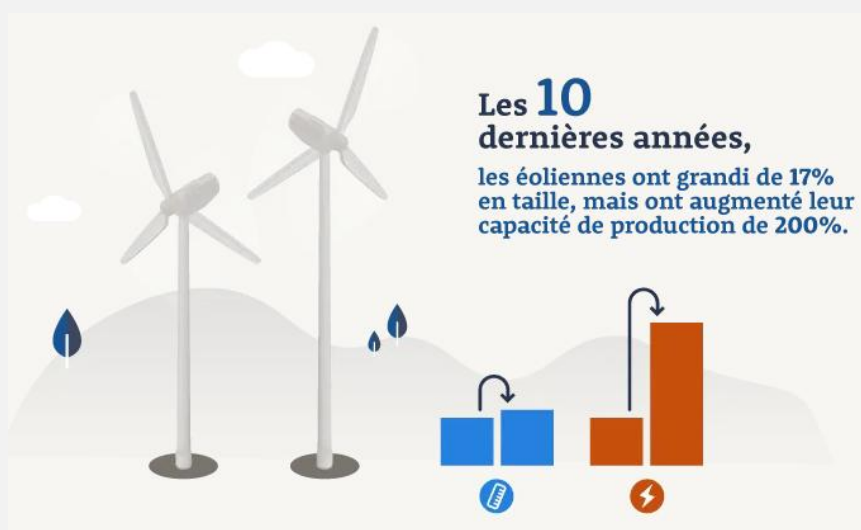
L'augmentation des distances serait donc laissée à l'appréciation des préfets, au cas par cas.

Question : Si cela est exact, à quel moment un préfet peut-il décider d'augmenter cette distance ? Pendant la phase d'examen du projet, ou après l'enquête publique, dans le cadre de l'arrêté d'autorisation ?

Commentaire : Ce dernier cas semble néanmoins peu probable car il remettrait alors en question la zone d'implantation du projet et sa cohérence.

Réponse du Maître d'ouvrage

Selon la FEE, sur les 10 dernières années, les éoliennes ont grandi de 17% en taille pour une augmentation de 200% en capacité de production. (<https://fee.asso.fr/eolien-terrestre/>)



Les éoliennes terrestres relevant du régime de l'autorisation environnementale sont dispensées de permis de construire conformément à l'article R. 425-29-2 du code de l'urbanisme qui prévoit que : « Lorsqu'un projet d'installation d'éoliennes terrestres est soumis à autorisation environnementale en application du

chapitre unique du titre VIII du livre Ier du code de l'environnement, cette autorisation dispense du permis de construire ». Elles doivent cependant être conformes aux règles de fond s'y rapportant, conformément à l'article R 181- 15-2, 12° a) du code de l'environnement.

Les éoliennes ne peuvent pas être considérées comme des bâtiments, mais des installations par opposition à la notion de construction réglementée aux articles R 151-27 et R 151-28 du code de l'urbanisme. A contrario, les locaux techniques au sol sont des constructions.

Aussi, à cet égard, elles ne sont pas soumises à l'article R 420-1 du code de l'urbanisme selon lequel « l'emprise au sol au sens du présent livre est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus ».

Aussi, rien n'oblige à ce jour de justifier de la compatibilité du surplomb de l'éolienne avec le zonage sur lequel s'exerce ce surplomb. C'est pourquoi la distance réglementaire se calcule depuis le pied de machine.

Cette distance réglementaire d'éloignement entre les installations et les constructions à usage d'habitation, les immeubles habités et les zones destinées à l'habitation définies dans les documents d'urbanisme en vigueur, est fixée à 500m selon l'article L553-1 du code de l'environnement.

Le Préfet n'a pas la possibilité de moduler réglementairement cette distance mais peut en revanche refuser une éolienne s'il considère que cette dernière est trop impactante. Moduler cette distance au cas par cas reviendrait à contourner la loi et interviendrait temporellement après étude complète du dossier, soit après la définition de la zone d'étude et de l'implantation fixée par le porteur de projet.

Position du commissaire enquêteur

- Réponse jugée complète, argumentée à vocation pédagogique.
- En conséquence : La thématique abordée n'appelle pas à positionnement.

04 L'hypothèse d'un retrait partiel d'une ou plusieurs éoliennes du projet

Dans la contribution Fret/21 du 07 mai 2021, Mme FACQUET, maire de Frettecuisse suggère le retrait de l'E2.

Est-il possible d'envisager le retrait d'une ou plusieurs éoliennes, en priorité la E2, et éventuellement la E3 ?

Pour deux raisons majeures :

- Atténuer l'effet d'encerclement paysager à hauteur de Frettecuisse.
- Réduire l'impact sur la zone d'enjeux faunistiques et chiroptérologiques du Bois Ducroq.

Réponse du Maître d'ouvrage

D'un strict point de vue économique, il est envisageable de retirer une éolienne, voire deux éoliennes.

Dans le scénario avec un retrait de deux éoliennes alors, le montant d'investissement global de ce projet passerait d'environ 27 millions d'euros à un peu plus 18,5 millions d'euros, soit une baisse de 31%.

Dans le même temps le chiffre d'affaire annuel (revenu lié à la vente d'électricité) serait réduit de 33 % pour atteindre 2,4 millions d'euros.

Du fait de l'importante ressource en vent de la zone et de l'utilisation d'éoliennes de nouvelle génération très performante, un projet de 4 éoliennes reste donc pertinent.

Il convient alors d'étudier l'intérêt du retrait d'une ou plusieurs éoliennes.

Le retrait de l'éolien E2 seul ne modifierait pas l'emprise visuelle du parc. Cependant cette éolienne étant celle la moins éloignée du bourg de Frettecuisse, cette possibilité pourrait permettre une légère diminution de l'impact.

Cette solution a été évoqué avec le conseil municipal, c'est une solution que la société est prête à mettre en œuvre et cela même si l'éolienne E2 ne présente pas un impact (tant paysager, qu'écologique) sensiblement différent des autres éoliennes du projet.

La possibilité du retrait de l'éolienne E3 n'a en revanche jamais été évoqué. Pour conclure sur cette hypothèse il conviendrait d'analyser le sujet plus en détail. Ce qui pourra être fait en parallèle de la fin de l'instruction du dossier.

Si pour des raisons d'acceptabilité locales, Monsieur le commissaire enquêteur recommandait le retrait de deux éoliennes, alors nous pensons plus judicieux d'étudier le retrait de E1 et E2. L'angle d'occupation visuelle depuis Aumâtre, Frettecuisse et Fresnoy-Andainville serait alors réduit de manière significative. A noté que ce sont les deux éoliennes les plus proches des habitations.

Néanmoins, comme le montrent les résultats des études, le parc éolien de Blancs Monts dans sa configuration actuelle ne présente pas d'impacts notables sur l'environnement. La conclusion de l'étude d'impact (page 533 du document *80_TQN_Blancs_Monts_04b_Etude_Impacts_compressed_part2* indique que :

Les impacts du projet ont été identifiés au travers de cette étude et des mesures d'évitement et de réduction ont été proposées lorsque cela s'avérait utile afin de réduire les impacts. Des mesures de compensation, d'accompagnement et de suivi seront également mises en place afin de s'assurer de la bonne intégration du parc éolien.

Concernant les études d'expertises, l'étude écologique a montré que les impacts du projet sur la faune et la flore sont globalement faibles, limités dans le temps et maîtrisables par la mise en œuvre de mesures simples (dont l'efficacité est aujourd'hui reconnue). [...] L'étude acoustique a montré que le projet respectera la réglementation française sur les bruits de voisinage.

L'étude paysagère a quant à elle montré que le projet éolien de Blancs Monts offre une réponse adaptée aux enjeux et sensibilités du territoire. [...] Par son implantation, les gabarits envisagés et choix du site, le projet éolien évite de nombreux impacts, notamment en termes de saturation et de perceptions depuis les éléments patrimoniaux à proximité.

En conclusion, d'un strict point de vue de la définition des impacts, ce projet éolien tel que conçu à ce jour ne nécessite pas de modification. Cependant, le pétitionnaire est disposé à modifier son projet afin d'en réduire encore les impacts et d'améliorer son acceptabilité.

Position du commissaire enquêteur

- Le pétitionnaire se montre favorable à la proposition qui est faite par Madame le maire de Frettecuisse de retirer du projet l'éolienne E2.

- Il est exact qu'aucune proposition de retrait concernant l'éolienne E3 n'a été formulée.

Il en est de même pour l'éolienne E1 située à 515 mètres de la première habitation à Fresnoy-Andainville.

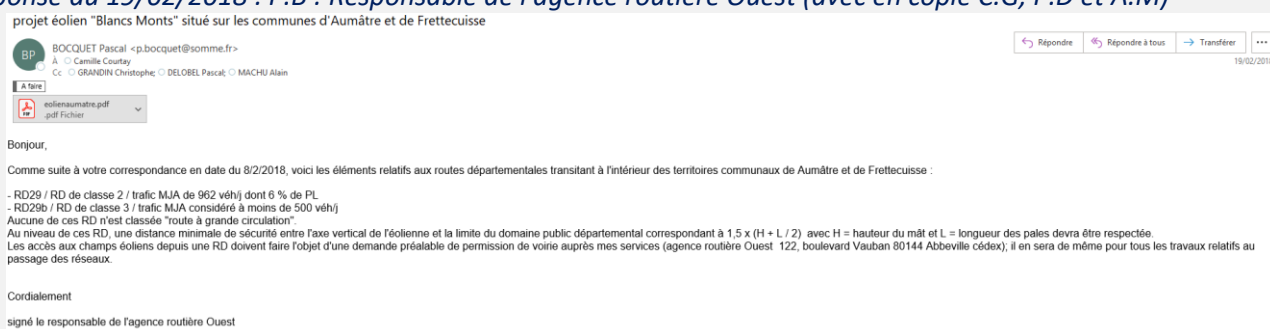
→ En conséquence : Le commissaire enquêteur prend acte de la proposition de retrait des éoliennes E1 et E2.

05	<p><u>L'avis défavorable du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021</u></p> <p>Le 12 avril 2021, le Conseil Départemental de la Somme a émis un avis défavorable au projet en invoquant des manquements à la sécurité par rapport aux risques encourus en cas de détachement d'une partie des éoliennes 2, 5 et 6 sur les routes départementales. De plus, le Département demande que soient étudiés d'autres accès pour les éoliennes 3 et 6.</p>
----	--

Réponse du Maître d'ouvrage

Contrairement à ce qui est inscrit dans cette délibération, le Conseil Départemental a été saisi et a répondu à 4 reprises concernant l'implantation de ce projet et spécifiquement sur la question des accès et de la sécurité. Cette sollicitation a été portée à l'initiative du porteur de projet (anciennement Global Wind Power).

Réponse du 19/02/2018 : P.B : Responsable de l'agence routière Ouest (avec en copie C.G, P.D et A.M)



Réponse du 21/02/2018 : A.M : Conseil départemental de la Somme, Direction du Développement des Infrastructures - Service Etudes Générales et prospective (avec en copie C.D, P.D et P.B)

Réponse du 12/07/2019 : A.M : Chef de Service, Conseil Départemental de la Somme, Direction des Routes - Service Etudes Générales et préalables (avec en copie, D.G)

Re: Demande d'autorisation de voirie projet éolien de Blancs Monts dans la Somme (80)


MACHU Alain <a.machu@somme.fr>
À : Bruno Boulonne
Cc : GRANDIN Christophe

① Nous n'avons pas pu vérifier l'identité de l'expéditeur. Cliquez ici pour en savoir plus.

Monsieur Boulonne,

Compte tenu des trafics sur les RD concernées et de la réglementation actuelle qui ne précise aucune distance d'implantation par rapport aux voies de circulation, je vous informe qu'il est possible d'implanter les éolies distances que vous avez précisées dans votre mail ci-dessous.

Cordialement
--

 **Alain MACHU**
Chef de Service

Conseil départemental de la Somme
Direction des Routes - Service Etudes Générales et préalables


Dans le mail du 12 Juillet 2019, notre interlocuteur, Chef de service au Conseil Départementale à la Direction des routes, indique « Compte tenu des trafics sur les RD concernées et de la réglementation actuelle qui ne précise aucune distance d'implantation par rapport aux voies de circulation, je vous informe qu'il est possible d'implanter les éoliennes aux distances que vous avez précisées »

Par ailleurs, le Conseil Départemental a pris, spécifiquement pour ce projet, un [arrêté départemental en date du 30 Juillet 2019](#) sous la référence de dossier 20190724_GRDF_PV2019 361 037 (document en annexe 3) donnant droit à une permission de voirie portant sur l'occupation du domaine public routier.

A noter, comme le souligne le Conseil Départemental, qu'il n'y a pas de réglementation concernant la distance entre les départementales et les éoliennes. La distance d'implantation dans le cadre du projet Blancs Monts a donc été fixée en totale concertation avec le Conseil Départemental.

Position du commissaire enquêteur

Rappel :

- L'avis défavorable rendu le 12 avril 2021, par délibération du Conseil Départemental de la Somme porte sur deux sujets :
 - L'absence de concertation menée avec les services du département à propos de la voirie, et l'absence d'avis demandé sur le sujet quant à la faisabilité technique et sécuritaire de ces accès ;
 - Le danger représenté par les risques encourus en cas de détachement d'une partie des éoliennes E2, E5 et E6 sur les routes départementales.

- Le commissaire enquêteur prend acte des réponses apportées par le pétitionnaire aux remarques figurant dans la délibération du Conseil Départemental et portant sur le thème du désaccord portant sur le point n°1.

- Le pétitionnaire ne répond pas directement au point n° 2 portant sur la sécurité en cas de détachement d'une partie des éoliennes E2, E5 et E6.

La réponse est en fait évasive.... Il faut comprendre qu'à partir du moment où le Conseil Départemental a donné son accord dans le cadre des échanges intervenus en 2018 et 2019, cela suffit pour considérer que le Conseil Départemental valide la matrice des risques telle qu'elle figure dans l'étude de danger (Page 75 de l'étude de danger, volume 5b, et page 21 du RNT).

- Ce qui pose problème dans la réponse, c'est que l'étude danger est datée d'octobre 2020, et que le dossier a été déclaré recevable le 29 janvier 2021 par les services de l'État.

Or, les échanges cités dans la réponse du pétitionnaire sont datés des 19 février 2018, 21 février 2018, 12 juillet 2019 et 30 juillet 2019, soit antérieurement à la production de l'étude de danger figurant au dossier d'enquête publique.

- Dans sa délibération du 12 avril 2021, le Conseil Départemental précise bien en page 3 au 1^{er} § :
« Comme indiqué dans l'étude de danger, ces distances ne permettent pas d'exclure définitivement un impact sur le réseau départemental en cas de détachement d'une partie de celle-ci avec des gravités sérieuses relevées sur les éoliennes E2, E5 et E6 »

→ En conséquence :

- Comme cela a déjà été indiqué précédemment, il n'appartient au commissaire enquêteur de se positionner et d'arbitrer entre la version émanant du Conseil Départemental de la Somme et la version contradictoire du pétitionnaire.

- L'avis défavorable du Conseil Départemental de la Somme est fondé sur la base des informations figurant à l'étude de danger, indépendamment des autorisations qu'il a pu délivrer précédemment.

- Le commissaire enquêteur retient donc l'avis défavorable exprimé par le Conseil Départemental de la Somme dans sa délibération du 12 avril 2021.

06

Discordance entre les chiffres

En page 39 de l'étude d'impact, Le dossier précise que dans un rayon de 25 km autour de la ZIP se trouvent 83 parcs.

L'avis de la MRAe parle de 56 parcs en fonctionnement, 12 autorisés non encore construits, et 16 parcs en cours d'instruction, soit 84 parcs.

Le volet paysager fait état de 66 parcs (359 éoliennes) et quelque fois de 61 parcs...

Question : Quels sont les bons chiffres ?

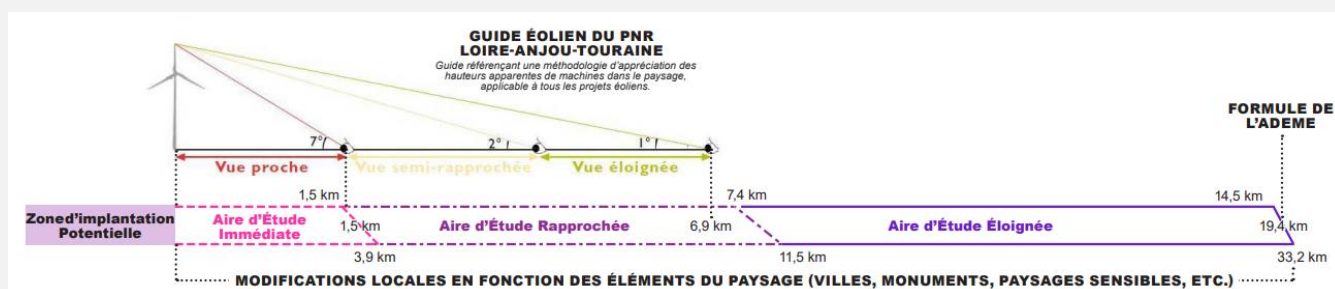
Réponse du Maître d'ouvrage

La page 39 de l'étude d'impact indique 56 parcs en fonctionnement, 12 parcs autorisés et 15 parcs en cours d'instruction (soit 83 parcs) dans un rayon de 26 kilomètres et non 25.

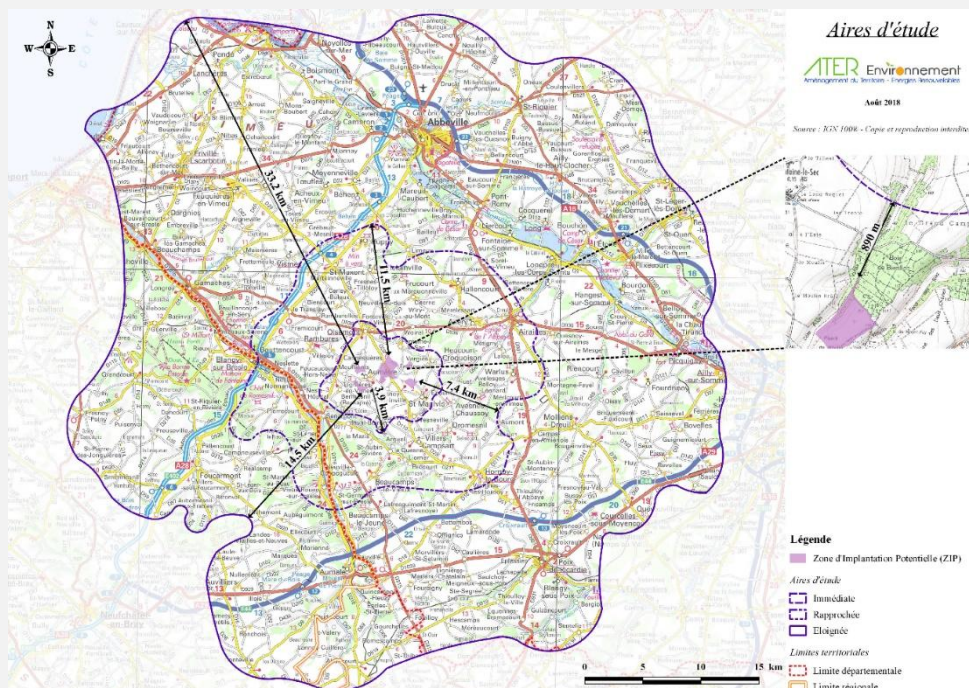
L'avis de la MRAE mentionne effectivement 56 parcs en fonctionnement, 12 parcs autorisés et 16 parcs en cours d'instruction (soit 84 parcs) dans un rayon "d'environ 25 kilomètres" (qui est en fait 26 kilomètres) de la zone d'implantation potentielle du projet.

L'avis de la MRAE comptabilise donc un parc éolien en cours d'instruction supplémentaire, certainement le parc "Blancs Monts" lui-même.

Le volet paysager présente, en effet, des chiffres différents en fonction des paragraphes. Cela s'explique par l'utilisation de différentes aires d'études, à savoir :



- **L'aire d'étude éloignée** permet de définir les caractères du paysage, ses identités, les unités paysagères, le contexte historique et social. La taille apparente des éoliennes y est faible voire très faible, leur prégnance dans le paysage est mineure. C'est à partir de ces grandes lignes que l'on peut commencer à esquisser une première ébauche compréhensive du paysage qui s'apprête à recevoir un nouveau parc éolien.
- **Dans l'aire d'étude rapprochée**, la prégnance des éoliennes dans le paysage est importante. Elles y seront visibles avec une taille apparente faible à moyenne, voire importante en périphérie, mais constituent un élément marquant du paysage. Les communes aux alentours et les zones bâties y sont étudiées plus en détail, ainsi que les infrastructures et points de vue majeurs du projet.
- **Dans l'aire d'étude immédiate**, les éoliennes dépassent en général les autres éléments du paysage. Une attention particulière est portée au bâti (emblématique ou non) et aux éléments du paysage qui seront concernés par les travaux de construction et les possibles voies d'accès.



La carte ci-dessus présente ces différentes aires d'études.

L'ensemble des chiffres évoqués sont donc corrects, il est cependant nécessaire de bien de référer au périmètre associé.

L'étude d'impact comme l'étude paysagère font bien état de 83 parcs au sein de l'aire d'étude éloignée (voir page 61 du document *80_TQN_Blancs_Monts_04e_Volet_Paysager_partie01_pages1-64_compress*).

Position du commissaire enquêteur

- Réponse complète et satisfaisante.
- cette question n'appelle pas à positionnement.

07 Les objectifs en termes de production éolienne

De nombreux opposants considèrent que les objectifs en matière de production éolienne terrestre sont atteints dans la Région et dans le département de la Somme.

Les objectifs fixés par le SRCAE en 2015 des anciennes Région Nord-Pas-de-Calais/Picardie, à 4147 MW pour 2020 sont-ils atteints ?

Quel est le dernier chiffre connu en matière de production éolienne pour la Somme ?

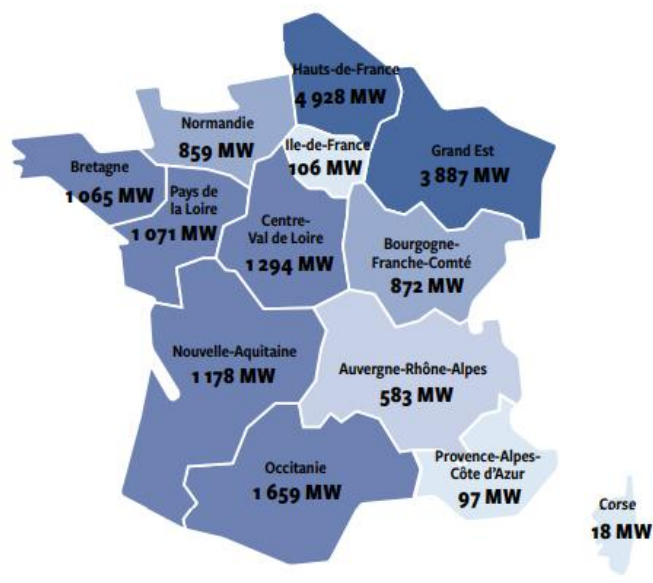
Question : Si les objectifs sont atteints dans la Région des Hauts-de-France et notamment le département de la Somme, pour quelles raisons des projets éoliens continuent-ils d'y être développés au risque de se voir opposer un refus ?

Réponse du Maître d'ouvrage

D'après le panorama des énergies renouvelables établi par RTE le 31 décembre 2020, la puissance éolienne installée dans les Hauts de France était de 4928 MW.

Ce dossier est disponible via ce lien : <https://assets.rte-france.com/prod/public/2021-04/Panorama%20T4-2020-V2.pdf>

Puissance éolienne installée par région au 31 décembre 2020



Les objectifs 2020 de la région Hauts de France sont effectivement atteints.

Cependant, il convient maintenant de se référer aux objectifs à venir.

D'après la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Energie) la puissance éolienne devra atteindre entre 34 et 36 GW en 2030 contre 17,6 GW en décembre 2020. C'est donc une multiplication de la puissance par 2 qui est attendue.

Deux axes de travail permettront d'atteindre cet objectif ambitieux, d'une part le remplacement de parcs éoliens existants par de nouvelles installations de plus grande puissance et d'autre part le développement de nouveaux projets.

L'illustration ci-dessous (également issue du panorama des EnR) présente ces chiffres :



- Le SRADDET de la région Hauts de France fait actuellement l'objet d'un recours contentieux. Une décision du tribunal administratif de Lille est attendue pour 2022, suivant l'issue du jugement les objectifs qu'il contient pourront être revus afin d'être en accord avec la politique nationale et européenne.

→ En conséquence : La réponse est jugée satisfaisante.

Clôture et transmission du rapport

Vu les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021,
Le rapport accompagné de ses annexes et pièces jointes, ainsi que des conclusions motivées et l'avis exprimé, est transmis à Madame la préfète de la Somme.

Pièces jointes

N° 01/ Le plan d'implantation des 09 panonceaux d'affichage public sur le site d'implantation

N° 02/ Le procès-verbal de synthèse des observations du 17 mai 2021 élargé par M. Léo MARIE, de Total Quadran.

N° 03/ le mémoire en réponse de Total Quadran en date du 1^{er} juin 2021.

Autres pièces jointes

- Le dossier du siège de l'enquête publique en mairie d'Aumâtre.
- Les registres d'enquête publique des mairies d'Aumâtre et de Frettecuisse, et leurs pièces jointes.
 - 09 pièces jointes au registre de Frettecuisse.
 - 93 pièces jointes au registre d'Aumâtre.
- Les 71 contributions déposées sur l'adresse @ du site de la préfecture de la Somme.
- Les 4 publications légales :
 - Les 2 exemplaires du Courrier Picard du 23 mars et du 13 avril 2021.
 - Les 2 exemplaires de Picardie la gazette n°3874 (17 au 23 mars 2021) et 3877 (07 au 13 avril 2021).
- Avis d'information d'enquête publique rédigé et distribué par la municipalité de Frettecuisse le 1^{er} avril 2021.
- 04 contributions réceptionnées hors-délai.

Annexes

- 1- Article de presse du Courrier Picard du 15 mars 2021
- 2- Article de presse du Courrier Picard du 16 mars 2021
- 3- Article de presse de l'Éclaireur du Vimeu du 24 mars 2021
- 4- Article de presse du Courrier Picard du 15 avril 2021
- 5- Article de presse de l'Éclaireur du Vimeu du 18 avril 2021
- 6- Article de presse du Courrier Picard du 24 avril 2021
- 7- Tract diffusé par l'Association de Sauvegarde de l'Environnement et de la Qualité de Vie de Fresneville et Vallée du Liger.

Le 11 juin 2021

Le commissaire enquêteur P. JAYET

